

**Un violent séisme ravage
l'Anatolie orientale**
Des milliers de victimes
LIRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuvé-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F
Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 12 fr. ;
Canada, \$ 0,65 ; Danemark, 3 kr. ; Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 20 s. ; Grèce, 18 dr. ;
Irlande, 45 rs. ; Italie, 200 L. ; Japon, 125 y. ;
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ;
Portugal, 1250 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. ;
U.S.A., 65 cts. ; Yougoslavie, 10 d. din.
Tarif des abonnements page 29
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 19
C.C.P. 6207-23 Paris
Tél. Paris n° 69673
Tél. : 246-72-23

L'Espagne en campagne électorale

Retrouailles ibériques

La visite officielle que vient d'effectuer à Lisbonne M. Adolfo Suárez, chef du gouvernement espagnol, consacre de nouvelles et très symboliques retrouvailles ibériques. Sans doute chacune des parties a-t-elle tenu à préciser que l'objet de ces discussions n'était pas idéologique. M. Mario Soares l'a même publiquement souligné en invoquant le principe de « non-ingérence ». Officiellement, il s'agissait de renouer de bonnes relations sur une base radicalement différente de celle du vieux « pacte ibérique » qui, de 1839 à 1974, a uni deux dictatures hostiles au « désordre démocratique » européen.

Il s'agit au contraire, aujourd'hui, aux termes du communiqué commun publié à Lisbonne, de « réaffirmer la vocation européenne » des deux pays en restaurant des liens bilatéraux favorisés par une certaine conception commune de la démocratie libérale.

Pourtant, au-delà des prudences du langage diplomatique, chacun s'accorde à Madrid et bien qu'à Lisbonne à donner un sens beaucoup plus politique à cette rencontre « au sommet », la première depuis le début de la révolution portugaise en 1974. Voilà, en somme, deux hommes que le hasard de l'état civil rend presque homonymes, représentant l'un et l'autre des pays sortis à un an d'intervalle d'une longue dictature, et qui cherchent, chacun à sa manière, vers plus de liberté et plus de justice. L'un, venant de l'extrême droite, dans son pays il y a deux ans et demi porté par une vague révolutionnaire dont il s'attachait surtout à combattre — parfois durement — les excès et totalitarismes. L'autre, élevé dans le sérail, issu du franquisme et servant les desseins d'une monarchie libérale encore sans vraie légitimité, a fait preuve depuis cet été d'une habileté assez singulière face à une droite contrainte à reculer « en douceur ».

Deux personnalités et deux destins que tout sépare, et qui, pourtant, ont aujourd'hui suffisamment en commun pour affronter leurs expériences et se prêter mutuellement assistance. Le Portugal, dont Mignolo de Unamuno disait qu'il « tourne le dos à l'Espagne », bénéficie aujourd'hui d'une incontestable « avance » politique sur son grand voisin. Que l'on ait pu parler de « virage à droite » à Lisbonne ou même de « retour » arrière après le 25 novembre 1975 ne doit pas faire oublier que M. Soares, régulièrement élu à la tête d'un gouvernement socialiste, nanti d'une Constitution dont on a pu dire qu'elle était « la plus socialiste d'Europe », peut considérer sans trop de complexité les leçons espagnoles. Si l'on parle à Lisbonne de protéger les « acquis », c'est bien parce que de nombreuses réformes sociales ont été acquiescées, alors qu'elles sont encore loin de l'être à Madrid.

M. Soares, en revanche, peut estimer à bon droit que la mort du dictateur, l'absence de guerre coloniale et l'abstention de l'armée ont permis à son pays de faire utilement l'économie d'une révolution. Bien plus développée économiquement, l'Espagne a encore beaucoup de chemin à faire pour rattraper sur le plan politique le Portugal. Une ironie de l'histoire donne aujourd'hui à ce dernier le moyen de jouer un rôle non négligeable dans la libéralisation espagnole. M. Soares, membre avec le parti socialiste ouvrier espagnol de l'Internationale socialiste, peut jouer les bons offices entre le gouvernement de Madrid et l'opposition démocratique espagnole. Encouragera-t-il le P.S.O.E. à rompre avec les communistes et à renoncer à l'abstention au référendum du 15 décembre ? Ou, à l'inverse, de son influence pour obtenir de Madrid la garantie, notamment électorale, en faveur des socialistes espagnols ? Encore faudrait-il, pour cela, que le congrès du P.S.O.E. qui doit avoir lieu le 5 décembre à Madrid, et auquel M. Soares est invité, soit autorisé. Ce qui n'est pas encore le cas.

Une partie de l'opposition prône l'abstention au référendum

Les électeurs espagnols devront répondre, le 15 décembre, à la question suivante : « Approuvez-vous le projet de loi de réforme politique ? » Il prévoit notamment l'instauration d'un système parlementaire bicaméral fondé sur le suffrage universel direct.

La proximité du scrutin a fait monter la fièvre dans les milieux politiques à Madrid. M. Rodolfo Martín Villa, ministre de l'Intérieur, a déclaré que toute propagande en faveur de l'abstention — prônée par une partie de l'opposition — serait considérée comme illégale. Le quotidien libéral El País estime qu'il s'agit là d'un retour aux méthodes autoritaires du franquisme. D'autre part, seuls les partis légalement déclarés auront accès à la télévision, ce qui exclut les formations de gauche.

De notre envoyé spécial

Madrid. — L'annonce du référendum populaire sur la réforme politique fixée au 15 décembre fait monter la fièvre dans les milieux politiques. Les dirigeants des formations reconnues par le gouvernement en vertu de la loi sur les « associations politiques » ainsi que les chefs des partis d'inspiration démocratique non encore légalisés multiplient les réunions et les colloques pour tenter de définir leur attitude.

Si la bataille du référendum est généralement considérée comme gagnée d'avance par le gouvernement, les dirigeants, de l'extrême droite à l'extrême gauche, songent déjà, au-delà de la consultation, aux élections générales de l'année prochaine. Le référendum doit en effet entériner la première transformation sérieuse des institutions franquistes. Il donnera le coup d'envoi de la campagne électorale la plus longue et la plus importante en Espagne depuis quarante ans.

MARCEL NIEDERGANG.

(Lire la suite page 3.)

● EN BELGIQUE

L'éclatement du Rassemblement wallon menace le gouvernement (Lire page 3.)

● AU CANADA

M. Trudeau prononce un discours apaisant après les élections au Québec (Lire page 5.)

La fin de la visite de Hassan II

Le roi du Maroc suggère une rencontre entre MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand

La visite officielle du roi Hassan II du Maroc en France s'est achevée ce jeudi matin 25 novembre par une conférence de presse au Grand Trianon à Versailles.

A cette occasion, le souverain a évoqué la situation politique intérieure française et il a laissé entendre que M. Giscard d'Estaing devrait rencontrer M. Mitterrand. Le président de la République avait déclaré la veille que, « dans le monde actuel, les relations franco-marocaines étaient d'une qualité et d'une nature rares ».

Le roi Hassan II a confirmé qu'il avait étudié avec le chef de l'Etat français le projet de construction au Maroc d'une centrale nucléaire. Paris examinera favorablement ce projet.

Dans le communiqué commun publié ce jeudi, les deux chefs d'Etat manifestent leur intention d'« approfondir davantage les rapports entre les deux pays ».

Depuis trois jours, les responsables français et marocains commentent les déclarations du roi Hassan II et de M. Giscard d'Estaing ne cessent de se féliciter de l'excellent état des relations entre les deux pays. L'accent est mis sur les liens personnels de confiance et d'amitié — la « coplité », selon la formule du souverain — qui unissent celui-ci au président de la République.

A l'issue de la réunion élargie qui a mis fin aux entretiens officiels mercredi après-midi à l'Élysée, M. Giscard d'Estaing a tenu à souligner que, dans le monde actuel, la qualité des rapports franco-marocains était rare, s'agissant de deux pays, l'un développé, l'autre du tiers-monde, situés sur des continents différents.

Les dirigeants français ont toutes raisons de se montrer satisfaits de la façon dont s'est déroulée une visite officielle au sujet de laquelle ils pouvaient avoir quelques appréhensions.

DANIEL JUNQUA.

(Lire la suite page 2.)

Les relations se dégradent entre l'U.D.R. et le gouvernement

M. Giscard d'Estaing, qui a quitté Paris jeudi 25 novembre en début de matinée pour inaugurer l'autoroute A 4 Paris-Metz, visite successivement cette dernière ville, Nancy et Strasbourg avant de regagner la capitale vendredi en fin de journée. Il se rendra mardi 30 novembre à Lille, où il présidera le lendemain le conseil des ministres.

Ces prises de contact avec « la province » interviennent au moment où, à Paris, et notamment à l'Assemblée nationale, les relations se dégradent de plus en plus entre l'U.D.R. et le gouvernement.

Jeudi et vendredi, le président de la République se consacre essentiellement aux problèmes économiques multiples auxquels doivent faire face la Lorraine et l'Alsace.

Commentant la récente série d'élections législatives partielles, M. Michel Ponlatowski a eu le front d'affirmer mercredi devant le conseil des ministres que les résultats en avaient été « dans l'ensemble positifs pour la majorité présidentielle ». Après les échecs subis par deux républicains indépendants dans la Haute-Loire et dans la Rhône, et la très difficile réélection d'un troisième dans les Yvelines, l'appréciation du ministre d'Etat apparaît plaisante. Peut-être a-t-il voulu faire rire un peu la France, ou tout au moins la France politique, qui en aurait, à vrai dire, grand besoin.

La situation se dégrade, en effet, de jour en jour. L'accumulation des incompréhensibles erreurs politiques commises par M. Valéry Giscard d'Estaing dans la période récente, et notamment la mise sur orbite de M. d'Ornano pour la mairie de Paris, deux jours avant les élections législatives « partielles », ont eu pour effet de déchaîner contre le pouvoir une U.D.R. puissamment renforcée par les succès électoraux de MM. Chirac et Tiber.

M. Michel Debré, qui continue de fulminer (« l'unité de commandement indispensable à la réussite n'est pas respectée... il faut que le gouverne-

RAYMOND BARRILLON.

(Lire la suite page 14.)

Tous les syndicats de fonctionnaires réunis pour la première fois depuis trois ans

Négocier en excluant une progression du pouvoir d'achat ne me paraît pas possible

nous déclare M. Henry, secrétaire général de la FEN

Pour la première fois depuis trois ans, toutes les organisations syndicales de la fonction publique se réunissent ce jeudi 25 novembre, à 15 heures, au siège de la FEN. Celle-ci avait envoyé les invitations le 19 novembre, tandis que, deux jours plus tôt, la C.G.T. avait lancé un appel en faveur d'un « front syndical commun le plus large » pour s'opposer à la politique de blocage du pouvoir d'achat des traitements décidée par M. Barre pour 1977.

La C.G.T. et la C.F.D.T. ont fait faire leurs griefs vis-à-vis des dirigeants F.O., FEN, C.F.T.C., C.G.C. et autonomes qu'ils accusaient naguère

« En écrivant au premier ministre le 10 novembre, vous lui avez fermement rappelé les engagements pris dans l'accord 1976, non, encore réalisés.

de signer avec le gouvernement des « accords au rabais ». Si après cette réunion exploratoire toutes les fédérations parviennent à adopter des objectifs communs, le gouvernement risque de devoir faire face à une pression grandissante de l'ensemble des salariés du secteur public.

M. André Henry, secrétaire général de la FEN, organisation dont la signature a figuré dans une demi-douzaine d'accords, explique, dans l'entretien qu'il a accordé à Joanne Roy, les raisons pour lesquelles il croit ne pas pouvoir participer à une négociation qui exclurait en 1977 toute progression du pouvoir d'achat.

les frais d'une politique qu'ils répréhendent.

Propos recueillis par JOANNE ROY.

(Lire la suite page 39.)

AU JOUR LE JOUR

Théodule au pouvoir !

Lorsque, avec la courtoisie qui est de mise entre membres de la majorité, M. Marc Lauriol s'enquerra auprès de M. Barre de ce que le gouvernement de ce dernier avait fait de la République, il se demandait si le pouvoir n'était pas passé des mains du Parlement à celles de ces comités Théodule qu'évoquait jadis le général de Gaulle.

Il serait exagéré de dire que tous les membres des « entourage » s'appellent Théodule, mais si ce mot est un nom générique désignant les éminences grises, les tyrans sectoriels, les dictateurs d'antichambre et de couloir, alors il est bien vrai que les théodules font la loi.

ROBERT ESCARPIT.

PARMI LES ROMANTIQUES ALLEMANDS

Qui était Kleist ?

En cette fin d'automne, Paris est plein de Romantiques allemands : à l'Orangerie, les peintres, parmi lesquels on découvre avec ravissement Kaspar Friedrich et ses étonnants paysages ; à l'Institut Goethe (17, avenue d'Iéna), les poètes, plus modestement évoqués par la gravure et le manuscrit. Curieusement, parmi ces derniers, Heinrich von Kleist ne figure pas.

Est-ce un ostracisme volontaire continuant les dédits du grand tragique allemand avec ses contemporains ? Les Romantiques eux-mêmes ne l'avaient accepté qu'avec réticence ou embarras. De ce côté-ci du Rhin, en tout cas, Marcel Briaud, l'admet de plein droit dans les deux volumes consacrés à « l'Allemagne romantique » (Albin Michel), qui restent encore aujourd'hui la meilleure introduction française au mouvement et à ses étonnantes figures.

Kleist se rattrape ailleurs : sur les écrans de cinéma où brille sa « Marquise d'O » rojeunie par Eric Rohmer ; aux vitrines des librairies où deux livres simultanément imposent son nom : sa « Correspondance », inédite en français

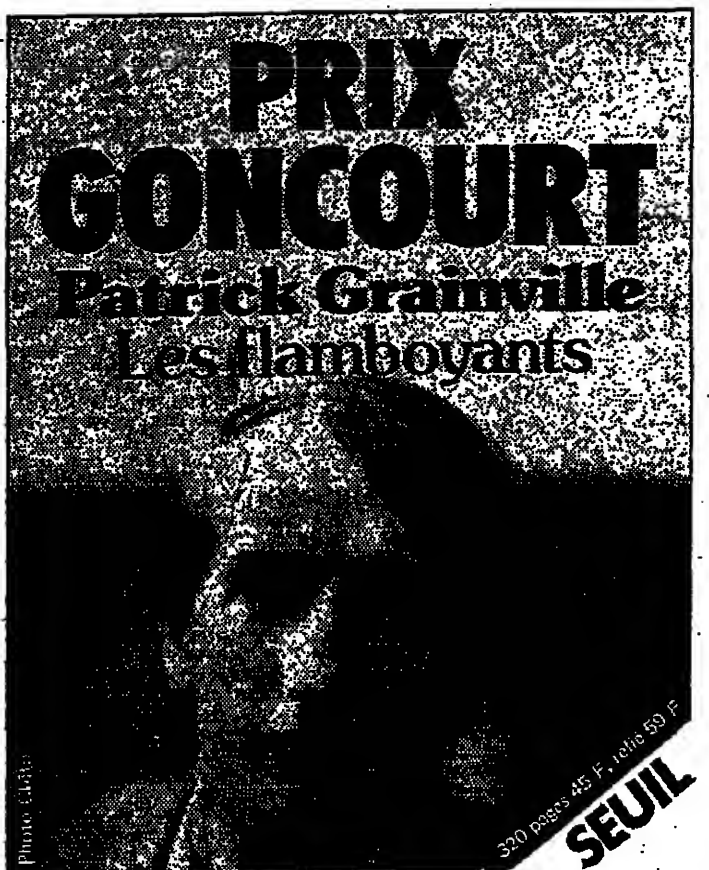
jusqu'à ce jour (Gallimard) et une nouvelle traduction de quatre de ses « Nouvelles » — en attendant pour janvier les quatre autres par le poète Armand Guermat. De quoi approfondir notre connaissance de l'homme et de l'œuvre comme nous y invite Marthe Robert en page 26 du « Monde des livres ».

Dans la préface qui ouvre le recueil de nouvelles et dont nous donnons un extrait révélateur de leur art, Armand Guermat présente ainsi Kleist : « Curieux et difficile personnage, absolument insupportable de sa mort... Une mort à deux, longtemps choyée, longuement caressée, qu'il proposa maintes fois de partager aux êtres qu'il aimait... et qu'il célébra finalement avec Henriette Vogel par un jour bas de fin novembre... Deux coups de pistolet, le premier sur elle, le second dans sa bouche. »

De ce « fait divers scandaleux », Michel Tournier, dans la même page, nous apporte à travers des documents allemands, une bouleversante reconstitution.

J. P.

PRIX GONCOURT
Patrick Granville
Les flamboyants



DIPLOMATIE

La déclaration signée par MM. Brejnev et Ceausescu marque les limites de la coopération soviéto-roumaine

M. Brejnev a achevé, mercredi 24 novembre, sa visite amicale en Roumanie. Il est cependant resté à Bucarest pour participer à la réunion du comité politique consultatif du pacte de Varsovie, qui commence ce jeudi. Les chefs des partis communistes, les chefs du gouvernement et les ministres des affaires étrangères des pays membres de l'alliance assistent à cette session.

De notre envoyé spécial

Bucarest. — Les ambiguïtés des rapports soviéto-roumains ont-elles complètement disparu à la suite des entretiens Brejnev-Ceausescu ? On est tenté de répondre par la négative, même si les deux parties s'efforcent de minimiser leurs désaccords. La déclaration finale signée le mercredi 24 novembre note que les conversations se sont déroulées dans une atmosphère de cordiale et de compréhension mutuelle. Elle suggère en plusieurs endroits le parallélisme ou la similitude des positions réciproques, mais elle ne contient pas de référence, comme c'est généralement le cas, dans les textes analogues signés par Moscou et ses alliés, à une unité de vues dans les questions abordées. On peut remarquer que dans l'allocution qu'il a prononcée mardi matin au cours d'un meeting d'amitié organisé en son honneur, M. Brejnev a indiqué que ses entretiens avec M. Ceausescu avaient été « utiles et fructueux ». Traduite en langage clair, cette appréciation signifie que le résultat atteint n'a pas été franchement mauvais, mais qu'il aurait pu être meilleur. C'est surtout au cours de ce meeting, qui a réuni quelque six mille personnes dans le palais des sports et de la culture de Bucarest qu'est apparue la différence entre les démarches roumaine et soviétique. Pour la Roumanie, comme l'a indiqué M. Ceausescu, les relations avec l'U.R.S.S. et les autres pays communistes occupent une place de premier plan, mais elles ne peuvent être limitatives ni même privilégiées.

Les conflits exploités par l'adversaire

La préoccupation principale des Soviétiques, au contraire, est de plaider en faveur d'un resserrement toujours plus étroit de leurs liens avec leurs associés, en se réservant les grandes options de la politique étrangère du camp socialiste. Il faut tenir compte non seulement de ses propres intérêts nationaux, mais des inté-

rêts de ses « amis socialistes ». Cela a une « force de loi absolue », a dit M. Brejnev. Toute complication survenant entre pays « frères » est malvenue. Car elle est exploitée par les « adversaires de classe » qui s'efforcent « par tous les moyens de semer des doutes, la méfiance réciproque, de coloniser nos pays, de dénaturer leur politique et l'essence de leurs relations ». Dans ces conditions, a dit M. Brejnev, « la meilleure réponse qu'on peut donner à nos ennemis communs est d'amplifier les efforts visant à cimenter les pays socialistes sur les principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien ». Une telle position ne peut avoir l'assentiment des Roumains, car elle revient à nier qu'il puisse y avoir des causes objectives de dissension entre Moscou et ses alliés. M. Ceausescu a mesuré ses applaudissements quand M. Brejnev a prononcé ces paroles. Pour les Roumains, des divergences surgissent parce que les principes de respect de l'indépendance, de l'égalité en droit et de la non-ingérence dans les affaires internes ne sont pas toujours observés par l'autre partie. M. Ceausescu n'a pas manqué dans son discours au palais des sports d'insister sur ce point, se félicitant que des relations de « type nouveau » se soient imposées à la conférence de Berlin des P.C. européens, dont les résultats ont sans doute joué un rôle non négligeable dans l'évolution actuelle des rapports soviéto-roumains.

La déclaration commune réaffirme du reste la conception des rapports entre le P.C. développée lors de cette réunion : égalité en droit et indépendance de chaque parti, non ingérence, solidarité internationale. Elle souligne sans équivoque — ce qui devrait contenir les Roumains — que les mêmes principes doivent régir les relations entre États. Mais le terme d'« internationalisme prolétarien » figure aussi dans le document. Les deux P.C. ont estimé d'autre part nécessaire d'élargir les consultations sur les principales questions bilatérales et internationales, « en vue d'harmoniser leurs positions ». Les médias des deux pays devront davantage s'intéresser aux réalisations du voisin, ce qui paraît satisfaire une demande soviétique. En revanche, il n'est pas question de la différence des récentes déclarations soviéto-polonaises, de fraternité d'armes, de défense en commun des conquêtes du socialisme, rôle du Pacte de Varsovie, de la Chine ou même du Chili. Ces silences permettent de mieux cerner les limites de l'accord entre les deux parties.

MANUEL LUCBERT.

LE VOYAGE À PARIS DU PREMIER MINISTRE DU CAMEROUN

M. Biya, premier ministre de la République unie du Cameroun, s'est rendu à Paris le mercredi 24 novembre au cours d'une mission de presse du « bilan positif » des trois semaines camerounaises organisées par le C.N.P.F. qui viennent de se dérouler à Paris. Le premier ministre, qui a été l'hôte à déjeuner, mercredi, de M. Raymond Barre, a annoncé la signature imminente d'un accord concernant l'exploitation du fer de Kribi. Il a indiqué que des délégations françaises se rendront au Cameroun pour étudier différents projets, dont la construction d'hôtels et de villages de vacances à Douala et Victoria (Sud-Ouest), Maroua (Nord du pays) et Kribi.

● La troisième commission de l'Assemblée des Nations unies a adopté mardi 23 novembre une résolution concernant la protection des droits de l'homme au Chili. Cette résolution considère la première demande que les Nations unies adressent au gouvernement chilien aux fins de restaurer les droits de l'homme et de mettre fin à la politique de la torture. (Corresp.)

● La conférence qui réunissait à Tripoli les présidents Kadhafi, Boumedienne et Kountché (le Monde du 25 novembre) s'est terminée le mercredi 24 novembre avec la publication d'un communiqué indiquant que la Libye, l'Algérie et le Niger ont décidé de renforcer leur coopération et d'instituer une commission permanente tripartite qui étudiera les modalités de cette coopération, notamment par la création d'entreprises mixtes. Le communiqué précise que cette coopération est susceptible d'être étendue à d'autres États de la région. Le colonel Kadhafi devait préciser ultérieurement qu'il s'agissait « du Mali, du Tchad et d'autres pays frères » (U.P.J.).

La fin de la visite du roi Hassan II en France

Le roi Hassan II a tenu, ce jeudi matin 25 novembre, au Grand Trianon, une conférence de presse, qui a marqué la fin de sa visite officielle en France. Il a ensuite gagné son château de Betz, dans l'Oise, où il séjournera à titre privé. Il doit regagner Rabat lundi, après avoir reçu, la veille, des membres de la colonie marocaine en France. Mercredi après-midi, le souverain a eu un court entretien en tête à tête, à l'Élysée, avec M. Giscard d'Estaing. Les deux chefs d'État ont ensuite présidé une réunion élargie à laquelle ont participé notamment du côté marocain, le prince Moulay Abdallah, frère du roi, le directeur du cabinet royal, M. Bensouda, et deux ministres d'État, le Dr Laraki (affaires étrangères) et M. Benhima (information), et du côté français, M. Barre, M. de Guiringaud et le secrétaire général à la présidence de la République, M. François-Poncet. La discussion a porté sur les moyens

de redresser la balance commerciale déficitaire au détriment du Maroc et sur la coopération technique, économique et culturelle entre les deux pays.

Quelques heures plus tard, le roi a pris officiellement congé de M. Giscard d'Estaing, à l'issue du dîner qu'il offrait au palais des affaires étrangères en l'honneur du président de la République. « Je vous exprime, a déclaré le souverain, mon émotion et ma gratitude pour l'accueil que vous nous avez réservé. Mon peuple a voulu voir dans cet accueil la marque de l'estime et de la considération dans lesquelles la France tient le Maroc. » Le chef de l'État français a évoqué dans sa réponse « l'amitié et l'entente qui liaient Mohammed V au général de Gaulle, nées d'un même attachement à la liberté et à l'indépendance, et compagnons d'un même combat ».

Le communiqué commun

Voici les principaux passages du communiqué commun publié ce jeudi matin à l'issue de la visite du roi Hassan II.

« Sa Majesté Hassan II et le président Giscard d'Estaing ont accordé une attention particulière à la situation en Méditerranée. Ils ont souligné la nécessité d'efforts constants en vue d'une entente et d'une coopération équilibrée entre les peuples riverains. »

« Ils se sont félicités des accords de Riyad et du Caire et ont exprimé l'espoir que, avec le cessez-le-feu, le président Sarkis soit maintenant en mesure d'entreprendre l'œuvre de réconciliation nationale et de reconstruction du Liban, dans le respect de sa souveraineté, de son unité et de son intégrité territoriale. Constatant que la situation au Liban, ils ont estimé que de nouveaux efforts devraient pouvoir être entrepris en vue de parvenir à un règlement juste et durable du conflit du Proche-Orient, avec la participation de toutes les parties concernées. »

Le communiqué souligne également la visite du roi du Maroc « constitutive d'une haute manifestation du caractère spécifique des relations existant entre la France et le Maroc et de leur volonté de les approfondir davantage. »

Dans le domaine de la politique internationale, il met en relief la « convergence » de vues des deux chefs d'État sur de nombreux points, en particulier leur attachement au respect de la

souveraineté et de l'intégrité territoriale. Dans la partie consacrée aux relations bilatérales, le texte, qui s'en tient aux aspects généraux de cette coopération, marque la détermination des deux chefs d'État d'« approfondir encore » les relations économiques et « de faire en sorte » que la coopération culturelle, scientifique et technique s'adapte aux besoins nouveaux du Maroc. »

Le texte évoque, enfin, deux points particuliers : — La colonie marocaine au Maroc : les deux chefs d'État ont examiné les questions intéressant la colonie française et « se sont félicités des importants progrès réalisés à cet égard. M. Giscard d'Estaing a exprimé l'espoir que ces efforts puissent être poursuivis. »

— La colonie marocaine en France : « Le roi du Maroc a fait l'objet d'un examen particulier. Sa Majesté Hassan II a pris acte, avec satisfaction, des dispositions récentes prises par le gouvernement français en ce domaine, notamment pour accorder une priorité aux problèmes familiaux, éducatifs, sociaux et de formation professionnelle, ainsi que l'amélioration des conditions de logement. »

Le résultat des entretiens

(Suite de la première page.)

Ces propos allaient au-devant des deux dirigeants français. Paris souhaite que le problème du Sahara occidental soit réglé par des voies pacifiques, et juge avec faveur toutes les tentatives de médiation. Cependant, le seul point vraiment nouveau paraît être la décision du souverain de construire une centrale nucléaire destinée à produire de l'énergie. Cette décision, qui a été prise pour cette réalisation, dont l'intérêt, sur le plan économique, n'apparaît pas, à première vue, fondamental. Il semble qu'il s'agisse surtout d'un acte à caractère politique, destiné à témoigner de la coopération franco-marocaine et de la volonté du Maroc de se placer dans le monde moderne.

Dans le domaine de la coopération culturelle, il semble aussi que les demandes marocaines concernant la qualité et le nombre des enseignants français soient toujours l'objet d'études, confiées à M. Babry.

Le roi Hassan II n'en juge pas moins les résultats de son voyage satisfaisants. Sa visite est intervenue à un moment où, en outre, après le succès de la « marche verte », il s'est engagé dans une politique de libéralisation et de démocratisation.

Les élections municipales. La caution que lui a apportée M. Giscard d'Estaing ne peut que l'aider à améliorer l'image de son pays auprès des démocrates occidentaux.

DANIEL JUNQUA.

ALGÉRIE PRESSE SERVICE : la livraison de nouveaux armements à Rabat.

Alger (A.F.P.). — La visite en France du roi Hassan II « est principalement centrée sur la livraison de nouveaux armements à Rabat par la France giscardienne », a estimé mercredi 24 novembre Algérie Presse Service, qui met en doute la neutralité du gouvernement français dans la question du Sahara occidental. L'agence ajoute que la livraison d'armes à un pays qui procède à la construction de l'acierie de Nadour, d'une capacité de 850 000 tonnes, ainsi qu'à la réalisation de l'usine de phosphate de Sidi El Ghazal, la première pierre a été récemment posée, et qui permet de doubler la production d'acide phosphorique et sulfurique réalisée à Sidi El Ghazal, cette participation était

Nous souhaitons que nos relations avec l'Algérie s'améliorent

déclare le souverain chérifien

La visite officielle de Hassan II en France s'est terminée jeudi matin 25 novembre par une conférence de presse au Grand Trianon.

Le roi du Maroc a d'abord fait une déclaration liminaire dans laquelle il a remercié le peuple français pour son accueil, et demandé à la presse de lui transmettre ce message. Répondant aux questions, il a déclaré à propos de la construction éventuelle d'une centrale nucléaire au Maroc : « Je me suis déjà expliqué là-dessus devant mes invités du club de la presse. Je considère que le Maroc ne doit pas être privé d'une source d'énergie aussi importante que l'énergie nucléaire. Interrogé sur les garanties que le Maroc pourrait offrir à la France concernant l'utilisation du combustible nucléaire, le souverain a déclaré qu'il n'était pas dans les intentions du Maroc d'utiliser la

serait celle d'un règlement définitif. »

Évoquant la situation actuelle en France, le souverain s'est livré à un certain nombre de réflexions sur la morosité systématique des Français : « Les gens ici me semblent soucieux sans savoir pourquoi. Je ne comprends pas que les États-majors des partis ne s'efforcent pas d'alléger ce taudis de soucis qui pèse sur l'esprit des Français. On demande pourquoi le président de la République devrait rencontrer le candidat à la présidence qui n'a pas été élu, mais les rencontres de ce genre sont logiques. Le président élu n'a peut-être pas toujours raison et celui qui a voulu être élu n'a peut-être pas toujours tort. Il y a un danger de clivage de ce peuple en deux camps. Après l'élection du président de la République, les partis politiques ont le droit de polémiquer, mais ils ne devraient pas renforcer encore la constitution de deux camps opposés en France. »

En ce qui concerne le prix du pétrole, le souverain a précisé que contrairement aux nouvelles répandues par l'association d'alarmistes, il était convaincu que « les pays arabes raisonnables ne sont pas favorables à une hausse continue du prix du pétrole, car ils savent qu'une telle hausse ruinerait les pays qui sont leurs fournisseurs, c'est-à-dire les pays européens et les États-Unis. »

Au sujet de la coopération militaire avec la France, le souverain a déclaré qu'elle avait constitué un volet « de ses conversations avec le président de la République et que cela était normal. Vous savez que nous avons adopté un plan de modernisation des forces royales marocaines qui date de quatre années. Ce plan a donc été établi au moment où la situation était tout à fait calme. Il n'y a donc aucune raison d'accuser le Maroc de vouloir se surarmer ni d'accuser la France de vouloir nous bouter d'armements. »

Interrogé sur les relations entre le Maroc et l'Espagne, le souverain s'est félicité de leur situation excellente. « Il n'y a donc aucune raison, a-t-il dit, que nous mettions en question cette excellente relation à cause du problème de Ceuta et Melilla. Le moment venu, lorsque l'Espagne aura récupéré Gibraltar, il est évident qu'aucun pays ne pourra tenir les deux rives du détroit et, à ce moment-là, nous récupérerons ces villes. Nos relations avec le roi Juan Carlos sont excellentes et tout à fait excellentes et nous avons programmé un voyage en Espagne pour le début du printemps prochain. — R. D. »

Le projet de centrale nucléaire

UNE NÉCESSITÉ ÉCONOMIQUE DOUTEUSE

Le Maroc a-t-il vraiment besoin d'une centrale nucléaire ? D'un point de vue strictement économique, la réponse paraît plus que douteuse. Certes, ce pays va avoir, dans les années qui viennent, des besoins énergétiques croissants, et ne disposant pas de ressources pétrolières significatives, peut à bon droit chercher à réduire quelque peu un déficit commercial préoccupant (le Monde daté 21-22 novembre).

Les richesses principales du Maroc sont ses considérables gisements de phosphates, estimés à 30 milliards de tonnes. Ces phosphates contiennent une quantité non négligeable d'uranium, de l'ordre de 100 à 200 grammes par tonne. L'exploitation industrielle en paraît possible : Israël, qui possède du phosphate dans le Néguev, met sur pied une usine qui devrait pouvoir produire 50 à 60 tonnes d'uranium par an.

La construction d'une centrale nucléaire représente un changement important dans la politique énergétique du Maroc. Les centrales nucléaires, telles qu'on les connaît actuellement, ont une puissance nominale de 1 000 mégawatts en moyenne, alors que la puissance installée au Maroc dépassait tout juste 800 mégawatts en 1975. Et, dans une publicité parue dans le Monde daté 21-22 novembre, l'Office national marocain de l'électricité, tout en reconnaissant l'intérêt de l'énergie nucléaire, précisait que « les conditions de réseau électrique (du pays) ne sont pas actuellement réunies » pour l'uti-

lisation de cette forme d'énergie. Le pays dispose de plus d'une vingtaine de capacités hydro-électriques qui sont loin d'être toutes exploitées.

Le « geste » du roi Hassan II paraît donc avoir une signification plus politique qu'économique, le Maroc cherchant à resserrer encore ses liens avec son premier partenaire international, tout en accédant au « club » des pays nucléaires. En tout état de cause, l'intention marocaine paraît s'être encore accrue après le stade de la parole : aucune étude sérieuse, semble-t-il, aucune vraie négociation n'a encore été entreprise. Et huit à dix ans au moins seront sans doute nécessaires pour, éventuellement, réaliser cette vente. — X. W.

● L'arrestation au Maroc de militants syndicaux travaillant en France a de nouveau été dénoncée à la tribune du vingt-neuvième congrès de la métallurgie C.G.T. à Saint-Étienne.

Un délégué marocain de Simca-Chrysler a raconté mardi 23 novembre qu'il avait été détenu arbitrairement pendant dix-huit jours l'été dernier dans une villa anonyme à Rabat. La C.G.T. avait, en septembre dernier, affirmé que des dizaines de ses militants, résistants marocains travaillant dans des entreprises françaises, avaient été victimes de ces arrestations, à l'occasion de vacances ou de séjours dans leur pays d'origine.

BOUCHARD PÈRE & FILS

Depuis 1731
80 Hectares
dont 67 hectares de
premiers crus et
grands crus



Documentation L.M.
sur demande à Maison

BOUCHARD PÈRE & FILS
Négociants au Château
21201 Beaune
Tél. (80) 22.14.41 +
Tél. 350830 F

EUROPE

Grande-Bretagne

LE DISCOURS DU TRÔNE

Le gouvernement va donner la priorité aux besoins de l'industrie

Londres (A.F.P.). — Le discours du trône prononcé mercredi 24 novembre, à l'ouverture de la nouvelle session parlementaire, par la reine Elisabeth, comme le veut la tradition, mais préparé en fait par le gouvernement, n'a pas apporté de « révélations » sur les projets de M. Callaghan. Voici les principaux points du discours :

● **ECONOMIE.** — L'amélioration de la situation dépend d'une amélioration de la productivité et d'un accroissement des investissements afin que l'industrie britannique puisse redevenir compétitive. La priorité sera donnée par le gouvernement à la satisfaction des besoins matériels et financiers de l'industrie.

● **EUROPE.** — La Grande-Bretagne va continuer à jouer

son rôle dans les activités et le développement de la Communauté européenne, et se réjouit de présider la C.E.E. pendant le premier semestre de 1977.

● **RHODESIE.** — L'objectif du gouvernement est de parvenir à un règlement négocié qui assure l'avenir des peuples de toutes races dans le territoire sur la base de la loi de la majorité.

● **IRLANDE DU NORD.** — La Grande-Bretagne est décidée à combattre le terrorisme et à maintenir l'ordre et la loi dans la province. Elle attache une grande importance, dans ce domaine, à une coopération étroite avec le gouvernement de la République d'Irlande.

● **PECHE.** — Le projet de loi sur l'extension des limites de pêche à 200 milles à partir du début de 1977 sera incessamment déposé devant le Parlement. Mais la Grande-Bretagne va continuer à discuter avec ses partenaires de la C.E.E. pour obtenir des conditions (zones exclusives) assurant l'avenir de ses pêcheurs.

● **POLITIQUE REGIONALE.** — Le gouvernement va déposer son projet de loi sur la création d'Assemblées législatives en Ecosse et au Pays de Galles, et le transfert de certains pouvoirs aux populations de ces deux régions.

● **NATIONALISATIONS.** — Le gouvernement va déposer à nouveau devant le Parlement le projet de loi sur la nationalisation des industries de construction aéronautique et navale (qui n'a pas pu être adopté au cours de la précédente session du fait de l'opposition de la Chambre des lords).

● **PETROLE.** — De nouveaux permis de recherche off-shore vont être attribués afin d'intensifier l'exploitation d'une ressource nationale précieuse.

● **DESARMEMENT.** — La Grande-Bretagne, très attachée à l'amélioration des relations Est-Ouest, va poursuivre ses efforts dans la réduction de la production des armes et de la prévention de la prolifération des armes nucléaires et en vue d'un désarmement général.

LE PROJET D'IMPOT SUR LA FORTUNE EST PROVISOIREMENT ABANDONNE

(De notre correspondant.)

Londres — Le gouvernement britannique renonce, pour la nouvelle session parlementaire au moins, à déposer le projet de loi qui devait instaurer un impôt sur la fortune. Cette mesure figurait au programme électoral du parti travailliste en 1974. Depuis, le chancelier de l'Echiquier avait publié un Livre vert sur le projet. Cet est encore, lorsque le nouveau contrat social pour l'année en cours a été mis au point entre le gouvernement et les syndicats, ceux-ci se sont vu promettre la création rapide de l'impôt sur la fortune.

Si le projet est provisoirement abandonné, c'est d'abord parce que la commission parlementaire chargée de l'étudier a terminé ses travaux dans une conclusion totale : elle a déposé cinq rapports, parfois contradictoires. Le problème ne pourra pas être repris avant une étude plus approfondie par les experts du Trésor.

A L'OCCASION DU XIII^e CONGRÈS

M. Willy Brandt devrait prendre en charge une Internationale socialiste réorganisée

Le XIII^e congrès de l'Internationale socialiste s'ouvre vendredi matin 26 novembre, à Genève, sous la présidence de M. Mitterrand. La séance inaugurale doit être consacrée à l'adoption des nouveaux statuts et à l'élection du président et des vice-présidents de l'organisation.

Une soixantaine de partis appartenant à l'Internationale socialiste, leur nombre varie sans cesse. Celui de Singapour vient, par exemple, de quitter l'organisation à la suite des critiques qui lui étaient adressées du fait de son non-respect des règles démocratiques. Celui de Madagascar a été « marginalisé ». En revanche, les Sénégalais vont faire leur entrée dans l'Internationale à l'occasion de ce congrès, devant lequel M. Senghor doit prendre la parole. Il y a des années que les dirigeants de l'Internationale cherchent à élargir la base géographique de l'organisation, afin d'éviter qu'elle ne reste, comme aujourd'hui, un instrument entre les mains des partis socialistes et sociaux-démocrates de l'Europe industrialisée.

Or l'I.S. éprouve les plus grandes difficultés à élargir son audience dans le tiers-monde, car, depuis trente ans, elle a adopté, notamment au nom de la lutte contre le communisme, des positions favorables, en règle générale, à la diplomatie américaine. En outre, la présence en son sein des Israéliens lui a interdit jusqu'à présent de s'ouvrir aux pays Arabes, même si, grâce, en particulier, à M. Kreisky, chancelier d'Autriche, ses relations avec les partis de ces pays se sont améliorées. Elle avait pu, par exemple, en septembre 1973, servir ainsi d'intermédiaire entre Israël et l'Égypte.

La nécessité d'une réorganisation et d'une relance se faisait donc sentir. Mais il aura fallu de longues négociations entre les responsables des principaux partis pour qu'un accord se fasse. C'est en conséquence avec deux ans de retard que le congrès de l'I.S. se réunit. En vue de faire pression sur l'organisation et d'élargir son champ d'action, en particulier en « amenant » prendre en compte le phénomène communiste dans le sud du continent, M. Mitterrand avait entrepris durant l'été 1975 de regrouper les P.S. de l'Europe du sud. L'un des objectifs qu'il devait atteindre pour permettre la relance de l'I.S. était la suppression du « lobby » autrichien qui

en assure actuellement la direction. Le président actuel, M. Pittermann, malade, se retire. Quant au secrétaire général, M. Hans Jantichke, M. Kreisky semble avoir obtenu son effacement.

M. Brandt futur président ?

La succession de M. Pittermann a été proposée à M. Brandt, président du S.P.D., notamment par M. Mitterrand lorsqu'il a rencontré à Bonn en mars l'ancien chancelier allemand. Évidemment, M. Brandt semble avoir, en définitive, accepté cette responsabilité après que le débat sur la nouvelle organisation de l'I.S. ait été arrêté lors des conversations entre dirigeants socialistes qui se sont déroulées au début du mois en marge du congrès du P.S. portugais.

Parallèlement à ces vice-présidents qui, traditionnellement, n'ont qu'un rôle d'appoint, il a été élu le président, trois secrétaires généraux responsables de domaines particuliers. En premier lieu, M. Mitterrand, auquel seraient confiées les questions politiques, puis M. Fabre, ancien premier ministre suisse, responsable des relations avec le tiers-monde, enfin, M. Kreisky, chargé des contacts avec les pays arabes. A ces quatre hommes, M. Brandt va ajouter un secrétaire général (en principe suédois) et deux secrétaires généraux adjoints (un Britannique et un Français).

Si le congrès entérine ce projet, on peut s'attendre que l'I.S. se montre plus dynamique que par le passé. Le recul de l'influence britannique au sein de l'organisation, actuellement fixée à quatre hommes, n'est pas, d'autre part, sans conséquence. C'est en effet, question de transférer à Bruxelles ou à Genève le siège de l'organisation, actuellement fixé à Londres. Le congrès, s'il est sensible en 1977, M. Wilson avait, en effet, songé à présenter sa candidature à la présidence de l'I.S. — projet qu'il a de nouveau abandonné, mais il n'est pas exclu qu'il s'agit d'une hostilité générale, en particulier du fait de ses positions sur la construction européenne.

THIERRY PFISTER.

Belgique

L'éclatement du Rassemblement wallon rend inévitables des élections anticipées

De notre correspondant

Bruxelles. — A la suite d'un bouleversement brutal des données du jeu politique, survenu le mercredi 24 novembre, l'existence du gouvernement est menacée plus tôt que prévu et des élections anticipées deviennent inévitables. Elles devraient avoir lieu au printemps 1977, alors qu'elles étaient prévues pour mars 1978.

L'éclatement d'une des formations de la majorité, le Rassemblement wallon (113 sièges sur 212 à la Chambre), s'est produit avant le congrès du parti, prévu pour le 4 décembre (le Monde du 19 novembre). Trois ministres menacés d'exclusion ont pris l'initiative du départ et annoncé qu'ils rejoignent le Parti libéral wallon, le P.L.W., qui prend un nouveau nom : Parti des réformes et de la liberté wallon (P.R.L.W.), et qui sera probablement présidé par M. Jean Rey, ancien président de la Commission européenne et ministre d'Etat, c'est-à-dire conseiller de la couronne.

Les libéraux ont donc trois représentants de plus dans le gouvernement Tindemans : MM. Perin, ministre de la réforme des institutions, Gol et Knoops, secrétaire d'Etat, et un seul secrétaire d'Etat fidèle au Rassemblement wallon, M. Moreau, qui approuve le virage à gauche décidé par le président de son parti.

« Le poids libéral devient excessif »

La nouvelle répartition des portefeuilles gouvernementaux sera-t-elle acceptée par le président du Rassemblement wallon, M. Gendebien ? S'il décide de retirer sa confiance au gouvernement, M. Tindemans ne disposera plus que de cent voix sur deux cent douze à la Chambre, moins de la moitié. Mais il pourrait sans doute compter sur trois voix bruxelloises, celles des libéraux de la capitale restés neutres jusqu'ici. La chute du cabinet se serait donc automatique, mais sa vie ne tiendrait plus qu'à un fil.

Le Rassemblement wallon n'est pas seul à critiquer l'augmentation du nombre des portefeuilles

libéraux au gouvernement. Les partenaires sociaux-chrétiens estiment que « le poids libéral devient excessif ». Cependant, le premier ministre a écarté toutes ces objections. Pour lui, il n'y a que « des ministres du roi » et ce ne sont pas les partis qui gouvernent. Si le gouvernement doit tomber, dit-il, ce sera devant le Parlement. Cette profession de foi est accueillie avec scepticisme : depuis la libération en 1944, la plupart des cabinets sont morts par dislocation interne et non devant le Parlement. Quoi qu'il en soit, M. Tindemans ne compte opérer aucune modification, il attend le premier vote de la Chambre.

Dans la nouvelle formation, le professeur Perin jouera un rôle déterminant. Fondateur du Rassemblement wallon, il a expliqué mercredi qu'il ne pouvait suivre ce parti dans ses déviations. « La Wallonie, a-t-il dit, ne sera pas le Portugal. Elle ne pourra pas par le gauchisme (...) Je suis réformateur, ce qui n'est pas synonyme de conservateur. Je suis pour un réalisme responsable, contre les chimères. »

Un « appel aux Wallons »

Dans son « appel aux Wallons », le nouveau parti se déclare pluraliste et wallon. Il assure les responsabilités du pouvoir dans une Belgique qu'il contribuera à régionaliser. Il veut construire l'Europe et rencontrer les Européens qui partagent ses conceptions. La construction européenne soit s'appuyer sur la reconnaissance du fait régional, qui partout s'affirme. L'élection du parlement européen au suffrage direct doit être une étape décisive. Le nouveau parti entend y prendre part.

Sous le titre « Fédérer pour unir et simplifier les institutions », l'appel aux Wallons constate que la complexité des institutions actuelles en Belgique décourage le citoyen, et que la réforme radicale s'impose, de même qu'une solution définitive des problèmes linguistiques. Il doit y avoir quatre niveaux de pouvoir : la commune, la région, l'Etat et l'Europe. Le droit public et administratif doit être revu sur la base de ce principe. « Tant que nous vivrons dans une situation hybride, hésitant entre un unitarisme que personne ne défend plus et un fédéralisme qui ne résout les complications, les mécanismes de progrès et de développement seront entravés. »

PIERRE DE VOS.

Espagne

Le pays en campagne électorale

(Suite de la première page.)

La sérénité est totale dans les rangs du gouvernement de M. Suarez, dont même les adversaires se plaignent à souligner l'habileté. Homme du roi, mais écarté des affaires, M. Suarez a tenu aux Cortes, bastion du régime, le couteau qui a commencé à déchirer le trame d'institutions chancelées comme intangibles par les fidèles du Caudillo. Les ultras, mais aussi beaucoup d'Espagnols simplement respectueux du passé, n'ont pas de mots assez durs aujourd'hui pour dénoncer la « trahison » des « procuradores ». Un sentiment qui, comptera peut-être encore lorsque ceux d'entre eux qui voudront poursuivre leur carrière dans un Parlement démocratique se présenteront devant leurs électeurs.

La satisfaction n'est pas moins grande à la Zarzuela, où le couronnement du roi Juan Carlos a été le premier anniversaire de sa proclamation comme souverain en recevant, entre autres, une délégation des militaires des trois armées. Le général Vallespin, chef du haut état-major, a exprimé à cette occasion « la loyauté inébranlable des forces armées ». Une adhésion qui a son prix au moment où l'Église, notamment par la voix de l'archevêque de Madrid, le cardinal Tarazona, manifeste publiquement sa volonté de neutralité dans les batailles politiques de demain.

« Juan Carlos, affirme l'un de ses conseillers, a eu en fait, depuis un an, un souci majeur : ne pas heurter les forces armées et tenir, au plus haut point, compte de leur sentiment. Le roi est d'abord un soldat... » La nomination du général Gutiérrez Mellado comme premier vice-président du gouvernement a illustré cette volonté de Juan Carlos de favoriser en sous-main l'évolution d'une armée dont les cadres supérieurs restent encore très marqués par la guerre civile. Le général Gutiérrez Mellado, réputé libéral et ami du général Franco, est l'ancien chef du haut état-major et actuel ambassadeur au Caire, représente parfaitement le courant politique et professionnel de l'armée.

Autre indice de la politique des « petits pas militaires » de Juan Carlos, le général de division Antonio Aranda a été promu le 23 novembre lieutenant général de réserve par décret royal. Le général Aranda, âgé de quatre-vingt-neuf ans, avait été mis à la réserve d'office par Franco en 1949 pour avoir demandé avec insistance au Caudillo de laisser la

place à une monarchie constitutionnelle. Fidèle de don Juan, père de Juan Carlos, le général Aranda est ainsi symboliquement honoré par le fils, qui montre librement à tous que la monarchie n'oublie pas les vrais amis des jours difficiles.

Don Juan, comte de Barcelone, paraît d'ailleurs avoir joué tout au long des derniers mois un rôle réponsorant de « conseiller politique » du roi Juan Carlos à l'égard du régime, mais aussi contre son père à plusieurs reprises depuis novembre 1975. Leurs relations n'ont jamais été aussi bonnes. On estime même à Madrid que la manière habile avec laquelle le jeune souverain a avancé ses plans depuis le printemps s'explique en grande partie par l'habileté discrète mais efficace de don Juan.

Les acquis du franquisme

Une seule question, simple, sera posée le 15 décembre aux quelque vingt-deux millions d'électeurs lors de la première loi, les travailleurs espagnols immigrés pourront voter par correspondance : « Approuvez-vous le projet de loi de réforme politique ? ». Le gouvernement a renoncé à un texte plus complexe ou à un référendum à deux questions impliquant une approbation populaire de la monarchie, qui ne tire encore sa véritable légitimité que du régime franquiste qui l'a instaurée par la volonté de Franco, et non pas restaurée. La nuance est importante et tous ceux qui, en Espagne, ont encore le cœur républicain, à droite comme à gauche, ne l'oublient pas. Il y a cependant dans le projet de loi de réforme une petite phrase concernant la royauté, et l'on n'est pas loin de penser dans les milieux dirigeants qu'une légitimation explicite de la monarchie par référendum ne sera sans doute pas nécessaire.

Personne, même dans les rangs de l'opposition démocratique ou socialiste et communiste reconnaît une « abstention active ». On pense que la bataille du référendum puisse être vraiment livrée. L'addition des rancœurs des ultras, de l'hostilité militante de l'extrême gauche et de la réserve des têtes des « nationalistes » catalans, basques ou galiciens ne peut sans doute contrebalancer la volonté de la majorité des Espagnols, ceux-ci paraissent en effet résolus à aller de l'avant, à prendre enfin part à un débat politique dont on les a exclus pendant quarante ans et à bâtir une démocratie raisonnable qui devrait, dans l'esprit de

l'Espagnol moyen, préserver les acquis de la démocratie économique et sociale, du franquisme.

On ne cache pas cependant dans les milieux proches du gouvernement qu'il faudrait faire « quelque chose » avec le référendum pour les Catalans et surtout pour les Basques. Mais qu'il ?

Le retrait de la garde civile des provinces de Nord a été envisagé, mais abandonné. Le général Campaño, commandant les quatre vingt mille hommes de la garde civile, a bien voulu voter « oui » à la loi de réforme politique, mais il a refusé de rejoindre les autres officiers d'active membres de l'assemblée franquiste. Sa « bonne volonté » ne va pas jusqu'à accepter de se voir parachuter une « recule déshonorante » à bien des chefs militaires.

Les problèmes délicats posés au pouvoir central par les régions les plus « nationalistes » d'Espagne prendront une acuité particulière pendant la campagne pour les élections générales. Il est probable que la règle des 5 % (éliminant les formations politiques ne pouvant justifier d'un nombre suffisant d'électeurs) devra être appliquée au plan régional et non pas national en ce qui concerne la Catalogne et le Pays basque. « En toute hypothèse, déclare un ancien ministre, cela ne donnerait qu'une quarantaine de députés « nationalistes » basques et catalans dans la nouvelle Chambre. Ce n'est pas bien grave. »

Deux cent cinquante « partis »

« Le pays profond est revenu au centre droit », déclare un diplomate qui connaît parfaitement son Espagne. Est-ce parce qu'il en est persuadé que M. Fraga Iriburu, qui a tenté de former un centre libéral lorsqu'il était ministre de l'Intérieur dans le premier gouvernement du roi, a glissé à droite, aux côtés de cinq anciens ministres très conservateurs de Franco, pour constituer l'Alliance populaire ? « Mes électeurs », dit M. Fraga, pour justifier une période qui a fait pâlir son étoile dans les milieux politiques, sinon dans l'opinion, sont dans le camp franquiste... »

L'approche du référendum et des élections générales favorise en tout cas les regroupements et les clarifications politiques. Le régime de tolérance relative qui s'est instauré de facto après la mort de Franco a facilité l'élection d'une multitude de formations de groupuscules, de rassemblements

d'amis et de notables. On a recensé au printemps jusqu'à deux cent cinquante formations, dont quelques-unes auraient, dit-on à Madrid, « tenu tièdement dans un zoz ». Le « spectre » politique espagnol nous en apprendra peut-être davantage à l'avenir.

A l'extrême droite, les ultras, qui refusent par intérêt ou par conviction toute évolution. Pour eux, le libéralisme et le socialisme sont des « rouges » aux ordres de Moscou. Ils ont perdu la bataille aux Cortes et leurs groupes de choc sont maintenant recherchés par une police qui leur était, hier, à peu près acquiescente. Ils disposent encore d'amitiés solides chez les militaires de la vieille garde qui freinent autant qu'ils peuvent l'évolution de l'armée vers des positions totalement apolitiques.

A droite, les néo-franquistes de l'Alliance populaire : anciens notables du régime, ils présentent des programmes « démocratiques » mais ils veulent sauver ce qui peut l'être encore du régime et leur idéal est une « démocratie musclée » qui refuse à l'avance socialisme, marxisme, communisme et gauchisme. Puis vient la droite libérale moderne, comme M. Pio Cabanillas, ou d'anciens ambassadeurs ayant lutté contre le franquisme, comme M. de Azula. Cette droite dite « civilisée », regroupée depuis peu dans le parti populaire, veut favoriser la formation d'un large centre englobant les cinq ou six formations démocratiques-chrétiennes à la recherche de leur unité.

La droite « civilisée », alliée ou non à un centre libéral et chrétien, admet en tout cas que la démocratie « restreinte » n'a pas de sens, qu'il faudra bien, tôt ou tard, accepter dans le jeu le parti communiste. Sur cette question capitale de la reconnaissance ou non du P.C.E. la frontière passe donc à la droite de l'Alliance populaire. Au sein même du gouvernement nombreux sont les ministres qui reconnaissent que cette question a beaucoup progressé à mesure que les passions s'apaisaient. Seules les réticences de l'armée, disent-ils, paralysent encore une évolution plus rapide. Mais la confiance, de bonne source, que des contacts discrets ont déjà été pris, et l'on ajoute que la législation du P.C.E. pourrait bien intervenir d'une manière ou d'une autre à l'approche du référendum et avant les élections générales. A temps pour qu'une véritable campagne électorale, avec l'accès de tous à la télévision, puisse être organisée. Ce n'est pas certain. Si bien des dirigeants à droite comme à gauche, estiment en

conséquence que « ce serait une folie d'organiser les élections générales au mois de mars 1977 », ainsi que le souhaiterait le gouvernement.

L'opposition démocratique, qui va se constituer à l'été 1977, de M. Gil Robles aux communistes (illégaux, sinon totalement clandestins) et aux gauchistes (tantôt réprimés, tantôt tolérés), est réticente à l'égard du référendum. Elle est encore unanime sur un point : le P.C.E. ne peut rester hors du jeu. Le référendum, malgré les apparences, est donc une préoccupation relativement secondaire. L'essentiel, pour tous les partis membres de la Coordination démocratique, est de parvenir à une véritable négociation avec le gouvernement afin d'obtenir des garanties sérieuses de participation à la future campagne électorale.

Il reste que, au stade actuel de la réflexion, socialistes du P.S.C.E. (Parti socialiste ouvrier espagnol) et communistes ont des positions « maximalistes » (formation d'un gouvernement démocratique provisoire, dissolution du Mouvement national et reconnaissance des statuts d'autonomie des régions avant le référendum) sont considérées comme « absurdes » par les formations modérées de l'opposition démocratique. « Si nous nous taisons maintenant, rétorque M. Simon Sanchez Montero, au nom du P.C.E., le gouvernement croira que nous approuvons sa politique réformatrice. Ce n'est pas possible... »

Le congrès du P.S.O.E., le premier à se tenir en Espagne depuis la guerre civile, devait avoir lieu en novembre. Il a été interdit par le gouvernement. Il devrait, dit-on, à Madrid. Une semaine avant le référendum, ce congrès, s'il est autorisé, pourrait permettre à la gauche espagnole, qui a nettement perdu l'initiative depuis quatre mois, de préciser et de clarifier ses positions.

MARCEL NIEDERGANG.

● La C.I.S.L. (Confédération internationale des syndicats libres, 57 millions d'adhérents) a déposé plainte auprès du B.I.T. (Bureau international du travail) à Genève contre les violations des libertés et des droits syndicaux en Espagne. La C.I.S.L. fonde sa plainte sur les actions répressives des autorités espagnoles à la suite de la grève des travailleurs de la société municipale de transport de Madrid (B.M.T.). — (A.F.P.)

« POLITIQUES »

des raisons POLITIQUES pour des textes POLITIQUES

Une nouvelle collection dirigée par Nicos Poulantzas

la crise DE L'ETAT

Sous la direction de NICOS POULANTZAS

la crise ECONOMIQUE

et la société AMERICAINE

MANUEL CASTELS

pu

EUROPE

Turquie

Un violent séisme a ravagé l'Anatolie orientale Il y aurait plusieurs milliers de victimes

Ankara. — Quatorze mois après le tremblement de terre de Lice, un violent séisme a ravagé, le mercredi 24 novembre, la province de Van, près de la frontière turco-iranienne. Le lieu du séisme est situé à 1 300 kilomètres à l'est d'Ankara et à environ 1 800 mètres d'altitude, ce qui rend les secours très difficiles. Les estimations provisoires du nombre de victimes variaient, mercredi soir, entre deux mille et trois mille morts.

Il était 14 h. 35 lorsque le tremblement de terre s'est produit. Dix-neuf secondes plus tard, à Muradiye, bourgade de sept mille habitants, seuls demeuraient debout, les bâtiments de la sous-préfecture et de la banque agricole, tous deux construits en béton armé. La mauvaise qualité des constructions, en terre, est responsable de l'ampleur de la catastrophe : 95 % des maisons seraient détruites et on aurait retrouvé déjà cinq cents morts. Il

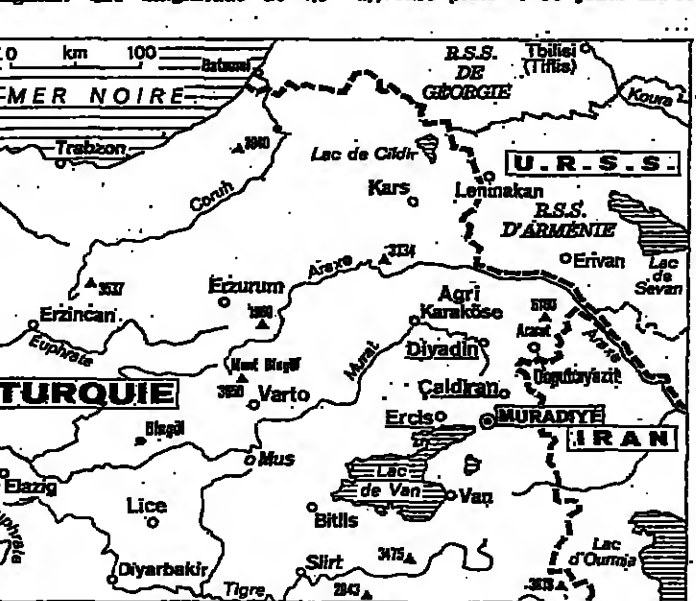
De notre correspondant

ny a plus d'électricité ni de téléphone, toutefois un employé de P.T.T. locales a réussi à se servir d'une ligne téléphonique encore utilisable, si bien que le gouverneur de Van fut informé et put demander des secours. Or, le chef-lieu de la province de Van avait été aussi atteint par le séisme, et une partie de l'hôpital d'Etat s'était écroulée provoquant la mort de quatre personnes; une trentaine de malades ont été blessés.

Selon les premières nouvelles, c'est tout le triangle formé par Muradiye, Erzurum et Cildir, petites villes situées au nord-est du lac de Van, qui a été particulièrement touché par la secousse atteignant une magnitude de 7,6

la population. Malgré la neige et un froid vif, les sinistrés ont préféré passer la nuit à l'extérieur, dans un dénuement absolu. Croissant-Rouge et des unités de l'armée ravitaillent la population en vivres et distribuent des tentes. Des hôpitaux de campagne sont installés et des convois sont dirigés sur les lieux par les responsables des provinces voisines de Bitlis, Erzurum, Diyarbakir, où la terre a également tremblé, provoquant des dégâts matériels sérieux, mais où l'on ne déplore aucune perte de vie humaine.

M. Demirel, premier ministre, a déclaré mercredi soir, à la sortie d'un conseil des ministres extraordinaire, que son gouvernement ferait tout « pour panser cette affreuse plaie ». Ce jeudi matin



sur l'échelle de Richter (le tremblement de terre de Erzurum, en Anatolie orientale, qui avait fait quarante mille morts en 1939, avait été de l'ordre de 7,5). Erzurum, aussi en ruine. Il y aurait plus d'un millier de victimes sous les décombres des petites villes et villages avoisinants, difficilement accessibles.

Mercredi soir, les secours et les travaux de déblaiement avançaient lentement en raison de la tombée de la nuit, d'un temps de neige et d'une température de -15 degrés. Le nombre exact des victimes ne sera connu que dans quelques jours. L'architecture ancestrale des habitations, construites sans aucune norme de sécurité antisismique, s'est avérée une fois de plus meurtrière pour

à l'aube, quatre avions, dont deux militaires, transportant des vivres et des médicaments et des tentes, ont quitté l'aérodrome d'Ankara; l'un d'eux avait à son bord le ministre de la construction.

ARTUN UNSAL.

Le Secours populaire français lance un appel en faveur des sinistrés turcs. Les dons en espèces peuvent lui être adressés : 9 rue Froissart, 75003 Paris (C.C.P. 654-37 Paris), en précisant « pour la Turquie ». Les dons en nature (vêtements et médicaments par exemple) peuvent être portés dans toutes les permanences de l'association.

Soixante-cinq mille morts en cinquante-deux ans

Le violent séisme qui a frappé, le 22 novembre, l'Anatolie orientale est le quarante-septième tremblement de terre meurtrier à s'être produit en Turquie depuis 1925. Selon la liste établie à l'occasion de la conférence Intergouvernementale de l'UNESCO sur l'évaluation et la diminution des risques sismiques, réunie à Paris en février dernier, les quarante-cinq séismes cités avaient tué, au total, 61 146 personnes (auxquelles il faut ajouter les 20 morts du tremblement de terre survenu le 20 août de cette année à Denizli, en Turquie occidentale).

Les neuf plus meurtriers de ces séismes ont été ceux d'Erzurum (40 000 morts, 26 décembre 1939), de Tosya-Ladik (5 000 morts, 26 novembre 1943), de Nispet-Erbaa (3 000 morts, 20 décembre 1942), de Bolu-Gerede (2 651 morts, 1^{er} janvier 1944), de Varto (2 334 morts, 19 août 1966), de Lice (2 335 morts, 8 septembre 1975), de Gediz (1 088 morts, 28 mars 1970), de Bingöl (970 morts, 22 mai 1971) et de Varto-Hinzi (860 morts, 31 mai 1946).

Peu de régions turques sont à l'abri des séismes. La Turquie est, en effet, coincée entre l'Afrique, d'une part, et l'Eurasie, de l'autre, qui pourraient être comparées aux deux mâchoires d'une tenaille ayant tendance à se refermer. La tectonique des plaques a montré que la surface de la Terre était formée de plaques

rigides bougeant sans cesse l'une par rapport à ses voisines. La grande plaque supportant l'Afrique monte vers le nord, se rapprochant ainsi de l'Eurasie. Ce mouvement a fracturé la région la plus « coincée », c'est-à-dire le nord-est de la Méditerranée, et une partie du Proche-Orient en une série de plaquettes dont les ajustements relatifs et répétés se traduisent par des tremblements de terre plus ou moins violents en Turquie et aussi en Grèce et en Iran.

L'année 1976 sera marquée par des séismes meurtriers de forte magnitude : — 4 février, Guatemala, 25 000 morts, magnitude 7,2 ; — 6 mai, Fricol, un millier de morts, magnitude 6,5 ; — 26 juin, Iran-Occidental (Nouvelle-Guinée indonésienne), plus de 6 000 morts, magnitude 5,7 ; — 14 juillet, Bali, 559 morts, magnitude 6,8 ; — 28 juillet, Tang-Chan (Chine), nombre de morts inconnu (100 000 ou 200 000 peut-être), magnitude 9,2 ; — 18 août, Satchuan (Chine), nombre de morts inconnu (peu nombreux, parait-il), magnitude 7,2 ; — 15 septembre, Fricol, trois secousses de magnitude voisine de 6 ; — 15 novembre, Tang-Chan, nombre de morts inconnu, magnitude 6,9.

Y. R.

Portugal

LES ÉTATS-UNIS PRÉTERAIENT A COURT TERME 300 MILLIONS DE DOLLARS A LISBONNE

M. Edwin Yeo, sous-secrétaire américain au Trésor, chargé des affaires monétaires, a déclaré mardi 23 novembre, au cours d'une interview, les intentions du gouvernement américain en matière d'aide financière au Portugal. Le plan annoncé par M. Yeo consiste, selon le « New York Times », en une première aide américaine au Portugal sous la forme d'un prêt à court terme de 300 millions de dollars, en attendant qu'aient progressé des négociations en cours sur un ensemble de 1,5 milliard de dollars que doit rassembler le Fonds monétaire international ; la participation américaine pourrait alors être de 30 ou 40 %.

Les consultations se poursuivent avec les membres du Congrès, appelé à ratifier cette aide d'un genre particulier, puisqu'elle ne sera pas gérée directement par le gouvernement américain.

Pour la première fois

UN ANCIEN AGENT DE LA POLICE POLITIQUE COMPARAIT EN JUSTICE

(De notre correspondant)

Lisbonne. — En décembre 1961, à la tombée de la nuit, dans une rue presque déserte de la périphérie de Lisbonne, trois hommes attendaient M. José Dias Coelho, peintre et sculpteur de trente-deux ans, membre du parti communiste. Celui-ci les aperçut et tenta de fuir ; il fut tué de deux balles de pistolet. M. Dias Coelho était victime de la police politique portugaise, la PIDE. Les rumeurs ont été menacées ; ils se sont tus.

Quinze ans plus tard, mercredi 24 novembre, le meurtrier comparait devant le tribunal militaire de Lisbonne : il est le premier des mille trois cents agents de la PIDE, arrêtés depuis le 25 avril 1974, à passer en justice.

Ce n'est pas en tant qu'agent de l'ancienne police politique de M. Salazar et Caetano, mais comme accusé de « droit commun » qu'il répondra de ce crime.

J. R.

Chypre

LES AUTORITÉS TURQUES ont intensifié ces derniers jours l'expulsion des villageois chypriotes grecs résidant encore dans la zone nord de l'île, sous leur contrôle depuis le débâclement de 1974. Elles ont affirmé le porte-parole chypriote grec. Parallèlement, les autorités turques accélèrent l'implantation de colonies « venues de Turquie », a-t-il ajouté. (A.F.P.)

AFRIQUE

Le problème rhodésien

SALISBURY EST PRÊT A RAMENER A VINGT-TROIS MOIS LE DÉLAI DU TRANSFERT DU POUVOIR A LA MAJORITÉ NOIRE.

Le calendrier prévu par le gouvernement rhodésien pour l'accession au pouvoir de la majorité noire a été publié mercredi 24 septembre. Il indique que la période de transition, qui devait durer vingt-cinq mois, pourrait être réduite à vingt-trois mois.

Le responsable de l'Elaboration du calendrier, M. George Smith, a déclaré que cette réduction pourrait être consentie pour aller à la rencontre des propositions de M. Kissinger.

Le délai, qui reste, toutefois, en principe fixé à vingt-cinq mois, prévoit d'abord deux étapes de dix mois chacune pour la délimitation des nouvelles circonscriptions et l'enregistrement des électeurs, puis encore six mois pour la mise au point des détails de la nouvelle Constitution. La période restant à couvrir permettrait à la commission constitutionnelle, réunie selon les propositions de M. Kissinger, d'achever ses travaux. Sur le terrain, des troupes mozambicaines du Front ont subi « certaines pertes en hommes », au cours d'un engagement dans le secteur sud-est, annonce un communiqué diffusé mercredi à Salisbury. Selon ce texte — qui ne précise pas la date de cet affrontement — les forces rhodésiennes n'ont pas eu de pertes. L'opération aurait été lancée en riposte à une « attaque non provoquée ».

A Genève, la proposition britannique d'imposition de la Rhodésie pour le 1^{er} mars 1978 paraît embarrasser les dirigeants du Front patriotique. M. M. Nkomo et le Grand Timonier, cependant, ont déclaré « La question reste en discussion », a indiqué leur porte-parole. — (A.F.P.)

Tunisie

M. Nouri annonce un renforcement de la défense nationale

De notre correspondante

Tunis. — La Tunisie a été la leçon de ce qui se passe en Israël, et le gouvernement a été amené « à réviser son attitude et à réserver une plus grande part de son budget au renforcement de la défense ». C'est ce qu'a déclaré mardi 23 novembre le premier ministre, M. Nouri, au cours d'une conférence de presse donnée à l'occasion de la conférence des directeurs d'agences arabes et européennes, qui se tenait à Tunis du 21 au 24 novembre.

Cette réponse confirme les informations diffusées ces derniers temps selon lesquelles les

moyens d'action de l'armée tunisienne vont être accrus. M. Nouri a mis l'accent sur « l'absence de problèmes entre son gouvernement et celui de l'Algérie voisine ». Il a confirmé que la question du partage du plateau continental entre la Tunisie et la Libye, dans la région du golfe de Gabès, demeurait en suspens. Les deux pays, qui avaient décidé, en août, de porter le litige devant la Cour de La Haye, ne se seraient pas encore mis d'accord sur la formulation de la requête à soumettre à la cour internationale. M. P.

Zaire

INAUGURATION DU PLUS IMPORTANT COMPLEXE DE RADIO-TELEVISION D'AFRIQUE

De notre envoyé spécial

Kinshasa. — Cinq chefs d'Etat africains, MM. Bokassa (République Centrafricaine), Nkrumah (Ghana), Nyerere (Tanzanie), Ould Daddah (Mauritanie) et Tolbert (Libéria) ont participé, le mercredi 24 novembre, aux festivités marquant le onzième anniversaire de la prise du pouvoir par le général Mobutu Sese Seko.

Cet événement, à l'occasion duquel Panhard, hélicoptères Alouette et Puma, chasseurs à réaction Mirage-5, cette année encore la « fête du 24 novembre » a fourni au régime l'occasion de montrer la puissance de son armée, forte d'environ soixante mille hommes. Parmi les banderoles brandies par la jeunesse zairoise dans les rues de Kinshasa pavées du flambeau rouge de la révolution, certains soulignaient une « ère éternelle du Grand Timonier » et d'autres, au contraire, le « soutien à l'Afrique combattante ». — (A.F.P.)

du Sud). D'autres rappelaient, non sans réalisme (« temps de crise économique, temps de lutte »), les difficultés économiques que le gouvernement de mener à bien de très coûteux projets. Le président Mobutu a ainsi inauguré, mercredi après-midi, à Kinshasa, la « Cité de la voix du Zaire », complexe de radio-télévision sans équivalent dans le continent noir. Cet ensemble architectural aux lignes sobres et épurées a été réalisé en trente mois par un groupement d'entreprises françaises ayant à leur tête, Sodelec Engineering, Thomson-C.S.F. et Schumacher. Le coût de l'opération est de 400 millions de francs, comme le déclarait, après l'inauguration, le commissaire d'Etat (ministre) à l'Orientation nationale, La Voix du Zaire dispose désormais d'un outil adéquat pour « former les masses populaires et les informer des principes du mobutisme ». — (A.F.P.)

LE NOUVEL ECONOMISTE

présente :

Le manager de l'année

L. BOIX-VIVES

(ROSSIGNOL)

EN VENTE CHAQUE VENDREDI

Opel City

En BOUTEAU S.A.,
41, rue des Eclaircisseurs
VERSAILLES
Tél. 01.31.15.38 et 01.31.31.31

N'en croyez que vos oreilles.

Chez Titania, une sélection des meilleures enceintes.
Chez vous, essayi gratuit avant l'achat.

TITANIA hi-fi 24, rue de Chateaudun Paris 9^e

صلى الله عليه وسلم

AMÉRIQUES

Canada

AU COURS D'UNE ALLOCUTION A LA TÉLÉVISION

M. Trudeau a adopté une position conciliante à l'égard du Québec

De notre envoyé spécial

Ottawa. — M. Trudeau, premier ministre fédéral canadien, a lancé, mercredi 24 novembre, au cours d'une allocution télévisée, un appel à l'unité du pays. Après la victoire du parti québécois, et contrairement aux rumeurs qui avaient circulé, il a adopté une position apaisante. « Je vous parle d'une fraternité beaucoup plus large que celle du sang (...). d'une extraordinaire entreprise qu'il serait un péché contre l'humanité d'abandonner », a-t-il déclaré. Les images fortes ne lui ont pas manqué pour expliquer sa conviction qu'il y a de la place au Canada pour tous les Canadiens, que l'on peut être, ainsi qu'il s'y appliquera toujours, « de toutes ses forces », à la fois, « un bon Canadien et un bon Québécois ».

Avec habileté, il a rendu hommage au processus démocratique qui a permis à un jeune parti de prendre le pouvoir dans son troisième essai et il a assuré le parti québécois de sa coopération. Mais il a aussi réaffirmé que le P.Q. avait reçu pour mandat de bien gérer la province, non de la séparer du reste du pays. D'autant, a rappelé M. Trudeau, que « les affaires en cours » entre le gouvernement fédéral et ceux des provinces sont à la fois « multiples et importantes » : le programme anti-inflation, les mesures de lutte contre le chômage, la pérennité dans les prix du pétrole, etc. En outre, souligne le premier ministre, Ottawa et les provinces sont à la veille de reprendre d'importantes négociations sur le « rapatriement » de la Constitution, à l'occasion desquelles elles pourront réviser le partage des pouvoirs avec le gouvernement fédéral.

Le gouvernement d'Ottawa est

donc disposé à imaginer avec les provinces, dans un dialogue confiant, un fédéralisme renouvelé. Le ton est nouveau, puisque M. Trudeau affirmait, il y a environ un mois, qu'il souhaitait ramener la Constitution au Canada et non pas discuter des pouvoirs et des prérogatives des provinces. De plus, le premier ministre a déclaré solennellement que « le Canada ne saurait survivre par la force » et que lui-même ne provoquerait aucune confrontation, par exemple en décrétant de son propre chef un référendum national sur le cas du Québec, comme certains politiciens de la langue, des disparités régionales et sociales, pour que les francophones se sentent à l'aise dans la confédération.

ALAIN-MARIE CARRON.

LA QUERELLE DU LABRADOR EST À NOUVEAU ÉVOQUÉE

(De notre correspondant.)

Montréal. — En raison de l'effervescence qui règne depuis l'élection québécoise, les éventualités les plus lointaines sont retenues par certains comme de quasi-certitudes. Ainsi un député conservateur aux Communes d'Ottawa, M. Mac Grath, élu d'une circonscription de Terre-Neuve, a demandé à M. Trudeau de prévenir M. Lévesque qu'il ne serait pas autorisé à « s'emparer » du Labrador.

Son appréhension n'est pas dénuée de fondement. Le Québec est seul à avoir une frontière commune avec la province de Terre-Neuve, et la querelle au sujet du territoire mitoyen du Labrador remonte à 1926. Elle avait été tranchée l'année suivante par le Conseil privé de la reine. Terre-Neuve, maintenant province canadienne, était alors une colonie britannique. La décision est toujours contestée par le Québec, deux fois lors d'importantes négociations financières personnelles au Labrador.

Le Labrador dispose de grandes richesses hydro-électriques et minières, et les deux derniers gouvernements libéraux du Québec ont offert, sans succès, à Terre-Neuve d'en acheter une partie, afin d'augmenter la capacité de production d'électricité de leur province. On peut lire dans le programme du parti québécois qu'il faut « réaffirmer et défendre les droits inaliénables du Québec sur tout son territoire, y compris le Labrador et les îles du littoral du Nouveau Québec (...) » et « à défaut d'accord sur ce sujet, accomplir des gestes d'occupation juridique et porter la cause devant la Cour internationale de justice ». Cette disposition devrait rassurer les 530 000 Terre-Neuviens prêts à s'armer de leurs bâtons de hockey. Si chacun garde la tête froide, la guerre du Labrador n'aura pas lieu. — A.-M.C.

Etats-Unis

VICE-PRÉSIDENT ÉLU

M. Walter Mondale s'est entretenu avec l'ambassadeur de France

De notre correspondant

Washington. — M. Kosciuszko-Morizet, ambassadeur de France, s'est entretenu, mercredi 24 novembre, avec le vice-président élu — M. Mondale. Le futur président, quant à lui, observe très strictement la règle qu'il s'est imposée de se tenir en retrait jusqu'à son entrée en fonctions, le 20 janvier. Cela, non pas seulement par un souci de correction envers M. Ford, mais parce qu'il n'entend pas prendre de responsabilités tant qu'il n'a pas les moyens de les assumer. M. Carter ne recevra aucun ambassadeur ni personnalité étrangère, à commencer par M. Androuët, qui est attendu dans la capitale. Le premier ministre italien rencontrera M. Mondale. De même, l'ambassadeur de France, qui souhaitait s'entretenir avec le président élu, a été invité à s'adresser à M. Mondale qui, contrairement à tous les précédents, est systématiquement et étroitement associé aux activités de son « patron ».

La nouvelle équipe a profité de l'occasion pour illustrer son souci de se préoccuper autant des alliés européens que des adversaires potentiels des États-Unis. M. Mondale, aux termes du communiqué, a dit que le futur gouvernement souhaitait « maintenir avec la France — le plus vieux ami et allié des États-Unis — des liens directs de coopération ». Il a indiqué que, dès son entrée en fonctions, le nouveau président espérait entretenir des « liens directs et personnels » avec M. Giscard d'Estaing.

L'entretien franco-américain, qui s'est déroulé dans une atmosphère de grande cordialité, a porté sur les problèmes concernant essentiellement l'alliance occidentale et notamment sur les difficultés économiques et financières de certains de ses membres. Du côté américain, on tenait à connaître les vues françaises à ce sujet ainsi que sur le problème de la prolifération nucléaire, qui préoccupe M. Carter. Enfin, les questions relatives au Concordat ont été évoquées. Ce premier contact officiel entre le gouvernement français et le futur gouvernement de Washington a été utile et fructueux.

Mexique

VERS UNE REPRISE DES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC L'ESPAGNE

Les relations diplomatiques entre le Mexique et l'Espagne doivent être rétablies après le 1^{er} décembre par l'administration du président Lopez Portillo, successeur de M. Luis Echeverría.

Des négociations discrètes et des contacts ont eu lieu ces derniers jours. Le président sortant a donné son « feu vert » à l'Espagne et se proposait plus à la reprise des relations rompues depuis la guerre civile. Mexico ne reconnaissait jusqu'à présent que le gouvernement républicain en exil.

Néanmoins, la nouvelle équipe, et M. Carter notamment, pourraient se montrer des interlocuteurs plus difficiles que leur prédécesseurs. Les observateurs prévoient un changement de style. D'autre part, parmi la jeune génération, qui assure actuellement la transition, beaucoup sont des libéraux, se situant à gauche (pour employer notre terminologie française) du parti démocrate, et se sentent au départ plus d'attirance avec les amis de M. Mondale qu'avec la majorité. Beaucoup ont joué un rôle dans le mouvement contre la guerre du Vietnam. Il n'est pas sûr, toutefois, que cette intelligentsia se retrouve aux postes de commandement. Certains souhaiteraient que le président élu rétablisse au plus tôt l'équilibre par le choix d'hommes mûrs. Selon les commentateurs Evans et Novak, M. Carter songerait à nommer au Pentagone l'ancien secrétaire à la défense, M. Schlesinger, considéré comme un « dur », pour faire contrepoids à l'intelligentsia libérale.

HENRI PIERRE.

CORRESPONDANCE

NORMAN

PETITE VILLE AMÉRICAINE

Dans un article sur les États-Unis, Claudine Serre avait parlé de Norman, siège de l'université de l'Oklahoma (le Monde du 19 octobre), comme d'une petite ville typique de la province américaine. Elle y étudiait le fonctionnement des institutions sans s'écarter de l'université elle-même. Or il se trouve que cette commune est la plus riche de littérature internationale. Books Abroad, qui distribue un prix important (10 000 dollars), M. Icarus, directeur de cette publication, nous écrit : « Si Mlle Serre souhaitait présenter une petite ville de l'Oklahoma typiquement endormie et conservatrice, elle ne manquerait pas d'exemples, car il y a beaucoup de villes de ce genre, mais Norman n'en est pas une, à condition de ne pas passer sous silence ce qui la différencie des autres. J'ai invité ici Yves Bonnefoy et Michel Butor pour parler dans notre université. Notre prix international a été attribué en 1974 à Francis Ponge. Un numéro spécial de Books Abroad a été consacré à Paul Valéry, un autre est prévu sur René Char pour l'été 1977. Books Abroad vient d'avoir cinquante ans et compte actuellement deux cents numéros. Poètes et écrivains français nous ont envoyé de nombreux messages pour cet anniversaire. La revue va élargir sa formule et changer son nom pour le numéro d'hiver 1977. Elle s'appellera désormais World Literature Today, un titre plus conforme à ce qu'elle est réellement. »

SI VOUS MESUREZ 1 m 80 OU PLUS (jusqu'à 210 m)

SI VOUS ÊTES FORT JOHN RAPAL

GRANDES TAILLES

PRET-À-PORTER

Costumes, vestes, sport, blazers, pardessus, impers, Pantalons, jeans, Vêtements, pulls, chemises 4 longueurs de manche, Peaux laines, blousons, trench cuir et lain, exclusivité

MAC DOUGLAS.

3000 VÊTEMENTS livrés immédiatement.

40 av. de la République Métro Parmentier

Parking gratuit

Tél. 355.65.00

Calculateurs Hewlett-Packard

Démonstration Vente sur stock

"A JAMARTINE"

118, rue de la Pompe, 75016 Paris - Tél. 727.3131

HEWLETT-PACKARD



Les Editions
FRANÇOIS MASPERO

ont publié ce trimestre

Cahiers libres

MARIE-FRANCE MOULIN. *Machines à dormir (Les foyers neufs de la Sonacotra...)*, 2000 F.

Textes à l'appui

COLLECTIF D'ALPHABÉTISATION. *Lire, comprendre et s'informer*, Tome I, 5500 F. Tome II, 5500 F. MICHEL MARILLÉ. *Une introduction critique au droit*, 1000 F. FRANK LINTZ. *L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire*, 5000 F. CARL-AXEL MOBERG. *Introduction à l'archéologie*, 4500 F. ALBERT SOBOUL. *Problèmes paysans de la révolution, 1789-1848*, 8000 F. JEAN-PIERRE VEFUANT. *Religion grecque, religions antiques*, 5000 F.

Rééditions : ELISE FREINET. *Naissance d'une pédagogie populaire*, 4000 F. LOUIS GEPHET. *Anthropologie de la Grèce antique*, 5000 F. FERNAND GURY. *ADA VASQUEZ. Vers une pédagogie institutionnelle*, 3000 F. J. R. SCHMID. *Le maître camarade et la pédagogie libertaire*, 5000 F.

Malgré tout

collection dirigée par Emile Copfermann

A.-M. BEYSSAGUET, M. CHAUVRE, A. CHAYON. *Les socio-clercs, Bienfaisance ou travail social*, 3500 F. FERNAND DELIGNY. *Les enfants ont des oreilles*, 3000 F.

Voix

collection dirigée par François Gonzales-Rolle

NICOLE-EDITH THEVENIN. *Issue des armes*, 1500 F. Villancicos, Poèmes traduits par JEAN-MARIE PETIT et JEAN TENA, 2500 F.

Rééditions : JOHN BERGER, JEAN MOHR. *Le septième homme*, 4000 F. NAZIM HIKMET. *Paysages humains*, 5000 F.

Économie et socialisme

collection dirigée par Ch. Bettelheim et J. Charrière

HARRY BRAVERMAN. *Travail et capitalisme monopoliste*, 6000 F. SIGRID GROSSKOPF. *L'alliance ouvrière et paysanne en U. R. S. S., 1921-1928*, 5000 F.

Réédition : J. CHARLES BETTELHEIM. *Calcul économique et formes de propriété*, 2500 F.

Algorithmes

collection dirigée par Pierre Raynaud

PIERRE RAYMOND et autres. *Philosophie et calcul de l'infini*, 4000 F.

Bibliothèque d'anthropologie

dirigée par Maurice Goddier

ROBERT CRESSWELL, MAURICE GODELIER. *Outils d'enquête et d'analyse anthropologiques*, 4000 F.

Dossiers africains

collection dirigée par Marc Augé et Jean Copans

JEAN-LOUP AMSELLE. *Les migrations africaines*, 2500 F. Sous la direction de FRANÇOIS POULLON. *Anthropologie économique*, 3000 F.

Bibliothèque Socialiste

dirigée par Georges Lefrançois

PIERRE MONATTE. *La lutte syndicale*, textes présentés par COLETTE CHAMBELLAND, 4500 F.

Revue collection Maspéro

Champ social, 1500 F. DANIEL GUERIN. *La révolution française et nous*, 1200 F. JEAN JAURES. *La classe ouvrière*, 1600 F. PIERRE KROPOTKINE. *Œuvres*, 2000 F. KARL MARX, FRIEDRICH ENGELS. *Critique de l'éducation et de l'enseignement*, 1600 F.

Rééditions : "Critiques de l'économie politique". L'inflation, 1200 F. FERNAND DELIGNY. *Les vagabonds efficaces*, 1200 F. FRANTZ FANON. *Les damnés de la terre*, 1600 F. DANIEL GUERIN. *Ni Dieu ni maître I*, 1200 F. ABDALLAH LAROUÏ. *L'histoire du Maghreb*, deux volumes, chaque volume 1200 F. P.-O. LISSAGARAY. *Histoire de la commune de 1871*, 2000 F. ROSA LUXEMBOURG. *Œuvres-I*, 1200 F. MAO TSE-TOUNG. *Œuvres choisies en trois volumes*, chaque volume 1200 F. PAUL NIZAM. *Les chiens de garde*, 1200 F. PIERRE SALAMA, JACQUES VALIER. *Une introduction à l'économie politique*, 1200 F.

Herodote

revue dirigée par Yves Lascote

No 4 : *Brader la géographie, brader l'idée nationale ?*

Critiques de l'économie politique

No 24-25 : "La crise"

La Mémoire du Peuple

collection dirigée par Pierre Costantini

Réédition : MARTIN NADAUD. *Leonard maçon de la Grasse*, préface de JEAN-PIERRE RIOUX, 4500 F.

Documentation sur demande en remplissant le bon ci-dessous :

Nom _____

Adresse _____

FRANÇOIS MASPERO

1, place Paul-Failevère 75005 Paris

TAPIS ROUMAINS d'origine

point noué main à la portée de tous choix très important toutes tailles jusqu'à 4,00 x 6,00 m. prix exceptionnels * entrée libre *

Les Lisses de France
98 bd haussmann Paris 8^e
tél. 522 88 25 / 88 68
VELIZY 2 tél. 946 28 36

OUVERT LUNDI APRÈS-MIDI

QUAND LE PLUS SÉRIEUX DES FABRICANTS VOUS DIT "REVOLUTION EN COPIE", VOUS POUVEZ LE CROIRE... ET REGARDER DE PRES.

FAXIL
de
Gestetner

Documentez-vous dès maintenant : prenez contact avec Gestetner, service 204, 71 rue Camille Groult 94400 VITRY - Tél. 680.47.85

YASHICA, ZEISS et PORSCHE
vous invitent à découvrir le

CONTAX RTS

dans le numéro 40 de "Zoom" et le numéro 109 de "Photo".

PROCHE-ORIENT

Liban

Les « casques verts » syriens interrompent leur progression dans le sud du pays

Le contingent syrien de la « force arabe de dissuasion » a interrompu sa progression en direction du Sud-Liban pour ne pas fournir à Israël un prétexte d'intervention, annonce la presse de Beyrouth. Des consultations sont en cours entre divers gouvernements arabes pour définir l'attitude qui serait adoptée en commun. La situation demeure préoccupante sur la frontière israélo-libanaise : des villages tenus par les forces palestino-progressistes ont été bombardés le mercredi 24 novembre, en particulier le bourg de Bint-Joubil ; selon la presse de gauche, une unité israélienne aurait tenté de pénétrer dans le village de Kfar-Chouba, tandis que des vedettes de l'état juif patrouillaient non loin du port de Tyr.

Selon M. Eddé, le chef du Bloc national (droite libérale), Israël et les Etats-Unis prépareraient la voie à la création d'une zone tampon dans le Sud-Liban qui serait placée sous le contrôle des forces de l'ONU. Le « complet tramé », selon lui, commencerait par l'invasion du Sud-Liban par les troupes israéliennes et se terminerait par une décision du Conseil de sécurité en vue du remplacement de ces troupes par les « casques bleus » de l'ONU.

On apprend de « source bien informée », citée par l'A.F.P., qu'Israël propose effectivement la création d'une zone tampon ; celle-ci serait cependant placée sous le contrôle d'une force exclusivement libanaise, composée de chrétiens conservateurs et de musulmans progressistes. Quant aux informations selon lesquelles Israël amènerait une présence militaire de Damas au sud du

Litani, si les Syriens prennent sur eux d'arrêter les activités de l'Organisation de libération de la Palestine, elle n'aurait reçu aucune confirmation dans aucun milieu autorisé israélien.

■ A WASHINGTON, les nouveaux officiels ont manifesté, le mercredi 24 novembre, une certaine mauvaise humeur à l'égard des autorités israéliennes, accusées d'avoir organisé des « rafles » à la presse destinées à « déformer la position des Etats-Unis ». Le porte-parole du département d'Etat a démenti, notamment, que Washington ait accepté de servir d'intermédiaire entre Damas et Jérusalem.

Dans un certain milieu de l'administration américaine, on accueille avec un certain scepticisme les cris d'alarme d'Israël à propos d'une éventuelle pénétration de troupes syriennes et palestiniennes dans le Liban du Sud. On estime, en effet, qu'il n'y a pas eu virtuellement de changement dans la situation de cette région au cours des trois ou quatre dernières semaines. Certains milieux de la capitale fédérale cités par l'A.F.P. vont jusqu'à exprimer des doutes sur la sagesse du gouvernement israélien quant à ses craintes. On avance diverses interprétations à l'attitude d'Israël. Selon l'une d'elles, le premier ministre, M. Rabin, tenterait de susciter une crise afin de détourner l'attention d'une situation politique défavorable. D'après une autre interprétation, Israël craignerait que les Arabes ne se préparent, en adoptant une attitude modérée, à un rapprochement avec les Etats-Unis. — (A.F.P., A.P., Reuters.)

VIVE ÉMOTION AU SEIN DE LA RÉSISTANCE

Le quotidien du Baas syrien recommande l'exclusion du Parlement palestinien des représentants de l'O.L.P.

Beyrouth (A.F.P.). — L'éditorial du quotidien officiel syrien *Al Baas*, paraissant le mercredi 24 novembre, a mis à l'écart des représentants de la guérilla palestinienne lors de la prochaine session du Conseil national palestinien, à l'issue de la conférence de Genève ou à la création d'un Etat palestinien. Le commentaire de l'or-

gane du parti Baas intervient une semaine après la reprise des pourparlers syro-palestiniens, qui avaient été interrompus en juin à la suite de l'offensive syrienne au Liban et de l'exclusion de la Salha, mouvement palestinien propre, de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.).

Ces conversations, qui faisaient suite au déplacement des forces arabes au Liban, avaient été présentées à Beyrouth, de source palestinienne, comme un « développement ». Le dialogue syro-palestinien a échoué, selon ces mêmes informations, sur la question du statut de la Salha au sein de l'O.L.P. et sur les modalités d'application des accords libano-palestiniens.

Selon *Al Baas*, « la grande majorité des Palestiniens estiment que l'exclusion des organisations combattantes des prochaines assemblées est le seul moyen qui s'offre à eux de faire du Parlement leur place de salut ». L'organe officiel du régime baassite ajoute : « Les chefs des organisations palestiniennes sont discrédités, et il n'y a pas d'espoir qu'ils réussissent à renouer le dialogue entre eux, notamment sur des sujets importants tels que le problème de la participation éventuelle des Palestiniens à la conférence de Genève ou à la création d'un Etat palestinien. » Le commentaire de l'or-

■ Les forces trakiennes massées à la frontière syrienne ont, depuis quelques jours, opéré un mouvement de repli vers l'intérieur du pays, et le dernier contingent a quitté mercredi soir 24 novembre la zone frontalière, apprend-on de source autorisée à Damas. Selon la même source, le Syrie, de son côté, commencent mercredi le retrait des troupes concentrées à la frontière. L'Irak avait massé des troupes à la frontière syrienne en juin dernier, après l'entrée des forces de Damas au Liban. — (A.F.P.)

Malgré un vote autorisant la création d'un Etat palestinien

L'O.L.P. est en perte de vitesse à l'ONU

De notre correspondant

Nations unies (New-York). — Par 90 voix contre 16 et 30 abstentions, l'Assemblée générale a adopté mercredi 24 novembre un projet de résolution introduit par le groupe des pays non alignés, qui avalise le rapport du Comité des Vingt (comité chargé de veiller à la mise en œuvre des droits du peuple palestinien). La résolution proclame le droit des réfugiés palestiniens à rentrer chez eux et à créer un Etat sous l'égide de l'O.L.P.

La France n'a pas pris part au vote. Les Etats-Unis ont voté contre. La Suède et l'Autriche se sont abstenues. Aux yeux des Occidentaux, le texte manque d'équilibre. En outre, pour à peu près tout le monde, il reflète l'échec de la tentative entreprise dans les comités de l'ONU pour lier les problèmes palestiniens à la question globale du Proche-Orient. Les débats sont apparus comme le chant du cygne de l'O.L.P. ancienne manière. Les représentants égyptiens, saoudiens et syriens n'ont pas voulu parler l'O.L.P. de ce baroud d'honneur, mais leurs interventions modérées ont permis de mesurer l'écart qui sépare le « rebelle » du Proche-Orient et les chibziers auxquelles les délégués palestiniens semblent rester attachés. En privé, les diplomates arabes de haut rang donnent à entendre que le véritable débat commencera la semaine prochaine, que le ton en sera modéré et que les solutions proposées seront réalistes.

Les confidences qu'on peut recueillir aussi bien de source arabe qu'américaine, indiquent non seulement qu'une convergence existe entre les divers camps concernés, mais qu'une opération, menée discrètement, est en cours, entre elles, dans le but de jeter les bases d'une médiation finale et globale à entreprendre peu après la prise de fonctions de M. Carter. Les récentes déclarations, modérées de M. Sadate, le voyage effectué au Proche-Orient par un groupe de sénateurs américains (MM. Javits et Ribicoff), les contacts pris à Paris entre les délégués palestiniens et le nouveau d'olivier tendu par le délégué jordanien à l'Assemblée des Nations unies (le Monde du 20 novembre) ; autant d'indices d'un élan de règlement général.

L'expulsion d'un Palestinien des Etats-Unis

Les déclarations contradictoires faites ces jours derniers ici par les médias de l'O.L.P. traduisent leur désarroi politique et même leur insécurité personnelle. Des changements importants sont sur le point d'intervenir au sein de l'Organisation palestinienne ; on peut dire sans crainte d'exagérer que les délégués de l'O.L.P. aux Nations unies ne savent plus au nom de qui ils parlent, quelle est la ligne officielle, quelle est la ligne politique, et s'ils seront encore en place dans un mois.

Ce flottement explique le dérapage de l'opération entreprise par deux des représentants de l'O.L.P. à Washington pour y ouvrir un bureau présumant d'information. Vendredi 19 novembre, la mise en place de ce bureau était donnée comme acquise de source américaine. Mardi, elle était remise aux calendes grecques et M. Jyris était prié de quitter le territoire américain le 30 novembre au plus tard. M. Jyris avait déclaré, sur le formulaire de sa demande de visa, être au Soudan, alors qu'il est né en Palestine. Il s'agissait, selon lui, d'une erreur des autorités sou-

danaïses qui lui avaient délivré un passeport. Théoriquement les autorités auraient pu fermer les yeux sur cette irrégularité. Dans la réalité, dans la mesure où elle n'a pas pu être dissimulée aux fonctionnaires des services de l'immigration — qui ne sont pas tous pro-arabes — le département d'Etat a dû traiter l'émigré palestinien comme n'importe quel étranger entrant dans le pays sous une fausse identité.

■ D'autres Palestiniens pourrout, dans un mois ou deux, nous a-t-on dit de bonne source, mener à bien la tâche que M. Jyris doit interrompre. Juridiquement, rien ne s'oppose à ce qu'un bureau d'information palestinien soit installé dans la capitale. Ce premier bureau servirait à préparer l'opinion à cette installation et à l'établissement de contacts entre le gouvernement américain et l'O.L.P. à une date peut-être pas éloignée. Pour M. Jyris, cependant, le gouvernement américain n'a fait que céder aux pressions israéliennes, l'erreur concernant son lieu de naissance ayant servi de prétexte à son expulsion.

LOUIS WIZNITZER.

JÉRUSALEM : une atteinte à la « souveraineté d'Israël »

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — L'adoption par l'Assemblée générale des Nations unies des recommandations de la commission des Vingt n'a pas soulevé d'émotion particulière en Israël. L'aboutissement de la conférence de la majorité automatique, dont disposent les délégations arabes, dit-on à Jérusalem, où l'on constate, avec le sénateur Moyzhan, ancien représentant aux Nations unies, que cette majorité est tout de même quelque peu érodée.

Si l'on parait tout à fait convaincu ici que ces recommandations ne seront suivies d'aucun effet, on juge grave, comme l'affirme un membre du ministère des affaires étrangères, l'atteinte de principe portée à la « souveraineté d'Israël » en lui imposant un « diktat ». L'Assemblée générale des Nations unies, vent balayer les résolutions 242 et 338 adoptées par le Conseil de sécurité au lendemain des guerres de 1947 et de 1973, sur lesquelles se fondent tous les efforts de conciliation, et auxquelles on est redevable de tous les progrès enregistrés à ce jour.

Le gouvernement israélien pourrait, selon la radio de Jérusalem, exprimer aux pays, comme la France, qui n'ont pas cru devoir s'opposer aux recommandations de la commission des Vingt, sa « surprise » devant leur passivité à l'égard de cette atteinte au principe de la négociation pour la solution des conflits. — A. SC.

(Publié à)

CHANGER DE VIE!

Un groupe d'adultes recherche hommes et femmes ayant les pieds sur terre et pourtant capables d'enthousiasme pour la création d'un village collectif (Kibboutz) original dans le Neguev (Israël).

GRUPPO MODBAR, 18, rue Delambre, 75014, 53-75-72.

ASIE

Chine

M. Hua Kuo-feng a posé la première pierre du mausolée de Mao Tse-toung

Au cours d'une cérémonie qu'il présidait pour la pose de la première pierre du mausolée de Mao Tse-toung, M. Hua Kuo-feng a déclaré, le mercredi 24 novembre, que la situation était « excellente » dans tout le pays. La radio de la province chinoise du Fukien, captée mercredi à Hongkong, annonce toutefois que des détachements de l'armée populaire, obéissant à « des instructions très importantes » de Pékin, ont pris position dans les écoles, les usines et les immeubles administratifs de la province. Menés de haut-parleurs, les militaires « préparent vigoureusement l'opinion publique révolutionnaire à l'écrasement de la bande des quatre », a précisé la radio.

Mercredi également, l'agence Chine nouvelle a accusé le « groupe de Changhaï » d'être à l'origine des violences de la révolution culturelle, notamment celles dont furent victimes des cadres techniques.

De notre correspondant

Pékin. — M. Hua Kuo-feng a posé mercredi 24 novembre, la première pierre du mausolée destiné à recevoir la dépouille mortelle de Mao Tse-toung. La cérémonie, qui réunissait de nombreuses hautes personnalités du régime, s'est déroulée dans la plus grande discrétion, et les Pékinois n'ont pas été informés que jeudi par la radio, à la radio, des dépêches de l'agence Chine nouvelle. Les autorités, apparemment très soucieuses de leur sécurité, n'avaient pas à redouter les curieux, les accès de toute la partie sud de la place Tian-An-Men étant interdits depuis l'ouverture du chantier. Il y a une dizaine de jours.

Dans le discours qu'il a prononcé à l'occasion de cette cérémonie, M. Hua Kuo-feng s'est félicité de la « victoire historique » que constitue l'établissement du « complet de la bande à quatre », et a souligné l'« excellente situation » que crée désormais à travers le pays, « éliminant la féodalité du continent », l'unité qu'il dirige à « la ligne révolutionnaire » de la « préservation de la déposition du président Mao ».

ALAIN JACOB.

Vietnam

HANOI ACCEPTERAIT DE FORTES PARTICIPATIONS DE CAPITAUX ÉTRANGERS

Le gouvernement de Hanoi venait d'accepter aux investisseurs étrangers, dans le cadre des investissements actuellement en préparation (le Monde du 5 novembre), de détenir jusqu'à 49 % du capital des entreprises, à compter du 24 novembre, le « Financial Times », citant un article du « Straits Times », quotidien de Singapour.

Ce journal cite lui-même les déclarations, à son retour de Hanoi, d'un important agent commercial du Vietnam à Singapour, M. Le Van Man. Selon le « Financial Times », le Vietnam, qui bénéficie d'une aide chinoise assez limitée, ne s'est pas à accepter toutes les propositions d'assistance présentées par l'U.R.S.S. L'exploitation des ressources en pétrole pourrait donner lieu à des accords avec des compagnies françaises et américaines.

Laos

L'A.F.P. INDÉSIRABLE

Vientiane (A.F.P.). — La correspondante de l'Agence France-Presse à Vientiane, vient d'être informée par le ministère laotien des affaires étrangères qu'il serait souhaitable que les activités dans les prochains jours.

Les dépêches publiées par l'A.F.P. sont de nature à porter atteinte au renom du Laos, a déclaré un porte-parole, et la présence du correspondant n'est plus souhaitable pour le moment.

Selon le directeur du service de presse du ministère, il s'agit d'une mesure « provisoire », qui pourra être reconsidérée par la suite.

(Suivant l'agence, Hanoi est déconseillé la seule capitale qui peut travailler un correspondant de l'A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

■ M. ROBERT MARCEL BOUTET, ressortissant français et professeur à l'Alliance française à Buenos-Aires, a été enlevé dans cette ville le 24 octobre, a annoncé mardi 23 novembre, à l'annonce, mardi 23 novembre, à Lima, la commission argentine pour les droits de l'homme. M. Boutet aurait été enlevé par des civils armés, qui auraient prétendu appartenir à l'armée régulière, mais l'armée et la police argentine ont affirmé, selon la commission, ne pas détenir le professeur. — (A.F.P.)

Cuba

■ LES GRADES MILITAIRES RÉGIMENTAIRES de colonel et de général ont été introduits mercredi 24 novembre dans l'armée cubaine. Celle-ci, issue de la guérilla, ne connaît jusqu'à présent que des « commandantes ». À l'uniforme de combat vert olive sera substituée une tenue moins terne conçue avec l'aide d'experts soviétiques. — (Reuters.)

Hongkong

■ CING AGENTS CHINOIS, travaillant pour Pékin, ont été arrêtés dimanche 21 novembre à Hongkong, indique le *Guardian*. La police est très active contre les agents de Taiwan, mais c'est la première fois depuis quinze ans qu'il est question d'une affaire impliquant des espions de la Chine populaire.

Laos

■ L'ORGANE OFFICIEL LAOTIEN « SIENG PABASON », a démenti le mercredi 24 novembre, les informations parues dans la presse thaïlandaise et selon lesquelles un gouvernement thaïlandais en exil avait été formé à Vientiane (le

Monde du 20 novembre). Sieng Pabason présente ces informations comme une « manœuvre » visant à faire croire en une ingérence du Laos dans les affaires intérieures de son voisin. — (A.F.P.)

Namibie

■ ENVIRON TROIS CENTES AFRICAINS se sont réfugiés dans le nord de la Namibie depuis le début de la semaine, fuyant des combats dans le sud de l'Angola, selon des informations en provenance d'Oshana, capitale du territoire oshana (nord de la Namibie), parvenues mercredi à Johannesburg. — (A.F.P.)

Philippines

■ DES MAQUISARDS COMMUNISTES ont attaqué, le lundi 22 novembre, cinq villages de la province de Pangasinan, à environ 80 kilomètres au sud de Manille, s'emparant des armes des « défenseurs civils » de ces localités, sans faire de victimes, a-t-on appris mercredi de source militaire. Deux des villages attaqués se trouvent à proximité de la base américaine de Clark. — (A.F.P.)

Pologne

■ TOUS LES MEMBRES du Comité de défense des ouvriers interpellés mardi 23 novembre par la milice polonaise au cours d'une réunion au domicile de l'un d'eux ont été relâchés. Parmi les quatorze intellectuels qui avaient été interpellés figurait M. Jacek Kuron, auteur de la lettre ouverte à M. Berlinguer, secrétaire général du P.C. italien, lui demandant d'intervenir en faveur des ouvriers arrêtés à Ursus et à Ramon le 25 juin. — (A.F.P.)



Balears: les places au soleil moins chères en hiver.

Une semaine dans un 3 étoiles à partir de 850 Francs, voyage compris, au départ de Paris.

Renseignez-vous auprès de votre agence de voyages ou à l'Office National Espagnol du Tourisme, 43 rue, avenue Fierro, de Paris, 75008 PARIS. Tél. : 225.14.61-62-63-64.

مكتبة الامم المتحدة

INDE : suicide d'une démocratie

IV. — UN NOMBRIIL DANS UN MIROIR DÉFORMANT

par JEAN DE LA GUÉRIVÈRE

Après la proclamation de l'état d'urgence, l'Inde ne peut plus être « la plus grande démocratie du monde » (le Monde - des 23, 24 et 25 novembre). Quelles sont désormais les relations de New-Delhi avec l'étranger ?

Le musée de Chandigarh, la capitale du Pendjab construite d'après les plans de Le Corbusier, contient d'admirables statues et des miniatures qui témoignent du degré de civilisation atteint autrefois par l'Inde. Mais rien n'est plus décevant que les salles consacrées à l'art contemporain. Sur chaque toile, on peut mettre le nom de l'artiste européen, le titre, le peintre indien s'est maladroitement approprié la technique ; ce ne sont que des faux Van Gogh, de faux Matisse, de faux Cézanne, de faux Rouault.

Avec ses castes, ses traditions religieuses, alimentaires, vestimentaires, si spécifiques, l'Inde est à la fois une société figée et extraordinairement ouverte sur l'étranger.

En procédant, le 16 mai 1974, à une expérience nucléaire, l'Inde poursuivait sans doute des objectifs militaires, mais son entrée dans le club atomique a été ressentie avant tout par la population comme « le triomphe du génie national », ainsi que l'écrivait à l'époque un quotidien de New-Delhi. Le lancement (grâce à une fusée soviétique) du premier satellite indien, en avril 1975, a été une nouvelle preuve de ce « génie ». Le satellite avait été baptisé *Aryabhata*, du nom d'un astrologue et mathématicien indien du cinquième siècle.

L'Inde se différencie aussi des autres pays du tiers-monde par l'existence d'un vaste marché intérieur. Environ 4 % des Indiens — ceux, en gros, qui utilisent couramment anglais et utilisent souvent cette langue entre eux — ont un certain pouvoir d'achat. Ils constituent un marché de près de vingt-cinq millions de clients, dont le développement est freiné par les contraintes d'une administration qui se veut socialisante, et par un retard technologique qui pèse sur les coûts et la qualité. Mais l'Inde fabrique, entre autres, la plupart des médicaments, des appareils de télévision, des machines-outils dont elle a besoin.

La publicité ne s'adresse qu'à une minorité, mais elle façonne lentement les aspirations des classes moyennes. Chaque jour, les marchands d'articles de modes (cadres) devenus en Inde comme ailleurs, le type d'homme idéal. Les compagnies d'assurance rivalisent de séduction dans leurs annonces, ne travaillant pas à fonds perdus. Des milliers d'ingénieurs se déplacent à l'étranger.

Une « querelle de famille »

L'Inde, nous disait un diplomate, « est un pays qui n'arrête pas de se regarder le nombril, mais, ce qui est pathétique, c'est qu'elle ne se définit elle-même que par référence à l'étranger ». Son nombril, l'Inde l'observe dans le miroir déformant de ses complexes agrégées par sa mauvaise conscience depuis la proclamation de l'état d'urgence. Les premiers journalistes expulsés au début de l'état d'urgence étaient des Britanniques. Mme Gandhi ne supportait pas d'être « calomniée » par les anciens colonisateurs.

En apparence, l'influence britannique reste très grande. La langue y est évidemment pour beaucoup. Le *National Herald*, quotidien du Congrès, publie régulièrement des articles pris dans le *Guardian* (mais pas ceux sur l'Inde). Les nouvelles concernant la famille royale passionnent toujours la petite bourgeoisie. Même le *Patriot*, quotidien du parti communiste, se croit tenu de donner les dernières informations on provenance de Buckingham Palace.

Avec leur pipe, leur moustache et leur veste à carreaux, les membres du Tolligumpe Club de Calcutta ont plus l'air de gentlemen, que quiconque aujourd'hui au Royaume-Uni. Mais ces seigneurs de haut vol ne sont pas les seuls à avoir la nostalgie du *British way of life*. Le fin du fin, pour les vacanciers des classes aisées, c'est de pouvoir arpenter pendant une semaine le ministère Mal de Simla, la station où se trouvait la résidence d'été du vice-roi.

Ce mimétisme des aînés fait sourire la jeune génération, qui pour sa part, s'est tournée vers les Etats-Unis. L'Inde bénéficie encore de plus de 60 % de l'aide britannique aux pays d'Asie, mais elle n'est, sur ce continent, que le troisième partenaire commercial du Royaume-Uni, très loin derrière le Japon, et après Hong-Kong.

Dans son *Journal d'un ambassadeur* (Denoël, 1970), M. J. K. Galbraith, nommé chef de la mission américaine à New-Delhi par Kennedy, qui disait alors aux Indiens « Je vous envoie ce que j'ai de meilleur », raconte comment Nehru, oubliant le « non-alignement », s'était montré prêt à conclure une alliance militaire avec Washington lors de l'invasion chinoise au Ladakh et en Asam, en octobre 1962. La mort de Kennedy, puis celle du premier ministre indien, mirent un terme à ce projet.

L'U.R.S.S., intéressée par l'Inde dès le début du schisme chinois, saisit une carte que les Américains avaient trop hésité à jouer.

pour s'y informer souvent, mais aussi pour exporter le *know-how* indien, en Afrique noire ou dans les pays du golfe Persique.

Dans la vie quotidienne, la double appartenance à un pays mystique et à une société industrielle avancée a des conséquences étonnantes. Les journaux sont souvent déconcertants. A côté d'une publicité pour l'entreprise Irti, qui, selon un usage fréquent, s'obstine à « bon royaume » à son directeur, dont personne ne doit ignorer qu'il se rend en Virginie, on trouve, par exemple, un article annonçant que « *sette cas de réincarnations humaines* » sont étudiés par l'Institut de la santé mentale et des sciences neurologiques de Bangalore. La synthèse des deux univers est faite par la société Luxor (crayons, feutres), qui finance une annonce pour saluer le retour en Inde — « après l'accomplissement de sa mission divine à Los Angeles, Denver, Houston, Chicago et Ottawa » — de « Sa Sainteté Muni Sushil Kumar Ji », un guru adepte du jainisme, muni du masque qui empêche les adeptes de cette religion d'avaler par mégarde quelque insecte dont la mort serait une atteinte à l'harmonie de la nature.

La même dualité se retrouve dans la vie politique. Une Constitution avait été taillée sur mesure pour les quelques dizaines de millions d'Indiens capables de comprendre la signification d'un bulletin de vote. Même « révisée » pour légaliser un régime de pouvoir personnel, cette Constitution reste empreinte du formalisme juridique des pays démocratiques. Mais, au moment où l'opposition essayait de faire connaître son hostilité au projet, le pays se passionnait pour tout autre chose : un vieillard se réclamant de la tradition indienne, M. Vinoba Bhave, menaçait de se laisser mourir de faim dans son *ashram* si l'abattage des vaches n'était pas interdit dans tous les Etats de l'Union. Malgré la censure, tout le monde était informé du « combat » de ce saint homme. Mme Gandhi dut donner des directives pour que certains gouvernements régionaux modifient leur législation sur la question des vaches ; elle apprit que le risque de troubles graves était écarté quand l'ascète publia un communiqué ainsi rédigé : « Le problème de l'abattage des vaches vient d'être en gros résolu. Le mérite en revient : 1) à Dieu ; 2) à ma mère ; 3) au Mahatma Gandhi ; 4) à Mme Indira Gandhi. Les trois premiers sont au Ciel. Indira est sur terre. Merci à Indira. »

Elle arma l'Inde et finança le démarrage de son industrie lourde, alors que Washington se raçait aux côtés du Pakistan. L'Inde s'était « offerte » au géant américain ; elle ne fut pas « prise ». Elle a gardé un sentiment de culpabilité pour ce moment de « faiblesse », et de la rancœur à l'égard du séducteur indécis. Acceptés de mauvaises grâces, les « dons » que constituait pendant longtemps l'aide alimentaire des Etats-Unis ne pouvaient rien effacer.

Du moins, restait-il des occasions de faire ensemble quelques pas de danse, tandis qu'étaient entonnés les refrains sur la démocratie. Quand M. Kissinger déclarait, lors de sa visite à New-Delhi, en octobre 1974, « Il y a tant de valeurs et d'aspirations communes entre les deux plus grandes démocraties du monde que nos querelles sont souvent de la même nature qu'une querelle de famille », il ne mesurait pas seulement un discours de circonstance. Ses déclarations allaient droit au cœur des dirigeants indiens, à la fois irrités et fascinés par les Etats-Unis.

Depuis, les journalistes américains ont aussi le président Ford, ont commenté sévèrement l'évolution de la « démocratie » indienne. Une partie du contentieux entre Washington et New-Delhi a trait aux critiques adressées à Mme Gandhi dans les journaux américains, le premier ministre ne comprenant pas que la Maison Blanche ne puisse rien contre le *Washington Post*.

Selon M. Kaul, l'ambassadeur de l'Inde aux Etats-Unis, les correspondants américains ont « le syndrome de Watergate » : ils veulent abattre Mme Gandhi, dont ils ne comprennent pas les louables intentions, parce qu'ils « jugent l'expérience des autres pays d'après leur propre système de valeurs ». Le projet de pool d'agences de presse des pays non alignés est la réplique indienne aux « injures » des journalistes étrangers.

Souffrant d'un véritable complexe de persécution, les responsables de l'information appellent la presse nationale à relever le défi des « Blancs ». Ce mot a été employé par Mme Gandhi dans un violent discours prononcé fin mai, alors qu'elle était sous le coup de l'exaspération suscitée par la décision du Canada de mettre fin à la coopération atomique. Selon M. Sinha, secrétaire d'Etat à l'information, le devoir des journalistes indiens est d'aider leur pays à renforcer son unité « face aux menaces du colonialisme et du néo-colonialisme qui n'ont pas renoncé à leur jeu

favori, consistant à déstabiliser les pays qui cherchent à rester hors de leur zone d'influence ».

Les révélations, de source américaine, sur les liens existant entre la C.I.A. et certains journalistes ont été aussitôt exploitées. Mme Gandhi laisse entendre que la C.I.A. constitue un danger pour elle ? Elle semble convaincue que la chute de son ami Mujibur Rahman, tué par des putschistes à Dacca en août 1975, est l'œuvre des services spéciaux américains. Elle n'est pas seule de cet avis.

Information et diplomatie

Après le Bangladesh, certains Américains ont songé à « déstabiliser » le plus grand pays du sous-continent ? Au début de l'année, le sénateur McGovern a fait à New-Delhi une visite au cours de laquelle le premier ministre se plaignit, de façon allusive, des activités de la C.I.A. en Inde. L'ambassadeur des Etats-Unis demanda alors à rencontrer Mme Gandhi, et lui déclara que, si elle lui apportait la preuve de ce qu'elle avait insinué, il donnerait sa démission. Il lui fut répondu en substance que ce n'était pas au premier ministre indien de s'immiscer dans une querelle entre diplomates et agents spéciaux américains.

Les correspondants à l'étranger de l'agence Samachar semblent avoir pour principale mission de relever tout ce qui peut servir à prouver que l'Occident n'a pas de leçon à donner à l'Inde. Ils ont évidemment fait leurs choux gras de l'affaire Lockheed. Si l'on insiste à New-Delhi sur les affaires de presse, c'est parce que, de l'avis même des diplomates en poste en Inde, elles semblent jouer un rôle déterminant dans l'élaboration de la politique étrangère de Mme Gandhi. La coopération économique et technique entre l'Inde et l'Allemagne fédérale est discrète, mais importante. L'ambassadeur indien à Bonn, chargé, comme ses collègues, de faire des rapports sur ce qui s'écrit au sujet de l'Inde dans son pays de résidence, s'était contenté pendant longtemps d'apprécier quelques coupures de journaux allemands. A l'ambassade de la R.F.A. à New-Delhi, on soupçonne la R.D.A. d'avoir transmis ces traductions.

A plusieurs reprises, le ministre de l'information a décerné un satisfecit aux journalistes soviétiques ou est-européens, qui sont les plus nombreux des correspondants étrangers et qui jouent avec

une remarquable constance le « programme pour la prospérité » de Mme Gandhi, malgré les distances que le P.C. indien prend actuellement à l'égard du pouvoir.

Il ne semble pas cependant que l'Inde veuille faire un pas de plus en direction de Moscou. New-Delhi a donné à deux reprises la preuve de sa volonté d'indépendance à l'égard de l'alignement privilégié. Quelques semaines avant la visite de Mme Gandhi en U.R.S.S., en juin, huit fonctionnaires soviétiques appartenant au service commercial de l'ambassade ou à des services de coopération ont été priés, discrètement mais fermement, de quitter New-Delhi. Ils étaient soupçonnés d'avoir exercé des pressions sur certaines administrations indiennes. Pendant la conférence des pays non alignés, à Colombo, l'Inde a soutenu la résolution condamnant la rivalité des grandes puissances dans l'Océan Indien, et non le projet de Cuba, qui dénonçait l'impérialisme américain à propos de la base de Diego-Garcia.

Au cours d'un débat, un député communiste a demandé au ministre des affaires étrangères de préciser quelles étaient les puissances concernées par la résolution de Colombo. Le ministre ne pouvait affirmer publiquement que condamner l'établissement des Américains à Diego-Garcia, c'est aussi, pour la diplomatie indienne, une façon de dissuader l'U.R.S.S.

de les imiter ailleurs. Après quelques hésitations, il a expliqué que parmi les grandes puissances concernées il y avait les Etats-Unis, mais aussi, par exemple, la France.

Cette réponse n'a pas été publiée par la presse non-communiste, qui obéit aux directives du pouvoir, quand il y en a. La demande d'embargo sur le pétrole destinée à la France n'a pas non plus été mise en relief. L'Inde ne s'y était pas associée.

On apprécie à New-Delhi, que M. Chirac ait été le premier (et jusqu'à présent, le seul) chef de gouvernement occidental à se rendre en Inde depuis la proclamation de l'état d'urgence. Quand M. Barre lui a succédé, Mme Gandhi a envoyé au nouveau premier ministre un message chaleureux, reproduit en première page de tous les journaux. La presse — et cela est nouveau — consacre une assez grande place à la France. Il s'agit le plus souvent d'une information « événementielle ». Les rares articles d'analyse passent généralement à côté des vrais problèmes de l'Hexagone.

Un confrère indien trouverait sans doute également des simplifications hâtives et beaucoup d'omissions dans ce qui a été écrit ici sur son pays. Mais l'analyse de la société de cet immense pays est rendue singulièrement plus complexe par le secret dont s'en-toure le pouvoir.

F I N

POUR VOUS OFFRIR UN TAPIS D'ORIENT, CE NE SONT PAS LES MOTIFS QUI MANQUENT.

Quelques exemples :

CHIRAZ : de 1,55 x 2,00 m : 1.000 F. de 2,60 x 1,65 m : 2.300 F. • BAKTHIAR : de 2,10 x 1,37 m : 6.800 F. • GHOUH : de 2,16 x 1,39 m : 5.300 F. de 2,63 x 1,58 m : 11.000 F. • HAMADAN : de 1,96 x 0,98 m : 1.400 F. de 2,03 x 1,34 m : 4.100 F. • ARDEBIL : de 1,60 x 1,05 m : 3.500 F. • AFGHAN : de 1,90 x 1,31 m : 3.000 F. de 2,77 x 2,01 m : 6.500 F. • BELOUTCHISTAN POINT FIN : de 1,19 x 0,83 m : 2.200 F. • ANATOLIE : de 1,15 x 0,85 m : 1.300 F. • LADIK : de 2,05 x 1,05 m : 7.500 F. • CHINOIS PÉKIN : de 2,00 x 1,35 m : 6.750 F. • CHINOIS TIEN-TSIN : de 1,37 x 1,98 m : 3.500 F.

*Prix T.T.C., au 26.11.76

Jusqu'au 31 décembre, 1.500 tapis dont les motifs sont autant de raisons de céder à la tentation : c'est le moment de vous offrir un objet de valeur artistique indiscutable, et de constater qu'un authentique tapis d'Orient n'est pas forcément cher.

à la place clichy

36, rue de Léningrad - Paris
spécialiste agréé par le
CLUB DECOUVERTE DU TAPIS D'ORIENT

Hôtel Colbert de Villacerf



A 50 mètres de la PLACE DES VOSGES, au cœur du MARAIS.

42 appartements de très grand luxe.
Du studio au 6 pièces duplex. Hôtels particuliers...
GRETTMA, 20, avenue Franklin Roosevelt

Bureau de vente ouvert du mercredi au samedi de 14 heures à 19 heures
23, rue de Turenne ou tél. 272.21.07.
75008 PARIS - TEL. 225.51.11.



Opel Rekord
Essence ou Diesel

VALDOISE MOTORS S.A.
31, rue de Paris
ST-OUEN-L'AUMOINE.
TEL. 404.20.70.

Au soleil en hiver,
faites du naturisme
aux Iles Maldives
dans l'Océan Indien.
La où le paradis
terrestre est réalité.

14 jours Paris-Paris
5.370 F
CLUB NATURE
10, rue Pierre Demour
75017 Paris, tél. 760.26.75.

Dites-le avec des
FLEURS
PRÉCIEUSES
BRILLANT, CRISTAL, ROCHE
A6 HOPITAL
PARIS 13

POLITIQUE

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 24 novembre sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

● ÉCONOMIES D'ÉNERGIE.
Le ministre de l'Industrie et de la recherche a présenté une communication aux économies d'énergie. Le bilan des mesures prises depuis 1974 fait apparaître que si des résultats substantiels ont été obtenus, une tendance à la régression des consommations et le retour à certaines habitudes qui ne sont pas compatibles avec le niveau actuel du prix de l'énergie et le poids de nos importations de pétrole dans notre balance commerciale, se manifestent depuis ces derniers mois.

Le gouvernement a réaffirmé la nécessité de ne pas dépasser les 35 milliards de francs d'importations nettes de pétrole en 1977. Pour atteindre cet objectif, il a décidé de veiller plus strictement au respect des règles d'économies fixées en matière de transport, de chauffage, d'éclairage et de consommation de carburant par les industries.

À ce propos, le gouvernement lance un appel solennel aux automobilistes pour respecter scrupuleusement les limitations de vitesse, à partir du vendredi 26 novembre, afin de contribuer à limiter les importations de pétrole, nuisibles pour notre économie.

Des mesures complémentaires seront également adoptées : des tests réglementaires seront pris d'ici au 1^{er} février 1977 et des procès-verbaux seront déposés à la session parlementaire de printemps. Il est institué un comité interministériel pour les économies d'énergie, sous la présidence du premier ministre et sous le ministre de l'Industrie et de la recherche assurera le secrétariat. Il sera chargé de préparer les décisions à prendre, de contrôler leur exécution, de dresser régulièrement le bilan de la politique entreprise. Le gouvernement a également confié l'assistance technique à l'industrie de la Communauté européenne, tendant à soutenir et à prolonger les efforts nationaux en matière d'économies d'énergie. Il appuiera les initiatives communautaires dans ce domaine et il présentera des propositions, afin de renforcer cette action.

(Page 38.)

● ADMINISTRATION MUNICIPALE.
Le conseil des ministres a adopté un projet de loi qui modifie l'article 175 du code pénal relatif aux infractions des fonctionnaires, officiers publics ou agents de l'autorité publique dans des affaires ou commerces incompatibles avec leur qualité. Ce projet porte de 10 000 à 30 000 francs la limite du montant global des amendes, mémoires ou factures qu'un cours d'une même année, dans les communes de moins de cinq cents habitants, les maires, les adjoints et les conseillers municipaux délégués ou agissant en remplacement du maire pourront, par exception aux principes posés par l'article 175 du code pénal, passer pour leur propre compte avec les communes qu'ils représentent pour l'exécution de menus travaux ou la livraison de fournitures courantes.

● CONTRAT D'APPRENTISSAGE.
Le conseil des ministres a adopté un projet de loi relatif au contrat d'apprentissage. Ce projet, qui fait suite aux décisions prises par les conseils des ministres des 6 juin et 2 novembre 1976 relatives au développement et au renouvellement de l'apprentissage, a pour objet d'alléger et de simplifier les procédures administratives relatives aux contrats d'apprentissage et aux cotisations sociales dues au titre des salaires versés jusqu'ici par l'Etat aux employeurs à ce même titre.

Toutefois, jusqu'au 1^{er} janvier 1980, les employeurs qui en feront la demande pourront opter pour le maintien du régime actuel, tout en conservant la faculté d'y renoncer à tout moment.

La partie de salaire versée aux apprentis et qui est admise en exonération de la taxe d'apprentissage ne donnera lieu à aucune charge sociale, fiscale ou parafiscale, dans les assurances, pourvu, bien entendu, qu'ils continuent à bénéficier de la fraction de la taxe d'apprentissage.

(Page 18.)

● CONVENTION FRANCO-SENEGALAISE.
Le conseil des ministres a adopté un projet de loi autorisant l'approbation d'une convention franco-sénégalaise en matière de pêche maritime.

Cette convention arrête les conditions dans lesquelles s'exerce l'activité des navires français autorisés à pêcher dans les eaux sous juridiction sénégalaise et fixe les règles relatives aux équipages composés de ressortissants sénégalais sur les navires battant pavillon français basés au Sénégal, l'entrée en France des produits pêchés dans les eaux sénégalaises, l'ancrage, par un

prêt de 30 millions de francs de la Caisse centrale de coopération économique, de la participation d'intérêts sénégalais aux entreprises industrielles de pêche, et d'investissement ainsi qu'au financement des investissements nouveaux dans le secteur de la pêche.

● ÉLECTIONS LÉGISLATIVES PARTIELLES.
Le ministre de l'Intérieur a fait une communication sur les élections législatives partielles. Il a constaté que, pour autant que des conclusions puissent être tirées d'élections partielles, les résultats, marqués dans la majorité des cas, par un pourcentage d'abstentions élevé, les résultats ont été dans l'ensemble positifs pour la majorité présidentielle. Il a insisté sur le fait que ces résultats avaient été obtenus alors que le plan de lutte contre l'inflation n'a pu encore produire ses effets.

● T.F.A.L.
Le secrétaire d'Etat a rendu compte de son déplacement dans le territoire des Aïns et des Imas. Le secrétaire de l'Union indienne à l'avenir du Territoire a présenté dans l'assemblée du pays. Les moyens des services chargés de préparer la consultation électorale seront renforcés. Le secrétaire d'Etat a également examiné les possibilités de préparer de futurs accords de coopération dans tous les domaines.

Une nouvelle réunion sera organisée en janvier à Paris avec tous les responsables du Territoire.

M. ARRIGHI DE CASANOVA conseiller d'Etat

en service extraordinaire

M. Emile Arrighi de Casanova, directeur général de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, est nommé conseiller d'Etat en service extraordinaire par le conseil des ministres du 24 novembre.

Par le 21 octobre 1920 à Bartia (Corse), docteur en droit, licencié de lettres, M. Arrighi de Casanova, de 1917 à 1925, partage ses activités entre plusieurs cabinets (Jean Letourneau, ministre du commerce, de la reconstruction et de l'urbanisme en 1927 ; Daniel Boland, président de l'Assemblée de l'Union française en 1938 ; Jean-Marie Louvet, ministre de l'Industrie et du Commerce en 1950 et 1951 ; François Schleiter, secrétaire d'Etat au Commerce en 1957-1958) et à la fonction publique (directeur du Commerce intérieur au ministère de l'Industrie et du Commerce de 1951 à 1959, directeur de l'Expansion industrielle au ministère de l'Industrie de 1959 à 1960).

M. Arrighi de Casanova est directeur général de la chambre de commerce et d'industrie de Paris depuis 1963, membre du conseil de direction du Centre français du Commerce extérieur depuis 1974 et président du comité économique et social de la Corse depuis 1974.

● MM. Giscard d'Estaing et Barre ont déjeuné mercredi en tête-à-tête, au palais de l'Élysée. Le président de la République s'entretenant avec le premier ministre vendredi prochain 26 novembre, à 17 h 30, au retour de son voyage en Alsace et en Lorraine.

Jacqueline
Beaujeu-Garnier

**la population
française
après
le recensement
de 1975**

Aujourd'hui où le rythme
de croissance se ralentit,
le choix de solutions nouvelles s'impose.

ARMAND COLIN

LE MOSQUITO SKEETER SKAT

UN CADEAU

qui
fera
mouche

Cet appareil électronique émet des ondes qui chassent les moustiques en toutes circonstances.

**PÊCHE - CHASSE - VOYAGES
CAMPING... OU CHEZ SOI**

Plus petit qu'un paquet de cigarettes, on peut le porter à la ceinture ou le poser près de soi (il fonctionne sur piles). Présenté en COFFRET CADEAU : 140 F (150 F contre remboursement).

THIEBAUT
30, place de la Madeline
75008 Paris.

Demandez la catalogue cadeaux. Envoyé gratuitement. Cadeaux originaux.

073-29-43

Yamaha ou l'amour de la musique.

L'un des plus célèbres et des plus importants fabricants de pianos et de guitares depuis la fin du siècle dernier s'est aujourd'hui spécialisé dans la haute fidélité. Et si ses appareils ont la réputation de restituer les sons les plus proches de ceux des instruments de musique, ce n'est peut-être pas sans raison...

Haute Fidélité... L'expression est en elle-même un hommage à la musique. Mais dans la bataille des watts, il semble qu'on en ait quelque peu oublié le sens et peut-être aussi la noblesse.

— Grisés par trop de gadgets, on ne réalise plus, par exemple, qu'une enceinte acoustique obéit aux mêmes lois qu'un instrument de musique. Que la nature de son bois et la manière dont il est assemblé lui confèrent des qualités plutôt que d'autres. Et si Yamaha semble être l'un des seuls fabricants à se souvenir de tout cela, c'est parce que la haute fidélité n'est aujourd'hui que la prolongement de sa vocation initiale : la musique.

UNE ENCEINTE ACOUSTIQUE ASSEMBLÉE COMME UN PIANO...

— Et à propos d'enceintes acoustiques, justement, il en est une chez Yamaha qui mérite qu'on y regarde à deux fois. Elle illustre assez bien cette perfection à laquelle on peut aboutir après un siècle de recherches dans tous les domaines de la musique. Elle s'appelle la NS 1000 Monitor.

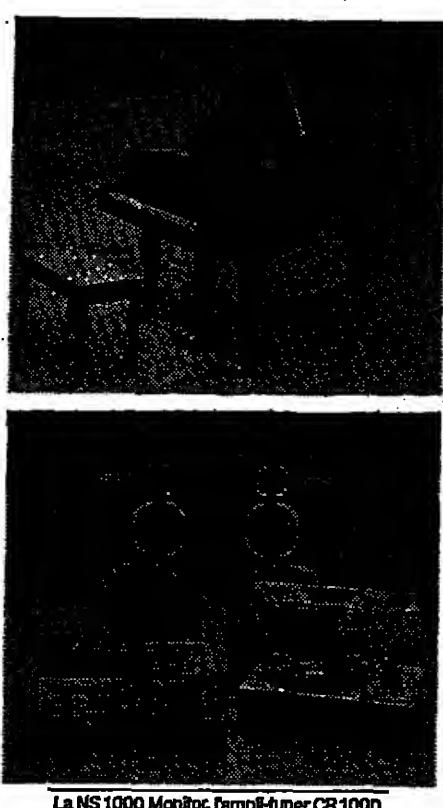
— Noire, plus sobre qu'agressive, elle cache sous son habillage une étonnante architecture. Trente et un kilos de bois sélectionnés à l'autre bout du monde pour être assemblés par des ébénistes de métier, ceux-là mêmes qui fabriquent les pianos.

— Les gestes sont les mêmes et la précision de l'assemblage a de quoi laisser rêver : moins de 0,01 mm.

LE SON LE PLUS DIFFICILE A RESTITUER : LA VOIX HUMAINE.

— Mais ce chef-d'œuvre d'ébénisterie n'est en fait qu'un des aspects de cette enceinte.

— Les progrès les plus remarquables de la musique ont toujours été



La NS 1000 Monitor, rempli-tuner CR 1000 et la platine VP 800, l'un des ensembles Yamaha les plus perfectionnés.

liés à ceux de la technique. En l'occurrence, Yamaha avec son potentiel technique et financier a pu nous offrir quelques innovations de poids.

— La NS 1000 en est, à cet égard, une illustration. Ses hauts-parleurs possèdent en effet des dômes hémisphériques en beryllium. Derrière cette appellation hermétique se dissimule en fait une véritable révolution sur le plan technologique (voir l'encadré).

— Le résultat est de loin le plus spectaculaire avec les hauts-parleurs "medium".

— Ce sont eux qui reproduisent les fréquences situées entre 500 et 6.000 Hz, zone préférentielle de la voix humaine et, par conséquent, où l'oreille est la plus sensible aux imperfections d'une enceinte acoustique. Avec la NS 1000, l'impression de présence devient franchement troublante.

LE PRIX DES PERFORMANCES.

— Une autre particularité de ces enceintes, elles sont uniquement vendues par paires en raison de la symétrie différente dans la construction de chacune.

— Quinze watts suffisent largement avec elles pour sonoriser une pièce de dimensions moyennes, mais elles peuvent en "cracher" plus de cent en conservant exactement le même niveau de perfection. Et le mot n'est pas vain si l'on songe qu'à pleine puissance le taux de distorsion est, selon un test*, tout à fait exceptionnel dans l'extrême grave.

— Est-il besoin de préciser que les NS 1000 Monitor ne sont pas vraiment économiques. Elles coûtent près de quatre mille francs pièce... Le prix d'un instrument de musique, de certains abonnements à l'Opéra ou de mille autres choses.

— Mais on conviendra volontiers que la n'est pas réellement le problème quand on est décidé à franchir un tel niveau de perfection.

— D'ailleurs, qui au juste saurait dire ce que coûte un Stradivarius.

LE BERYLLIUM ET LA PURETÉ DU SON

Un progrès récent des haut-parleurs consiste à les équiper de ce que l'on appelle un dôme hémisphérique, dont la fonction est de mieux propager les vibrations. Or, la transparence d'un son restitué est précisément proportionnelle à cette vitesse de propagation. D'où l'intérêt de réaliser ce dôme dans un métal extrêmement léger et rigide.

On connaît depuis longtemps les propriétés remarquables du beryllium (2 à 3 fois plus léger que l'aluminium ou le manganèse, 3 fois plus rigide et propageant le son 2 fois plus rapidement), mais d'autres propriétés rendent jusqu'à présent son utilisation impossible dans le cadre de la fabrication des haut-parleurs.

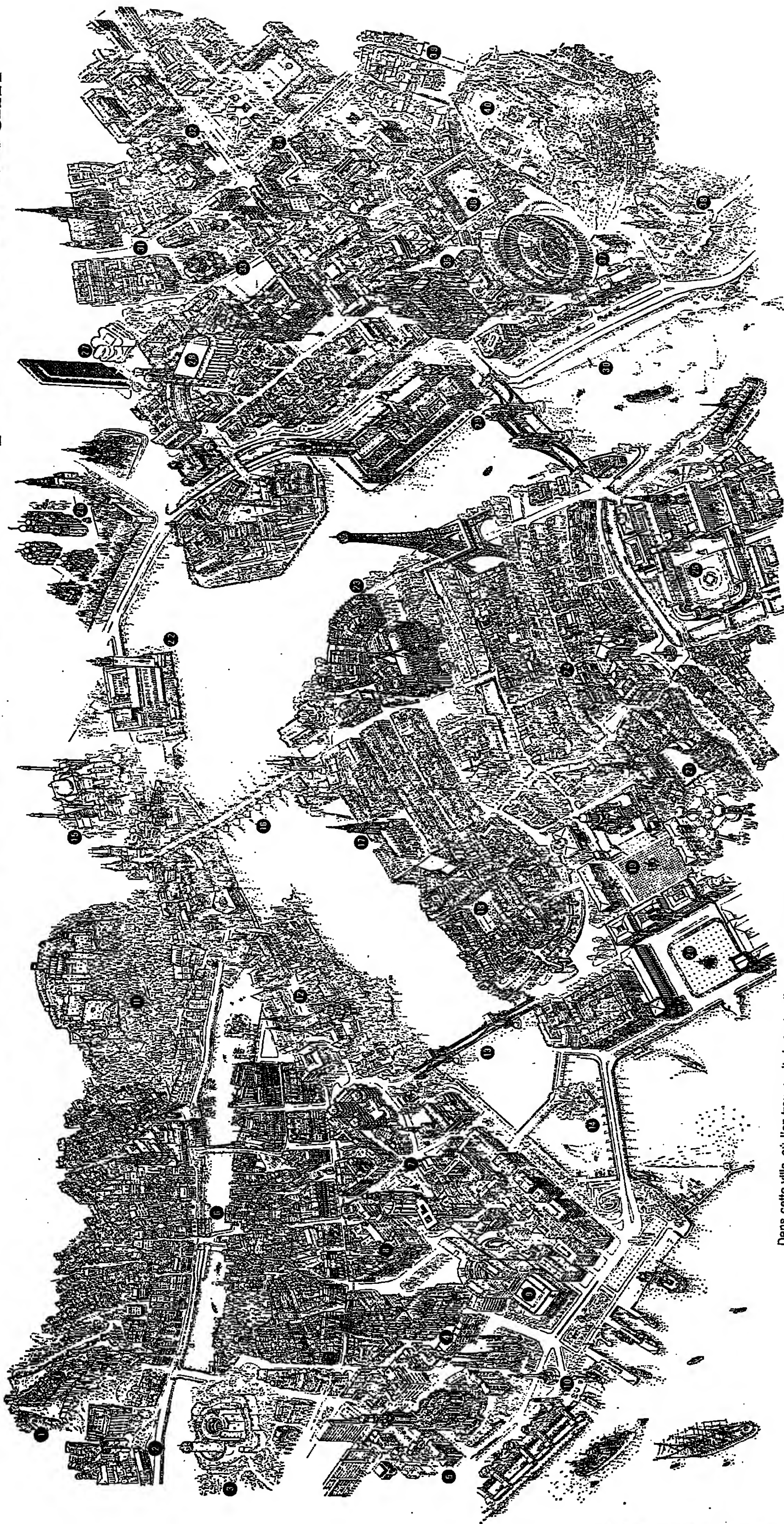
Après plusieurs années de travail, les équipes de recherche de Yamaha ont réussi à mettre au point un procédé complexe permettant de résoudre ce problème. En schématisant il consiste à projeter du beryllium sous un faisceau d'électrons dans une atmosphère de vide poussé, ce qui permet d'obtenir des dômes de n'importe quelle forme, ayant à peine 5 microns d'épaisseur dans un métal de grande pureté (99,99 %). Aujourd'hui, aucun autre métal existant ne permet d'obtenir le même niveau de pureté sonore.

YAMAHA
HI-FI STEREO

*IEF Et Electronique - octobre 1976.

سكاكات الامم

Cette ville est réputée pour ses transports publics: Swissair.



صكرا من الامم



Dans cette ville, où l'on trouve, situés tout près les uns des autres, les boulevards, les places et les monuments les plus beaux de tout un continent, Swissair, avec son nouveau DC-8, est considérée comme un moyen de transport particulièrement fiable, commode et rapide. Parmi les quarante stations de son réseau européen, vous ferez bien d'en retenir deux surtout, où les correspondances sont spécialement bonnes: Zurich et Genève.

Demandez à l'agence de voyages IATA ou à la représentation Swissair de votre quartier des renseignements sur les liaisons les plus avantageuses. Un voyage d'un bout à l'autre de notre petite ville ne dure souvent pas plus longtemps, avec Swissair, qu'un voyage dans une grande ville de votre pays.

Vous y reconnaîtrez-vous dans cette ville? 1. Malaga: l'Alcazaba. 2. Gênes: Porta Soprana. 3. Palma de Majorque: le château Bellver. 4. Cologne: la Cathédrale. 5. Hambourg: le Micheliskirche et les embarcadères de St-Pauli. 6. Zurich: le Grossmünster, le Lindentor et la Bänholstrasse. 7. Francfort: la Paulskirche et le Römer (l'Hôtel de Ville). 8. Manchester: l'Hôtel de Ville. 9. Oslo: l'Hôtel de Ville. 10. Barcelone: l'église de la Sagrada Família et le monument de Christophe Colomb. 11. Salzbourg: le château de Hohensalzburg. 12. Bâle: la Cathédrale. 13. Budapest: le Pont suspendu. 14. Genève: l'île Rousseau et le Jet d'eau. 15. Istanboul: Sainte-Sophie. 16. Prague: le pont Charles. 17. Berne: la Cathédrale et la Tour de l'horloge. 18. Varsovie: la Vieille Ville. 19. Helsinki: la Cathédrale. 20. Lisbonne: la place du Commerce et la tour de Belém. 21. Bruxelles: la Grand-Place et l'Atomium. 22. Stockholm: l'Hôtel de Ville et le Riksdagshuset. 23. Paris: la tour Eiffel et Notre-Dame. 24. Amsterdam: Westerkerk et le Palais Royal. 25. Copenhague: le château Christiansborg et la Bourse. 26. Moscou: le Kremlin. 27. Düsseldorf: le Thyssenhaus et le Schauspielhaus. 28. Munich: la Frauenkirche et l'Hôtel de Ville. 29. Londres: le Parlement et le Tower Bridge. 30. Nice: la Promenade des Anglais. 31. Vienne: la cathédrale Saint-Étienne. 32. Belgrade: le Parlement. 33. Bucarest: l'Atheneum. 34. Stuttgart: l'Eglise collégiale. 35. Milan: le Dôme. 36. Madrid: la Plaza Mayor. 37. Rome: le Colisée. 38. Marseille: Notre-Dame-de-la-Garde. 39. Zagreb: la cathédrale Saint-Marc. 40. Athènes: l'Acropole.

COSMAS

optique

un nouveau cabinet à NATION

53, Avenue Philippe-Auguste - 11^e

M NATION

A MOITIÉ PRIX!

des montures de LUNETTES

"GRANDS COUTURIERS" ET TOUTES MARQUES

CARVEN REE 103	DIOR REE 1206	ESTEREL REE 74	FATH REE VENCE	LANVIN REE OKT
290 F - 145 F	400 F - 200 F	252 F - 126 F	276 F - 138 F	260 F - 130 F

COSMAS est le plus important laboratoire de montage optique français. COSMAS ne fait que des lunettes médicales : plusieurs dizaines de milliers par an, c'est pourquoi il les fait bien. Un choix de 3.000 montures (1.000 références). Tous les verres correcteurs spéciaux aux prix pratiqués dans le secteur de l'optique traditionnelle.

Option : Assurance casse 15 mois (verres et monture).

LENTILLES CORNÉENNES SOUPLES : 1250 F - 990 F 41 Bd du Montparnasse 6^e Tél. : 222.81.10

COSMAS

c'est maintenant 5 cabinets d'optique

MONTMARTRE 41, Bd du Montparnasse PARIS 14 ^e M Montparnasse	REPUBLIQUE 37, Bd de Valenciennes PARIS 10 ^e M J. Bonsergent	ST-LAZARE 22, Rue de la Vierge PARIS 9 ^e M St-Lazare	NATION 53, Av. Philippe-Auguste PARIS 11 ^e M Nation	BANQUE 11, Place Jean Jaurès 75001 PARIS M Banque
--	---	---	--	---

POLITIQUE

POINT DE VUE

L'union et la différence

par GÉRARD DELFAG (*)

SANS trace, le P.S. est en train de se transformer aux yeux de l'opinion publique : hier, c'était un parti jeune, tumultueux et sympathique, que l'histoire ragaillait de prendre au mot et de porter au pouvoir — presque par mégarde. Aujourd'hui, l'opinion publique commence confusément à entrevoir une France socialiste, une expérience politique conduite par un parti se réclamant du socialisme et ouvert sur une Europe alternative à la tradition révolutionnaire de notre pays. Dans cette confiance qui nous est faite, il y a une promesse et quelques risques. Ici, certains commentateurs s'étonnent encore de la stratégie unitaire et veulent douter de son aptitude à durer. Ils n'ont pas compris sur quelle base elle se fonde. Je résumerai le socialisme français d'aujourd'hui en une formule : « l'union et la différence ».

L'union — je veux dire la stratégie d'union de la gauche — est consubstantielle au parti né à Epinay, qui renoue ainsi avec un type de conquête du pouvoir inventé en 1930 par le Front populaire et Léon Blum. Depuis 1971, chaque grand moment de la vie politique fait pénétrer davantage cette stratégie dans les profondeurs de la nation : législatives de 1973, présidentielles de mai 1974, cantonales de 1975. A chaque fois, la gauche tout entière, et particulièrement le P.S., en sort renforcée. A distance, la signature du programme commun de gouvernement entre socialistes et communistes, en juin 1972, apparaît bien comme une date historique effaçant partiellement la désastreuse scission de 1920 à Tours.

L'union donc, mais aussi la différence, c'est-à-dire l'affirmation soignée de notre identité, comme le demandait il y a peu François Mitterrand : « Si certains n'ont pas la conviction que le socialisme est une représentation et, par lui-même, une composante du mouvement ouvrier, je dirai même une composante de l'histoire, s'ils ont le sentiment d'être aliénés des qu'ils sont eux-mêmes, alors qu'ils se préparent aux pires défaites... ». Et l'on pourrait ajouter : l'union de la gauche tout entière se prépare à une cuisante défaite, tant il est vrai aujourd'hui que le P.S. en est l'élément politique moteur. En somme, il faudrait dire : « l'union, donc la différence », pour que notre peuple ait toutes ses chances de connaître prochainement un changement significatif de politique. Or, cette « différence », où mieux la marque que dans le domaine théorique et doctrinal, là où s'engage notre vision de la société de demain ?

On peut estimer que la période qui va du Front populaire à mai 68 est marquée par l'hégémonie idéologique du P.C.F. Les raisons en sont nombreuses et je ne peux qu'en énumérer les principales : prestige de l'U.R.S.S., « patrie du socialisme » ; fascination exercée sur les intellectuels par un marxisme-léninisme qui frappe par son apparente cohérence et la caractère abrupt de ses affirmations ; effacement de la pensée socialiste, qui ne se nourrit plus aux sources de l'esprit anti-

autoritaire ou de Jaurès et, au mieux, se fonde dans un gauchisme indécrottable à la réalité sociologique de la France ; puissance, enfin, du parti communiste en tant qu'appareil et force militante. Et pourtant, l'idéologie marxiste-léniniste ne s'était pas vraiment greffée sur la mentalité française, comme l'explosion de mai 68 et l'essor rapide du nouveau parti socialiste allaient le montrer. Vers 1960, la découverte du stalinisme mit à nu les risques que recelait un certain léninisme. La légitimité du marxisme-léninisme s'effrita, en même temps que le rayonnement de la Russie soviétique. Tout récemment, le déroulement du XXII^e congrès du parti communiste français, marqué notamment par l'abandon de la notion de « dictature du prolétariat », pilier du léninisme, révélait que ce parti est entré désormais dans une période de doute. Les interventions d'Althusser et de Balibar posent de vraies questions auxquelles il faudra bien qu'un jour la direction du P.C. réponde.

Pendant ce temps, où en est la réflexion idéologique et doctrinale au sein du parti socialiste ?

Ce qui me frappe d'abord, c'est que le débat gauchisme-prolétarisme, qui a longtemps polarisé le mouvement ouvrier français, est aujourd'hui caduc. La réalité sociologique si différente, l'émergence de la C.F.D.T., la stratégie d'union de la gauche, ont fait apparaître le gauchisme pour ce qu'il était : une vulgate du marxisme vieillie par le millénarisme, — et Proudhon pour ce qu'il aurait dû demeurer : un théoricien fertile, mais pas toujours cohérent, d'un mouvement ouvrier à peine naissant. La filiation qui semblait s'ébaucher naguère : Proudhon, syndicalisme révolutionnaire des années 50, « socialisme autogestionnaire » ne rencontre guère plus de défenseurs, et cela, à mon avis, parce que la doctrine du P.S. s'est entre-temps affinée et affirmée.

Sur quoi repose la recherche théorique du P.S. d'aujourd'hui ? Elle emprunte à Marx — je dis bien à l'œuvre de Marx — le dialektique fait d'innombrables variantes — une dominante que l'on retrouve dans toutes les notions de base : l'analyse du mode de production capitaliste, dont le *Manifeste* et le *Capital* ont donné une définition qu'un siècle d'histoire a en gros validée. Elle lui emprunte aussi une certaine conception de l'histoire, fondée sur l'importance des rapports de production, dans l'évolution des sociétés et sur la lutte des classes qui en découle. De ce point de vue, le *Manifeste* demeure un irremplaçable manuel du militant socialiste.

Mais l'héritage de Marx n'est ni unique ni figé. Il n'est pas figé parce que le P.S. produit aujourd'hui les notions doctrinales dont il a besoin pour mener son combat politique. Ainsi le *Front de classe* adopté au congrès de Grenoble (1973). Dans une France où s'accroît la concentration du capital, la sécularisation des

travailleurs et l'urbanisation, le Front de classe doit notre part d'une conception du combat politique à la fois plus rigoureuse et plus unitaire que les variations du P.C.F. sur le double thème : « Parti de la classe ouvrière/Parti de l'union du peuple de France », comme si entre les deux n'existaient pas de vastes zones indéterminées, des couches sociales qui risquent par là de se sentir exclues du combat de la gauche.

Cet héritage théorique n'est pas figé, d'autre part, parce qu'il privilégie dans la lignée marxiste les penseurs qui ont su — tels Lukacs et Gramsci — s'attacher, contrairement à Lénine ou Trotski, à décrire la complexité des formations sociales, et donc la nécessité de fonder la lutte politique sur la connaissance de la « société civile ». L'importance, au-delà de la conquête de l'appareil d'Etat, de l'instance idéologique — ce « sens commun » qui irradie la société — ne saurait échapper à un parti comme le nôtre, qui, viscéralement, refuse la conception léniniste de prise du pouvoir. En ce sens, la pensée de Gramsci me paraît devoir influencer maintenant et longtemps encore la recherche du P.S. dans la mesure où le théoricien italien sut, dans ses analyses, actualiser étroitement l'économique, la politique et le culturel.

Mais nos références théoriques s'enrichissent aussi d'apports dont l'origine est moins évidente, comme si elle était aspirée de tous les fils du mouvement ouvrier. Ainsi la notion d'autogestion qui condense un siècle de luttes, et peut se réclamer tout aussi bien de Fourier (le pharos du socialisme) que de Proudhon (le fédéralisme) ou Marx (le dépassement de l'Etat et la « société sans classes »), que de la Yougoslavie de 1950, de la « république des conseils » des années 20, ou de la « verrerie ouvrière » de Carmaux de la fin du siècle dernier. Son originalité me paraît résider surtout dans sa faculté de dépassement de citages anciens. En effet, depuis un siècle, on s'était évertué, au sein du mouvement ouvrier international, à creuser le fossé entre deux familles : étaient marxisés ceux qui estimaient comme préalable — et préalable presque unique — la transformation des rapports sociaux au sein de la production ; se rattachaient, au contraire, au domaine de l'utopie ou de l'imaginaire tous ceux qui mettaient l'accent sur la nécessaire mutation des rapports sociaux dans la vie quotidienne. L'autogestion consiste justement à unir, dans une démarche commune, la préalable socialisation des moyens de production et d'échange, et la nécessaire transformation des rapports sociaux. Marx et Fourier réconciliés ? Je n'oserais le prétendre, et puis quel intérêt ? Ce qui importe, en revanche, c'est l'esprit dans lequel travaille le P.S., fait de la volonté d'assumer l'héritage du socialisme, mais aussi d'inventer les outils théoriques d'un parti qui, appelé peut-être prochainement à gouverner, offre aux travailleurs un projet global de société.

(*) Membre du comité directeur du P.S., délégué général à la formation.

L'Amérique du Nord. Où on veut. Quand on veut.

Air France offre sur l'Amérique du Nord le plus important réseau au départ de Paris : 8 grandes villes desservies par 28 vols hebdomadaires. Et reliées immédiatement au reste du continent par des correspondances intérieures.

Washington en Concorde.

En exclusivité sur Air France, Washington en Concorde. Départ à 20 h (dernier vol vers les USA). Tous les mercredis, vendredis et dimanches. 3 h 55 de vol. 4 h 40 de gagnées. Correspondances pour New York, Boston, Philadelphie, Los Angeles, Atlanta, Chicago, Nashville. Arrivée à destination le soir même. Après une journée bien remplie, la nuit américaine commence.

Premier vol pour New York.

En exclusivité sur Air France, le premier vol de la journée à destination de New York. Départ à 10 h. Arrivée à 12 h 20, heure locale. Chaque jour, un second départ à 13 h.

Houston sans escale.

Une autre exclusivité Air France : tous les lundis, mercredis, jeudis, samedis, Houston sans escale. En Boeing 747.

Chicago et Los Angeles.

A test, Chicago en Boeing 747 : à 11 h, les lundis, vendredis, samedis et dimanches. A l'ouest, Los Angeles en Boeing 747 : tous les jeudis, vendredis et dimanches à 16 h.

Toronto sans escale.

En exclusivité sur Air France, Toronto sans escale 3 fois par semaine en Boeing 747. Et Montréal 4 fois, par semaine. Egalement en Boeing 747.

Mexico au plus près.

Sur Air France, le vol le plus rapide vers Mexico. Avec une seule escale à Houston. Les lundis, mercredis, jeudis et samedis.

Pour être toujours présent partout en Amérique du Nord, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 535.61.61.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

A proximité de Toulon, un exemple intéressant d'habitat sauvegardant l'environnement.

Jouissant d'un climat particulièrement clément, la région toulonnaise bénéficie encore d'opportunités immobilières attrayantes pour ceux qui désirent y vivre en permanence, y passer des vacances ou encore y investir. Nous y avons rencontré l'un de ces promoteurs, fanatiques de l'environnement, qui a remarquablement bien concilié les impératifs de construction moderne avec la protection des sites. C'est une dame, active, passionnée, amoureuse de sa pinède : « J'ai le culte de la Nature. Aussi, tout a-t-il été fait pour l'épargner malgré les impératifs du chantier. Dans certains cas, on a ébranché, dévié les chemins, changé la largeur des trottoirs pour sauver ça et là quelques arbres que je bon sens aurait incité à sacrifier ».

Le charme du petit port de Saint-Mandrier. Vous aimez vivre la vie d'un petit port méditerranéen ? Alors là...

Pinède Saint-Georges à Saint-Mandrier, sur une presqu'île jouxtant la rade de Toulon, semble avoir été conçue pour vous. Le Port de plaisance et ses voiliers colorés est là, sous votre fenêtre. L'animation joyeuse de Saint-Mandrier vous entoure et pourtant vous êtes au calme, dans votre parc. Vous bénéficiez d'un tennis, d'une vue merveilleuse sur la mer, de la tranquillité.

la Pinède Saint-Georges

Studios, 2, 3 et 4 pièces
Livraison printemps 1977
Possibilité de location.
Renseignements et vente sur place
(7 jours sur 7)
Tél. (06-94) 34.97.03

En un mot, tout ce qu'il faut pour vivre heureux, à la méditerranéenne. La seconde tranche de la Pinède Saint-Georges est très avancée. L'appartement-témoïn attend les visites. Pourquoi pas la vôtre ?

Pour recevoir notre documentation gratuite en couleur, envoyer ce bon à SOGERIM - 47, av. Hoche - 75008 Paris - Tél. : 924.45.63

Nom _____
Adresse _____
Tél. _____ M 5

سكيا في الامم

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

SAINT-MALO : une grande confusion

Saint-Malo. — Condamné à six mois de prison avec sursis pour « prise d'intérêt » dans les affaires communales, M. Marcel Planchet, maire de Saint-Malo, a été « démissionné » de ses fonctions par le préfet d'Ille-et-Vilaine le 9 novembre 1976. Le 17, le conseil municipal a été dissous par le conseil des ministres. La sévérité et la rapidité de ces décisions ont amené M. Alain Pôher, président de l'Association des maires de France, à prendre la défense du maire de Saint-Malo. Le conseil municipal, pour sa part, a adressé un recours au Conseil d'Etat.

Les membres du conseil municipal dissous n'hésitent pas aujourd'hui à affirmer publiquement que M. Yvon Bourges, ministre de la

défense et adversaire malheureux de M. Planchet aux élections municipales partielles de 1967 à Saint-Malo, est à l'origine des sanctions qui les frappent.

Une délégation spéciale de cinq membres désignée mardi par M. Olivier Philip, préfet de région, préfet d'Ille-et-Vilaine, doit gérer les affaires communales jusqu'aux élections municipales de mars 1977. Cette commission est présidée par M. Maurice Callame, ancien administrateur général des affaires maritimes, qui fut maire de Saint-Malo de 1965 à 1967. Pour ajouter à la confusion, M. Callame est le père et le beau-père des avocats de l'Association pour la défense de Saint-Servan qui est à l'origine de la plainte déposée contre M. Planchet.

Trois opérations immobilières sont reprochées à l'ancien maire de Saint-Malo. En 1969 et 1970, M. Planchet a acquis trois immeubles situés à proximité d'une zone de rénovation urbaine. Le périmètre de cette zone a été défini dès 1965. A l'emplacement de ces immeubles, M. Planchet fait construire un ensemble de quarante logements par l'intermédiaire de la société civile immobilière Les Sablons, dont il est le gérant.

Le tribunal de grande instance de Nantes reconnaît, le 11 mai 1976, que ces immeubles avaient été retirés de la zone de rénovation avant que M. Planchet n'en ait fait l'acquisition. Le tribunal de Rennes juge différemment et estime, le 11 juillet 1976, que M. Planchet a tout mis en œuvre en tant que maire de Saint-Malo pour éviter que l'emplacement ne soit inclus, par la suite, dans la zone de rénovation.

Pour réaliser un parking à proximité du nouvel immeuble, la société Les Sablons devait acquiescer un terrain appartenant à un particulier. Celui-ci accepta de le céder à condition qu'on lui en procurât un autre, et qu'on lui obtint rapidement un permis de construire. Le conseil municipal, présidé par M. Planchet, accepta la cession d'un terrain appartenant à la commune, et le permis de construire est rapidement obtenu grâce à M. Planchet.

La troisième affaire est de loin la plus importante. Il est reproché à M. Planchet d'avoir acheté et rénové un immeuble situé dans les limites d'une zone d'aménagement concerté (ZAC). Selon l'accusation, il aurait alors proposé au conseil municipal de retirer cet immeuble de la ZAC. Le conseil municipal aurait accepté de rayer de la ZAC cet immeuble et une cinquantaine d'autres.

En fait, la zone d'aménagement concerté a été créée le 30 octobre 1971 par arrêté de M. Albin Chalandon, alors ministre de l'équipement. M. Planchet a acquis cet immeuble le 15 décembre suivant. L'immeuble était-il déjà retiré de la ZAC ? « Oui », affirme M. Planchet, « l'arrêté de Chalandon s'accompagnait d'un plan où il était nettement précisé que l'immeuble en question et un cinquantaine d'autres étaient exclus de la ZAC ».

Le 25 septembre 1972, cependant, le conseil municipal de Saint-Malo se réunit sous la présidence du maire et, sur proposition, « désigne » un certain nombre d'immeubles à exclure de la ZAC. Parmi eux, l'immeuble acquis par M. Planchet. Le 30 octobre, un arrêté de M. Olivier Philip, préfet d'Ille-et-Vilaine, annule cette décision du conseil municipal en précisant qu'elle « avait été prise sur proposition, en présence et sous la présidence effective du maire de Saint-Malo, M. Marcel Planchet, personnalité intéressée à l'affaire sur laquelle il a été débattu ».

Le conseil municipal de Saint-Malo n'a formulé aucun recours après cette décision préfectorale. « Nous avons été étonnés, expli-

que M. Marie-Ange Rehel, adjoint au maire de Saint-Malo. La réunion du conseil municipal du 28 septembre 1973 n'avait pas pour but de retirer les immeubles de la ZAC, mais de leur faire bénéficier d'un statut de propriété publique. Nous aurions pu nous contenter du communiqué dans la presse ».

Il demeure que M. Planchet assistait à cette réunion du conseil municipal et qu'il a joué un rôle de « surveillance » dans une délibération concernant une affaire où il avait intérêt. « Nous ignorons tous », explique M. Rehel, « que M. Planchet était propriétaire d'un des immeubles que nous avions désignés. Si nous l'avions su, nous n'aurions pas manqué de le lui faire savoir ».

Cette réunion du conseil municipal du 8 septembre 1973 et l'annulation par le préfet d'Ille-et-Vilaine des « décisions » prises ce jour-là conduisent le tribunal de grande instance de Nantes à la sévérité. M. Planchet est condamné à six mois de prison avec sursis. Il est déclaré « à jamais incapable d'exercer aucune fonction publique ». Ce jugement est confirmé par la cour d'appel de Rennes, et la Cour de cassation rejette le pourvoi formé par M. Planchet.

Cette même réunion est invoquée également par M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole du gouvernement, après la dissolution du conseil municipal de Saint-Malo lors du conseil des ministres du 17 novembre. Les actes à l'origine de la condamnation de M. Planchet, précise M. Lecat, « n'ont été rendus possibles que par des délibérations du conseil municipal. Il est donc naturel que la responsabilité en soit imputée au maire soit également relevée à l'encontre des conseillers ».

A quoi M. Rehel répond : « Ce motif révèle un amalgame difficilement concevable au niveau d'un conseil des ministres présidé par la plus haute autorité de l'Etat. Nous sommes convaincus de n'avoir commis aucune faute, on nous condamne sans nous avoir entendus ». Le conseil municipal doit se pourvoir en Conseil d'Etat.

La faiblesse des charges retenues contre M. Planchet, la sévérité de sa condamnation, l'obscurité dans laquelle demeurent certains points du dossier de la dissolution du conseil municipal sans motif bien défini, ont conduit l'ancien maire de Saint-Malo et les conseillers municipaux à sortir de leur réserve. « Nous faisons appel aux trente-huit mille conseillers municipaux de France menacés comme nous par l'arbitraire gouvernemental sous la présidence d'un adversaire politique local influent », ont déclaré les conseillers municipaux lors de leur dernière réunion.

Défendant M. Planchet devant la Cour de cassation, M. Lyon-Caen était plus explicite : « M. Planchet est en butte, a-t-il dit, à l'opposition systématique de son adversaire politique, M. Yvon Bourges, depuis qu'il l'a battu en 1967 ».

Cette année-là, la fusion de trois communes voisines (Saint-Malo, Saint-Servan, Paramé) avait provoqué une élection municipale partielle. Une liste d'ac-

ORLÉANS : le P.C. devant « le fait accompli »

Orléans. — Le parti socialiste revendique la direction de la liste d'union de la gauche qui sera constituée à Orléans lors des prochaines élections municipales. « Il se trouve qu'à Orléans les socialistes sont, de façon très nette, en tête de la gauche », explique le P.S. qui précise en outre que la liste « doit faire place à ceux qui, sans appartenir à un parti politique, ont fait depuis des années pour la démocratie municipale et la défense du cadre de vie ». L'union vise les militants du G.A.M. (Groupe d'action municipale) très actifs dans la ville.

Ces propos suscitent quelque mécontentement chez les communistes qui reprochent au parti socialiste « de mettre ses partenaires devant le fait accompli et de donner ainsi le prétexte à la droite d'utiliser des arguments fallacieux contre la gauche en engageant une polémique ».

Dans une atmosphère de crise

L'actuelle municipalité, élue en 1971, et que dirige M. Thinat (radical), regroupe des centristes et des radicaux, ralliés aujourd'hui à la majorité présidentielle, ainsi que des radicaux de gauche et des socialistes. Il est donc exact qu'elle puisse être reconstruite.

De nos correspondants

Elle vit d'ailleurs dans une atmosphère de crise : les élus socialistes se sont constitués en groupe d'opposition (le Monde du 6 avril dernier) et dénoncent avec les radicaux de gauche « le passage progressif du maire d'Orléans à la droite ».

Du côté de la majorité, un comité d'action municipale appelle à la constitution d'une liste à laquelle participeraient les représentants de toutes les formations de la majorité présidentielle et des groupes rattachés pas au programme commun. On ignore les noms des personnalités susceptibles de conduire cette liste. L'U.D.R. se ralliera-t-elle sur le nom de M. Thinat, le maire sortant, dont la liste avait été élue en 1971 pour faire échec à l'U.D.R., et qui en 1974 s'était prononcé pour M. Mitterrand ?

ROANNE : le P.S. refuse d'être le second

Saint-Etienne. — A Roanne, un désaccord oppose communistes et socialistes sur le choix du chef de file de la liste d'union de la gauche et la composition de celle-ci. L'amorce de discussions, en septembre, avait déjà donné lieu à une première escarmouche. Le souhait d'une prise en considération « sérieuse et concertée des consultations électorales » depuis la signature du programme commun, exprimé par le P.S., avait « surpris » le P.C. Les amis de M. Marchais avaient alors déclaré qu'ils ne tomberaient pas dans le piège de discussions stériles ne pouvant profiter qu'à l'adversaire.

Il ne semble pas que, depuis, le climat dans lequel se déroule la négociation se soit amélioré. Dans un tract publié récemment par leur comité de ville, les communistes ont rendu publique leur proposition : la liste serait composée de seize communistes, seize socialistes, un P.S.U., deux

personnalités désignées par le P.C. et acceptées ensuite en commun. La tête de liste étant M. Serge Feuguère, secrétaire de la section du P.C. des A.R.C.T. (Ateliers roannais de construction textile). « Dans un souci d'équilibre qui est une nouvelle manifestation de la volonté du P.C. de ne pas dominer ses adhérents », le poste de premier adjoint est offert à M. Jean Auroux, conseiller général socialiste.

Or, le P.S. se refuse à être le second à Roanne, sa section locale vient de le dire clairement. Se référant à l'accord national des partis de gauche, et compte tenu de l'évolution de la situation locale, le P.S. estime, en effet, que « en toute logique », la tête de liste doit être confiée à M. Auroux. La section roannaise du P.S. rend la politesse au P.C. en engageant à demander une dérogation à la règle « maire et premier adjoint du même parti » afin que le P.C. choisisse le premier adjoint parmi ses siens. En revanche, le P.S. est d'accord sur le choix des deux personnalités qu'il entend choisir et soumettre à l'agrément du P.C.

Les propositions du P.C. ont été faites en fonction du total des suffrages recueillis dans la ville même de Roanne aux législatives de 1973 et aux cantonales de 1973 et 1976 : 8 636 voix contre 7 661 pour le P.S. Différents sont les critères du P.S., qui se réfère, lui, aux pourcentages : si en 1973 il représentait 18,73 % des suffrages contre 23,24 % au P.C., le rapport s'est inversé en 1976 : P.C. 23,7 % contre 21,5 % au P.S.

● A Villeurbanne (Rhône), la section du parti socialiste a réaffirmé sa ferme résolution de constituer une liste d'union de la gauche sur la base du programme commun. La section a décidé que cette liste serait conduite par Charles Hernu et Roland Massard. Elle présentera prochainement un programme d'action municipale.

M. Broulin est âgé de trente et un ans. Rçu conseiller général d'Amiens sud-est, le 30 septembre 1973, avec 56 % des suffrages, il siège au centre gauche. M. René Lamps, maire communiste, député, n'a pas encore fait savoir officiellement s'il se représentera à la tête de la liste d'union de la gauche qui détient la mairie d'Amiens depuis les dernières élections municipales.

de Burberrys à Lanvin

le nouveau MASCULIN RIVE-GAUCHE L'ESCUR au centre Maine Montparnasse

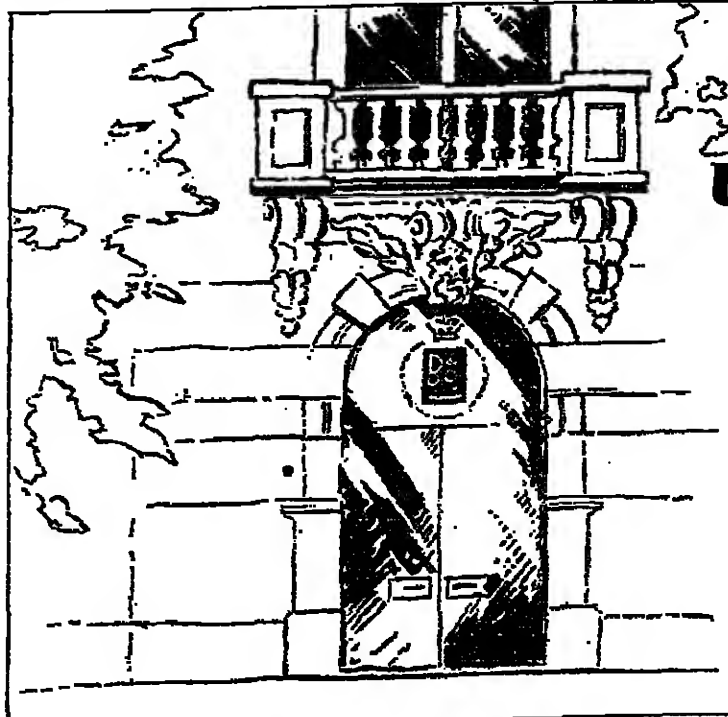
Maurice Moreau le Japon d'aujourd'hui

Voici en peu de pages un tableau incisif de la géographie d'une nation passée en une génération à la société post-industrielle. (Le Monde) ARMAND COLIN

Une nouvelle ambassade au 59 de l'avenue d'Iéna

Avenue d'Iéna, les ambassades côtoient les consulats et les missions diplomatiques. Il en manquait une pourtant, dont le prestige est mondial : la musique. Bang & Olufsen vient d'y remédier. C'est là, en effet, à deux pas de l'Etoile, qu'il ouvre son second auditorium parisien. Cet auditorium Bang & Olufsen n'est pas un lieu de vente, mais d'information, de démonstration et d'écoute. Vous pouvez donc y venir en toute liberté et simplement écouter la musique que vous aimez sur les chaînes haute-fidélité Bang & Olufsen ; et, pour un instant... échapper au temps. Pour vous accueillir et vous guider : des spécialistes haute-fidélité qui ont fait de leur métier une passion. Ce nouveau centre, ouvert de mardi au samedi, de 9 h à 19 h, délivre un visa illimité pour l'univers de la musique et de ses plaisirs.

Bang & Olufsen of Denmark



PARIS MATCH

Hommage à André Malraux

• en photos, cette vie qui fut son chef-d'œuvre

• un texte bouleversant: André Malraux face à sa mort par son ami le chanoine Pierre Bockel

1 million d'exemplaires en vente partout vendredi

POLITIQUE

Au cours d'une entrevue

LA L.C.R. (trotskiste)
ET LA C.F.D.T.
ONT PRÉCISÉ
LEURS GRIEFS RESPECTIFS

Une délégation de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), conduite par MM. Bensaid et Yvetot, membres du bureau politique, a été reçue mercredi 24 novembre par les responsables du secteur politique de la C.F.D.T. Les représentants de la L.C.R. ont rappelé à leurs interlocuteurs tous les griefs qu'ils leur adressent à propos des difficultés rencontrées par l'extrême gauche au sein de la confédération (le Monde du 20 novembre). Ils ont en outre remis à M. Jacques Moreau, responsable du secteur politique, un document faisant le point sur leur conception des rapports entre partis et syndicats et de l'unité syndicale, et sur le fonctionnement fédéraliste d'une confédération syndicale de masse et démocratique, et le respect, à tous les niveaux de l'organisation syndicale, de l'autonomie organisationnelle du syndicat et de son fonctionnement démocratique.

De son côté, la C.F.D.T. a évoqué, à l'intention de la L.C.R., un certain nombre de positions fort sélectes et de manipulations, au sein du syndicat, de militants d'extrême gauche, et notamment de la Ligue communiste révolutionnaire, selon les termes de la centrale du square Montholon.

LE DÉBAT BUDGÉTAIRE AU PALAIS DU LUXEMBOURG

Les Sénateurs adoucissent le prélèvement conjoncturel

Le débat budgétaire a commencé à prendre du retard au Sénat par rapport au calendrier prévu. Les sénateurs, en effet, n'ont pu achever, mercredi 24 novembre, l'examen de la première partie de la loi de finances pour 1977.

Au début de la séance, M. MONORY (Union cent.), rapporteur général, a présenté les observations de la commission des finances sur le rapport public de la Cour des comptes. Il a regretté, comme devait le faire après lui M. EDOTARD BONNET (gauche dém.), président de cette commission, que la commission interministérielle dite « des suites », chargée de contrôler les suites données au rapport de la Cour, n'ait pas encore déposé son rapport, qui devait être avant le 1^{er} juillet.

L'affichage des impôts et l'honorabilité des citoyens

En raison de la défection de quelques radicaux de gauche, la gauche n'a pas fait le plein de ses voix dans ces scrutins : neuf à quatorze bulletins lui ont manqué, comme dans les scrutins suivants.

Par 201 voix contre 78, le Sénat a refusé l'affichage des impôts dans les perceptions. Le ministre avait défendu cette mesure adoptée par l'Assemblée nationale. « La commission des finances lui a répondu son rapporteur général, a estimé que l'affichage au che-

min de la perception n'était pas une mesure d'honorabilité de certains citoyens, et en des périodes passionnées comme celle-ci, de veiller prolongée d'élections, d'opposition exacerbée contre les commerçants et le fisc, ce n'est pas souhaitable ».

Dans sa réponse, M. DURAFOUR, ministre délégué à l'économie et aux finances, a pris l'engagement de communiquer ce document au Parlement avant la fin de la session. Le Sénat a ensuite repoussé, par 188 voix contre 79, un amendement socialiste tendant à créer un impôt progressif sur les fortunes de 2 millions de francs et plus. Puis, par 189 voix contre 74, il a écarté un amendement : « L'Union cent. ayant le même objet, mais étendant cette imposition au capital des grandes sociétés ».

passer de 1 % à 25 % le taux de T.V.A. applicable au caviar. « Il faut cesser une anomalie fiscale, a déclaré le sénateur de l'Allier. Le caviar est taxé à 7 %. Est-ce un aliment de première nécessité ? C'est le taux des lentilles et des pâtes ! »

On a coutume de dire que l'impôt indirect est plus juste que l'impôt direct. Cependant ce dernier, judicieusement aménagé, pourrait conduire lui aussi à la justice fiscale et à la réduction des inégalités : de bons auteurs l'ont montré. La 2^e CV comme la 3^e CV sont taxées à 25 %. Pourquoi ne pas différencier les taxes de la voiture populaire et de la voiture de luxe ? »

Par 182 voix contre 93, les sénateurs ont écarté un amendement présenté par M. GAUDON au nom du groupe communiste, qui visait à abroger le prélèvement conjoncturel, « instrument de police des salaires ». Ils ont, en revanche, contre l'avis du gouvernement, voté un amendement de leur commission des finances, tendant à alléger ce prélèvement conjoncturel. Le paiement du deuxième acompte ne serait exigible que si l'augmentation de l'indice des prix à la consommation du groupe « Produits manufacturés » est supérieure à 2 %, et non plus 1,7 %, pendant une période de cinq mois consécutifs. De même, lorsque l'augmentation de l'indice des prix du groupe « Produits manufacturés privés », n'a pas été supérieure à 2,7 %, au lieu de 2,5 %, pendant une période de six mois consécutifs, le prélèvement est supprimé le premier jour du septième mois. Un autre amendement, dû à l'initiative de M. CLUZEL, complète l'article sur le prélèvement conjoncturel en fixant que « ne sont pas passibles du prélèvement celles des entreprises dont la somme algébrique des résultats d'exploitation des exercices 1976, 1975 et 1976 est négative ou nulle ». L'article 11 relevant le barème des droits indirects sur l'alcool a été modifié, notamment par un amendement de M. CAILLAVET (gauche dém.), tendant à rapprocher le taux d'importation des vins doux naturels et des apéritifs à base de vin. — A. G.

Interview d'un nouveau venu à l'ordinateur

“Notre IBM 32* nous a apporté un super-bénéfice : il nous a montré que nous devons changer nos méthodes de ventes”.



Depuis le début de l'année, des entreprises petites et moyennes ont mis en place des ordinateurs IBM 32 avec leurs programmes d'applications (PNA : Programmes Nationaux d'Applications). Ces programmes, après une mise en œuvre particulièrement rapide, permettent aux entreprises n'ayant pas l'expérience de l'ordinateur, de traiter elles-mêmes, sans informaticien, leur facturation, leur gestion de stocks et leur comptabilité-clients.

André Savonne, P.D.G. de la société SAVONNE à Rochefort-du-Gard, répond à quelques questions.

Vous avez été capitaine de l'équipe de France de rugby à XIII. Y a-t-il un rapport entre le rugby et l'affaire que vous dirigez ?

A.S. : Oui, car j'ai inculqué à l'ensemble du personnel de mon entreprise un esprit d'équipe comparable à celui qui régnait au sein du XIII tricolore.

Parlez-nous de votre entreprise ?

A.S. : Elle a été créée il y a dix ans avec six personnes dans un bâtiment de 700 m². A l'heure actuelle l'effectif atteint la centaine et l'usine couvre 6.000 m². Son chiffre d'affaires a été multiplié par 30, et trois agences ont été ouvertes. Nous construisons des réservoirs métalliques généralement utilisés pour le stockage des carburants et nous distribuons à 2.200 professionnels tous les matériels thermiques de climatisation et de sanitaires.

Monsieur Lucien Serra, Directeur Administratif, a formé Mademoiselle Marie-Josée Vache, mécanographe, au rôle d'opératrice sur l'IBM 32.



Et vous avez un ordinateur depuis quelques mois ?

A.S. : Nous recherchions depuis longtemps cet équipement car dans la conjoncture actuelle la gestion « à vue » n'est plus de mise lorsqu'une affaire prend une certaine envergure. Il est indispensable d'établir des prévisions sérieuses et se baser sur des statistiques précises et complètes. Mais nous nous heurtons au prix des ordinateurs, aux difficultés de programmation, à la longueur des mises en route, etc.

Et l'IBM 32 ?

A.S. : Dès qu'il a été commercialisé, il nous a séduits. Il est très performant, facile à utiliser et sa mise en route est très rapide. Et la gamme très étendue présentée par IBM permet dans l'avenir d'adapter éventuellement notre ordinateur à notre croissance.

Vos problèmes ont-ils trouvé leur place facilement dans les PNA ?

A.S. : Les PNA ont collé spontanément à nos besoins à 85 %. Sur les 15 % restants nous avons dû un peu travailler. Nous avons modifié certains circuits administratifs, certains imprimés. Un exemple : de 10 à 12 bons de livraison différents nous sommes arrivés à un seul.

Quels avantages pratiques avez-vous déjà constatés ?

A.S. : Nous traitons la facturation depuis le 1^{er} juillet. Les factures, le journal des ventes, les traites sortent simultanément. Il en découle un gain de temps et

une exactitude rigoureuse. Et surtout, nous faisons une statistique des ventes par représentant qui nous a appris des choses stupéfiantes. Certaines de ces constatations nous ont amenés à reconsidérer nos méthodes de ventes.

Et pour le PNA de comptabilité-clients ?

A.S. : Son démarrage est récent. Nous en espérons une amélioration de la trésorerie, notamment par une relance systématique des clients. Nous utilisons le PNA « expert comptable » pour réaliser aussi la comptabilité de nos trois agences.

Est-ce l'un de vos collaborateurs qui s'occupe de l'ordinateur ?

A.S. : Bien sûr. Mon Directeur Administratif a suivi les stages chez IBM. Il a ensuite formé, chez nous, deux opérateurs : l'un qui a une formation comptable, et une ex-mécanographe.

L'IBM 32 n'a-t-il pas bouleversé les habitudes ?

A.S. : Six mois à l'avance, nous avons fait participer le maximum de gens à l'étude des nouveaux circuits et des nouveaux imprimés. Pour le reste, un patron résolu inspire confiance.

Vous avez d'autres projets ?

A.S. : Oui. Nous allons bientôt mettre en place le PNA « gestion de stocks ». L'équilibre des stocks est primordial et pour y parvenir il est impératif que le réapprovisionnement soit déclenché au moment opportun.

IBM
Compagnie IBM France,
Division des Systèmes de Grande Diffusion.

* Prix de location mensuelle : à partir de 5.236 F TTC.
* Prix de vente : à partir de 219.242 F TTC plus le prix des licences PNA.

Pour tout renseignement, contactez M. DELAHAYE, téléphone 776 93 93, Tour Générale, 5 place de la Pyramide - Quartier Villon, Cedex 22 - 92088 Paris-La Défense.

LES P.M.E. FACE A L'EXPORTATION

COLLOQUE ORGANISÉ PAR

L'ESCP

Sous le haut patronage du Ministre de l'Industrie et de la Recherche et sous l'égide de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris le 10 décembre 1976

Ce colloque se propose d'apporter aux participants une aide à la décision d'exporter

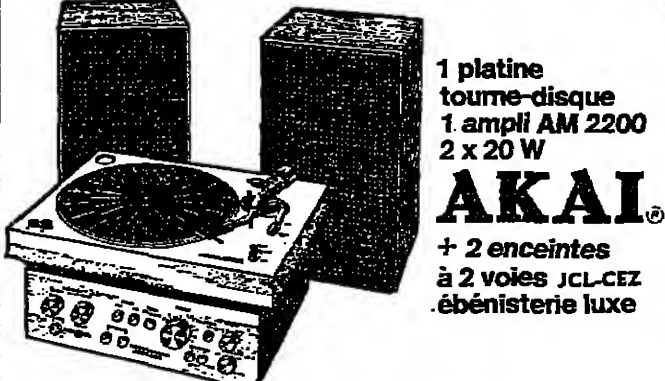
- avantages et risques de l'exportation pour les P.M.E.
- Les aides possibles à l'exportation et leurs modalités d'obtention
- solutions pratiques aux problèmes qui se posent habituellement.

Renseignements et inscription : E.S.C.P. FORMATION PERMANENTE

Tél. : 355-39-08
Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris
Centre Parisien du Management
ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE PARIS
78, avenue de la République, 75011 PARIS

UNE CHAÎNE HI-FI POUR 1990 F

(ou à crédit : versement comptant 410 F + 12 mens. de 152,70 F) à emporter



1 platine tourne-disque
1 ampli AM 2200 2 x 20 W
AKAI
+ 2 enceintes à 2 voies JCL-CEZ
ébénisterie luxe

audito
16, RUE LA FAYETTE - 75008 PARIS - TÉL. : 824.92.70
continental distribution
7, BOULEVARD DE SÉBASTOPOL - 75001 PARIS - TÉL. : 236.03.73

صكرا من الامل

LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le régime fiscal de la presse est adopté

Le gouvernement prêt à réexaminer le cas des périodiques politiques

M. Robert - André VIVIEN (U.D.R.), rapporteur de la commission des finances, déclare :

« Le régime fiscal de la presse se distingue du droit commun sur trois points : exonération de la patente (remplacée depuis par la taxe professionnelle) et de la T.V.A. sur les ventes, système avantageux de financement des investissements. A l'origine, il visait à assurer à la presse un régime favorable et non un régime de faveur. Cependant le système de l'exonération de la T.V.A. a deux inconvénients : il accorde les mêmes avantages aux publications et aux journaux industriels supplémentaires. (...) Le présent projet résout le problème avec netteté. Son article 1er supprime l'exonération. Son article 2 propose de nouveaux taux d'imposition qui, au terme d'un compromis réalisé avec le gouvernement, s'établissent à 3,5 % pour les quotidiens et publications assimilées, c'est-à-dire les hebdomadaires régionaux et à 5 % pour les autres publications (7 % au bout de quatre ans). »

Dans ce dernier cas, estime M. Vivien, le dispositif est critiquable car il méconnaît le contenu et frappe donc indistinctement les magazines de pur divertissement et les quelques hebdomadaires politiques. Face à cette situation, le gouvernement a décidé de modifier profondément le dispositif initial en offrant pendant quatre ans à ces publications un droit d'option entre l'exonération et l'imposition à la T.V.A. au taux de 4 %. A partir de 1981 elles seraient taxées à 7 %.

Pour terminer M. Vivien évoque le problème du financement des investissements de la presse estimant nécessaire de moraliser le régime actuel.

M. PONCELET, secrétaire d'Etat au budget, évoque les deux volets de la réforme.

1) La diminution de l'impôt sur les sociétés, c'est-à-dire l'article 39 bis, qui permet aux entreprises de presse de mener à bien leur modernisation. Cet avantage sera reconstruit pour quatre ans. Il déclare : « Nous avons également la volonté de mettre un terme aux abus dénoncés par le Parlement en excluant les investissements les plus discutables. Les services fiscaux recroqueront les instructions les plus nettes pour apprécier avec sévérité si les actifs en cause sont vraiment nécessaires à l'exploitation du journal. »

2) La T.V.A. : « Certains voient dans l'assujettissement à la T.V.A. le ne sais quel complot contre la liberté d'expression, cette liberté d'expression, selon eux, l'instrument de la concentration dans ce secteur. En fait, le régime actuel contribue plus fortement à la concentration des titres que le régime futur, qui rendra fiscalement indifférent le pourcentage de recettes publicitaires par rapport aux recettes totales du journal. »

M. Poncelet expose ensuite les motifs qui ont conduit le gouvernement à la distinction, « discutée et discutable », entre les quotidiens et les autres formes de presse, à déclarer : « Face au nombre important de titres, il fallait choisir : ou bien accorder à tous les titres, indistinctement, une aide fiscale, ou bien limiter cette aide à une certaine forme de presse. La première solution aurait fait supporter l'ensemble des citoyens la charge budgétaire nécessaire pour soutenir des titres dont l'objet est la satisfaction d'intérêts strictement privés et le plus souvent commercial. Le gouvernement n'a pas cru pouvoir retenir cette option car la dérogation fiscale aurait été sans fondement. Restait donc la deuxième solution : limiter l'aide publique à une catégorie de titres. La majorité de la profession partage d'ailleurs cette manière de voir. Le principe d'une catégorisation retenue, il fallait opter entre une distinction par le contenu ou une distinction par la périodicité. La première était intellectuellement la plus satisfaisante, mais aucun critère, aucun système ne pouvait être trouvé permettant la stricte objectivité d'une telle distinction. Restait donc le critère de la périodicité. Ce n'est pas le meilleur, mais c'est sans doute le moins mauvais. »

Pour terminer, M. Poncelet rappelle qu'en matière de T.V.A. la France a des engagements internationaux et qu'elle ne peut donc légiférer en les ignorant.

M. LEROY (P.C.), directeur de l'Humanité, défend ensuite une question préalable dont l'objet est de faire décider qu'il n'y a pas lieu de débiter son adoption entraînerait le rejet du texte. « Vous condamnez la presse, déclare-t-il, à rétro à la renquette de la publicité, dont la répartition est pas politiquement neutre. Certes, le régime fiscal actuel est inadéquat, mais à qui la faute ? A M. Valéry Giscard d'Estaing. Votre projet aggraverait la pression fiscale sur les journaux dont

les recettes sont les plus faibles. (...) Il est dangereux, par ses incidences financières, d'être criminel par sa philosophie même, car il porte atteinte à la liberté d'expression et au pluralisme des opinions, auquel nous sommes profondément attachés. C'est pourquoi nous posons à votre projet la question préalable. »

M. GANTIER (R.L.), auteur d'un rapport d'information déposé par la commission des affaires culturelles, observe que, si la question préalable était votée, « le projet serait purement et simplement enterré, alors que le gouvernement s'est efforcé de faire échapper la presse à la dure loi d'un combat financier. »

Après avoir souligné, en ce qui concerne les périodiques, les difficultés d'application d'une différenciation fondée sur le contenu, il indique que sa commission s'est prononcée pour le critère de la périodicité et a adopté ce projet, souhaitant qu'il soit appliqué dès le 1^{er} janvier. M. Gantier conclut : « Ce texte permettrait de sauvegarder le pluralisme des opinions défendus par M. Leroy. Il convient donc de repousser la question préalable. »

A la majorité de 297 voix contre 76 sur 480 votants, l'Assemblée décide de ne pas poser la question préalable.

M. RALITE (P.C.) : vous êtes les fossoyeurs de la pluralité.

En séance de nuit, sous la présidence de M. BROCARD (R.L.), M. FILLIOUD (P.S., Drôme) observe que ce projet « ne prétend pas porter remède au mal moral dont souffre la presse, mais améliorer sa santé physique ». Acceptable pour les quotidiens, ce texte, estime le député, « va aggraver la situation des autres journaux et mettre en péril l'existence de certains périodiques ». Il souhaite donc que soient examinées attentivement les conséquences des dispositions proposées. Son groupe défendra un amendement en ce sens.

M. RALITE (P.C., Seine-Saint-Denis) présente à la tribune la plupart des treize quotidiens édités par le groupe R.P. et dont le tirage global atteint 2 200 000 exemplaires. Il dénonce ce « pluralisme de façade » observant qu'« un seul journal de quotidien sur six est d'extrême gauche ». Il ajoute : « Figaro-ci, Figaro-là, Figaro partout ! Tout cela au mépris de l'ordonnance du 26 août 1944 qui interdit à une même personne de diriger deux quotidiens. Le fait est d'autant plus scandaleux que M. Hersant est député. »

Il poursuit : « Face à cette concentration financière capitaliste, devant la mort de tant de titres, que fait le pouvoir giscardien ? Il favorise ce processus et fait main basse sur les principaux moyens d'information du pays. »

Il conclut : « Par votre politique, vous êtes les fossoyeurs de la pluralité, et vous frappez d'abord le P.C.F. et son organe, l'Humanité qui, avec la T.V.A. perdra 600 000 F. Pour maintenir le régime de l'argent, M. Giscard d'Estaing recourt au trafic des libertés. »

M. PONCELET indique qu'en 1976, il y a eu mille deux cents suspensions de parutions, mais aussi mille deux cents titres nouveaux. Il estime que l'Humanité devrait bénéficier du nouveau régime.

L'Assemblée passe ensuite à la discussion des articles du projet de loi. Elle adopte l'article premier, qui tend à compter du 1^{er} janvier 1977, à l'exonération de la presse et des activités qui lui sont liées.

A l'article 2, l'Assemblée adopte une nouvelle rédaction du gouvernement, qui fixe les nouveaux taux d'imposition : pour les quotidiens et pour les publications assimilées, un taux réduit, assorti toutefois d'une dérogation telle que le taux réel perçu dans les départements de la métropole soit de 3,5 %.

Les éditeurs de publications non quotidiennes pourraient, au cours d'une période transitoire de quatre ans, opter pour l'assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée ou conserver le régime de l'exonération pour leurs ventes de journaux. Afin de donner toute sa souplesse à ce nouveau régime, l'option s'exercerait titre par titre. Le caractère dégressif de la réduction d'assiette pendant la période transitoire serait supprimé, pour préserver la liberté de choix des éditeurs ; le taux applicable serait de 4 % jusqu'au 1^{er} janvier 1981.

L'Assemblée repousse un amendement communiste assujettissant aux quotidiens les hebdomadaires publiés par les quotidiens, périodiques d'information politique et les publications pour les enfants.

Il en va de même d'un amendement socialiste souhaitant la mise au point d'un régime reconnaissant la spécificité des périodiques qui contribuent à l'information politique. Opinion par-

gée, quant au fond, par MM. VIVIEN et GANTIER. M. PONCELET précise alors que le gouvernement ne sa refusera pas, le moment venu, à accorder ses aides en fonction de critères modifiés définis par la profession.

A l'article 4, l'Assemblée adopte une nouvelle rédaction du gouvernement, qui permet notamment de maintenir au profit des éditeurs de non-quotidiens n'optant pas pour l'assujettissement le régime du statu quo, tout en éliminant les inconvénients du régime actuel pour leurs fournisseurs.

Après avoir apporté plusieurs modifications techniques à l'article 5 et adopté une nouvelle rédaction de l'article 6 (M. Poncelet précise que la presse syndicale et mutualiste ainsi que les périodiques de groupements sportifs relèvent de l'article 21, l'Assemblée accepte à l'article 7 une nouvelle rédaction du gouvernement qui proroge pour quatre ans les dispositions de l'article 39 bis en limitant le bénéfice aux investissements « strictement nécessaires à l'exploitation du journal ».

L'ensemble du projet ainsi modifié est adopté par l'Assemblée, le groupe communiste votant contre, les socialistes et radicaux de gauche s'abstenant.

La séance est levée à minuit.

Taxe professionnelle : les députés U.D.R. font la leçon au premier ministre, qui s'en offusque

Mercredi 24 novembre, à l'Assemblée nationale, lors des questions au gouvernement, M. LAURIOL (U.D.R., Yvelines) interroge le premier ministre, « au nom du groupe U.D.R. », sur la répartition départementale de la taxe professionnelle.

Il déclare : « Vous avez dit que les contribuables qui, cette année, auront reçu un avis d'imposition fiscal en enjoignant d'acquiescer une taxe professionnelle supérieure à plus de 70 % du montant de la patente versée en 1975 pourront soumettre leur dossier à un comité administratif départemental qui leur accordera des dégrèvements. Le groupe U.D.R. n'accepte pas cette procédure. Lorsque le Parlement a voté la loi, il avait bien précisé qu'en aucun cas la surcharge créée par la réforme ne devrait dépasser 50 %. D'autre part, en vertu de quoi un comité administratif improvisé pour la circonstance pourrait-il accorder des dégrèvements, alors que l'impôt a été voté par le Parlement ? »

Le député de Paris demande que les dégrèvements puissent être accordés d'être uniforme et fixé par la loi. Comme la mesure est urgente, elle doit être inscrite au

prochain collectif. Dans ce dernier, il faudra préciser que le surplus à acquitter en 1976, par rapport à 1975, ne dépassera pas 50 %. Quant aux dégrèvements, ils devront être accordés selon le droit commun fiscal et pris en charge par la loi de finances rectificative. Si le gouvernement accepte cette procédure, d'où tirera-t-il les crédits destinés à couvrir le montant des dégrèvements ? La procédure que nous proposons est une procédure républicaine, qui n'a rien à voir avec le recours à un comité qu'on aurait appelé autrefois un comité Théodoric. J'espère que vous ne nous amènerez pas à vous poser la question que nous ne nous posons pas encore : qu'en ferez-vous de la République ? »

« Applaudissements de l'U.D.R. »

M. BARRE, premier ministre, répond : « Je suis quelque peu étonné par le ton de votre question. Quant aux leçons de politique, ce n'est ni à l'actuel gouvernement ni à moi-même qu'il faut en donner à propos de la loi sur la taxe professionnelle. »

A la suite de plusieurs échanges vifs - deux entre MM. Rolland, F. Aubon et Barre, M. S. G. FAURE, qui préside la séance, s'adresse alors aux députés : « Si vous ne faites pas le silence, je vais suspendre ! C'est insupportable ! »

table ! Brouce donc le premier ministre. Assez de chahut ! J'en ai marre ! »

M. Barre : « Il est vrai que certaines contributions se sont trop accrues alors que d'autres se sont trop réduites. Mais le gouvernement doit faire face à des problèmes budgétaires difficiles. Il lui faut à la fois accorder des dégrèvements et permettre aux communes de continuer à disposer d'un même montant de ressources. C'est pourquoi, après étude, j'ai décidé que les contribuables devant acquiescer un surplus supérieur à 70 % pourraient saisir un comité départemental où siègeront le directeur des services fiscaux, le trésorier-payeur général et le directeur de la Banque de France. Ce comité sera en mesure de porter une appréciation globale sur la situation de l'entreprise et déterminera si celle-ci est capable de supporter la contribution intégrale. En tout état de cause, les taxes dont le montant ne dépassera pas celui de l'année en cours, ne seront pas augmentées de 70 % et devront être acquittées dans les délais indiqués sur les avis d'imposition. Je ne puis assouplir davantage le dispositif. »

« J'ajoute que nous sommes en train de mener une enquête qui porte sur quarante mille entreprises. Au terme de cette enquête, nous pourrions mieux déterminer à partir de quel seuil les surcharges et les allègements deviennent excessifs. »

Pour M. GINOUX (réf., Hauts-de-Seine), qui revient un peu plus tard sur cette question, « les difficultés des entreprises qui subissent des augmentations supérieures à 70 % sont dues non seulement à des erreurs d'appréciation commises par les conseillers du gouvernement. (...) Il conclut : « Pour 1977, une modification profonde de la loi s'impose. »

M. Barre lui répond : « Dans la situation budgétaire actuelle, nous ne sommes pas en mesure de prendre des engagements sur les conséquences, financières et monétaires, seraient insupportables pour l'économie. »

PATRICK FRANCES.

● M. Christian Azale, candidat de l'U.J.P. à l'élection législative partielle dans la troisième circonscription de Paris, a déposé un requête en contestation d'opérations électorales devant le Conseil constitutionnel.

● Au cabinet du premier ministre, M. Jean-Louis Chaussende, sous-préfet, est nommé chargé de mission.

A Nancy

M. KANAPA (P.C.) ACCUSE L'ASSEMBLÉE EUROPÉENNE D'INGÉRENCE DANS LES AFFAIRES FRANÇAISES

M. Jean Kanapa, membre du bureau politique du parti communiste, a tenu, lors d'une réunion, mercredi soir 24 novembre, à Nancy, à notamment déclaré :

« L'actuelle Assemblée européenne vient de voter un budget de 2,5 milliards d'anciens francs, d'une destination très particulière. Il s'agit, d'une part, d'augmenter dans les neuf pays de la C.E.E. la propagande en faveur de l'élection du Parlement européen, au suffrage universel. Il s'agit, d'autre part, de financer l'activité des partis politiques en Europe. »

M. Kanapa juge « insupportable » que « l'on dépense ainsi les fonds publics mis à la disposition de la C.E.E. » ; il estime que, étant donné que le Parlement français ne s'est pas prononcé sur l'élection du Parlement européen, « financer de l'étranger une propagande en faveur de cette élection représente une ingérence caractéristique dans les affaires intérieures françaises ». « En troisième lieu, a-t-il dit, s'il était légitime que l'Assemblée européenne accorde une aide aux groupes politiques constitués en son sein, « il s'agit de tout autre chose », de la quadrupler.

[En votant le 27 octobre le budget de la Communauté, l'Assemblée européenne a augmenté de quatre cent mille unités de compte à un million (l'unité de compte vaut 5,50 francs environ), les crédits proposés par le Conseil de la Communauté pour « un fonds spécial d'information lié à l'élection "directe" » et s'est attribué au même titre un fonds de trois millions d'unités de compte non prévus par le Conseil. Celui-ci doit se prononcer de nouveau, le 6 décembre, sur l'ensemble du budget, qui doit ensuite être voté par l'Assemblée, celle-ci ayant le dernier mot. Le Conseil a d'ores et déjà rejeté la demande de l'Assemblée sur le budget de la Communauté, mais il est envisagé qu'il ne modifie pas les données de l'Assemblée sur son propre budget.]

LIÈGES
HPK
où trouver le liège décoration H.P.K. ?
gamme prestiliège

Sur simple appel téléphonique, auprès de l'un de nos distributeurs, vous obtiendrez les coordonnées du détaillant-revendeur le plus proche de votre domicile.

REGION PARISIENNE <ul style="list-style-type: none">• N° 1 DE LA MOQUETTE 16, bd Sébastopol 75004 PARIS (272.81.81)• ETS PAUL GUIMIER 42, rue René Boulanger 75010 PARIS (202.85.54)• LIÈGE DÉCORATION 4, place du 18 Juin 1940 75005 PARIS (222.16.63)• PRISMA PEINTURE 18, rue de l'Ourcq 75019 PARIS (507.53.13)• CLAIR-SYNTKO 141, rue de Bagnolet 75017 PARIS (797.55.55)• DOCKS DE QUINCY VOISINS R.N. 36 77600 QUINCY VOISINS (04.11.07)• Etablissements FRAZZI 32, avenue de la République 76270 BONNIERES SUR SEINE (03.03.60 et 03.03.72)• ETS VILLAUDIERE 47, rue Désiré Clément - B.P. 23 76702 CONFLANS STE NORWINE (07.42.95)• LA MAISON DU SOL Entrepôt Goujon Hall n° 11 77, av. du Vieux Chemin de St-Denis 92230 GENNEVILLIERS (79.23.50)• MARTY FRERES S.A. 175, av. Général Gallieni 93140 BONDY (848.21.10)• SOL DISTRIBUTION 8, rue Nicolas Copernic 93800 AULNAY SOUS BOIS (931.21.25)• SOCIETE FALQUIER 42, av. des Deux Clochers - B.P. 2 94450 LIMEL BREVANES (922.55.19 et 922.62.55)• PROPRENTURE 36 bis, rue Charles de Gaulle 95480 PERRELLES (037.24.26) (037.27.79) (037.28.76)• DOCKS DU BATIMENT 211, rue de l'Herby 95150 THERVILLY (803.05.76)	LABORATOIRE CHIMITEC 84800 FONTAINE DE VAULOUSE (38.09.38) TOPSOL 3, Traversée Force 13004 MARSEILLE (50.77.24) LANGUEDOC <ul style="list-style-type: none">• STE NOUVELLE DES ETS MARY 7072, avenue du Pont Juvénal 34000 MONTPELLIER (92.70.78)• MIDI PYRENEES• COMPTOIR DU PROGRES 92, rue de Fennouillet R.N. 36 31017 TOULOUSE Cedex (47.63.64)• BATBOIS R.N. 88 - B.P. 306 12003 RODEZ (68.39.88) AQUITAINE <ul style="list-style-type: none">• ETS ADJUVANTS DU BETON ETS A. EUDYNET Lotissement l'Echangeur Zone Industriel - Av. A. Nobel (Route de Morlaas) 64000 PAU (02.94.20)• AGENAISE DU BOIS ET DERIVES 67, av. Henri Barbusse 47000 AGEN (66.30.26) POTOU CHARENTE <ul style="list-style-type: none">• STE DES BOIS ET MATERIAUX DE L'ATLANTIQUE Route de Cognac - B.P. 185 17103 SAINTES (93.61.86) ALVERGNE <ul style="list-style-type: none">• ETS PERRIE-BRANDOT 114, av. Charles de Gaulle 15000 AURILLAC (48.11.86)• ETS J.M. THELLIER Rue Newton - Z.I. Brezet B.P. 62 St Jean 63015 CLERMONT FERRAND Cedex (92.94.05)	BRETAGNE <ul style="list-style-type: none">• STE GUYVARCH ET LE DEALT Av. Amiral Melchior B.P. 117 56103 LORIENT Cedex (21.18.51)• STE BRETONNE DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION Z.I. de l'Hippodrome Rue Hent Glaz - B.P. 630 29198 QUIMPER Cedex (90.31.43)• Z.I. de Loscal 29200 BREST (03.14.14 et 03.19.15)• STE PREMABOIS 55, rue du Pont 22130 PLANCOT et Boulevard Nominé 35740 PACE (57.60.41)• Z.I. - Rue Chapal 22009 SAINT BRIEUC (33.28.88) FRANCHE COMTE <ul style="list-style-type: none">• STE BOUVET PONSAP 78, av. Clemenceau - B.P. 1075 25002 BESANCON et 82, av. Eisenhower 39100 DOLE (72.13.55)• Rue du Mont Rivel 39000 CHAMPAIGNOLE (52.07.67)• 18, rue Pergaud 25300 PONTARLIER (39.06.92) ALSACE LORRAINE <ul style="list-style-type: none">• ETS BREITENBUCHER 3, rue de Fontoy 57170 AUMETZ (83.91.12)• QUINCAILLERIE LORRAINE 72, rue Saint Nicolas 54000 NANCY (29.21.32 et 24.55.22)• STE DISTELZWEY 21, av. de l'Europe 67000 BISCHHEIM (33.62.52) PICARDIE <ul style="list-style-type: none">• ETS ROGER 52, route d'Amiens DURY 80480 SALEUX (95.33.81) NORD <ul style="list-style-type: none">• COMPTOIR LILLOIS DE LA CERAMIQUE 177/177 bis, rue des Stations 59000 LILLE (57.55.50)• BATSOL STE 30, rue de Calais B.P. 4-239 59378 DUNKERQUE (65.21.10) BASSE NORMANDIE <ul style="list-style-type: none">• ETS DUCHESNE 14600 HONFLEUR (89.18.55) HAUTE NORMANDIE <ul style="list-style-type: none">• STE SOLMUR Av. des Hauts Grignaux 76420 BIHOREL (70.08.62)• STE MIGRAINE 103/105, bd de Léningrad 76600 LE HAVRE (48.09.55) LIMOUSIN <ul style="list-style-type: none">• COMPTOIR BERRICHON DE BOIS ET DERIVES Z.I. Magre - B.P. 272 Route de Toulouse 87007 LIMOGES Cedex (32.56.96)• Rue Cottou - Zone Artisanale 19100 BRIVE (74.24.75)
--	---	---

du Liberté à l'Opéra, il faut 12 minutes.

(12 mn de RER, c'est beaucoup moins
que votre périple quotidien)

du studio au 6 pièces
Le Liberté: 776.37.00
sur le parc public de 24 hectares.

Bureau de ventes sur place: 20-22 av. Salvador Allende à Nanterre.
Ouvert tous les jours de 11 h à 19 h. Fermé mardi.

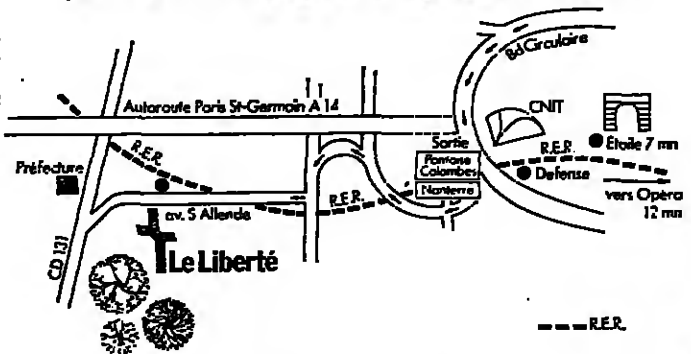
Découvrez "les peu sucrés de Volvic"



Buvez naturellement peu sucré,
découvrez Yin aux pamplemousses
et Yin aux oranges.
Légers et très désaltérants,
sans produits artificiels, sans gaz,
"les peu sucrés de Volvic" ont
le goût frais et nature du fruit.

Renseignements: Volvic B.P. 41 - 92340 Bourg-la-Reine - Tél.: 350-45-34

du Liberté à votre bureau: 2 ou 3 stations de RER.



POLITIQUE

(Suite de la première page.)

Qu'il s'agisse des projets européens, des relations entre les formations de la majorité, de la bataille pour la mairie de Paris ou de la taxe professionnelle, la double volonté des gaullistes de faire front et de nuire au pouvoir est évidente et l'on comprend le désir que M. Valéry Giscard d'Estaing éprouve de changer un peu d'air en se rendant à Lille où il présidera le conseil des ministres du 1^{er} décembre. Cette régence d'un "gadget" auquel on n'avait plus pensé depuis le conseil d'Evry, le 26 février 1975, est justifiée par la volonté de « témoigner de la solidarité entre tous les Français », mais sera-t-elle suffisante pour dissiper un malaise qui ressemble à s'y méprendre à celui que l'on connut à la fin de 1973 et au début de 1974 avant la constitution du troisième gouvernement Messmer?

Des avertissements dérisoires

Les avertissements lancés mercredi dans plusieurs journaux de l'Est par le chef de l'Etat — « les partis politiques de la majorité doivent entre eux coordonner leur action pour rechercher les solutions communes dans les consultations électorales, éviter les affrontements » — appa-

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
réservée aux lecteurs
résidant à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

Dégradation

raissent dérisoires. Ils ne sont plus de saison à quelques dix jours de l'immense fête au cours de laquelle sera célébrée la transmutation de l'U.D.R. en un nouveau Rassemblement.

M. Giscard d'Estaing n'avait ja-

mais eu à faire face depuis son

installation à l'Élysée à une situation politique aussi difficile, mais il est bien évident qu'il n'est pas seul à l'épreuve. Il faudra bien aussi que les gaullistes se décident à abattre leurs cartes et à répondre à deux questions qui n'en font qu'une: sont-ils ou non décidés à

renverser le gouvernement Barre, contre lequel ils croient de plus en plus fort, et à rompre, de ce fait, avec la « majorité présidentielle », dont ils sont, jusqu'à nouvel ordre, la composante la plus importante et la plus vivante?

RAYMOND BARRILLON.

La Fédération des démocrates de progrès regroupe des gaullistes désirant négocier avec la gauche

M. Jean Charbonnel, ancien ministre du général de Gaulle, ancien député U.D.R., maire de Brive, a annoncé, jeudi matin 25 novembre, la création de la Fédération des républicains de progrès. Cette nouvelle formation entend regrouper — encore qu'elle ne lance aucun appel aux organisations proches d'elle — les

gaullistes hostiles au chef de l'Etat et à sa politique. Ses dirigeants envisagent de débattre avec la gauche « sur la base des dispositions économiques et sociales » du programme commun et de négocier — selon toute vraisemblance — la participation des républicains de progrès aux prochaines échéances électorales au sein de la gauche unie.

M. Jean Charbonnel et ses amis souhaitent que ce dialogue leur permette de rester eux-mêmes « sans rien abandonner de leurs ambitions pour la France et d'un passé dont ils demeurent fiers ». Ils affirment: « Il ne s'agit pas pour nous de nous rallier à un parti ou à une idéologie de la gauche (...), mais de retrouver l'esprit original du gaullisme (...), de renouer avec l'électorat populaire et (...) d'achever la construction de l'édifice entreprise par le général de Gaulle (...) notamment dans les domaines de l'économie et de la société. »

Les auteurs reprochent au chef de l'Etat d'avoir rompu l'équilibre des institutions, d'avoir manqué de rigueur dans la lutte contre l'inflation et de pêcher par « laxisme ». Ils soulignent: « La recherche de l'intérêt national a été abandonnée (à l'extérieur) par souci de complaire à la puissance dominante du capitalisme mondial (...), l'emprise des sociétés multinationales ne cesse de s'accroître. (...) »

Le manifeste analyse ensuite le choix d'attitudes qui s'offre aux gaullistes: « S'ils soutiennent l'action du gouvernement Barre, ils risquent d'assumer, impuissamment, la disparition progressive de la force qu'ils représentent encore au sein de la république présidentielle (ex. M. Debré et Couve de Murville, même s'ils la dénoncent avec une « juste sévérité », ne pourront plus influencer la politique (...) néfaste au pays » du gouvernement). Si, à l'inverse, l'U.D.R. suit M. Jacques Chirac, elle restera sans doute une puissante force électorale, mais en reniant ce qui lui reste d'âme. »

L'ancien premier ministre est qualifié de « plus meurtrier adversaire du candidat gaulliste à la présidence en 1974 », d'« agent actif de la giscardisation du mouvement gaulliste », se proposant « de faire de l'U.D.R. l'instrument d'un dessein personnel en le transformant en un « rassemblement » autoritaire qui risque d'être trouvé bientôt rejeté à l'extrême droite de l'échiquier politique. »

Les auteurs du manifeste affirment alors: « Il ne peut plus y avoir aujourd'hui de gaullisme authentique que dans l'opposition à la majorité actuellement au pouvoir. » Ils ajoutent à propos de la « bipolarisation » telle qu'elle se présente désormais: « L'affrontement exclusif de la droite et de la gauche s'est maintenant substitué au citage des partisans et adversaires de la nouvelle République (...). Les faits sont là, qui imposent aujourd'hui de choisir son camp. (...) C'est pourquoi nous estimons nécessaire de frayer une troisième voie, celle du dialogue et de la coopération avec la gauche. »

« Ce document est maintenant vieux de quatre ans et, sur bien des points, l'évolution des faits et des hommes l'a déjà dépassé: c'est ainsi que des convergences nouvelles, notamment dans les domaines de la politique étrangère et de la défense nationale, sont apparues entre les formations de gauche et les gaullistes; de même, le fossé qui nous séparait de la gauche sur le plan des institutions ne nous paraît plus aussi profond. Nous la notons avec satisfaction. Nous sommes prêts, d'autre part, à prendre les dispositions économiques et sociales de ce programme, présentées à tort par une droite aux abois comme une entreprise de collectivisation de la nation, comme base de discussion. Nous ne chercherons d'ailleurs pas à les affaiblir, car nous n'avons nullement l'intention de devenir la droite de la gauche. (...) Nous pensons que l'actualisation du programme commun s'imposera avant les élections législatives: il nous apparaîtra d'ici là de mettre en forme le corps d'objection du gaullisme de progrès et de faire valoir nos idées dans le cadre du dialogue que nous souhaitons approfondir. »

(1) L'équipe formatrice de la rédaction est constituée, outre M. Charbonnel, de MM. Bernard Brun, Michel Orliand, Gilles Le Béguet et Elienne Tardieu, qui militent précédemment dans diverses organisations de « gaullistes de gauche ».

CADEAUX:
PROUVEZ-LUI QUE VOUS LE CONNAISSEZ BIEN.

CLAUDE D'ARCY
Festival de l'accessoire jusqu'au 24 décembre

Galerias Lafayette

Les Amériques Nord et Sud. Avec ou sans Concorde.

Air France vole vers les 2 Amériques 40 fois par semaine, dont 6 fois en Concorde. Et offre ainsi aux hommes d'affaires le réseau le plus important qui soit au départ de Paris. Un réseau digne de Concorde.

● Washington, Caracas et Rio : Concorde.

Air France gagne Washington les mercredis, vendredis et dimanches. Caracas les vendredis et Rio les mercredis et dimanches. Depuis sa mise en service le 21 janvier 1976, Concorde a déjà accueilli 20.000 passagers sur ces trois lignes.

● Amérique du Nord : des exclusivités.

Sur son réseau nord-américain, Air France offre 4 exclusivités : Houston et Toronto sans escale en 747, Mexico

en 747 avec une seule escale à Houston, et New York avec le premier départ de la journée à 10 h.

De plus, Air France dessert Montréal 4 fois par semaine, Chicago 4 fois, et Los Angeles 3 fois. Toujours en 747.

● Amérique du Sud : 11 villes desservies.

Air France propose au départ de Paris le plus grand nombre de vols vers les grandes places économiques sud-américaines : Caracas, Bogota, Quito, Guayaquil, Lima, Santiago, Cayenne, São Paulo, Rio, Buenos Aires et Montevideo, soit 32 liaisons hebdomadaires.

Pour gagner les Amériques, du nord au sud, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 535.61.61.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

du Liberté à l'Etoile, il faut 7 minutes.

(7 mn de RER. Le temps que vous prenez
habituellement pour faire le plein)

du studio au 6 pièces
Le Liberté: 776.37.00
sur le parc public de 24 hectares.

Bureau de ventes sur place: 20-22 av. Salvador Allende à Nanterre.
Ouvert tous les jours de 11 h à 19 h. Fermé mardi.



**CABINES
TELEPHONIQUES**

insonorisées

12 MODÈLES

DISTRIBUTEUR

CiMi

28, rue Saint-Honoré
75000 Versailles
951.64.02 et 951.64.03

BON A DECOUPER

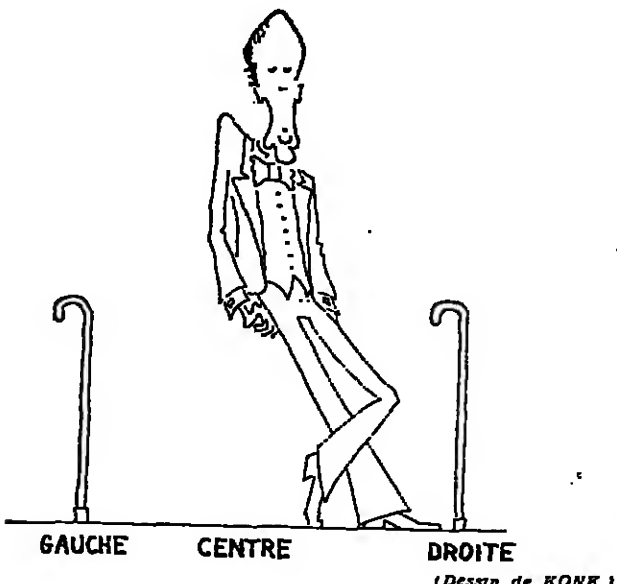
Nom

Adresse

Tél.

Désire recevoir gracieusement le catalogue

صكرا من الامم



Les transformations de l'U.D.R.

Un conseil politique siègera auprès de M. Chirac à la tête du futur rassemblement

Le bureau exécutif de l'U.D.R., qui s'est réuni mercredi 24 novembre à Paris, pourrait être le dernier à avoir été convoqué par l'actuel mouvement gaulliste.

La réforme des statuts de l'U.D.R., qui devait être soumise ce jeudi à la commission des statuts, puis dimanche 28 au comité central et le 5 décembre aux assemblées nationales, ne prévoit pas, en effet, le maintien d'une telle instance (le Monde du 25 novembre).

Les débats du bureau exécutif auxquels ont participé tous les anciens premiers ministres ont permis de dégager une assez large approbation des projets de transformation du mouvement dus à l'initiative de M. Jacques Chirac. M. Yves Guéna, secrétaire général, a estimé que 80 % des fédérations soutenaient les réformes envisagées, alors que 20 % exprimaient « des réserves ou des résistances ». Ces propositions se sont reflétées au bureau exécutif, où des restrictions ont été formulées par MM. Debré, Guichard, Couve de Murville et surtout Chaban-Delmas. Elles portent essentiellement sur les thèmes de la réforme des statuts et la notion de rassemblement.

Après que M. Chirac ait exposé la philosophie de ces modifications, M. Guéna a précisé qu'au sein du conseil politique

siègerait un « conseil politique » d'une cinquantaine de membres qui devrait comprendre des membres élus par le comité central, des personnalités appelées en raison des postes éminents qu'elles ont occupés dans la République et d'autres personnes choisies intuitu personae par le président dans un souci d'ouverture. Au sein du conseil politique, nommé par le président, mais responsable devant le comité central, une « commission exécutive » sera composée de sept ou huit secrétaires généraux adjoints nommés.

Au cours de la discussion, M. Guéna a rappelé que l'opportunité de doter le mouvement d'un président avait été écartée tant que « le président républicain n'est pas élu ». Le mouvement gaulliste était soit le président de la République, soit le premier ministre, et il a ajouté : « Dès lors que cette hypothèse est levée, il n'y a plus de raisons que le mouvement n'ait pas de président. »

Ce n'est qu'au Comité central du 28 novembre que M. Chirac présentera le projet de manifeste politique dont il développera les thèmes devant les assemblées nationales. On saura alors si les structures du nouveau rassemblement autant que les intentions politiques de son président feront du mouvement une sorte de « shadow-power » au sein de la majorité. — A. P.

La réunion du conseil des ministres à Lille

L'opposition dénonce une « opération publicitaire »

De notre correspondant

Lille. — Le président de la République et M. Raymond Barre, premier ministre, arriveront dans la capitale des Flandres par avion dans la soirée du mardi 30 novembre : ils seront accueillis à l'aéroport de Lille-Lesquin par M. Pierre Mauroy, député socialiste, maire de Lille, président du conseil régional. Un dîner rassemblera ensuite les autorités régionales et les parlementaires, une centaine de personnes au total, dans l'imposant hôtel préfectoral.

Le lendemain, à 10 heures, dans un vaste salon, s'ouvrira le conseil des ministres. Plusieurs d'entre eux se déplaceront, après le conseil, à Lille et dans la région. Dans les milieux politiques, la majorité présidentielle, on se réjouit de l'initiative, et M. Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux P.T.T., qui, en tout état de cause, siègera au conseil ce jour-là, est le premier à s'en féliciter. Il est évident que dans la campagne électorale qu'il mène actuellement à Lille contre M. Pierre Mauroy, il entend bien tirer profit de la venue du gouvernement, surtout si celui-ci ne vient pas « les mains vides » dans le Nord.

Dans l'opposition, les fédérations du parti socialiste et celles du parti communiste dénoncent l'« opération publicitaire ». Pour les socialistes, « ce voyage d'appareil aux gauds qu'il y a un gouvernement qui s'essouffle. Cette démonstration ne peut en rien régler les problèmes du Nord, qui appellent un changement profond de politique ». Cependant, M. Pierre Mauroy, comme il l'a fait pour tous les ministres, accueillera officiellement le chef de l'Etat et les membres du gouvernement.

M. Gustave Ansart, député communiste du Nord, affirme : « Nous ne cautionnerons en aucun cas cette opération d'opportunisme qui pourrait laisser croire que le gouvernement croit que le gouvernement n'est qu'un « shadow-power » au sein de la majorité. — A. P.

participer à toute démarche qui nous permettra de faire entendre les justes revendications de cette région et d'exposer nos solutions. Nous savons ce qu'il faut faire. Qu'on nous donne les moyens. » Les parlementaires du P.C. déclinèrent l'invitation qui leur a été faite de participer au dîner de la préfecture.

Que peut attendre le Nord de cette visite ? Le 15 novembre dernier, le conseil régional, dont la majorité appartient à la gauche, pour le Nord-Pas-de-Calais (voir le Monde du 17 novembre) dans le Nord, a approuvé son projet de plan lequel il expose à la fois la situation très critique de la région sur le plan économique et social et ses grands besoins en équipement de toute nature.

La C.G.T., la C.F.D.T. et d'autres organisations doivent se remobiliser pour ce 1^{er} décembre. Il est probable qu'une manifestation, voire même une journée d'action régionale, seront envisagées pour ce 1^{er} décembre, où, dans la métallurgie, selon une tradition, on fêtera la Saint-Eloi.

GEORGES SUEUR.

APRÈS LYON ET EVRY

M. Lecat, porte-parole de l'Elysée, a indiqué que le conseil des ministres siégerait à Lille le 1^{er} décembre et à Rennes au début de 1977.

Dans une période où la France connaît des difficultés économiques, a-t-il dit, le gouvernement entend montrer que sa vision des problèmes des Français ne se limite pas à une vision nationale. Il entend aller sur place à la fois pour s'informer des problèmes et pour témoigner de la solidarité entre tous les Français.

Le conseil des ministres s'est déjà réuni à Lyon le 11 septembre 1974 et à Evry le 28 février 1975.

MM. Elleinstein et Robrieux analysent la « bureaucratie soviétique »

De notre envoyé spécial

Châtelleraut. — Nouvelle illustration de l'évolution du parti communiste, un débat a réuni, mercredi 24 novembre, à la maison des jeunes et de la culture de Châtelleraut, M. Elleinstein, directeur adjoint du centre d'études et de recherches marxistes, et M. Robrieux, ancien responsable des étudiants communistes, auteur d'une biographie critique de Maurice Thorez. Le seul fait d'accepter ainsi de discuter du stalinisme avec un homme qui a quitté le parti et, qui plus est, se trouve en procès avec l'humanité à cause d'une mise au point non publiée) montre que le dialogue est désormais accepté.

M. Elleinstein a même fait montre de pessimisme en expliquant que, depuis ce qu'il écrivait, en 1974, dans le quatrième tome de son Histoire de l'U.R.S.S. (Ed. sociales), le développement économique de ce pays s'est ralenti. Or ce blocage ne peut, selon lui, être levé que si intervient « une modification totale des rapports entre l'Etat et les citoyens », que si une authentique démocratie politique est instaurée en U.R.S.S.

En dépit des mouvements divers que ses propos suscitaient dans la salle, M. Elleinstein a même estimé qu'en Union soviétique « on voit grandir les éléments d'une lutte de classe qui se développe de façon masquée, non officielle ». « Cette lutte de classe », a-t-il précisé, ce sont des tensions entre couches différentes au sein même de la classe ouvrière.

L'historien communiste a, d'autre part, été amené à critiquer le développement dans l'armée et dans la police soviétiques d'un « nationalisme grand-russe » s'exprimant notamment au détriment des peuples baltes et du peuple ukrainien, mais aussi des Juifs.

Après avoir regretté que le P.C.F. n'ait pas discuté du rapport Khrouchtchev sur les crimes des staliniens des 1896, et qu'il n'ait pas poussé plus loin son analyse

sur l'intervention soviétique en Tchecoslovaquie, M. Elleinstein a proposé, sur ce dernier point, son opinion personnelle. « L'U.R.S.S. n'a pas entraîné la Tchecoslovaquie », a-t-il expliqué, pour des raisons stratégiques. Ses dirigeants ont eu peur de l'expérience de socialisme démocratique qui était tentée, car ils n'avaient pas que des aspirations en ce sens s'exprimant dans leur propre pays. Ils sentaient des tensions, mais préféraient n'entreprendre aucune réforme. »

De son côté, M. Robrieux, après avoir noté que Staline avait tué en définitive plus de communistes que Hitler, a estimé que l'U.R.S.S. ne peut être qualifiée d'Etat socialiste, même s'il est exact qu'elle a rompu avec le capitalisme. Son régime lui paraît surtout assimilable au « despotisme oriental » dont Marx parlait lorsqu'il analysait le mode de production asiatique. Il a également insisté sur le fait que Marx et Engels ont toujours jugé illusoire la possibilité d'instaurer le socialisme dans un seul pays.

Une discussion s'est amorcée pour tenter d'analyser plus précisément la « bureaucratie soviétique ». Constitue-t-elle une nouvelle classe sociale ? M. Elleinstein ne le pense pas, notamment à cause du fait qu'il n'y a pas de réconciliation héréditaire des privilèges, dont il n'a cependant pas contesté l'existence.

M. Robrieux, sans trancher sur ce point, a toutefois estimé qu'il serait sans doute nécessaire d'aller au-delà de cette définition de la classe sociale. Il a noté qu'en Union soviétique le pouvoir de décision effectif n'appartient ni aux bureaucrates ni aux membres du parti unique, mais à une catégorie beaucoup plus restreinte : les membres du présidium du Soviet suprême, auxquels s'ajoutent quelques groupes de pression dans l'armée et la police politique. A son avis, « une sorte de printemps de Prague » à Moscou est inévitable.

THIERRY PFISTER.

En 1975 nous avons élaboré deux produits immobiliers nouveaux.



Depuis 53 ans, nous centralisons plus de 70 % de la demande des bâtiments industriels en France.

Cette connaissance unique du marché immobilier industriel a fini par nous donner des idées. Des idées toutes nouvelles pour concevoir et réaliser des bâtiments industriels vraiment contemporains, répondant aux exigences du marché et aux souhaits exprimés par nos clients.

Conscients qu'il nous fallait intervenir en amont même des problèmes immobiliers, le département Etudes et développement a mis au point deux produits nouveaux, les villages d'entreprises et les antennes d'entreprises :

• Les villages d'entreprises, destinés uniquement aux utilisateurs de petites surfaces (à partir de 250 m²) jusqu'ici peu représentés sur le marché des bâtiments banalisés.

• Les antennes d'entreprises qui permettent aux sociétés de regrouper sous un même toit l'ensemble de leurs fonctions, à l'échelle de la région ou du pays (à l'exception de la fabrication).

Aux dernières nouvelles, nos villages et nos antennes d'entreprises « marchent ». Preuve que l'innovation réussit toujours quand elle s'appuie sur une analyse concrète du marché.

C'est un autre style. Celui d'un consultant moderne. Celui du premier cabinet d'ingénierie immobilière de France.

Délégations et filiales : Lyon, Marseille, Lille, Bordeaux, Toulouse, Sao Paulo.
Représentations : Belgique, U.S.A., Canada.

Nous avons créé l'engineering immobilier.

CABINET
AUGUSTE-THOUARD

17, rue d'Astorg - Paris 8^e - Tél. 265.54.07 +

OUTRE-MER

Le secrétariat d'Etat aux Départements et d'Outre-Mer a démenti formellement, le mercredi 24 novembre, des informations en provenance de Sanaa (République arabe du Yémen) faisant état de victimes au cours d'affrontements entre mouvements politiques rivaux à Djibouti le 22 novembre.

ERRATUM. — Dans l'article relatif à la transformation de l'U.D.R. (le Monde du 25 novembre, p. 11), nous avons écrit par erreur que le département de la Seine-Saint-Denis est « le seul en France à être administré par une majorité communiste ». Si le P.C. n'a la majorité absolue qu'en Seine-Saint-Denis, il dispose de la majorité simple depuis les élections cantonales du mois de mars, dans l'Eure et le Val-de-Marne. D'autre part, c'est le préfet et non le conseil général qui administre, à proprement parler, le département.

C'EST LE MOMENT D'INVESTIR DANS LA « PIERRE »

GECOM vous propose :

4 petits immeubles de prestige EN PIERRE DE TAILLE MASSIVE ET LE CONFORT TOUT ELECTRIQUE gages de sécurité pour un bon placement immobilier

- | | |
|---|---|
| <p>1 SAINT-MANDE 94
à 200m du Bois de Vincennes
JEANNE DU LAC
20-22 rue Jeanne d'Arc.
Une petite résidence de grand standing de 6 étages et de 21 appartements seulement.
DU STUDIO AU 5 PIECES.
Balcons ou terrasses et prestations raffinées.
Jardin intérieur.
Livraison Hiver 1977.
Bureau de vente sur place tous les jours de 11h à 18h (sauf mardi et mercredi matin).</p> | <p>2 ISSY-LES-MOULINEAUX 92
LES MARRONNIERS
111 ter Avenue de Verdun.
Une luxueuse résidence de 6 étages comportant 32 appartements.
DU STUDIO AU 5 PIECES.
Préstations de qualité.
Jardin intérieur.
Livraison Hiver 1977.
Bureau de vente sur place tous les jours de 11h à 18h (sauf mardi et mercredi matin).</p> |
| <p>3 GARCHES 92
LES JARDINS DE GARCHES
29-33 rue Henri Regnaud.
3 petits immeubles de grand standing de 26 appartements, 2 étages avec ascenseurs.
DU STUDIO AU 5 PIECES.
Balcons ou terrasses et jardins privés.
PRIX FERME ET DEFINITIF.
Livraison Hiver 1976.
Appt. témoin sur place tous les jours de 11h à 18h (sauf mardi).</p> | <p>4 PARIS XXe
LES HAUTS DE PARIS
9-11 rue du Télégraphe.
Petit immeuble de 9 étages.
Il reste encore quelques beaux 2 et 3 PIECES.
HABITABLES IMMEDIATEMENT.
PRIX FERME ET DEFINITIF.
Appartements témoin sur place, tous les jours de 11h à 18h.</p> |

Venez nous voir ou demandez la documentation sur le programme qui vous intéresse.
171, AVENUE CHARLES DE GAULLE 92200 NEUILLY
Tél : 747.59.50

GECOM

Reste 24 appartements

**DÈS DEMAIN
REGARDEZ PARIS
DE VOTRE LOGGIA**

Chephren

2, 4 et 5 pièces - Bd de la Gare 75013

**Exemple : au 15^e étage - 4 pièces - 4180 F le m²
loggia comprise**

Appartement témoin sur place 585.19.19

Une réalisation : **siemp** Renseignements : **260 38 22**

POLITIQUE

POUR ÉLARGIR SON ÉLECTORAT

Le P.C. infléchit son travail de propagande en donnant « la priorité aux pauvres »

MM. Georges Marchais, secrétaire général, et Jean Colpin, membre du bureau politique, devaient annoncer, jeudi 25 novembre, à la salle Wagram à Paris, ce que le parti communiste appelle « une assemblée de l'unité et de témoignage ». Le thème choisi est : « La cahière des doléances des O.S. ». Ce n'est certes pas la première fois que le P.C.F. se penche sur le sort de cette catégorie de travailleurs mais, en la circonstance, l'attention portée aux O.S. illustre la volonté de rectifier l'application de la ligne politique du parti définie au XXII^e congrès.

Depuis l'élection présidentielle de 1974, et en se fondant sur les consultations qui ont suivi — législatives partielles de septembre 1974 et de novembre 1976, élections cantonales de mars 1976 — les dirigeants du parti communiste ont été conduits à s'interroger sur le rendement de leur stratégie. Ils ont réagi vigoureusement à l'automne 1974 en mettant en cause le comportement

de leurs partenaires socialistes, mais après les cantonales et les dernières partielles, qui, il est vrai, leur apportaient aussi des motifs de satisfaction, ils se sont gardés de dire quoi que ce soit qui puisse réduire le crédit de l'union de la gauche.

L'emportement d'hiver, la prudence d'aujourd'hui, ne sont pas les seules conclusions que le P.C.F. a tirées de ses analyses sur la période passée et sur la situation présente. Ce serait lui faire injure que de juger sur ces réactions spectaculaires sa capacité de réflexion. Du passé, les dirigeants communistes retiennent qu'ils n'apparaissent plus dans l'opinion comme les seuls et véritables artisans de l'union de la gauche. M. Mitterrand et quelques autres animateurs du parti socialiste ont convaincu de leur sincérité à cet égard, et le rendement des reports de voix socialistes sur les candidats communistes au second tour des dernières partielles a montré que les électeurs suivent.

Quant à l'avenir, les dirigeants du P.C.F. estiment qu'il se présente bien : ils sont assurés d'entrer dans les conseils municipaux de plusieurs milliers de communes

dirigées par les socialistes, et ils ont le sentiment que la gauche continue de progresser sur le chemin qui mène au pouvoir. Toute stratégie se juge à ses résultats et à la manière d'atteindre les objectifs fixés. L'objectif du P.C. est d'accéder au pouvoir avec les autres formations de la gauche. Dieu sait qu'en quelques années il a beaucoup sacrifié à cette stratégie de conquête du pouvoir par la voie électorale, et il continue d'y sacrifier beaucoup malgré les poches de résistance auxquelles se heurte encore la direction du parti.

À ce niveau du bureau politique, la nécessité de donner à l'opinion le maximum de garanties démocratiques et de se démarquer de la politique communiste des pays de l'Est, qui n'est plus discutée, même si certains ne réagissent pas à l'unisson devant les dernières annonces (la participation au meeting des mathématiciens, par exemple).

Des divergences ont, en revanche, pu se manifester sur la tactique à suivre pour conserver au parti une position suffisante qui permette l'arrivée au pouvoir d'une gauche équilibrée, selon la formule de M. Marchais. Toutefois, est-il que plusieurs initiatives récentes révèlent un renouveau de la propagande du P.C.

La ligne politique ne change pas, mais elle est rectifiée, complétée. L'alliance communiste passée avec le P.S. a largement profité à ce dernier, car le militantisme communiste a, pour une bonne part, favorisé le recrutement de sympathisants. Bien des électeurs gagnés à l'opposition ont tenu le rendez-vous donné par le P.C. autonome, lors d'élections démocratiques ou locales, sans pour autant abandonner le P.S.

Cela est produit d'autant plus fréquemment que dans sa volonté de renouveau, le processus de rapprochement de l'union de la gauche a placé le communiste à travailler sur le même terrain que le parti socialiste : celui des couches moyennes et celles-là mêmes qu'il fallait convaincre et amener à l'union de la gauche. Pour illustrer cette démarche, on citera l'exemple de la Fédération de Paris, qui sous l'égide de M. Paul Laurent, fut toujours en tête dans l'agglomération du P.C.


Or il est apparu, à l'expérience, que la séduction intellectuelle ainsi exercée, outre qu'elle servait les intérêts du P.S., négligeait des couches de la population qui n'y étaient pas sensibles et qui pouvaient fort bien être gagnées à la cause communiste par des moyens plus traditionnels. Encore convenait-il de leur tenir le langage adéquat. Ce point de vue semble avoir été notamment défendu — et c'est naturel — par M. Georges Ségué, membre du bureau politique et secrétaire général de la C.G.T.

Comme leader syndicaliste, il était bien placé pour lancer une campagne contre la sous-rémunération, pour défendre le sort de millions de salariés qui gagnent moins de 100 F par mois à ses yeux, les personnes qui gagnent autour de 12 000 F par mois ne sont plus des salariés, et c'est dans sa bouche qu'a retenti le slogan : « Il faut faire payer les riches ».

La direction du P.C., qui a toujours dénoncé, notamment par la voix de M. Marchais, « la misère moderne », a décidé de renforcer le travail de propagande en direction des couches sociales, travail que les autres médias auprès d'autres couches de la population (communiqués, journaux, intellectuels) ou du langage de l'union du peuple de France (en direction des gauchistes, notamment) avaient fait négliger. L'effort, sous la direction de M. Roland Leroy, illustre aussi cette préoccupation. L'appel aux électeurs, le 9 novembre dernier, s'adressait à ceux qui ont « tant de mal à vivre ». Le même journal proclamait, le 10 novembre : « Priorité aux pauvres », et M. Marchais parlait, le 12 novembre, à Ussel, du vote communiste « pour faire reculer la misère ». Pour la direction du parti, la priorité donnée aux préoccupations des plus démunis s'impose désormais et partout. Même à Paris, où la campagne menée dans le cinquième arrondissement par M. Eisenstein a été jugée, à cet égard, insuffisante. Le P.C. se souvient qu'il est d'abord le parti des prolétaires.

ANDRÉ LAURENS.

VENEZ VOIR A QUOI RESSEMBLERONT LES PISTES, CET HIVER.



Ensemble : anorak, 4 poches zippées et salopette tricolore, 100% polyamide 250,-

Ski compact Spalding 280,-

Combinaison taille en stretch 2 poches avec pression, 100% polyamide 250,-

Ski GTS Dynamic 295,-

Ensemble fixation Salomon 222 135,-

Combinaison bicolore, antigliss, le 8 ans, 100% polyamide 130,-

Chaussure d'enfant Mini Rallye de Munari coque thermoplastique articulée, chausson automoulant, taille 24 à 27 120,-

Chaussure Delta de Caber coque polyuréthane, chausson automoulant, taille 4 1/2 à 11 190,-

Chaussure Diable de Caber coque polyuréthane, chausson automoulant, taille 4 1/2 à 11 150,-

Les sports d'hiver au rez-de-chaussée. Le choix, et des spécialistes pour vous conseiller.

Galeries Lafayette

Maurice Crubellier

**histoire
culturelle
de la France**

19^e - 20^e siècles

« un ouvrage qui comme la culture nous concerne tous ».

R. Odin - Fiches Bibli

ARMAND COLIN

صكرا من الامال

JUSTICE

A propos d'un témoignage sur le procès Pétain

Dans le Monde daté 23-24 mai 1976, M. Jean Pierre-Bloch, président de la Ligue internationale contre l'antisémitisme (L.I.C.A.), publiait « Un témoignage sur le procès du maréchal Pétain ». Lui-même juré à ce procès et participant de la condamnation à mort, il racontait dans cet article les délibérations du jury et écrivait notamment, à propos d'un autre juré, M. Gabriel Delattre, opposé à la peine de mort : « Delattre, dans un long discours qui ressemble étrangement à une plaidoirie, explique pourquoi il est contre la peine de mort. Il emploie les arguments qui sont quelquefois arguments sentimentaux, les arguments de politique étrangère, les arguments qui sont quelquefois sans courage, nous demande de réfléchir, de penser à l'histoire, aux retours de l'histoire... »

Estimant diffamé par ce « sans courage », M. Gabriel Delattre, quatre-vingt-cinq ans, ancien député et avocat, a porté plainte contre M. Pierre-Bloch, contre M. Jacques Fauvet, en sa qualité de directeur de la publication du Monde, et contre M. Aimé Hacquard, directeur de la Voix de la Résistance, qui a publié le même témoignage dans sa livraison de juin-septembre 1976. M. Delattre demande au Monde 150 000 francs de dommages et intérêts et 1 franc à la Voix de la Résistance.

Devant la XVII^e chambre du tribunal de Paris, présidée par M. Jacques Henillon, les deux jurés de la Haute Cour se trouvaient donc de nouveau face à face, mercredi 24 novembre. Assisté de M. Jean-Edouard Bloch, M. Gabriel Delattre a rappelé que, en 1946, il avait comparu devant cette même chambre pour avoir publié le récit des délibérations : « J'étais premier juré au procès Pétain. » Le tribunal avait

DES « SCOPITONES » POUR LE JUSTICIAIRE

Quatre petits films sur la justice (en couleurs) long chacun de quatre minutes, vont être mis gratuitement à la disposition du public dans chacune des vingt mairies parisiennes. Si l'expérience s'avère positive, elle sera étendue à d'autres mairies, aux associations et, pourquoi pas, aux entreprises. La méthode utilisée au profit des justiciables est celle qui autrefois eut un succès provisoire dans les cafés : le « scopitone » où l'on pouvait regarder, pour quelques centimes, les gestions de telle telle du moment durant son tour de chant.

Les sujets retenus par la chancellerie sont évidemment plus « sérieux » que ceux qui concernent dans l'ordre : l'accès à la justice, l'aide judiciaire, le divorce et la pension d'alim et l'attribution d'un petit générique musical qui fait irrésistiblement penser aux films de Charlie...

Devant le tribunal civil de Paris

LA R.A.T.P. EST JUGÉE PARTICULIÈREMENT RESPONSABLE DE L'ACCIDENT QUI COUTA LA VIE AU GÉNÉRAL STEHLIN EN 1975.

La première chambre civile du tribunal de Paris, présidée par M. René Deu, s'est prononcée mercredi 24 novembre dans l'instance engagée par le veuve du général Stehlin en faveur de l'indemnité aéronautique au titre de l'accident survenu le 6 juin 1975, avenue de l'Opéra, par un autobus appartenant à la RATP, qui était réservé.

Le jugement rappelle les faits de l'accident : le général Stehlin, en voyage de travail, se rendait à l'aéroport de Paris-Montparnasse pour embarquer à bord d'un avion de la compagnie Air France. Il était accompagné de sa femme et de son fils. L'accident s'est produit lorsque l'autobus, conduit par un chauffeur de la RATP, a traversé la voie piétonne réservée aux voyageurs de l'aéroport, provoquant la mort du général Stehlin.

Le tribunal a jugé la RATP particulièrement responsable de l'accident, en raison de sa responsabilité dans la gestion de la voie piétonne et de la vitesse excessive de l'autobus.

Un ingénieur d'origine polonaise est condamné par la Cour de sûreté de l'État

Traduit devant la Cour de sûreté de l'État, pour intelligence avec des agents d'une puissance étrangère, M. Józef Brzozowski, né en 1930 à Varsovie, ingénieur-conseil en bâtiment, établi depuis 1965 en France où il avait fait venir sa femme et son fils (actuellement de dix-neuf ans) a expliqué à l'audience du 24 novembre qu'il avait été pris « entre le marteau et l'enclume ».

Peu après son arrivée à Paris, en effet, il avait reçu la visite d'un agent de la D.S.T., le commissaire Peyre, qui lui avait proposé de travailler pour le compte de la D.S.T. M. Brzozowski a refusé cette proposition, mais a été poursuivi par la D.S.T. pendant plusieurs années, jusqu'à ce qu'il ait été condamné à dix ans de réclusion criminelle.

Aux assises des Pyrénées-Atlantiques

L'AUTEUR D'UN ATTENTAT CONTRE UN RÉFUGIÉ ESPAGNOL EST CONDAMNÉ A HUIT ANS DE RÉCLUSION

La cour d'assises des Pyrénées-Atlantiques a condamné, mercredi 24 novembre, M. José Manuel Marquez, membre d'un commando anti-E.T.A. responsable d'un attentat à Biarritz au cours de l'été 1975, à huit ans de réclusion criminelle.

M. Marquez, porteur d'un passeport australien au nom d'Edward William, avait été pris en flagrant délit lors d'un attentat à la bombe commis dans la nuit du 5 au 6 juin 1975 contre le domicile d'un réfugié basque espagnol, M. José Urribarri, à Biarritz. Un autre membre du commando avait été tué par l'explosion.

M. Marquez avait avoué qu'il travaillait pour le compte d'un officier des services secrets espagnols, dont il avait même indiqué le numéro de téléphone à Madrid.

Pour fraude fiscale

LE PROFESSEUR MOREL-FATIO EST CONDAMNÉ A 13 MOIS D'EMPRISONNEMENT AVEC SURSIS

Poursuivi pour fraude fiscale, le professeur Daniel Morel-Fatio a été condamné à treize mois d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende, le 24 novembre, par la onzième chambre correctionnelle de Paris. Le tribunal note dans son jugement qu'en quatre années, le chirurgien a déclaré 622 154 F de recettes pour 2 427 500 F de recettes réelles et a ainsi commis une dissimulation volontaire de 1 805 350 F excédant la tolérance légale et que, de plus, il n'a tenu pendant les quatre années visées par la prévention aucune comptabilité.

Le jugement indique : « (...) Ces faits sont graves, non seulement en raison de l'importance des sommes dissimulées, mais encore et surtout de la personnalité du prévenu. »

Le tribunal ordonne la publication du jugement par extra-judiciaire, dans le Monde, le Figaro, ainsi que son affichage à la mairie du seizième arrondissement et à la porte du cabinet de M. Morel-Fatio, 4, place de la République, 18^e, ainsi que sur la porte extérieure de la clinique Blomet, 134, rue Blomet (18^e), aux frais du condamné.

DEUX DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL D'UNE SOCIÉTÉ D'AUTOROUTES SONT INculpÉS DE VOL

(De notre correspondant régional.) Lyon. — Après l'information ouverte le 11 septembre dernier pour vol de documents dans les bureaux de l'AREA, société qui construit les autoroutes des Alpes, deux délégués du personnel, l'un C.G.T., M. Alain Vernet, secrétaire au 3 octobre, pour demander la sécurité de l'emploi, menacée par les difficultés financières de l'AREA. Les grévistes avaient occupé pendant plusieurs jours des routes et des autoroutes de la région lyonnaise. Au cours d'une conférence de presse, le 17 septembre, les délégués du personnel avaient rendu publics des documents qui établissaient que des commissions d'experts avaient été versées aux actionnaires de l'AREA.

Mais, alors qu'aucune information judiciaire ne s'était encore ouverte pour savoir si de telles pratiques ne tombaient pas éventuellement sous le coup du délit d'abus de biens sociaux, le parquet de Lyon a pas agité les poursuites contre les représentants du personnel qui s'étaient procurés, de manière délictueuse sans doute, les documents en question.

Des agents de travail et une manifestation ont eu lieu à Chazay mercredi 24 novembre. — B. E.

L'attentat contre un Boeing d'Air France à Ajaccio

LES MILITANTS CORSES COMPARAITRONT LE 15 DÉCEMBRE

Le tribunal de grande instance de Lyon a fixé au mercredi 15 décembre, à 9 heures, le procès des militants corse impliqués dans l'attentat commis le 7 septembre dernier contre un Boeing d'Air France sur l'aéroport d'Ajaccio. L'ordonnance de renvoi a été rendue par la cour d'appel de Lyon, qui a également prononcé, pour les vingt-deux personnes inculpées en vertu de la loi antiterroriste, des disjonctions, des qualifications et des rétroactions.

Dix-sept des vingt-deux inculpés avaient été placés sous mandat de dépôt et transférés à Lyon par mesure d'ordre public. Tous comparaitront, comme précédents, les quatre derniers accusés inculpés ayant été remis en liberté le 12 novembre.

FAITS DIVERS

A Paris TRENTE-TROIS BLESSÉS LORS D'UNE COLLISION DANS LE MÉTRO

Deux rames de métro sont entrées en collision mercredi 24 novembre, vers 15 heures, sur la ligne 8 (Balard-Créteil) à la sortie de la station Concorde, au niveau de la gare d'Invalides. Trente-trois personnes ont été blessées, dont dix-neuf grièvement et dix-huit légèrement. Les blessés ont été évacués vers les hôpitaux.

Les travaux de débarrasser et de dégagement de la voie ont été entrepris immédiatement ; le trafic a repris normalement vers 22 heures.

Blocage des feux de signalisation

Après un incident technique, tous les feux de signalisation avaient été bloqués au rouge. Le poste de commandes centralisées du boulevard Bourdon (4^e), qui avait demandé au réseau ferré, avait demandé aux conducteurs de trains de rouler au pas et à vue. Malgré ces instructions, une rame qui circulait à l'arrêt, a été tamponnée par une autre rame qui circulait à l'arrêt. Les conducteurs de trains ont été blessés et les rames ont été bloquées.

Une enquête est ouverte afin de déterminer les causes de l'accident. Pourquoi les feux de signalisation se sont-ils bloqués ; surtout, pour quelles raisons les ordres donnés aux conducteurs n'ont-ils pas été respectés ?

DES TRÉSORS DE 50 LIRES...

(De notre correspondant.) Rome. — Le manque chronique de petite monnaie en Italie a été partiellement comblé. Non par l'État, qui ne parvient toujours pas à émettre des pièces en nombre suffisant, mais par plusieurs banques qui impriment des billets de 50, 100 ou 150 litres. Ces « mini-chèques » ont pris la place des bonbons et du chewing-gum, et ont obtenu, en quelques semaines, un statut quasi officiel. Les commerçants n'ont pas le refus, même s'ils cherchent ensuite à les rejeter au prochain client, lequel s'arrangera à son tour pour s'en débarrasser à la première occasion.

Les banques émettrices ont pris cette initiative en accord avec les unions de commerçants. Mais elles se sont heurtées à la loi. Un magistrat de Ferrare, s'appuyant sur un texte de 1910 qui interdit la fabrication et la mise en circulation des billets imités, avait ordonné au printemps la saisie des « mini-chèques » sur tout le territoire national. Les banques ont réagi en invoquant un décret de 1933 : leurs billets sont des chèques qui disposent d'une couverture en garantie ; ils peuvent être considérés comme des titres négociables à vue. Finalement, la magistrature a donné son feu vert, et l'État a fermé les yeux.

Un journal italien vient cependant de jeter la trouille dans les esprits en révélant que certains de ces « mortuaires » de papier à bonbons des objets de collection. Un mini-chèque de 100 litres émis le 2 mars 1976 par la banque catholique de Venise pour le compte de tel grand magasin, vaut aujourd'hui 100 000 litres. On vendrait même des albums pour classer ces trisors aux quels une célèbre revue allemande de numismatique consacrerait une étude. Un bel avenir en perspective pour ces bouts de papier qui ne se dévaluent qu'en papier, par leur taille et leurs couleurs, des billets du monopoly... — R. S.

EN BREF...

● Un promoteur condamné. — La cour d'appel d'Aix-en-Provence a condamné lundi 22 novembre, à un an d'emprisonnement et 5 000 francs d'amende un promoteur immobilier de Menton, M. Yves-André Parquet, âgé de quarante ans, inculpé d'escroquerie et d'instruction aux lois sur les sociétés, faux et usage de faux en écritures privées. M. Parquet avait créé une confusion entre ses propres revenus et les fonds de deux sociétés civiles immobilières dont il était le fondateur. Le Monde daté 13-14 juin. Le passif financier s'élevait à 3 300 000 F. Relais par le tribunal de Nice au mois de juillet dernier, le ministère public avait alors fait appel à minima.

● La onzième chambre de la cour de Paris a renvoyé, en raison de la maladie d'un des conseillers, au lundi 29 novembre la décision qu'elle devait rendre, mercredi 24 novembre, dans le procès opposant en appel M. Jean Foyer, ancien garde des sceaux, au Syndicat de la magistrature (le Monde du 5 novembre).

● Le Syndicat de l'éducation surveillée soutient M. Lesage de la Haye. Dans un communiqué diffusé le 23 novembre, le Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée (54, rue de l'Arbre-Sec, 75001 Paris) appuie son soutien à M. Lesage de la Haye à propos duquel le secrétariat d'État aux universités a récemment engagé une procédure afin qu'il soit exclu de ses fonctions de chargé de cours à l'université de Paris VII - Vincennes ; cette procédure faisait suite à une condamnation à huit mois d'emprisonnement avec sursis prononcée contre M. Lesage de la Haye par le tribunal de Paris, avec une dizaine de personnes, une dépendance de l'ambassade d'Union soviétique afin d'obtenir la libération de Leonid Plochatch.

● Le procès du professeur Moricard et de son épouse, poursuivi devant la treizième chambre correctionnelle de Paris pour abus de confiance, s'est achevé, mercredi 24 novembre. M. Gérard Guillou, premier substitut, a requis contre les prévenus une peine d'un an d'emprisonnement avec sursis. Le jugement sera rendu le 4 janvier prochain.

● L'hebdomadaire Valeurs actuelles condamné pour avoir diffusé le « mage de Mars ». Pour diffamation envers le « mage de Mars », M. Maurice Gérard, la dix-septième chambre correctionnelle de Paris a condamné, le 24 novembre, M. Raymond Bourgeois, directeur de Valeurs actuelles, et M. Bruno Barbier, auteur de l'article du 7 août 1972, à 200 F d'amende et 1 000 F de dommages et intérêts envers la partie civile.

● M. Barbier avait écrit que deux enfants de M. Gérard « étaient morts faute de soins », alors que ceux-ci, disparus en 1968, alors qu'ils étaient âgés de six et trois ans, n'ont pu être retrouvés. Inculpé en novembre 1968, à Metz, de défaut de soins à enfant, M. Gérard a bénéficié d'un non-lieu en avril 1974.

● Des militants du Larzac en appel. — Dix-sept des vingt-deux militants du Larzac, qui avaient été condamnés le 2 juillet dernier à diverses peines d'emprisonnement ferme ou avec sursis (le Monde daté 4-5 juillet), en vertu de la loi antiterroriste, pour avoir envahi, le 28 juin, le bureau de l'antenne des domaines de l'armée chargée de l'achat de terrains, ont comparu, mercredi 24 novembre, devant la cour d'appel de Montpellier. L'arrêt sera rendu le 15 décembre. Le ministère public a demandé la confirmation du jugement. (Corresp.)

Des H.L.M. trop belles

UNE PEINE D'EMPRISONNEMENT NON AMNISTIABLE EST REQUISE CONTRE LE MAIRE DE VERNEUIL-SUR-SEINE

La deuxième audience du procès de M. Léon Robert devant la onzième chambre correctionnelle du tribunal de Paris (le Monde du 23 novembre), mercredi 24 novembre, a été consacrée au réquisitoire et aux plaidoiries. Le substitut du procureur, M. Hecquard, a requis une condamnation à une peine d'emprisonnement qui ne soit pas amnistiable.

Après l'intervention de l'avocat de la partie civile, M. Bruno Richard, le défenseur de M. Robert, M. Pélissier, a plaidé la relaxe. Le jugement sera rendu le 15 décembre.

UN ALLEMAND DEVIENT PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES JEUNES AVOCATS

L'Association internationale des jeunes avocats, qui s'est réunie voici quelques semaines au Québec sur le thème « Les droits de l'enfant dans la famille », a porté à sa présidence, M. Hans Gierland, avocat à Cologne (R.F.A.).

L'année prochaine, l'A.I.J.A., qui existe depuis seize ans, portera pour la première fois une femme à sa présidence, en la personne de Mme Anne-Marie Trehan, du barreau de Montréal. Le prochain congrès se réunira à Oxford du 15 au 17 septembre 1977.

* Association internationale des jeunes avocats, Luxembourg (Grand-Duché). Vice-président pour la France : Mme Christiane Tchang-Benoit, 14, rue Oudinot, 75007 Paris.

PROCHAINE LIBÉRATION DU DOCTEUR EDMOND SIMEONI ?

Condamné le 22 juin dernier à cinq ans d'emprisonnement, dont deux avec sursis, par la Cour de sûreté de l'État, comme prévenu de l'attentat contre le général Stehlin, le docteur Edmond Simeoni pourrait être prochainement libéré.

En effet, arrêté le 22 août 1975, le docteur Simeoni a accompli plus de la moitié de la peine d'emprisonnement ferme qu'il devait subir, compte tenu des réductions de peine pour bonne conduite. La décision de libération conditionnelle relève, dans ce cas, du pouvoir du juge de l'application des peines après qu'il aura recueilli divers avis, dont celui du parquet. Or la commission de l'application des peines de prison de la Santé, où est incarcéré le docteur Simeoni, se réunit le 2 décembre.

CORRESPONDANCE

La garantie de la famille d'un automobiliste

Nous avons reçu de M. Drey, directeur pour la France de la Yorkshire Insurance Company, la lettre suivante :

Dans votre édition du 19 novembre, vous attirez l'attention de vos lecteurs sur l'impossibilité de garantir la responsabilité des conducteurs à l'égard des membres de leurs familles.

Je me permets de vous signaler un petit nombre de sociétés d'assurances, dont notre société fait partie, offre à sa clientèle la possibilité de combler cette lacune moyennant une surprime modique.

Nous délivrons notre garantie à ce titre à concurrence de 500 000 francs.

ÉDUCATION

Le projet de relance de l'apprentissage sera soumis au Parlement avant la fin de l'année

M. Maurice Ligot, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé de la fonction publique, a réuni, mercredi 24 novembre, une conférence de presse pour présenter le projet de loi sur l'apprentissage que le conseil des ministres avait approuvé le matin. Ce projet de loi sera soumis au Parlement avant la fin de l'année.

Les mesures que députés et sénateurs vont être invités à approuver ont été arrêtées au cours du conseil des ministres du 9 juin (le Monde du 11 juin). Il s'agit de « relancer » l'apprentissage, en simplifiant les contraintes administratives auxquelles sont soumis artisans et commerçants, en particulier pour la procédure d'agrément. Ceux-ci étaient, jusqu'à présent, autorisés à déduire de la taxe d'apprentissage, à laquelle ils sont astreints, autant de fois 11 % du SMIC qu'ils ont d'apprentis payés à un salaire équivalent ou supérieur à ces 11 %. Si le montant de cette déduction dépasse celui de la taxe d'apprentissage dont ils doivent s'acquitter, l'Etat leur reverse la différence.

La complexité des déclarations entrainées par cette « ristourne » est telle que certains chefs d'entreprise y renoncent, quand ils ne refusent pas purement et simplement de former des apprentis. Le gouvernement avait annoncé, en juin, son intention de supprimer la « ristourne ». En contrepartie, l'Etat s'engageait à prendre à sa charge les cotisations de sécurité sociale et d'allocation familiale dues sur les salaires versés aux apprentis.

Favorable au principe de cette réforme, la puissante assemblée permanente des chambres de mé-

tiers réclamait que l'Etat exonère, en outre, les maîtres d'apprentissage des cotisations d'accidents du travail, faisant observer, en particulier, que, si le système proposé allégeait les charges administratives des employeurs, il alourdissait, en revanche, leurs charges financières.

Soncieux, en cette période pré-électorale, de ne pas mécontenter les artisans, le conseil des ministres du 3 novembre avait hésité à trancher. C'est finalement le souci de ne pas accroître les charges de l'Etat qui l'a emporté le 24.

Le projet de loi prévoit que l'Etat prendra à sa charge les seules cotisations d'assurance sociale et de cotisations familiales. « Toutefois, ajoute le communiqué du conseil des ministres, les employeurs qui en feront la demande pourront opter pour le maintien du régime actuel, tout en conservant la faculté d'y renoncer à tout moment. » Reste qu'on peut se demander si cette décision incitera davantage qu'auparavant les artisans et commerçants à former des apprentis.

Le second volet du tryptique mis au point par le gouvernement permet « à titre exceptionnel » à certaines écoles d'entreprise, préparant au certificat d'aptitude professionnelle (C.A.P.) et n'ayant pas le statut officiel de centre de formation d'apprentis (C.F.A.), de continuer à être financées par la taxe d'apprentissage. Enfin, le projet de loi prévoit que certaines entreprises du secteur tertiaire — banques et assurances, en particulier — qui assurent à leurs jeunes salariés une formation en alternance proche de l'apprentissage pourront également continuer à percevoir cette taxe sous réserve d'appliquer la réglementation relative aux C.F.A.

B.-L. G.

Les retards de paiements des auxiliaires

UNE MISE AU POINT DU RECTEUR DE CRÉTEIL

Après la publication, dans le Monde du 21 novembre, d'un article consacré aux retards de paiement subis par une partie des personnels auxiliaires dépendant du ministère de l'éducation, dans les académies de Créteil et de Versailles, M. Jacques Dehaussy, recteur de l'académie de Créteil, nous a fait parvenir la mise au point suivante :

Il est inexact que « plusieurs centaines » de fonctionnaires ou d'agents de l'académie n'aient pas, à ce jour, reçu de traitement ni d'avance. Les retards constatés sont de l'ordre de quelques semaines. Il est plus inexact et encore d'affirmer, comme le font certains syndicats de personnels, que ces retards soient imputables aux services du rectorat.

Sans doute, la procédure dite de paiement sans ordonnancement préalable — destinée, dans son principe, à simplifier les procédures de paiement des traitements — peut-elle, en pratique, conduire à retarder d'environ un mois le

calcul et le versement du traitement définitif des personnels, titulaires ou auxiliaires, mutés ou nouvellement nommés.

Mais, d'une part, les procédures de prise en charge financière des intéressés ont été, grâce à la compréhension des services du Trésor public, réduites au minimum compatible avec les exigences de la comptabilité publique. Notamment le simple avis d'affectation d'un maître auxiliaire, envoyé à l'établissement le jour même où cette affectation est prononcée par le rectorat, est provisoirement tenu pour suffisant. Il lui est annexé un procès-verbal d'installation qu'il suffit de remplir, de détacher et d'envoyer aux services du Trésor.

D'autre part, les personnels nouvellement installés ont la possibilité de demander le versement d'une avance correspondant à 50 % du traitement brut. Les états recapitulatifs des avances à payer sont présentés tous les quinze jours au service du Trésor. La liquidation définitive du traitement intervient systématiquement le mois suivant, dès lors que tous les éléments de calcul en sont fournis par les intéressés.

Les retards qui ne peuvent relever dans le versement des traitements ou des avances trouvent leur cause au niveau des établissements et, le plus souvent, des intéressés eux-mêmes.

Les personnels qui ne seraient pas rémunérés à la fin de ce mois sont invités à écrire personnellement au rectorat de l'académie de Créteil : B.P. 44-94001 Créteil Cedex. Le service interviendra immédiatement auprès des établissements et, le cas échéant, des services du Trésor afin de régulariser la situation.

(Publicité)
THÉORIE ET PRATIQUE
DE L'ÉVALUATION
DANS LE DOMAINE DE LA
FORMATION DES ADULTES
Animateurs : Michel Desbœufs,
Guy Berger, René Berlier,
Enseignants à l'Université
de Paris VII
35 heures d'enseignement
Les 14, 21, 28 et 29 janvier
et le 25 février 1977.
Renseignements et inscriptions :
FORMATION PERMANENTE
Route de la Tourneille, 75771 PARIS
Cedex 12
Tél. : 374-92-26 ou 374-12-50, p. 338.

LES DATES DU BACCALAURÉAT DE 1977

- Second degré : les 14, 21 et 22 juin
- Techniciens : les 15, 16 et 17 juin

Un arrêté publié au Journal officiel du 25 novembre fixe les dates de la session d'examen du baccalauréat de l'enseignement du second degré et de baccalauréat de technicien pour 1977, et les dates de l'épreuve anticipée de français pour la session de 1978.

● BACCALAUREATS DU SECOND DEGRÉ. — Les épreuves écrites auront lieu dans l'ensemble des académies le mardi 14 juin (après-midi), les mardi 21 et mercredi 22 juin, le mardi 14, après-midi : philosophie (séries A, B, C, D) ; mardi 21, matin : sciences économiques et sociales (série B), sciences biologiques (série D), sciences économiques (série D), construction mécanique (série E) ; mercredi 22, après-midi : latin, grec, première langue vivante, mathématiques (option « arts ») (série A), mathématiques (série B), sciences physiques (séries C, D, E) ; mercredi 22, matin : travaux pratiques (série A7), mathématiques (séries C, D, E et E) ; mercredi 22, matin : travaux pratiques (série A7), mathématiques (séries C, D, E et E). Les épreuves de travaux pratiques de la série A6 (éducation musicale) et de technique pratique de la série E (mathématiques et technique) auront lieu à une date fixée par les recteurs. Les épreuves écrites de la

session de remplacement auront lieu dans toutes les académies les mercredi 7 et jeudi 8 septembre. Mercredi 7, matin : philosophie (séries A, C et D), sciences économiques et sociales (série B), sciences biologiques ou sciences économiques (série D), construction mécanique (série E) ; mercredi 7, après-midi : latin, grec, première langue vivante, mathématiques (option « arts ») (série A), mathématiques (série B), sciences physiques (séries C, D, E et E) ; jeudi 8, matin : travaux pratiques (option A7), philosophie (série B), mathématiques (séries C, D, E et E) ; jeudi 8, après-midi : sciences biologiques (série D), sciences naturelles (série D).

● BACCALAUREATS DE TECHNICIEN. — Les épreuves écrites auront lieu dans l'ensemble des académies les mercredi 15, jeudi 16 et vendredi 17 juin. Pour les épreuves de la session de remplacement, les dates retenues sont les mardi 6, mercredi 7 et jeudi 8 septembre 1977.

● EPREUVE DE FRANÇAIS. — Les candidats au baccalauréat de l'enseignement du second degré qui n'ont pu subir l'épreuve anticipée de français en 1976 et pouvant bénéficier d'une dérogation passeront cette épreuve le mercredi 22 juin 1977 (session normale) ou le vendredi 9 septembre (session de rattrapage). Pour les candidats aux baccalauréats de technicien qui sont dans la même situation, les dates sont respectivement le vendredi 17 juin et le jeudi 8 septembre.

Les dates de l'épreuve anticipée de français comptant pour la session de 1978 sont fixées au vendredi 24 juin 1977 (vendredi 9 septembre pour la session de rattrapage) pour le baccalauréat du second degré, et au jeudi 23 juin (jeudi 15 septembre pour la session de rattrapage) pour le baccalauréat de technicien. ● EPREUVES ORALES FACULTATIVES. — Pour tous les baccalauréats, les dates des épreuves orales sont fixées, par les recteurs dans chaque académie. Les épreuves facultatives devront se dérouler entre le 23 mai et le 10 juin inclus. Les épreuves du second groupe de la session de remplacement des baccalauréats de technicien auront lieu à partir du mardi 20 septembre.

Répondant à Mme Saunier-Selité

LA FERMETURE DE L'UNIVERSITÉ DE PROVENCE N'EST PAS UNE GRÈVE affirme le conseil

(De notre correspondant régional.)

Marseille. — Le bureau du conseil de l'université de Provence (Aix-Marseille-I), dans un communiqué, « conteste formellement l'assimilation de la fermeture de l'université du 29 novembre au 4 décembre à une grève, faite par le secrétaire d'Etat aux universités » (le Monde du 19 novembre). « Il est évident, ajoute-t-il, que le président est responsable de la continuité du service public, encore faut-il qu'il en ait les moyens financiers. » Toutefois, avant de répondre au secrétaire d'Etat, le bureau du conseil d'université a convoqué tous les personnels à des assemblées générales vendredi 26 novembre.

La venue d'un inspecteur général de l'administration, annoncée le 18 novembre, semble avoir été retardée. Cependant, Mme Saunier-Selité, qui s'est rendue à Aix le samedi 20 novembre à l'occasion d'une conférence des recteurs, a déclaré au président de l'université de Provence qu'elle allait « examiner le dossier et lui faire téléphoner par son conseiller financier ». — G. F.

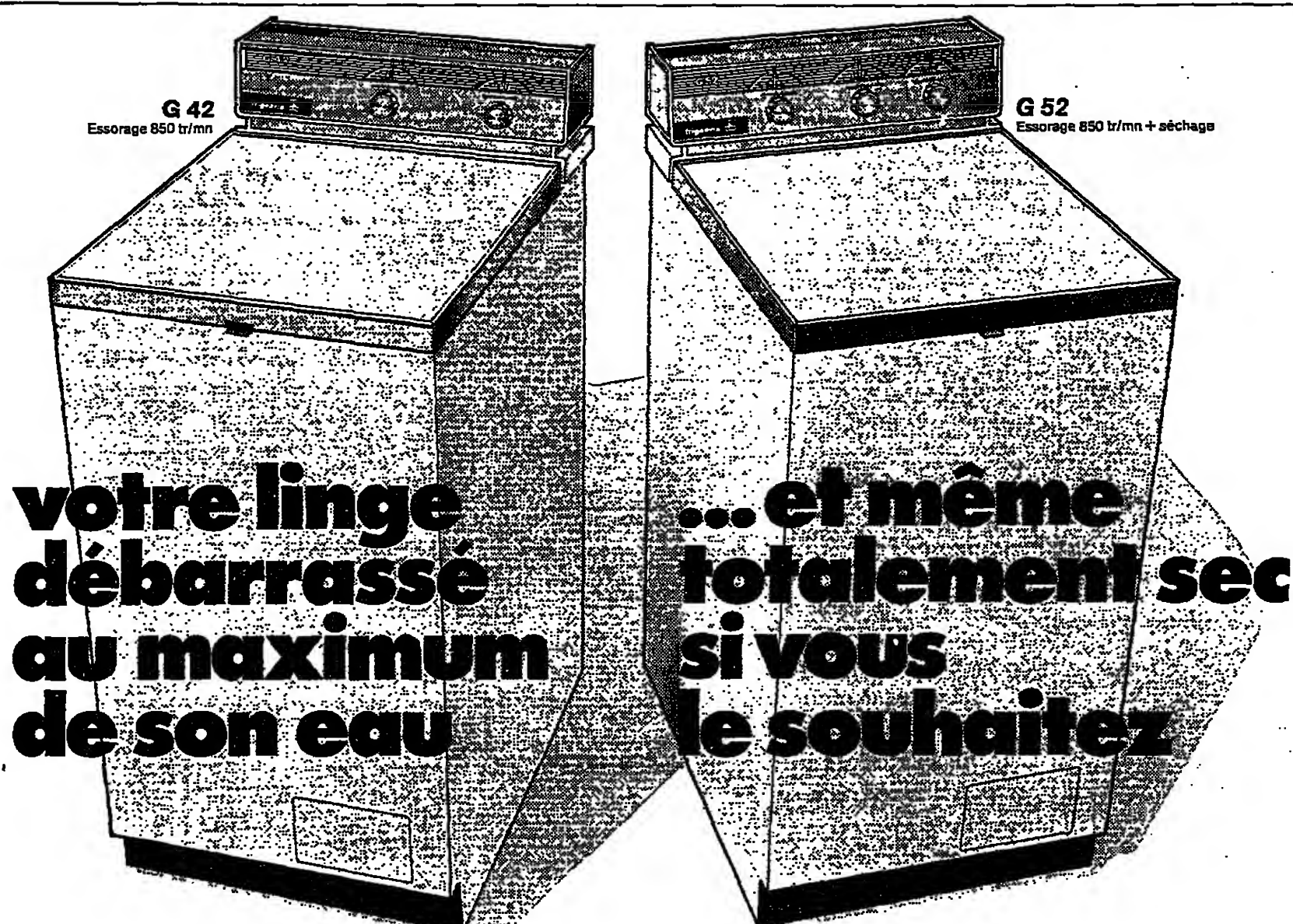
RELIGION

● A l'occasion du centenaire de Catherine Labouré (1806-1876), l'abbé René Laurentin donnera une conférence sur « Sainte Catherine et la médaille miraculeuse », sous la présidence du cardinal François Marty, archevêque de Paris, le 26 novembre, à 20 h, 30, 140, rue du Bac. Après cinq années de recherches et d'études, l'abbé Laurentin, vient de publier un livre qui raconte l'étonnante histoire de cette paysanne bourguignonne visionnaire.

★ Catherine Labouré et la médaille miraculeuse, 400 pages, en souscription, 36 F. Ed. Desclée et Tola.

H. DESVALS
Comment organiser sa documentation scientifique

gaulhervillars 39 F.



Jusqu'à présent la quasi totalité des machines à laver essorait tout au plus à 500 tr/mn. En portant l'essorage à 850 tr/mn, Frigéavia répond à l'attente de toutes celles qui souhaitent avoir, au sortir de la machine, un linge débarrassé au maximum de son eau. Un linge, donc, plus vite sec et qui encombre moins longtemps la salle de bains ou la cuisine. L'essorage à 850 tr/mn est précédé de 3 essorages "graduels" ce qui permet d'éliminer progressivement l'eau contenue dans le linge. Celui-ci est donc moins lourd lorsque l'essorage passe à 850 tr/mn. Il se répartit harmonieusement sur les parois du tambour.

Capacité : 1 à 5 kg de linge sec
22 programmes automatiques
essorage 850 tr/mn - 4 bacs à produits
Dimensions : L 450 - H 850 - P 600 mm

Pour celles qui veulent disposer d'un linge immédiatement prêt à ranger ou à repasser, la nouvelle machine à laver Frigéavia G 52 comporte une innovation spectaculaire : elle sèche à l'air chaud jusqu'à 2,5 kg de linge. Brassé en douceur pendant le séchage, le linge est nullement froissé et, dans bien des cas, il ne nécessite pas de repassage : sorti de la machine, il est prêt à être porté. Le séchage ne dégage aucune buée, la vapeur étant condensée à l'intérieur de la machine par un système de circulation d'eau froide.

frigéavia

pour ceux qui ont choisi de vivre avec leur temps.

صكرا من الامل

Le Monde DES LIVRES

APRÈS PIERRE DAIX, PAUL NOIROT

Le vent de l'histoire et sa mémoire

★ « La Mémoire ouverte », de Paul Noirot. Stock, « Les grands sujets », 370 p., 38 F.

VENANT tout de suite après le livre de Pierre Daix, « J'ai cru ou j'ai vu » (1), celui de Paul Noirot, « La Mémoire ouverte », sur le même thème : adhésion, puis rupture avec le parti communiste, frappe par ses similitudes et par ses différences.

Les similitudes sont d'ordre chronologique et circonstanciel. L'un a adhéré au parti en 1939, l'autre en 1943. Tous deux ont fait de la résistance et ont été déportés, l'un à Mauthausen, l'autre à Buchenwald. Tous deux ont participé à l'organisation communiste interne aux camps et, dans une certaine mesure, en ont bénéficié.

Ils sont l'un et l'autre d'origine bourgeoise (Noirot est un peu russe par sa mère) ; l'un et l'autre, des intellectuels, et ils deviendront, l'un comme l'autre, des permanents du parti, évoluant tous deux dans l'ombre des leaders : Pierre Daix avec Aragon, et Paul Noirot avec Duclos. Enfin, tous deux, après divers aléas historiques et personnels, liés à une évolution politique que l'on connaît (libération, guerre froide, coexistence pacifique, déstalinisation), ont quitté — volontairement ou par exclusion — le parti, le premier en 1974, dans le sillage de l'affaire Soljenitsyne, le second en 1969, dans la foulée de mai 68 et après l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie.

Donc, deux destins comparables. Deux trajectoires apparemment parallèles.

Les différences tiennent au comportement, au caractère, à la psychologie. Et ce sont elles qui rendent passionnante la lecture comparée des deux livres (plus que la relation ou l'interprétation de faits et d'événements que l'on connaît ou subodorait), comme révélatrice de deux tempéraments de militants, alors plus loin, de deux types d'hommes, par quoi finalement les révolutions se font, se défont ou ne se font pas.

Où Pierre Daix donne l'impression d'un tourneau dans l'arène qui fonce sur les chiffres rouges que l'on agit — et une fois libéré continue à fonder en donnant de grands coups de tête, — la démarche de Paul Noirot apparaît plus réfléchie, plus discrète, plus concertée. Elle fait penser à celle d'une toupe. — La comparaison n'a rien de péjoratif : la toupe n'est pas

(1) Le Monde daté 10-11 octobre 1976.

seulement précieuse par sa peau, mais parce qu'elle détruit insectes et rongeurs, et contrairement à l'opinion répandue elle n'est pas aveugle — qui creuse inlassablement des galeries et romène la terre derrière elle, en légers monticules qui révèlent sa présence.

Ces monticules, dans l'œuvre de Noirot, ce sont ses travaux dans les sections idéologique et économique du parti, ses numéros de la revue « Démocratie nouvelle », où pendant quinze ans, il va tenter d'analyser et de définir les changements intervenus dans le monde, et dans le monde socialiste en particulier, puis, une fois qu'il aura quitté la forteresse, ces publications dont il est le directeur : « Politique aujourd'hui » et « Politique hebdo », où il s'essaye à la synthèse

difficile de l'opposition communiste d'hier et du gauchisme actuel.

Alors que, placé devant les mêmes options, aux mêmes époques, Pierre Daix commence par renâcler, puis s'incline par discipline de parti et parce qu'il pense que le parti va dans le sens de l'histoire, Paul Noirot s'emploie à replacer le fait nouveau dans la continuité de cette histoire, à l'éclairer de la lumière des sources, et tente, à partir de ce fait, une analyse du tout, une remise en question de l'ensemble.

Cette attitude, éminemment louable et efficace du point de vue intellectuel, l'est peut-être moins du point de vue de l'action.

PAUL MORELLE.

(Lire la suite page 20.)

UNE FLANERIE DE JULIEN GRACQ

★ LES EAUX STROTTES, de Julien Gracq. Ed. José Corti. 75 p., 15 F.

IL y a des textes qui signent, à travers chacun de leurs mots, une sorte d'armistice. Ils marquent une trêve dans la guerre du temps. Ils desserrent, un moment, l'étreinte des angosesses quotidiennes, et rendent moins pesant le souci de vivre. Le dernier récit de Julien Gracq est de ces textes apaisants. On s'y reconforte avec soi-même, loin des tumultes.

Ce livre court — mais la précision de ses images demande une lecture lente et des plus attentives — nous emmène sur une rivière, l'Evre, affluent de la Loire, qui fut, pour l'auteur, durant ses « années lointaines », un chemin de prédilection : lorsqu'il remontait autrefois, dans une « barque solitaire », le cours de l'Evre, il accomplissait une sorte de « voyage initiatique », où se trouvaient préfigurés « obscurément » les traits de sa vie. Quel plaisir de suivre Julien Gracq dans cette flânerie de la mémoire, où les paysages de l'eau évoquent des images venues d'Edgar Poe, de Nerval, des Chouans de Balzac ! Un cortège de fantômes accompagne cette barque de l'enfance. La nature, les prairies sont surréalistes. Nos rêves logent dans les arbres.

Julien Gracq est un écrivain discret, mais, soudain, quand le lecteur ne s'y attend guère, il met le feu aux buissons : « Les images chères et longtemps obscurcies — toutes les images — s'enflamment et vont, se rallumant l'une à l'autre... » C'est alors que la révélation n'est plus liée à une matière particulière, mais s'affranchit de sa « pesanteur », se libère de son lieu d'origine : issue de l'eau, elle vient à flamber.

La promenade de Julien Gracq l'amène à esquisser une réflexion sur la poésie, sur le sort qui lui est fait de nos jours. Il avoue son inquiétude, ses réticences devant l'activité de ces dévotives qui tentent d'expliquer la poésie par la linguistique, oubliant qu'elle ne saurait se réduire au seul langage et qu'elle procède du « litige de l'homme avec le monde ».

Un autre texte de l'auteur paraît en même temps, dans le Nouveau Commerce (1). C'est encore une flânerie, mais, cette fois, dans Londres. Julien Gracq s'y passionne, durant ses vacances de l'été 1929, pour le cricket, et pour quelques « anges féminins » : « Bizarres apparitions à peine terrestres, qui saisissaient le cœur et semblaient brûler innocemment au milieu de la foule noire comme des veilles allumées. »

FRANÇOIS BOTT.

(1) Cahier 33. Automne 1976.

Miller and company

L'ADMIRATION de Miller pour des auteurs français tels que Rimbaud, Sade, Rabelais, Céline, Glorieux, Nerval, etc., n'a rien d'étonnant. Le « bonze » de Californie, tout imprégné qu'il soit de philosophie asiatique, si profondément Américain à la fois, est né à Paris en tant qu'artiste avec la publication de son premier Tropique.

Ecrire un livre directement en français était une tentation à laquelle un spécialiste américain de Rimbaud aurait dû résister. Même si, comme l'affirme Joseph Delteil dans la préface, il peut en surgir « un pas de danse qui montre poliment le cul » et où « le moindre qui-proquo ouvre des perspectives inouïes ». Mais le livre de quatre-vingt pages, bien court pour une performance et trop mince pour une innovation, nous vaut un certain dépit : où sont passées la truculence et le bonheur d'écrire ? Application et texte insignifiant ne nous apportent rien que nous n'ayons déjà lu dans de précédents ouvrages. On ne relève même pas la joyeuseté d'un coq-à-l'âne. Pourtant, la provocation gamine du titre — Je ne suis pas plus con qu'un autre — (1) était séduisante. Lecture faite, on ne peut que se demander si un néophyte ne relèverait pas quelques ténérités dans cette péremptoire affirmation. Un mauvais tour.

Un « maître » comme les autres ?

Désormais sorti du ghetto que lui avaient valu ses démentis avec la justice, prompt à déchanter sur son temps des relents de pornographie, notre cher Miller serait-il devenu un « maître » comme les autres ? Tous ses écrits, des plus humbles aux plus léchés, ont-ils pris valeur égale, celle de textes sacrés, bons pour l'édition et les royalties ?

C'est ainsi que dans les entretiens que Christian de Barillat a eus avec Henry Miller (2), le mot « œuvre » revient régulièrement. Miller se plaignait lui aussi au rayon du dessus ! Serait-il devenu « sérieux » ? Il est vrai qu'il avait affaire à forte partie : la personnalité de Christian de Barillat l'obligeait à se situer dans les sommets, ceux où l'on se doit d'avoir de la tenue. Les exégètes de Miller se réjouissent, cependant, que ces entretiens apportent d'utiles précisions sur un homme qui a consacré sa vie à se raconter sans pour autant tout dire et dont la magie du style colorait trop certains épisodes. Mais quand Miller dit comment il guérissait

(1) Je ne suis pas plus con qu'un autre, de H. Miller, Ed. Buchet-Chastel, 80 p., 15,90 F.

(2) Flash - Back, entretiens de H. Miller avec Christian de Barillat, Ed. Grasset, 128 p., 35 F.

(3) Henry Miller - Wallace Fowlie, Correspondance 1912-1960, Ed. Buchet-Chastel, 192 p., 33,80 F.

sait des « clients » en les invitant à faire la fête en même temps que lui parce qu'il voulait dormir, on retrouve en un instant le truculent personnage, l'être de santé, celui qui, encore, à quatre-vingt-cinq ans, préfère le masque du clown au tragique d'Hamlet.

Le clown revient constamment dans la correspondance que Miller a échangée entre 1943 et 1950 avec le critique Wallace Fowlie (3), sous la forme d'aquarelles que l'auteur d'Insomnia offre à ses amis. De cette correspondance partie d'une admiration réciproque naît, au fil des pages, une chaleureuse amitié. L'amitié n'est-ce pas, en effet, l'un des ressorts millériens, celle « aura » qui lui vaut tant de détracteurs fidèles de par le monde ? Là, on reconnaît bien l'homme, dénué et généreux, sincère et spontané. Cet échange de lettres rappelle les incroyables difficultés parmi lesquelles Miller a écrit ses livres et que révélait déjà sa correspondance avec Lawrence Durrell. Alors qu'il est déjà célèbre, il affronte le manque d'argent, la courtoisie de certains éditeurs, le parti pris de nombreux critiques (le tout trame de péripéties sentimentales échevelées). Ce qui étonne aussi est la connaissance singulière des auteurs français contemporains que possède le solitaire de Big-Sur.



★ Dessin de David LEVINE. (Copyright Opera Mundi.)

BERNARD ALLIOT.

(Lire la suite page 25.)

Confirmation éclatante. Cholodenko Prix Médicis.

Les états du désert de Marc Cholodenko 376 pages 43 F. FLAMMARION



SÉRÉNITÉ

« Au-delà de l'absence », de Marc Bernard « Le Sacré Corps », de Joseph Delteil

Il est mystique prenait le relais de l'amour charnel, avec l'espoir indistinct de retrouvailles.

EST-CE à dire que l'auteur croit en Dieu et en l'Au-delà chrétien ? Pas exactement. Et tout l'intérêt du livre est dans l'entre-deux où il se tient à cet égard.

Croyant, il ne l'est pas au sens courant. Il n'a pas dressé de croix sur la dalle où dort la disparue. Il ne « peut » pas prier un Dieu qui n'a jamais été ni ne sera jamais. Il ne sait parler, dans l'absence, qu'à sa femme.

Si pourtant il s'adresse au Créateur, c'est qu'elle et Lui semblent faits de la même substance, qu'ils ont la même manière de se manifester et de se dérober, d'être à la fois ailleurs et omniprésents, nulle part et partout. Puisque la survie mystique de l'être aimé s'appuie sur un vécu réel, il serait « étrange » que le « désespoir de ne pas atteindre Dieu » n'eût pas sa « matrice » en dehors de nous.

PARALLÈLEMENT aux souvenirs d'amour auxquels elle se trouve liée, l'existence de ce Dieu se cherche des preuves. Mots du côté des théologiens que des croyants d'occasion : Gide, qui refuse d'exclure, sur son lit de mort, « ce qui n'est pas raisonnable » ; Paulhan, à qui Dieu paraît « l'hypothèse la plus vraisemblable » ; Einstein, pour qui la plus belle émotion que nous puissions éprouver est « mystique ».

A l'occasion, la démonstration emprunte aux sciences, ou du moins à

leurs limites. Pourquoi la connaissance rationnelle refuserait-elle d'admettre comme possible ce qu'elle ignore encore ? Quand on parle de matière, sait-on seulement de quoi l'on parle ? L'homme serait donc de raison uniquement pour découvrir que l'univers n'est pas ? L'absurdité que nous lui trouvons, n'est-ce pas plutôt l'ombre projetée de notre ignorance ?

Par
Bertrand
Poirot-Delpech

Marc Bernard ne juge pas plus déraisonnable de croire au surnaturel que de le nier d'emblée. Ce monde-ci est-il si naturel ? Il admet qu'on a allumé beaucoup de bûchers au nom de l'autre monde, mais pas autant qu'au nom de celui-ci. Il se demande même si le mal de ce siècle n'est pas « d'avoir incliné vers la terre seule ce qu'il y a dans l'homme de plus profond, de plus puissant ».

Non seulement le rêve d'une divinité est de ceux auxquels l'humanité ne saura jamais renoncer, mais la métaphysique, purgée des superstitions et des fables, dominera, selon lui, ses réflexions à venir !

INDIVIDUALISTE de l'espoir et « anarchiste de la foi », comme il se qualifie lui-même, l'auteur se rattache en fait à une longue tradition panthéiste, dont Giono a été l'un des derniers représentants. C'est la diversité et la splendeur de l'univers, auquel il se sent intégré par toutes ses cellules, qui l'incitent à y pressentir une logique transcendant la nôtre, un point d'où le temps se réduirait à une illusion, d'où la beauté prendrait un caractère universel, d'essence divine.

Mais ce panthéisme classique, outre qu'il est associé à la perpétuation d'une parfaite union amoureuse, tire sa singularité, et la qualité de son expression littéraire, de la manière dont il s'enracine et se ressource dans la nature.

A l'exclusion de toute autre circonstance, le contact avec la disparue et le Grand-Tout s'opère dans la solitude, loin des villes, des hommes gazouilleurs et criards, au-dessus de la crigue de Majorque, où il a connu ses instants de plus haut bonheur.

Plus précisément, c'est au couchant que l'accord avec le cosmos abolit la solitude et le comble jusqu'à l'exaltation. A défaut d'éternité, le paysage donne alors l'illusion de temps suspendu de beauté concertée. Il suffit d'un nuage soudain embrasé de la mer, d'un rôle par la fin du jour, d'un grésillement d'étoiles, d'un cis-cis de chauve-souris, pour que le monde lui paraisse chargé, inondé de sens.

JOSEPH DELTEIL connaît et fait partager les mêmes états de grâce de veilleur tellurique. Quelques comètes de Noël, une poignée de poèmes,

de préfaces et de portraits, bref, ce qui, chez d'autres, ressemblerait à des fonds de tiroir, et nous voilà, au cœur de ce Sacré Corps, comme au centre de l'univers.

On retrouve un peu le Dieu intuitif de Marc Bernard, écho de l'homme sur la terre, évidence naturelle saisie à travers sa création. « Tes œuvres sont merveilleuses ! » s'exclame Delteil, à la suite des Fausses. Mais il mêle à sa foi plus d'amour et de sensualité. L'un guette les horizons marins et les astres, l'autre se contente de humer le sol. « Qui voit le chêne dans le gland voit Dieu dans le chêne. » Tel est son credo.

Terrien, Delteil l'est au-delà du temps. C'est mal dire qu'il se souvient de la croisée des Albigeois : il y était. Sa mémoire enjambe les millénaires. Un morceau de paléolithique se promène avec lui entre ses ceps de Langue-doc, gonfle la sève de son patois. S'il voit l'existence dans sa « nudité », comme Huxley dit que le peyotl permet de le faire, c'est que la durée s'organise autour de lui à la façon d'un paysage, et le paysage à la façon d'un livre.

« E me suis conlé dans la littérature comme le porc dans les tréfiles... »

Tel est le secret, enfin, de son style. Si la prose de Delteil côtoie à la fois le surréalisme de Miller, Céline et Péguy, c'est qu'elle se croque d'ajouter des phrases aux phrases. Il s'agit pour lui de chanter, de danser, de blaguer, non d'endimancher les mots, coils marins et soulèvements vernal.

Ce qui signifie et nous fait signe, sous sa plume, c'est le rythme, le corps même du langage, l'odeur et la couleur de la parole, le cliquetis, le friselis, coupe de pous et cils d'œil.

Le sens se retrouve aux inflexions de l'oiseleur. Le voit qui peut, l'entend qui vent. Il court entre les lignes, comme une mésange dans les oliviers.

★ Au-delà de l'absence, de Marc Bernard, Gallimard, 316 pages, 29 F. Le Sacré Corps, de Joseph Delteil, Grasset, 220 p., 26 F.

LITTÉRATURE ET CRITIQUE

Libres opinions

Jean Raspail, la droite et le racisme

par JACQUES PERRET

ANTOINE DE TOUNENS, avoué à Périgueux, né à Chourgnac en 1880, mort à Tourlourau en 1970 : à première vue, ce n'est pas mal, on rêve déjà. La tonalité, l'harmonie du curriculum, nous laissent entrevoir une existence qui toucherait à la perfection dans la modestie. On aurait même un peu scrupule à y mettre le nez et la question ne se poserait de savoir pour quelle raison un tel homme est allé mourir à Tourlourau et non à Chourgnac, son pays natal. L'incident qui lui a refusé l'humble satisfaction de boucler son destin nous taquine l'imagination. Celle de Jean Raspail est partie plein vent, plein tube. Il n'arrêtera pas de nous balader dans l'extravagance délibérée d'une rêverie pieusement recueillie, merveilleusement enrichie par quatre générations de rêveurs engendrés dans la rêverie.

La personne physique de l'avoué de Périgueux n'est pas seulement avoué en Dordogne par documents administratifs de Charles X à la 1^{re} République, mais encore épicalement confirmée au Chili par les autorités militaires, juridiques et pénitentiaires, en 1861 et 1863. Une inspiration bizarre encouragée par de rares circonstances, en effet, poussé notre Antoine jusqu'aux rivages de la Terre de Feu pour y gagner la confiance des Patagons et Araucans, peuplades incontrôlées, livrées à elles-mêmes dans les espaces pittoresques avoisinant le cap Horn. Il se dévoua jusqu'à les persuader de se constituer en royaume et de le prendre pour roi sous le nom d'Orléans Antoine I^{er}. Il mit sur pied une sorte d'armée dont les autorités de Lima prirent ombrage. Il y eut une espèce de bataille, et le roi fut jeté en prison. Parle s'en émut, la Dordogne récupéra son enfant et dédaigna son royaume. Bientôt le monarque, impatient de retrouver ses sujets, va regagner son royaume. La conjoncture locale n'étant plus ce qu'elle était, Orléans Antoine I^{er} se réplie sur Tourlourau, misérable et isolé, se couronne sur la tête et son royaume dans le cœur. Ayant pris soin de se choisir un héritier adoptif, il transmet les pouvoirs et s'en remet à Dieu dans la sérénité relative d'un fondateur de dynastie.

C'est dire que le *Jeu du roi* n'est pas rien qu'une fable, tant mieux. La fable, obstinément gratuite et prolongée, annule le lecteur. Tout impatient qu'il soit de nous transporter, sautant, volant, voguant, de drames en parades, pour la bonne hygiène et l'embellissement de ce grand rêve de famille, exactement vécu en tant que rêve incarné, Jean Raspail a toujours soin de prendre et reprendre élan sur les trépassés de la réalité. C'est un besoin autant qu'une royauté, accessoirement une tactique. Son héros, Antoine IV, ajoutant son rêve à tous les rêves hérités, renchérit avec bonheur et lucidité sur la comédie qu'il se donne d'une Patagonie dépositaire ultime et tenace des vertus et vérités éternellement nécessaires au gouvernement des peuples.

Je crois deviner que Jean Raspail serait en voie de recueillir l'héritage patagon. Il n'est encore que petit jeune homme, et déjà les formalités de chancellerie sont réglées en vue de la succession. Il est instruit de tous les secrets du royaume dans un vieux château de la lande bretonne où Antoine IV a jugé le climat plus favorable à la prospérité, plus convenable au génie d'un royaume drapé de brume, salé d'embruns et légèrement humecté d'eau bénite. Il semblerait que le futur Antoine V ait pu envisager d'un oeil impavide, ce qui ne manquerait pas d'arriver dans le cas où le programme patagon serait imposé au peuple français : il serait lapidé par nos élites — ecclésiastiques moniales, réformateurs libéraux, ecologistes, électeurs U.D.R., etc.

Le compte rendu de ce roman n'ira pas plus loin. La description abrégée d'un rêve sans fin est au-dessus de mes moyens. Au lecteur de s'y plonger. Il y trouvera d'innombrables occasions de se réjouir ou de s'effrayer.

Raspail est un homme de droite, d'extrême droite si vous voulez, aucune importance ; la droite est un mélange expressément conçu pour l'amalgame des énarques, choux, P.-D.G., nazis, banquiers, gendarmes, C.A.S., giscardiens, Forces nouvelles, intégristes, artisans, pêcheurs à la ligne et, disons-le hardiment, gaullistes. La réaction est peut-être un milieu plus cohérent. On n'y mettrait tout de même pas des nazis, par exemple, ni des giscardiens, ni des racistes. De toute manière, il conviendrait que chacun fit savoir la portée de sa réaction, qu'il peut s'arrêter à Félix Faure ou à Cléopâtre, voire au seuil de Cro-Magnon.

Toujours est-il que Raspail est réputé raciste : à première vue, mauvaise réputation. Mais raciste est un mot trébuché, ambigu, inventé à la hâte pour flétrir ceux qui proclament la supériorité de la race blanche, au point de préconiser l'extermination de toute autre, au moins sa réduction en esclavage. Or, en bonne sémantique, ce mot-là réclame une acception beaucoup plus étendue. Si le fumiste est celui qui s'intéresse aux fumées comme l'artiste aux arts, nous devons dire, à juste raison, que Raspail, grand amateur de races et de résidus ethniques, est réputé raciste. Il a maintes fois prouvé dans ses voyages et ses ouvrages que nul plus que lui n'avait le respect des races fourbes et le chagrin de les voir tomber en cloche, opprimées qu'elles sont par le matérialisme industriel et le fanatisme libérateur des nations démocratiques et anti-racistes. On ne peut que lui reprocher un attachement coupable à sa propre race, il est vrai, menacée de mortelle veulerie.

Au demeurant, pas trace de racisme, au vilain sens du mot, dans le *Jeu du roi*. Rien que de l'esprit de famille et de filiation. Mythes et allégories de nécessité vitale. Rappelons que le peuple français, deux siècles durant, a peu près été élevé dans la méfiance et la dévotion de ses aïeux et de leur histoire, au mieux dans le décor ecclésiastique des institutions classiques. Entreprise de renouveau unique au monde. Je n'ai jamais eu la chance de rencontrer un professeur de Patagonie. Ils en ont chez les Anglais, les Turcs, les Russes, pas chez nous. Il est d'ailleurs question de nous laisser carrément dans l'ignorance de notre histoire, les jeunes écoliers en sont déjà dégoûtés. J'ose dire que s'élèvent des générations d'orphelins élevés par des renégats. La libération s'achève. Tous les espoirs sont permis.

J'ose alors imaginer les Français par milliers qui rêveront de leur Patagonie et les gentils baladins qui nous chanteront la complainte du royaume perdu.

* « Le Jeu du roi », de Jean Raspail. Laffont, 356 pages, 89 F.

SALON DE L'OURS

Organisé par un groupe d'écrivains dont les manuscrits ont connu des débuts auprès des éditeurs, on qui ont choisi librement de refuser le système, le Salon de l'Ours se tiendra du 27 novembre au 3 décembre dans les salles de la Librairie Pensée, 12, rue des Fossés-Saint-Jacques. Au programme, une exposition de manuscrits, « tapuscrites » (sic), poèmes, journaux et publications diverses ayant pour point commun d'avoir été refusés (des « ours » en jargon professionnel), des débats, notamment sur le livre-marchandise, une soirée professionnelle sur le thème « comment se choisir les livres ».

Seule condition d'admission : avoir acquis une cotisation de 30 F destinée à couvrir les frais. Objectif de la manifestation : une contestation générale de la politique actuelle du livre et la recherche d'une nouvelle formule pour imprimer les livres et les distribuer.

Prix

— LE PRIX LITTÉRAIRE DE LA « FAULX » a été attribué, dans le cadre du salon Saint-Vincent, à Renaudot (Cité d'Or) à Christine Arnothy, pour son livre : « J'aime la vie » (Grasset).

— LE PRIX JEAN FOLLAIN a été attribué à Raymond Dathell pour son livre « Poétique » (éd. Nizet) (voir « Le Monde des livres » du 24 septembre 1976).

Poésie

— Un colloque international de poésie — « Les Poètes Interpellent » — organisé par la section française du Pen-Club, se tiendra le vendredi 3 et le samedi 4 décembre à l'hôtel de Massa, 33, rue du Faubourg-Saint-Jacques, Paris (14^e), avec la participation de N. Valoditis (Grèce), Tahar Ben Jelloun (Maroc), Mohammed Dib (Algérie), Edouard J. Mannick (de Maurice), Salah Stétié (Liban), etc.

Le vent de l'histoire et sa mémoire

(Suite de la page 19.)

Car, à l'image de Sisyphe roulant vainement sa pierre vers le sommet de la montagne, un événement nouveau intervient toujours : la Tchecoslovaquie, après la Hongrie, après la Pologne, etc., avant qu'il soit parvenu à achever la synthèse du précédent. Paul Noirot paraît poursuivre ici ce rêve insensé de l'« homo sapiens » qui voudrait contenir dans le creux de son poing toute l'explication et toute la vérité du monde.

C'est, en tout cas, la poursuite de ce mythe et la préservation de ses possibilités d'étude qui vont l'émener, pour des raisons différentes de celles de Daix, à adopter la même conduite, c'est-à-dire à taire ses inquiétudes, ses désaccords et ses divergences jusqu'à un nouvel accident, un nouvel accroc.

De même que, pour Pierre Daix, l'affaire Soljenitsyne va être le détecteur de la rupture, moi 68 sera pour Paul Noirot sa « nuit de Notre-Dame ». Elle lui apporte la révélation de ce qui lui manquait pour mettre au point sa propre « pierre philosophale » : la réconciliation du militant déçu et de l'homme insatisfait, la réaffirmation qu'aucune révolution ne peut être dite réussie si elle ne satisfait pas aux besoins des hommes en désirs et en plaisirs ; ce qu'il a cru trouver un moment dans la révolution culturelle chinoise et davantage encore dans le printemps de Prague.

Ce que dit alors Paul Noirot de lui-même, de sa double angoisse devant la difficulté à communiquer réellement avec un autre, et devant le refus désespéré du temps, du vieillissement et de la mort, auxquels il a essayé d'échapper par l'action, figure parmi les plus belles pages de son livre, les plus utiles. Car elles touchent à un domaine rarement abordé : celui d'une explication psychanalytique des motivations et du comportement du militant, de son fanatisme parfois, de son intolérance souvent, de son insatisfaction presque toujours.

Le livre de Paul Noirot, d'une

lecture moins aisée que celui de Pierre Daix (il est un peu trop entrelardé d'annexes et de reproductions d'articles), va cependant plus loin en ce sens qu'il n'est pas seulement une évocation historique doublée d'une autocritique politique, de soi... et des autres (comme il le dit drôlement), mais qu'il plonge, à différentes reprises, aux racines mêmes des problèmes posés à nos générations par le communisme et ses applications. Il en fait apparaître le nerf sensible.

Le péché d'orgueil

Sur les sources du stalinisme, il se demande, par exemple, à propos des camps, « dans quelle mesure lui et ses congénères n'ont pas été contaminés par le nazisme, l'affirmation nitschénienne du surhomme » et si le péché capital de la communauté communiste, société élitiste trempée aux plus rudes épreuves, n'est pas finalement le péché d'orgueil.

Sur les rapports des intellectuels et du parti communiste à l'intérieur du parti lui-même, il note fort justement qu'il s'agit des ouvriers des principaux leaders sont souvent fort lointains, le langage et la méfiance n'en restent pas moins persistants entre eux, devenus à leur tour par leur formation militante des intellectuels,

et les militants ou les cadres d'origine bourgeoise.

Sur les aspects culturels réactionnaires de la société soviétique, il reprend la thèse d'Ehrlich selon laquelle cette déviance serait due au choc entre une révolution liée à l'ensemble des acquis du mouvement intellectuel et révolutionnaire européen et le soulèvement paysan russe qui a secoué et brisé des masses de moujiks non préparés à la recevoir.

A propos de la difficulté, pour ses opposants, à faire accepter par le parti une révision déclinante et globale de ses erreurs, il rappelle que le renouvellement des adhérents est tel (quatre-vingt-dix mille nouveaux en 1975 pour cinquante mille départs) que ce parti, qui a contribué à faire l'histoire, se révèle être un parti sans mémoire, où la moindre allusion historique fait figure de référence antédiluvienne, où les vagues successives de militants recouvrent les épreuves des vagues précédentes.

Paul Noirot n'évite pourtant pas totalement l'ombrage commun à beaucoup de ces transuges : de ne voir, « a posteriori », dans le parti que ses erreurs, ses manquements, ses fautes, et dans ses dirigeants que des fonctionnaires sans envergure. C'est l'objet d'une postface,

d'ailleurs curieuse, de Philippe Dominique (on voudrait savoir qui est Philippe Dominique), où « celui-ci » constate que si le parti a été long à s'émouvoir, à prendre ses distances notamment avec l'Union soviétique et avec le dogme, il paraît néanmoins s'engager aujourd'hui dans la bonne voie, « chacun marchant à son pas ». Une controverse sépare encore les deux hommes : sur le centralisme démocratique, l'un, Paul Noirot, le condamnant ; l'autre, Philippe Dominique, le défendant à la condition que la démocratie alimentaire et corrige le centralisme, ce qui lui paraît également en marche.

Le livre de Paul Noirot (riche encore de descriptions lyriques : visite d'un kolkhoze, voyage en Mongolie) ne s'achève pas, comme on le voit, sur une conclusion fermée, mais sur une interrogation qui ouvre les voies à l'avenir, entre un gauchisme qui a réussi à réinsérer la vie dans la revendication politique, mais est encore incapable d'assurer ses bases structurelles, et un communisme toujours porteur des aspirations ouvrières, mais qui ne réagit que trop lentement, toujours en retard d'une évolution, réduit à n'être plus qu'un « parti du vent ».

PAUL MIRELLE.

VIENT DE PARAÎTRE

Romans

ANDRÉ HALIMI : *Une nouvelle embarrasée* suivi de *Un dérangé* suivi de *Un dérangé*. — Deux nouvelles romanesques drôles du producteur de radio et de télévision, auteur du film *Cherchez l'occase*. (La Table ronde, 256 p., 40 F.)

Poésie

ANDRÉ LAUDE : *Vers la maison des cerises*. — Le lyrisme d'André Laude, sa sympathie pour les déshérités, une poésie concise où s'éprouve sans cesse le plaisir des mots. (Éd. Saint-Germain-des-Près, 62 p., 20 F.)

Récits

MICHEL JOBERT : *Les deux ouvertures* suivi de *Les deux ouvertures*. — L'ancien maître des affaires étrangères de Georges Pompidou s'adresse à Jeanne d'Arc comme à Brigitte Bardot, à Golda Meïr comme à Margaret Thatcher, mais ignore ou oublie François Giroud. (Albin Michel, coll. « Lettres ouvertes », 178 p., 25 F.)

Souvenirs

ANDRÉ BERGERON : *Ma route et mes combats*. — L'historien et la profession de foi syndicale du général de Gaulle. (J.-P. Ramsay, 229 p., 36 F.)

Littérature étrangère

ROALD DAHL : *A tiro-dalle*. — Des nouvelles très anglaises, très humoristiques par l'auteur de *Bizarre*.

Bizarre, Kitz Kitz et de la Grande Estompe sont récemment publiés en français chez Gallimard, et dont Pierre Kitz a rendu compte dans ces pages le 1^{er} octobre. Né au pays de Galle, Roald Dahl vient d'obtenir le prestigieux Grand Prix de l'Humour noir Xavier-Fournier. Traduit de l'anglais par Jean Malgouyres. (Julliard, 224 p., 32 F.)

ANNAÏS NIN : *Un biter d'écriture*. — Après *Le Maître de Fiancée* et *La Cloche de verre*, les Éditions des Femmes continuent, avec ces trois courtes nouvelles, la publication de l'œuvre romanesque de l'écrivain. Traduit de l'américain par Elizabeth Janvier. (Éditions des Femmes, 233 p., 35 F.)

Histoire

PIERRE MONATTE : *La Lettre syndicale*. — Recueil d'articles d'une des figures les plus incontestées du mouvement syndical français, dans

les années de l'entre-deux-guerres, fondateur en 1909, de *la Vie ouvrière* et en 1925 de *la République prolétarienne*. Préface de Collette Chamblaud. (Maspero, coll. « Bibliothèque socialiste », 320 p., 45 F.)

Documentaire

MOHAMMED REZA PAHLAVI : *Shah d'Iran. Le Lion et le Soleil*. — Rencontre avec Olivier Walle. — Tronçonnage des siècles dans un pays passant presque sans transition du Moyen Âge à l'ère moderne. Les Mille et une Nuits racontées par le Shah et un poète. (Stock, 260 p., 38 F.)

Critique littéraire

PIERRE BARBERIS : *A la recherche d'une écriture*. — Pierre Barberis compile son essai *Chateaubriand, une réaction au monde moderne* publié dans la collection « Thèmes et Textes » de Larousse par une volumineuse étude où, mêlant la vie, l'analyse des œuvres et l'histoire, il propose une nouvelle lecture de Chateaubriand où il croque les truquages. (Jean-Pierre Delagrave, 750 p., 195 F.)

Publié

UN TRÈS-BEAU LIVRE REMISE EST UN CADEAU qui honore à la fois celui qui le reçoit et celui qui l'offre. Michel de l'Ormerie. Catalogue LMI sur demande - 4, rue Labrousse, 75015 Paris - Téléphone 842.51.95

PARU

cette semaine

Mise en forme des
METALLURGIQUES
textes rassemblés par
Bernard Baudouin

Transfert des connaissances fondamentales en métallurgie physique et en mécanique à la pratique industrielle.

• Élasticité, écrouissage •
• Plasticité •
• Mécanisme •
• Essais •

21 X 27, 448 p., relié 97 F
ISBN 2-222-01977-9

catalogue C6 gratuit sur demande

Editions du CNRS

15, rue André-François - 75015 Paris
Tél. 01-42-13-23-25 - C.C.P. 907-43 Paris

Roots

Les authentiques Roots Canadiennes vous font retrouver une marche naturelle.

Votre talon est la partie la plus basse de votre pied. Dans des Roots, il repose dans la partie la plus basse de votre chaussure. Vous vous tenez plus droit parce que les muscles arrière de vos jambes et de votre dos jouent librement, pour bien vous soutenir et faciliter vos mouvements.

Le talon surbaissé

Nombreux modèles pour hommes et femmes. Également chez Roots.

Roots, 20 rue St. Sulpice, Paris 6^e & Boutique Roots, Magasin Brummell, « Au Printemps Haussmann »

JEAN MALAURIE

70.000 exemplaires en 8 mois

11 traductions

Les derniers rois de Thulé

Avec les Esquimaux Polaires face à leur destin

“Les Esquimaux du Groenland racontés par un savant et un poète. La maîtrise de l'écrivain, l'art de la mise en scène conduisent à une réflexion sur ces hommes qui relèvent le défi de la géographie.”

MAX GALLO “L'EXPRESS”

PLON

COLLECTION TERRE HUMAINE DIRIGÉE PAR JEAN MALAURIE

ISPAHAN

Image du Paradis

ISPAHAN

Textes et photographies par
Henri STIERLIN

“L'interprétation des formes et du décor à la lumière des écrits et de la pensée religieuse de l'Islam.”

Relié pleine toile, format 29 x 23 cm, 212 p., 72 pl. en couleurs.

198 F

BIBLIOTHEQUE DES ARTS

3, rue de la Harpe - 75005 Paris
633.19.18

مكتبة الامم المتحدة

LES PRIX LITTÉRAIRES

Doris Lessing à Paris

« No personal questions... »

UN visage fin (plus fin que sur les photographies que nous connaissons d'elle), des pommettes algaës, un regard clair, brillant, un chignon serré qu'adoucissent quelques fils blancs, de très jolies mains... La grande romancière anglaise a quelque chose d'une Miss Marple ou d'une institutrice de province.

Une petite femme discrète. Elle est douce, courtoise, ferme. Elle parle peu. « No personal questions, please », dit-elle d'emblée. Bon. Mais c'est difficile. Le Carnet d'or a pour matière les journaux intimes d'une femme qui ressemble à Lessing comme une sœur. Même si l'écrivain les a manipulés, réinventés, sa vraie vie est derrière. Avec ses grands axes : le racisme en Rhodesie, l'engagement dans le parti communiste, la désillusion politique dans les années 50, la solidarité féminine, le mariage, la maternité, l'absence de l'homme, l'écoute de soi, l'écoute d'autrui, l'écriture.

On a envie de savoir qui est la vraie Lessing. Où vit-elle ? « Dans un quartier « unchic » de la banlieue de Londres. » Elle le nomme. « Vous connaissez ? » Non, je ne connais pas. Elle se tait. Comment vit-elle ? Comment travaille-t-elle ? « J'aime respecter les rythmes de l'été. » La main dessine un mouvement ondulatoire : les hauts, les bas, les coups de cafard, les rêves, les coups d'espoir, d'énergie, la douceur extrême d'une vie quotidienne, rituelle, ou l'angoisse au contraire que l'habitude provoque...

Tout est dans ce geste.

On a envie de savoir ce qu'elle lit, mais parler de ses contemporains, c'est « unfair ». Elle aime Colette, à réhabiliter en France. Oui, Simone de Beauvoir a beaucoup compté pour elle, Karen Blixen aussi : la Femme africaine est si « compressée ». Oui, la densité, la rigueur, l'intérêt. Elle aime les Russes, les grands classiques, oui, elle a lu Tolstoï, et les jeunes écrivains que nous ne connaissons pas ici parce qu'il ne nous parvient rien d'eux, elle y pense souvent...

Elle souffre du succès, c'est clair. L'Angleterre a cecl de bien que l'écrivain peut y vivre sans qu'on le lui reproche. « Le succès est une prison, surtout aux États-Unis. » Manifestement, elle n'aime pas les journalistes.

Et soudain, c'est elle qui pose une question : « A quoi attribuez-vous l'intérêt français actuel pour le Carnet d'or ? » Je réponds que c'est un classique, un classique longtemps attendu (publié en 1962 à Londres, en 1964 à New-York) et dont nous savions qu'il était un « livre-phare », une sorte de bible dans les pays anglo-saxons. Un livre exemplaire sur la femme. Elle sourit, mais ça ne veut rien dire. Et j'ajoute que les temps semblent propices à une audience en profondeur, ici, d'une telle « somme », construction complexe, à la fois grand livre introspectif, descente aux enfers du moi féminin et témoignage éclairant sur une époque, empoignée avec son temps d'une intelligence et d'une conscience politique exceptionnelles.

Doris Lessing sourit toujours. Elle finit par dire, doucement, qu'elle n'aime pas le ghetto dans lequel les femmes s'enferment. Elle finit par dire, doucement, qu'elle souhaiterait être lue aussi par des hommes...

FRANÇOISE WAGNER.

Marie-Louise Haumont

Méfiez-vous de l'eau qui dort

★ LE TRAJET, Gallimard, 261 p.

39 F

MARIE-LOUISE HAUMONT est

la discrète romancière. Sans la loterie des prix littéraires, qui connaîtait cette petite dame grise dont le premier roman Comme ou la journée de Madame Pilne,

portait d'une évasion de banlieue, se contentait d'un léger succès d'estime ? Mais méfiez-vous de l'eau qui dort. Tous les lecteurs de romans policiers savent que les

meilleurs détectives, les criminels les plus insaisissables, les témoins les plus lucides sont recrutés parmi les gens qui passent inaperçus. Il suffit d'ouvrir un livre de Madame Haumont pour constater que la paix des apparences recouvre de mystérieuses, d'inquiétantes profondeurs.

Pour le Trajet, son second ouvrage, voici notre auteur démasqué, révélé comme un écrivain qui fera parler de lui, qu'il le veuille ou non. On ne lance pas impunément toutes les passions, toutes les angoisses, les folies, à l'assaut de la réalité quotidienne. Mais que ses procédés s'avèrent efficaces ! La romancière montre l'ordre et le délire se disputant une existence blet rangée. Qui l'emportera ? L'œuvre s'achève sur un match nul.

D'une part le foyer, de l'autre le bureau, et pour relier ces deux bastions, la protection de l'autobus. Son adversaire, elle le connaît depuis longtemps : enfant déjà, elle a failli se laisser prendre aux sortilèges du rêve éveillé. Sur les traces des Trois Mousquetaires et plus particulièrement dans le sillage de d'Artagnan, elle a mené une existence parallèle.

Ce feuilleton de cape et d'épée l'a tenue en haleine durant mille et une nuits, épuisant, du moins l'espère-t-elle, toutes les ressources de son imagination. Pour plus de sûreté, elle s'est rogné les ailes, se mariant très jeune, consacrant à son ménage, à son travail une éner-

gie méticuleuse, se jetant la tête la première dans la vieillesse.

Mais les puissances des ténèbres la guettent. Un soir, comme elle se plonge, se barricade dans la lecture de « L'analyse des systèmes de classement des documents dans l'entreprise », une voix soupire à son oreille : « Et tu n'as pas vingt ans ! » Alerte ! L'ennemi s'est insinué dans la pièce. Un surcroît de vigilance s'impose car la trahison gogne du terrain, des objets disparaissent, les meubles lancent des craquements avertisseurs et le seringa du jardin répand un parfum inadmissible.

Une vigoureuse contre-offensive freine l'avance du mal. Impossible pourtant de retrouver ce « vide merveilleux », cette virginité neigeuse de la pensée où ne s'imprimaient que la pure réalité, mieux la réalité épurée, mieux encore la réalité réduite à l'essence. Et les crises se succèdent. Les collègues de bureau, les passagers de l'autobus, ébranlés par leurs confidences, leurs émotions, l'équilibre de notre héroïne dont un coup de feu vient enfin déchirer les cellières.

Sans doute demain les remplacements pour résister à d'autres attaques, pour protéger ses fragiles certitudes contre les forces irrationnelles.

D'un plume sèche main élégante et non sans malice, Marie-Louise Haumont nous entraîne au cœur de son récit. L'art lui permet enfin de prendre sa revanche, d'enterrer les événements dans des phrases, de réduire les choses à leur nom. Attention, ne bougez pas, le monde est renfermé dans l'ordre. Mais que le lecteur se penche sur la page et la part du rêve, romptant ses digues, déferle sur lui, l'instant aux secrets de cette petite dame si comme il faut, si redoutable.

GABRIELLE ROLIN.

Entretien avec Marc Cholodenko

« Ce qui doit être nouveau, c'est l'assemblage »

IL n'arrive pas si souvent qu'un roman, comme, cette année, les États du désert (1), capte l'attention unanime et soulève l'attente d'une œuvre à venir. On peut être irrité par la folie du monde, les méandres et les jeux de miroirs d'un livre qui ne cesse de s'engendrer lui-même (il contient à la fois l'histoire d'un amour de Shad, le roman policier qu'écrira Shad et le roman en train de s'écrire). On ne peut être que séduit par l'ample cadence, la vie, la frénésie qui courent le long des pages d'une œuvre dont la dernière phrase suggère le sans : « Si

bien que les États illusoirement

successifs du désert sont comme ceux de notre vie, où le désir et l'amour nous sont donnés pour vent et pour lumière. »

Avant les États du désert, Marc Cholodenko a publié quatre livres : les uns ont reçu l'accueil plus discret réservé habituellement à la poésie, l'autre a été longtemps interdit à l'affichage. Un premier recueil de poèmes, Parcs, œuvre, en 1971, la collection « Textes » (2). Ce « bric-à-brac forcé », qui évoque poète-mêlé Mick Jagger et Dylan Thomas, Byron et les Soft Machine, inaugure le

« discours-désir » de Cholodenko. Un ton plus libre, plus uni, s'affirme dans une sorte de long poème, le Prince, un portrait de l'artiste en enfant (1974) : extases blanches et narcissisme étoilé. La même année, un premier roman, le Roi des fées, paraît chez Bourgois : « J'ai voulu faire un livre sur le désir, dit-il, qui s'est avéré en grande partie pornographique. En fait, c'était un bouquin trop intellectuel dans sa construction et ses objectifs. »

Puis, revenant à la poésie, Marc Cholodenko publie, en 1975, le livre auquel il tient le plus : Cent chants

à l'adresse de ses frères (2). C'est avant tout un hommage à Ezra Pound.

« Un quart des Cent chants est fait de citations de lui. On retrouve aussi ses lieux, ses mots, qui n'ont apparemment pas de rapport entre eux, les chiffres, etc. C'est un peu la même tentative de tout rassembler sous le signe de l'écriture, de tout unifier par un procédé d'assemblage. Mes Chants sont au fond de tout petits Canons, minuscules. Mais les

grands modèles sont surtout de grande portée. Il m'a fallu moins de temps et moins de peine, pour écrire les États du désert que pour les Cent chants. En poésie tout est nécessaire, et chaque poème pose un problème. Tandis que l'on est porté par le roman, où un seul problème se pose : arriver enfin. »

Les grands modèles ne manquent pas pour ce romancier de vingt-six ans. « Céline, Joyce, tout le monde, qui vous voulez. Parmi les contemporains, je ne suis arrêté à La Cigale. Le bon roman ? C'est le roman complètement fermé sur lui-même, qui se prend pour but et pour prétexte, c'est Au-dessous du volcan, c'est A la recherche du temps perdu. » On a inévitablement évoqué Proust à propos des États du désert.

« Oui, Proust, mais pas comme on le dit parce que les phrases sont longues. Le roman est construit à peu près comme la Recherche et d'ailleurs ne le cache pas puisque, à la fin, les « révélations » du narrateur sont en quelque sorte, un pastiche. Mais Proust contène à son livre, par ses phrases, une impression de lit, tandis que l'accumulation des tirets et les parenthèses qui heurtent et déloquent. C'est quasiment illisible. »

N'y a-t-il pas dans tout cela beaucoup de conscience et d'illusions, beaucoup d'habileté jusque dans l'effusion ?

« En définitive, l'important, c'est de ne pas toucher à la réalité, mais de la changer quand même. C'est vrai, j'utilise de vieux procédés, je n'invente rien au niveau des éléments. Ce qui doit être nouveau, c'est l'assemblage. Par exemple, j'ai traité la psychologie comme matériau, comme décor du livre. Ce sont des stéréotypes, de vieux trucs écoulés qui ne sont d'ailleurs pas faux pour autant. Mais tout ce qui est dit dans le roman est dit pour le roman. Peut-être y a-t-il là-dedans des choses que je crois profondément, ou pas. La question n'est pas là. S'il y a une vérité en poésie, il n'y en a pas dans le roman, alors la cohérence. »

MONIQUE PÉTILLON.

ET VOUS APPRIVOISEREZ LES MOTS !

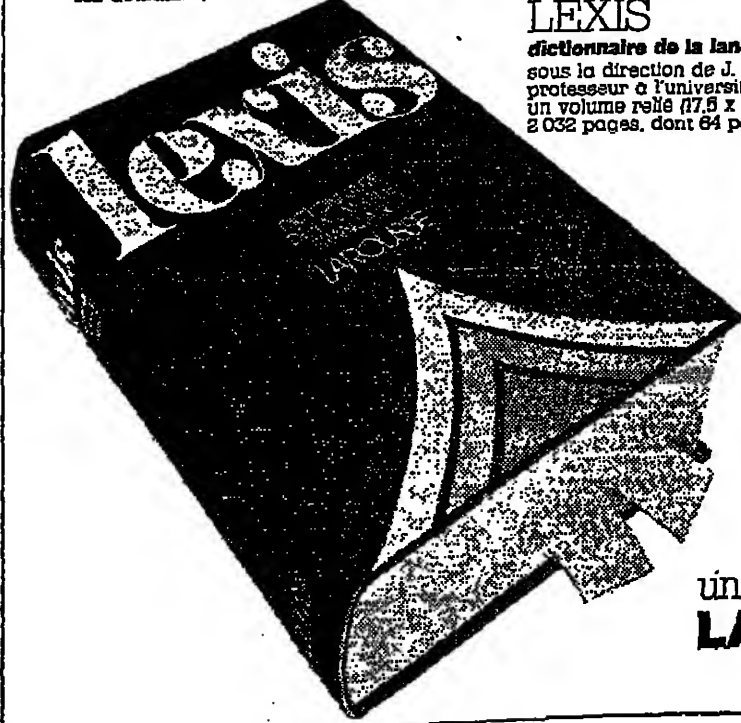
Les mots sont vivants, parce que le français est une « langue vivante ». Ils ont une histoire, ils naissent, se multiplient, changent parfois de sens ou de mode d'emploi, plus que jamais, il est indispensable de bien les connaître pour en faire bon usage, pour comprendre et se faire comprendre.

un dictionnaire novateur, unique

- par sa richesse en mots (plus de 70 000 mots des vocabulaires courant, classique et littéraire, scientifique et technique) et en renseignements sur les mots ;
- par la clarté de classement du vocabulaire et par la construction méthodique des articles ;
- par l'actualité de son information dans tous les domaines, l'abondance des termes nouveaux, la représentativité bien réelle des citations contemporaines, qui en font l'outil de travail indispensable aujourd'hui ;
- par l'introduction, pour la première fois dans un dictionnaire, d'une grammaire complète présentée sous forme de tableaux synthétiques et comparatifs.

LEXIS

dictionnaire de la langue française sous la direction de J. Dubois, professeur à l'université de Paris X. Un volume relié (17,5 x 28 cm), 2 032 pages, dont 64 pages de grammaire.



un dictionnaire LAROUSSE

roman

Un discours corrosif, fantasque, qui jette les idées reçues à l'incendie, une écriture totalement neuve, ramenant les mots à leur véritable sens.

G.H. Goury
Le Magazine littéraire

Françoise Ducout
Les anges dans nos campagnes

L'écriture de Françoise Ducout, si personnelle, si pénétrante, traduit à merveille l'agression du monde, le délire ou le désir de ceux qui l'habitent. Joël Schmidt/Reforme.

SEUIL

QUE SAIS-JE ?

- Le Maoïsme
- Le conflit Sino-Soviétique
- La Chine Populaire
- La Littérature chinoise

chaque volume 128 pages 9 F

pufl

(1) Le Monde du 24 septembre 1976.
(2) Flammarion.

LA PENSÉE UNIVERSELLE

NOUVEL ÉDITEUR
PARIS RIVE GAUCHE
RECHERCHE D'URGENCE
POUR
CRÉATION ET LANCEMENT DE
NOUVELLES
COLLECTIONS

MANUSCRITS PRÊTS DE ROMANS,
POÈMES, ESSAIS, THÉÂTRE, LES
OUVRAGES RETENUS FEROIENT L'OBJET
D'UN LANCEMENT PAR PRESSE
RADIO ET TÉLÉVISION. CONDITIONS
D'ÉDITION FIXES PAR CONTRAT.
NOTRE CONTRAT HABITUEL EST
DÉFINI PAR L'ARTICLE 43 DE LA
LBI DU 11 MARS 1957 SUR LA
PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE.

ADRESSER MANUSCRITS ET C.V. À
M. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE
LA PENSÉE UNIVERSELLE
306 QUAI AUX FLEURS 75004 PARIS
TEL. 325.85.44

Offrez de Beaux Livres

Consultez librement
et
en toute quiétude
les
centaines d'ouvrages
présentés
dans
Votre Librairie.

ART & CULTURE

90 rue de Rennes
Paris VI

métro St-Sulpice
autobus 48-95-96 Rennes-Assas,
68-89-94 Rennes-Raspail.

EDMOND POGNON

DE GAULLE ET L'ARMÉE

Pourquoi
Charles de Gaulle,
ayant choisi le métier
des armes, s'est-il
toujours heurté à
l'Armée ?
Aujourd'hui encore, on
se bat sur ses idées.
Un livre essentiel.

COLLECTION
espoir
PLOM



Le plus chaleureux des hommes

Un regard de voyant, de ce
bleu de vitrail, de mer
et d'outremer que Georges
Rouault avait su emprunter aux
maîtres de Saint-Denis. Un
front brun et sans frontière
où passe une lueur diffuse qui
vient d'au-delà de l'intelligence.
Un port un peu cambré qui ne
cède pas un pouce de taille,
non pas renforcé, mais un brin
solennel, de père abbé ou de
grand électeur. Une voix mu-
sicale modulée avec du cuivre
et de l'alto, d'une gravité de
cathédrale, qu'on prêtait volon-
tiers à un prédicateur de Ci-
teaux.

Georges Duby, cinquante-
sept ans, Parisien de Bour-
gogne, Provencal de Paris,
historien de ces sept ou huit
siècles qui s'étendent de l'in-
ruption des chariots de l'avant-
garde barbare dans la cour
du palais de Sidoine Apolli-
naire à la victoire des intel-
lectuels « européens » sur les
prêtres romains, est d'abord
un enseignant, un professeur, un universitaire. De la faculté d'Aix-
en-Provence à l'école des Hautes Etudes et au Collège de France,
des milliers d'étudiants sont là pour témoigner de la rigueur de
sa méthode, de l'exactitude de ses conseils, de la minutie de
ses critiques, de l'ampleur de ses recherches, du rayonnement
de ses leçons.

Ce n'est pourtant pas cela seulement qui fait de Georges
Duby l'historien singulier qu'il est. C'est aussi la pluralité du
regard, sinon de l'esthétique, la multiplicité des angles d'attaque,
sinon des goûts, la diversité sans égale de ses voies d'accès à
la connaissance. C'est son appartenance au monde présent. C'est
encore la libre chaleur de l'enthousiasme qui l'entraîne à l'explora-
tion immédiate et globale de l'histoire sociale. C'est enfin la
beauté d'un style qui est et fait l'historien, la transparence d'une
écriture qui situe « Bouvines » ou « le Temps des cathédrales »,
au premier rang des œuvres de ce temps. De quel autre peut-on
dire que son « territoire » est sans rivage ? Film, fresque, sonate,
arabesque, meeting, journal, tout lui parle, tout l'amène à la recher-
che de la vie. Tout lui est source de vie parce qu'il est avant
tout un vivant.

Pour mieux le situer, on citera deux des jeunes historiens
d'aujourd'hui qui auront, de l'université d'Aix aux travaux de l'édi-
tion, la plus ardemment accompagné sa course.
L'un dit de lui : « Original ? Non, personnel. Révolutionnaire ?
Non, renaissant. Sûr de lui ? Non, sûr du monde. » Et l'autre :
« En Duby s'opère l'alliance de deux types médiévaux : le sei-
gneur et l'artisan. Le seigneur pour la générosité, la courtoisie,
la liberté d'allure, la multiplicité des sources d'intérêt et le souci
d'accorder les contraintes, le style aussi. L'artisan pour cette pas-
sion qu'il a du « chef-d'œuvre », du travail accompli, du respect
de ceux avec qui il travaille. »

Au demeurant, le plus chaleureux des hommes, et qui n'aime
rien tant qu'admirer les autres.

JEAN LACOUTURE.



★ Dessin de JULEM.

LE MÉDIÉVISME

Être chez soi dans tous les siècles

★ LE TEMPS DES CATHÉ-
DRALES, de Georges Duby, Gal-
limard, « Bibliothèque des His-
toires », 324 p., 55 F.

LES trois volumes de
Georges Duby publiés
dans la collection
Skira et consacrés à l'art
médiéval, illustrés d'admirables
images, ornent depuis
longtemps les dessus de che-
minées des médiateurs et des
notaires, jusqu'au fin fond
de nos provinces enrichies.
Ils servaient, généralement,
de cadeaux de Noël. On avait
oublié (fasciné qu'on était
par l'iconographie) que ces
trois volumes constituaient
d'abord un texte. Aujourd'hui
d'hui le Temps des Cathé-
drales regroupe, ajuste, met
à jour le triple texte, et se
charge d'effacer cet oubli.

Quel privilège d'être médié-
viste, à la Duby. On n'est
plus le spécialiste étroit d'une
période, ni d'une région. On
se promène à loisir parmi les
civilisations d'avant la moder-
nité : germaniques, anglo-
saxonnes, gallo-françaises,
latino-méditerranéennes. On
se souvient que les sources, les
penseurs des archéologues, les
monuments consultés néan-
moins, et l'on s'en va visiter
des musées, des sanctuaires,
de vieux villages, aux divers
coins de l'Europe. Sur une
fiche, on note l'émotion sa-
vante qu'on a ressentie au vu
d'une fresque, d'un porche,
d'un humble mur en torchis et
en colombage. Cette fiche, elle
aussi, bâtit le livre.

Les quatre bouts d'un Occident qui s'effondre

On est chez soi dans tous
les siècles, à commencer par
l'époque de Charlemagne, à
l'aube des premiers défriche-
ments. Cinq cents ans plus
tard, on est encore sur la
brèche, quand la peste noire
s'en vient détruire la moitié
de la population d'Occident.
Passe encore une
centaine d'années, et voilà
qu'on s'intéresse à la Renais-
sance, au Quattrocento, à la
lutte symbolique de Bonjou-

vert et de Maugouert (bon
gouvernement) ; lutte que
personnifie le grand tableau
de la salle municipale de la
ville de Sienne, peint en 1337
par Ambrogio Lorenzetti. D'un
œil impassible, on lit avec
Duby, Raoul Glaber et le
Roman de la Rose, on est
l'homme d'une histoire totale.

Double trajectoire de ce
livre : celle de l'ouvrage,
d'abord. Il part du monde,
éclatant puis éclaté, des IX^e
et X^e siècles : le fantôme d'un
empereur carolingien, en la
personne duquel s'unissent le
ciel et la terre, y tâche tant
bien que mal de retenir les
quatre bouts d'un Occident qui
s'effondre : qui se désintègre
en multiples celles féodales
et paysannes ; tropes et là
des lieux culturels d'un
monastère, où survit le reste
d'une culture antique. De là
le Temps des cathédrales
s'élève jusqu'aux siècles ur-
bains et gothiques des voûtes
d'ogives, pour terminer, enfin,
aux achèvements d'une culture

bas-médiévale ; aux XIV^e et
XV^e siècles, elle valorise
simultanément, sans souci des
contradictions, la raison et
la mystique ; le bonheur et
la liberté ; la laïcité pure et
la mort pourrie.

Plus intéressante encore est
la trajectoire de Duby lui-
même. Elle est discrètement
croquée dans le filigrane de
ce livre. Jeune, Duby était
l'historien des sociétés ru-
rales : avec une thèse sur la
région macedonaise, et une
synthèse sur l'Europe agraire.
Dans son âge mûr, ce savant
devient le contemplateur des
sociétés globales : celles-ci
étant dites et peuples, chair
et lucidité, vie matérielle et
vie culturelle. Il les étudie
au fil d'une incessante trans-
humance personnelle : tel un
berger du XIV^e siècle faisant
la navette entre Catalogne et
Fyrénées, il revient chaque
année de son estivage d'Aix-
en-Provence, à son hivernage
du Collège de France, qui est
tout le contraire d'une hiber-
nation.

Du portail à la gargouille

Les historiens spécialisés de
la culture et de la littérature
trop souvent veulent trancher
de façon autoritaire les liens
qui unissent l'art à la société
réelle qui le vit naître. De
ces interdits, Duby n'a cure.
Il est soucieux de mettre en
lumière les connexions qui
s'établissent entre les produc-
tions économiques d'une épo-
que, et les représentations
culturelles, esthétiques et sym-
boliques qu'elle engendra.

Aussi bien ce livre, débarras-
sé (malheureusement de
par la règle du jeu) d'une
grande partie de son icono-
graphie de chez Skira, se
révèle beaucoup plus vaste
que prévu : non pas « l'art et
la société » comme l'annonce
le sous-titre ; mais bel et bien
la culture et la société, prises
toutes les deux dans leur en-
semble. J'ai regretté d'y trou-
ver un injuste triomphe pour la
culture du peuple rural (Peu-
ple abruti, p. 52) ; j'y rencon-
tre aussi, parfois, trop

d'explications ternaires, « fac-
teurs » ou « causes » qui mar-
chent trois par trois, selon la
rétorique du plan en trois
parties cher à nos esprits
cartésiens. Brouillies que
tout cela. J'ai été transporté
par les meilleurs passages de
l'œuvre, et ils sont légion :
ceux où l'auteur s'engage
d'un tableau, d'une ethnologie,
d'une sculpture. Stylisme heu-
reux, soigneux, consciencieux.
Duby revêt d'une prose sou-
vent somptueuse un contenu
qui n'est ni toujours simple
ni toujours facile pour les
lecteurs ; contraints qu'ils
sont de suivre les méandres
et les retournements d'une
compliquée histoire culturelle.
Ce livre demande un effort,
et du temps pour le lire : du
bon temps, tout comme en
demanderait la visite d'une
cathédrale ; on s'y égarerait
les yeux ; on s'y émerveillerait,
du portail à la gargouille.

EMMANUEL LE ROY LADURIE

Dans les vergers

Le poème de Guillaume de Lorris est d'une déli-
catesse exquise, et Oiseuse, une femme, qui ne
crainait pas d'être brusquée, qui cherchait à
plaire, y parvenait et tient en son pouvoir les
hommes. Ce raffinement, cette intrusion des valeurs
féminines datent du douzième siècle, du temps fort
des réussites agricoles. Dès 1100, la seigneurie rap-
portait suffisamment pour donner aux hommes
de guerre les moyens et le goût de se civiliser, de
s'écarter un peu des rapines et des pillages, et
simultanément, se relever de leurs prosternations
devant les gens d'Eglise.

On ne voyait déjà plus guère en France de
châteaux où les enfants du maître ne fussent pas
éduqués par des précepteurs. C'étaient des préceptes.
Ils servaient d'abord dans la demeure noble à chan-
ter la messe, à enterrer les morts, à repousser les
forces du mal à coup de formules magiques. Leurs
fonctions mêmes impliquaient qu'ils sachent lire
un peu de latin et qu'ils fussent passés par l'école.
Ils n'avaient pas tout oublié. La plupart étaient
capables d'enseigner au moins l'écriture ; quel-
ques-uns employaient leur savoir à rendre les jeux
de cour moins sauvages et, se remémorant quelques
vers d'Ovide, de Stace ou de Lucain, à poirer les
rugosités des chansons de divertissement.

Des chevaliers de plus en plus nombreux purent
ainsi se targuer d'être eux-mêmes « lettrés » ; leurs
épouses, leurs filles le furent plus tôt peut-être,
et davantage. Des mots, pris dans les dialectes de
tous les jours, mais peu à peu stylisés, ajustés
aux mélodies et composant, toujours plus distincts,
des parlers populaires, le langage choisi du beau
monde, devinrent à proprement parler litté-
raire. (...)

Pour que soit chassé le souci

Tout le décor du Roman était tendu pour que
soit chassé le souci. Celui des pauvres. Celui de la
mort et de ce qui s'ouvre devant elle. De la reli-
gion, nulle trace. C'est comme si les préceptes n'exis-
taient pas. « Il n'est pas plus grand paradis que
de disposer de sa mie » : on ne saurait parler
plus clair. Qu'est en effet le verger sinon le paradis
profané ? Les gens qui s'y promènent ont la beauté
des anges, ils chantent, comme les séraphins le
font au plus haut des cieux. Mais leur chant ne
monte pas vers Dieu. L'amour qu'il célèbre est
physique. Son but est de « donoler », entendons :
de prendre plaisir. Carré comme le sont les cloî-
tres dans les abbayes cisterciennes, le verger en est
la négation — non point disposé pour les élans
de l'âme, mais pour exalter l'âme, c'est-à-dire la
joie d'exister, de saisir le plaisir du monde
visible.

Faut-il aller plus loin, se demander si Guillaume
de Lorris ne poursuit pas lui-même le combat
contre les sermons du christianisme, si le château
en forme de croix où Bel Accueil est emprisonné
et dont on apprête l'assaut — cette forteresse
modèle qui ressemble aux châteaux les plus neufs
— n'est pas le symbole de l'Eglise et des
contraintes qu'elle voudrait imposer ? L'Eglise, et
c'est pire, est tout simplement oubliée. Le champ
s'ouvre, entièrement libre, à la sensualité palpitante.
Elle déborde de tout le poème. Elle jaillit plus vive
à chaque description d'atours, de bijoux, de chair
féminine. Saluons donc la fidélité parfaite du
premier roman aux modèles de culture courtoise. Il
les achève. (...)

Jean de Meun entre en scène

Le premier Roman s'interrompt en plein par-
cours. Pourquoi imaginer que Guillaume de Lorris
fut empêché de terminer son poème ? Ce bel artiste
le sentait bien : l'œuvre était belle, l'œuvre s'achevait
davantage. Elle séduisait. Le livre fut admirable-
ment reçu par le grand monde et par ceux qui
révalent d'y pénétrer. Le succès fut si durable que
Jean de Meun, ambitieux, talentueux, décida de
s'ancrer sur lui, de reprendre là le récit, librement,
en jouant de ses ambiguïtés, en lui ajoutant encore
d'autres sens, en le développant, le dépliant.
Poursuivre l'ouvrage d'autrui, c'était habituel à
l'époque : les cathédrales n'étaient jamais finies et
l'on voyait sur les chantiers se succéder les maîtres
d'œuvre (...).

Le certain — et l'important — c'est que qua-
rante années séparant cette partie de la première.
Imaginons les Trois Musiciens de Picasso terminés
par Soulagès. Un tout autre ton, une tout autre
écriture. En quarante ans le monde en effet bouge.
Aussi vite, quoi qu'on en pense, au Moyen Âge
qu'aujourd'hui. Ce qui fait le contraste entre les
deux poèmes (...).

La vie de l'âme a changé

Quarante ans plus tôt, les premiers disciples
de François d'Assise arrivaient à peine à Paris.
Suspectés. On prenait pour des hérétiques ces
guenilleux, la main tendue, qui chantaient la
pauvreté du Christ. On fallit les brûler. Au temps
de Jean de Meun, les franciscains règnent sur
l'Université, avec ces autres mendiants, les
prêcheurs ; ils règnent sur la conscience des
princes, et d'abord sur celle du roi Louis, qui ne
rit plus, s'habille de noir, s'en va baiser les lépreux
et dont ses amis déplorent qu'il se soit mis à vivre
comme un moine. Franciscains et dominicains
commencent à régner sur les croyances de tout le
peuple, du peuple des villes au moins, à les dominer

صلى الله عليه وسلم

A LA DUBY

Un historien devant Bernard de Clairvaux

★ GEORGES DUBY, « Saint Bernard. L'art cistercien », 220 pages, 133 illustrations, Arts et Métiers graphiques, 170 F.

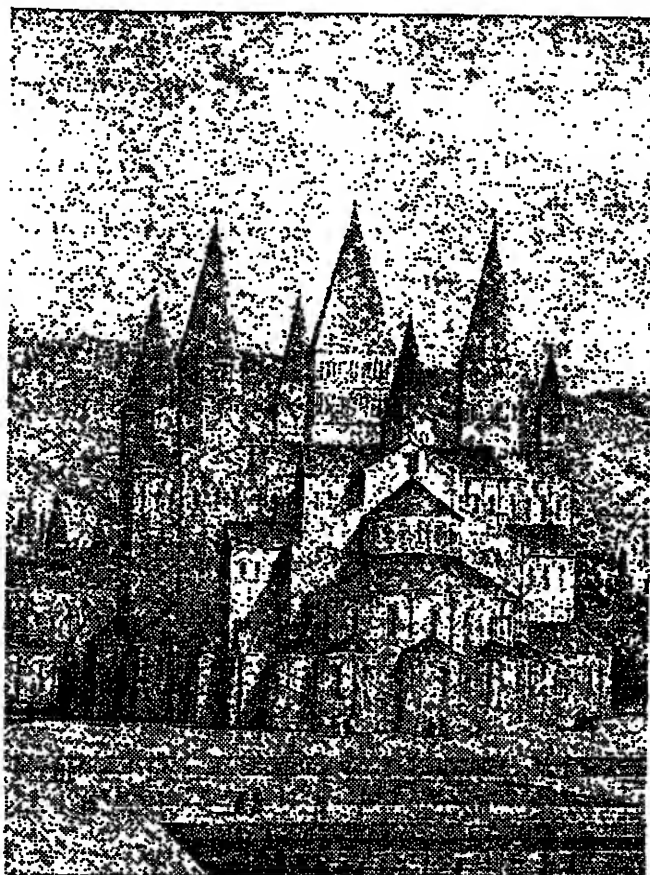
Dans le Temps des cathédrales, Georges Duby propose une méthode qui, intégrant l'histoire des formes à celle des mentalités, des mouvances sociales, de l'économie, aboutit à ce que l'on aimerait ne pas appeler la sociologie de l'art, tant le terme est galvaudé, mais à une approche globale d'ensembles culturels dont l'architecture, terrain privilégié du médiéviste, est l'expression la plus déchiffrable et la plus complète. L'architecture ne ment pas : si Mgr Lefebvre construit un jour sa basilique, nous saurons, mieux que par tous les documents et par tous les discours, ce qu'il représentait et ce qu'il est.

A l'application de cette méthode, peu de sujets conviennent mieux que celui du dernier livre de Georges Duby : Saint Bernard, l'art cistercien. Si complexe et saisissant de relief que soit le personnage, il ne s'agit pas évidemment pas d'écrire une vie de saint Bernard, mais d'analyser les circonstances de sa prodigieuse influence, de considérer les raisons de l'irrésistible ascension de Cîteaux et de Clairvaux, puis de leur rapide déclin.

Le douzième siècle a été l'âge d'or du monachisme, du cloître, d'une « société qui croyait que le renoncement de quelques-uns pouvait sauver le peuple entier des vivants et des morts ». Avec l'avènement de la personne responsable, qui, de nouveaux rapports de reproduction aidant, est aussi bien le fait du bourgeois et du paysan enrichi que des artisans et des chaplains de villes, « la monastère devient inutile », chacun est maître de son salut, et « l'école remplace la cloître ». Avec le reflux de Cîteaux, c'est le temps des moins qui se côtoient. Il ne s'est jamais ouvert que sur des marginalités fort étroites.

Contre Cluny

Quatre chapitres : Eclat ; Rigueur ; Création ; Héritage. L'Eclat, c'est Cluny : des abbés tout-puissants, des richesses inouïes, des reliques miraculeuses, des pèlerins innombrables, une charité toute symbolique (chaque abbaye avait son équipe réglementaire de dix-huit pauvres pensionnés), une morale toute mondaine. Une architecture savante et triomphale dont le



Eglise de l'abbaye de Cluny au XVI^e siècle

décor intègre jusqu'aux fantasmagoriques, aux prestiges de l'imagination et, « dressant l'image de Dieu et de son escorte céleste, magnifiquement au point crucial de la symbolique monastique, le seuil de l'église », fait pénétrer les fidèles dans « un paradis imaginaire où tous les bruits du monde se trouvaient ramenés à l'ordonnance des harmonies grégoriennes, où resplendissaient de tous ses prestiges, la symbolique des gloires de l'au-delà ».

Image de la Jérusalem céleste, l'église chrétienne est aussi parée comme une idole, l'œuvre d'art apparaît comme un « ferment de fertilité jusqu'à ce qu'il soit rayonné de plus d'éclat la beauté dont elle était porteuse ». Comment l'Occident, si pauvre encore à l'époque féodale, a-t-il pu construire et orner autant d'églises ? Possédant d'immenses domaines, Cluny a été le principal bénéficiaire de la crois-

sance agricole du onzième siècle : le laboureur paysan nourrit la fête liturgique comme il nourrit la fête mondaine et il s'inscrit aux gens d'église, de transmuter les biens matériels en biens spirituels, d'opérer cette capture des grâces divines dont les œuvres de l'art sacré sembleraient les instruments majeurs.

Contre l'opulence et l'orgueil de Cluny, la réaction fut rapide, qu'elle ait été le fait des papes, des évêques, soucieux de défendre leurs prérogatives contre les empiétements clunisiens, ou des gens des villes, qui, avec la création de l'hôpital, proposent le modèle d'une charité active, des hérétiques, des amites, qui vivent une religion tout intérieure, excluant toute expression artistique. Dès 1084, saint Bruno a fondé la Grande Chartreuse, et l'on vit des princes aller dans les forêts rejoindre les ascètes solitaires et se faire charbonniers comme eux. Saint

Bernard, lui, choisit la voie de la réforme : en 1112, il entre à Cîteaux. Quelle réforme ? Le retour à la pureté de la règle, la réforme des mœurs, cela va de soi (celle des ambitions est moins évidente) : la réforme aussi bien de la pratique liturgique que de l'édifice qui l'accueille et l'exprime. Pour la réforme des mœurs, trois points. Une existence communautaire vécue dans le refus de tout contact avec le monde : ni école, ni tombeau, ni religion, ni pèlerinage. La cloître. Une existence ascétique : une nourriture infante, des vêtements qu'on use jusqu'à la corde, un mépris total du corps, l'obligation du travail comme instrument d'expiation et de rachet. On ne s'arrête de labourer que pour prier. Le refus enlin de la séigneurie : les cisterciens sont propriétaires de l'enclos qu'ils ont défriché, mais, travaillant eux-mêmes, ils n'ont point de paysans sur lesquels percevoir de redevance, et la communauté vit de la vente de ce qu'elle produit.

Saint Bernard est un chevalier, mais il est aussi un clerc. Il a étudié « les arts du beau latin ». Il s'est rendu « maître de la parole de Dieu », et le seul but de la liturgie, prière et chant, est pour lui de « fertiliser le verbe », le texte sacré, afin que « toutes les ressources de ses vocables fructifient en cette nourriture qu'attendent les serviteurs de l'Eternel ». Le verbe étant le matériau dont est entièrement sortie la culture cistercienne, pourquoi s'attacher à tout ce qui relève du regard et ne peut que troubler l'âme ? « curieuse de spectacles plaisants » ? A quoi bon l'illustration, l'ornement et ce décor sculpté qui égare le croyant dans les détours lascifs de l'imagination, accumule les monstres ridicules, donne figure et forme à ce qui ne peut être aperçu que dans le « commerce secret, nuptial » de la révélation intérieure ? Les pierres n'ont pas de sens, qu'on ira assembler au désert.

Tirer du miel des pierres

C'est là un des autres aspects du caractère de saint Bernard : une incroyable énergie, un goût presque frénétique de l'entreprise et de la conquête, un esprit de pionnier qui l'a amené à toujours fonder des monastères dans les endroits les plus déserts, ce n'est pas seulement parce que rien n'y trouble la méditation, l'écoute de la parole divine, c'est parce que le désert est le domaine qu'il faut arracher à Satan. Clairvaux et les soixante-dix abbayes qui en relèvent à la mort de saint Bernard, ce fut d'abord cela : la broussaillie, la forêt, la clairière, les ronces que l'on brûle, la terre inculte, hideuse, démolie, qui deviendra vignes et moissons ; le pressoir et la grange, la religion du travail utile, de l'outil, du gain lentement acquis et aussitôt investi dans une nouvelle entreprise.

« Le domaine de Cîteaux », nous dit Georges Duby, fut en son temps l'aire privilégiée des audaces agronomiques, et lorsqu'il évoque tous ces moines « laboureurs, ouvriers, charpentiers, bûcherons, tailleurs de pierre, maçons, on ne peut s'empêcher de penser à l'éthique protestante », à ce programme de vie active et d'économie domestique que Rousseau, dans la Nouvelle Héloïse, proposait à la bourgeoisie de son temps. « Vous verrez par vous-mêmes, disait saint Bernard à son vicaire, que l'on peut tirer du miel des pierres et de l'huile des rochers les plus durs ».

Une telle morale explique toute l'architecture cistercienne : l'espace sacré et clos du monastère et de ses dépendances, le carré du cloître, « espace symbolique et carrefour de l'univers », l'église « incarnée, mais aussi déchaînée, réduite à la musique, au squelette », à la poésie

des nombres et de la géométrie, au jeu « savant, correct et magnifique » des structures et de l'appareillage des pierres, sans autre ornement que la lumière qui, « lorsqu'on pénètre dans sa pénombre presque forestière, se répand sans aucun mystère comme le gibier d'une chasse amoureuse ». Les pages que Georges Duby a consacrées à Fontenay, Fossanova, Flaran, aux trois bien-aimées sœurs provençales (Silvacane, Senanque, Le Thoronet) sont si prenantes, si chargées d'émotion qu'on n'entreprendra pas de les résumer, renvoyant le lecteur à un texte toujours soutenu par la qualité de l'illustration et éclairé en marge par des citations de saint Bernard et de ses contemporains qui nous restituent le vil de l'époque.

Voilà le beau côté de la médaille. Passons au revers, aux imprudences, aux erreurs dont Cîteaux fut un jour accablé. Ce qui est le plus choquant chez les cisterciens, ce n'est pas leur indifférence aux pauvres, leur basoigneuse avarice, leur complaisance à l'égard des grands, c'est l'inégalité qu'ils ont toujours maintenue au sein de la communauté monastique : il y a les novices, qui sont d'origine noble, et il y a les convers, qui, fils de paysans pauvres, s'acquittent des plus durs besognes, vivent à part, n'ont pas accès au cloître, n'écoulent l'office que dans les parties basses du sanctuaire. Que les campagnes soient un peu moins misérables, les villes un peu plus fortes et accueillantes, et le recrutement de ce prolétariat rural ira se tassant. Dès la fin du douzième siècle, la haine des paysans pour les cisterciens est d'autant plus forte que « ceux-ci », par l'expropriation, l'achat à bas prix des mauvaises terres, ont constitué des domaines immenses dont la prospérité est une insulte aux maigres revenus du monde rural.

Cîteaux a trop aimé la terre. Il a surtout trop aimé l'argent. A force de vendre (avec quelle âpreté !) sans dépenser, de faire argent de tout, les deniers s'accumulèrent à foison dans les coffres des abbayes : de son bien, Cîteaux donna fort peu », la passion du négoce s'empara des moines : à la fin du siècle, tout le commerce de la laine est contrôlé par les abbayes cisterciennes du nord de l'Angleterre. L'ornement réapparut, et la tentation du luxe : Cîteaux connut le destin de Cluny, celui d'être le symbole de la richesse, c'est-à-dire, aux yeux des plus exigeants, du péché, et surtout les moines devinrent « ce que les fondateurs de l'ordre leur avaient prescrit de n'être jamais : des seigneurs ».

Cîteaux est mort d'avoir rejoint le siècle. Cinquante ans après la disparition de saint Bernard, l'ordre est encore vigoureux et protégé par les princes (Blanche de Castille, Frédéric II), mais au regard de l'historien il n'est plus qu'une survivance : « Dans les campagnes d'Occident, ce fut comme si ces grandes bâtisses qui jalonnaient le vide autour d'elles, dont on savait seulement que ceux qui les habitaient chantaient nuit et jour et amassaient l'argent, avaient perdu presque toute raison d'être. » Ces bâtisses sont devenues des hauts lieux de notre culture, perfection ouvrière et cristalline de l'esprit. La sensibilité, le puissant travail de l'histoire, qui ressuscite l'âme à force de fouiller le sol, nous les font retrouver telles qu'elles furent au temps de Bernard de Clairvaux.

ANDRÉ FERMIGIER.

du « Roman de la Rose »

par le sermon, par le théâtre, par le réseau toujours plus serré des liens ordres, ce large filet où se prennent de plus en plus nombreux les laïcs, et par l'inquisition de la foi, dont ils sont chargés. Mais ils sont eux-mêmes dominés par le pape et par les cardinaux, qui s'en servent pour subjuguier le monde.

Que reste-t-il de la grande flamme d'évangélisme des premiers temps ? L'embranchement, la main prête aux entreprises de répression, la papauté, la rébellion des « spirituels », qui déjà dans le sud du royaume brandissent contre les injonctions du Saint-Siège le testament de saint François. En revanche, un succès total : des courants dans toutes les villes. Bonaventure et Thomas d'Aquin à la tête de la recherche intellectuelle. Bien davantage : le christianisme plus comme la première fois religion populaire, par un enseignement simple, la confession fréquente, la direction de conscience, un vrai dialogue qui s'instaure enfin entre les serviteurs de Dieu et les fidèles et qui, par-delà les rites, appelle à l'ouverture de cœur. (...)

Nature réhabilitée

Comme Rabalais, Jean de Meun hait les cages. Il tient toutefois résolument pour l'évangelisme, la main prête à remplacer le premier jardin par un autre. Rond, non point carré — ce qui signifierait symboliquement la transition du terrestre au céleste, aux perfectionnements d'éternité. En son centre, une fontaine qui ne serait plus de mort, mais de vie : ce nouveau jardin est celui de l'Agneau mystique. Il n'apparaît plus comme la négation du cloître, comme une profanation du paradis. Il est le vrai paradis, celui d'Adam, reconstruit — comme sont reconstruits aussi bien dans le second Roman que dans la sculpture de Notre-Dame le visible et l'invisible, la chair et la joie. En effet, après un siècle de toutes doctrines contre les Cathares, contre tant de prédications professant le mépris de la matière, après la réflexion des docteurs de Chartres, la tentative d'union de tous les progrès exalte la valeur du travail, montre l'homme coopérant à cette œuvre continue, la création, la pensée de Jean de Meun et de ceux qui l'ont écouté appelle à la réhabilitation de Nature. (...)

L'amour doit être partagé

On voit Jean de Meun reprendre l'arsenal de critiques antimatrimoniales accumulées depuis saint Jérôme, mais c'est pour redresser les déviations.

en finir avec les unions banales, la tyrannie des maris, le dévergondage des épouses — et surtout contre le faux amour. En ce point, le second Roman se retourne contre le premier, comme se retourne contre l'ancienne la nouvelle courtoisie, qui ne se satisfait plus du jeu ni des châtiments. L'amour, l'amour de cœur, l'amour de corps, n'a que faire des minauderies, des interminables parades, de la fausse sujection du galant à l'amie, ni des refoulements du désir, ni des affollements de la passion. La belle amour se nomme amitié, se nomme charité. Ce doit être la franche inclination d'une âme qui s'est librement donnée, dans la foi, la justice, la droiture des premiers temps de l'âge d'or. Ce doit être le naturel élan physique, libéré à la fois des sophistication érotiques et des contraintes puritaines.

Antiféministe Jean de Meun ? Lui qui subordonne l'Amour à Venus, c'est-à-dire le désir de l'homme au désir féminin, dont la « fine amour » n'avait cure ? Pour que l'amour soit bien fait naturellement, dans la liberté, l'égalité. Pour prendre son plaisir ensemble. Tel est le « prix », la récompense. Tout simplement le bonheur sur la terre. Un peu de terrain gagné sur la corruption, reconquis par Nature, cet « art de Dieu » comme dira Dante. La porte enfin verrouillée au Contemptus mundi, à ce refus du monde que les prêtres prêchaient depuis dix siècles, comme à l'irréalité où résidaient de s'ancrer les intoxiqués de Lan-celot.

Tout cela admirablement dit. Dans une habileté d'écriture dont le plus clair, hélas ! nous échappe, puisque nous avons perdu les clés de la rhétorique. Jean de Meun n'a pas bonne presse. Tous les critiques le malmenent, ne lui pardonnant pas d'avoir un peu chiffonné la Rose, ni d'appeler un chat un chat, ni d'émonder substantiellement le premier verger de ses mévergences.

C'est pourtant lui, de très loin, le grand. Par le souffle, la verve, la puissance d'invention verbale, cette manière souple de parler, de passer du tendre au violent. Par la parfaite domination d'un immense savoir, l'aisance à esquiver toute censure, à décrire le ciel étoilé comme une volière d'oiseaux magiques. Par son excellente humeur. Par sa hardiesse, un courage égal à celui de Sigler de Brabant, son camarade, bravant comme lui les condamnations de l'autorité ecclésiastique. Cette grandeur, le siècle l'a bien perdue, qui vit dans le Roman, lorsque Jean de Meun l'a achevé, le couronnement de toute littérature profane.

Extraits de la préface de Georges Duby pour une édition de l'Université de la Rose dans la traduction d'André Loevy. Illustrée de lithographies en couleurs de Léonor Fini. A paraître en février au Club du Livre, 28, rue Fortuny, Paris-17^e.

PRINCIPAUX OUVRAGES

- « L'Economie rurale et la vie des campagnes dans l'Occident médiéval », Aubier-Montaigne, 2 vol., 1962.
- « Fondements d'un nouvel humanisme », « L'Europe des cathédrales », « Adolescence de la chrétienté occidentale », Skira, 3 vol., illustrés 1966-1967, repris aujourd'hui sous le titre « Le Temps des cathédrales », Gallimard, 1 vol., 1976.
- « L'An mil », collect. « Archives », Julliard 1967.
- « Histoire de la France », (direction), Larousse, 3 vol., 1971-1973.
- « Guerriers et Paysans », Gallimard, 1973.
- « Les grands de Jeanne d'Arc », en collaboration avec André Duby, collect. « Archives », Gallimard, 1973.
- « Histoire de la France rurale », (direction), Le Seuil, 3 vol., parus en 1975.
- « Saint-Bernard, l'art cistercien », 1976.

Tahar Ben Jelloun

LA RECLUSION SOLITAIRE

roman

« Ce livre lyrique, tourmenté, mais toujours maîtrisé, pudique, n'accuse pas seulement le racisme. Il incrimine l'exclusion générale qui règne dans nos sociétés, et qui frappe le plus cruellement les immigrés. »

François Boit / LE MONDE

« Les Lettres Nouvelles » dirigées par Maurice Nadeau

denoël

AUBIER MONTAIGNE 13 Quai Conti Paris 6^e

JEAN GOBET
LES TESTS DÉMYSTIFIÉS
27 F
Comprendre, analyser, utiliser les tests. Pour réussir les tests, apprenez ce qu'ils vous cachent.

NICOLAS ABRAHAM
MARIA TOROK
LE VERBIER
DE L'HOMME AUX LOUPS
45 F
précédé de FORS, par Jacques Derrida. Une nouvelle analyse du plus célèbre patient de Freud.

MARIE CARIOU
BERGSON
ET LE FAIT MYSTIQUE
42 F
Par l'auteur de Freud et le désir

VLADIMIR JANKÉLEVITCH
L'AVENTURE,
L'ENNUI, LE SÉRIEX
36 F
Une réimpression très attendue.

GILLES GASTON GRANGER
LA THÉORIE
ARISTOTÉLIENNE
DE LA SCIENCE
96 F

PAULE LEVERT
IL N'Y A PAS DE
PROBLÈME DE
L'EXISTENCE DE DIEU
28 F

GEORGES MOREL
QUESTIONS D'HOMME
Tome I
CONFLITS
DE LA MODERNITÉ
45 F
Une mise en question des sociétés développées.

LOUIS BOUYER
MYSTÈRE ET MINISTÈRES
DE LA FEMME
24 F
Doit-on accorder la préférence aux femmes ?

COLLOQUES DE ROME
HERMÉNEUTIQUE
DE LA SÉCULARISATION
68 F

PIERRE ARNAUD
ANN RADCLIFFE
ET LE FANTASTIQUE
59 F
Une approche psychanalytique du roman noir anglais.

SHAKESPEARE
LE ROI LEAR
36 F
Introduction nouvelle de A. MAVROCORDATO

WILLIAM MORRIS
NOUVELLES
DE NULLE PART
45 F
par un des chefs de file de l'art nouveau, un grand roman utopique.

JOYCE CAROL OATES
DÉSIRS EXAUCÉS
Amour, échec et mat.
13 F

MICHEL VOVELLE
LES MÉTAMORPHOSES DE
LA FÊTE EN PROVENCE
78 F
De la fête traditionnelle à la fête révolutionnaire.

ANDRÉ et LOIC PHILIP
HISTOIRE DES FAITS
ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX
2 vol., 66 F
Nouvelle édition, très augmentée, d'un ouvrage devenu classique.

AUBIER MONTAIGNE 13 Quai Conti Paris 6^e

ANDRÉE CARAIRE LES BOUCHERIES CÉLESTES

poèmes en prose illustrés par

KIJNO

EDITIONS SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
70, rue de Clugnot-Midi - 75006 PARIS

AM



PAYOT

NOVEMBRE 1976

WILHELM REICH
Premiers écrits (Tome I)

JEAN OURY
Psychiatrie et psychothérapie
institutionnelle

ERNST BLOCH
Droit naturel et dignité humaine

GEORGES GUSDORF
Naissance de la conscience romantique
au siècle des lumières

F. L. MUELLER
Histoire de la psychologie (2 vol.)

PETITE BIBLIOTHEQUE PAYOT

ANDRÉE RUFFAT
La superstition à travers les âges

PAUL-MARIE DUVAL
Les dieux de la Gaule

ARTHUR WEIGALL
Alexandre le Grand

HERBERT LE PORRIER
Le médecin aujourd'hui

ROGER PIC

**le vietnam
d'ho chi minh**

Plus d'un an après la victoire
des forces révolutionnaires,
où en est le Vietnam sur
le plan humain et politique?
Roger Pic répond
dans cette chronique
reportage illustrée
de nombreuses
photographies.

PRESSES DE LA CITE

TRAVERSES

Revue trimestrielle coéditée par le Centre de
Création Industrielle - Centre Georges Pompidou
et les éditions de Minuit

JARDINS
CULTURE
MATURE

Il y a autant de formes de jardins
que d'époques, de civilisations et de
groupes sociaux, tant il est vrai
que l'organisation d'un jardin traduit
toujours l'idéologie du moment et
du milieu.

Le jardin inscrit dans son espace
les aspirations et les fantasmes de
celui qui l'a conçu ou fait concevoir,
qu'il soit « savant » ou « vulgaire ».

Présentation de « Jardins contre nature »
du 24 novembre au 9 décembre 1976
à la librairie « Autrement dit »
73 boulevard Saint-Michel,
face au jardin du Luxembourg

Au sommaire, des textes de G. Lescailh,
D. Charlier, M. Le Bot, L. Grentonni, P. Lapape,
M. de Certeau, C. Heitz, P. Grimal,
M. Doleigne, J. M. Apollidès, J. Balthusaitis,
L. Marin, J. Monory, J. P. Martinon, G. Serresau,
D. de Coppet, M. C. Lapape, B. Lasus,
J. Dubutlet, etc.

Numéros déjà parus :
n° 1 Lieux et objets de la mort
n° 2 Le design
n° 3 La mode
n° 4 Fonctionnalisme en dérive

Numéro simple : 30 F. Numéro double : 45 F.
Abonnements : 100 F (France) 110 F (étranger)
4 numéros par an. Franco de port.
Editions de Minuit, 7 rue Bernard-Palissy
75006 Paris - CCP Paris 180-43

Un certain docteur Freud

PREMIERS TRAVAUX

Les « bienfaits » de la cocaïne

★ DE LA COCAÏNE, de Sigmund Freud. Traduit par Robert Byck. Ed. Complexe. Bruxelles. Diffusion : P.U.F., 350 pages, 56,50 F.

SHERLOCK Holmes et Sigmund Freud partageaient la même passion pour la cocaïne.

Holmes la goûtait parce qu'elle lui permettait, entre deux enquêtes, d'échapper à la routine obsédante de l'enquête ; Freud en absorbait régulièrement de petites doses pour vaincre sa timidité, travailler dans les salons et travailler plus allègrement. Elle lui procurait cet enlèvement et cette euphorie qui « chez une personne en bonne santé n'est autre que l'état normal d'un cortex cérébral bien nourri ».

Il est vrai que, durant la seconde moitié du dix-neuvième siècle, l'opprobre et l'interdit qui frappent aujourd'hui cette plante miraculeuse s'adossent par les Incas n'existaient pas. La consommation de tisanes, de dragées ou de vins à la cocaïne, sans oublier le Coca-Cola, qui contient de la cocaïne jusqu'en 1903, était chose courante. Considérée comme un puissant stimulant du système nerveux central, elle n'était pas loin d'apparaître à certains médecins américains et, en Europe, à Freud, comme une nouvelle panacée.

C'est un article du docteur Theodor Aschenbrandt, paru dans la *Deutsche Medizinische Wochenschrift* du 12 décembre 1883, qui avait éveillé son attention. L'auteur relatait que lors de récentes manœuvres d'automne les soldats bavarois auxquels avait été distribuée de la cocaïne, s'étaient montrés plus résistants que les autres, insensibles à la fatigue, à la faim et à la douleur.

L'enthousiasme
du thérapeute

Freud, alors âgé de vingt-sept ans, se procura immédiatement cette drogue miraculeuse et, après l'avoir expérimentée à la fois sur lui-même et sur de nombreux amis, collègues et patients, aboutit à la conclusion que « cette plante divine qui nourrit l'affamé donne des forces au faible et lui fait oublier son malheur » existait bel et bien. Il la prescrivit notamment comme remède contre les troubles digestifs, l'hypochondrie, l'asthme, l'asthme, les états de cachexie, sans oublier ses effets aphrodisiaques. Pour les personnes bien portantes, elle présentait, en outre, sur l'alcool un avantage considérable : celui de n'entraîner aucun effet négatif. Car, expliquait Freud dans la première étude qu'il lui consacra, en juillet 1884, *De la Coca*, « on ne ressent absolument pas le désir de continuer à prendre la cocaïne après une ou plusieurs absorptions ».

L'enthousiasme de Freud le conduisit à prescrire de la cocaïne à son ami Ernest von Fleischl-Marxow, qui devint ainsi le premier Européen morphinomane à être traité par la cocaïne. « J'ai eu l'occasion », écrit Freud dans « *De la Coca* », d'observer une suppression soudaine de la morphinomanie, assortie d'usage de la cocaïne, chez un homme qui avait souffert des symptômes de la morphinomanie les plus pénibles lors d'une cure précédente. Cette fois, son état était tout à fait supportable. Essentiellement, il n'y avait aucune dépression ni nausée pendant que la cocaïne agissait ».

Toutefois, quelques mois plus tard, Fleischl, ayant remplacé la morphine par la cocaïne, devenait l'un des premiers cocaïnomanes d'Europe et son état, tant physique que psychique, ne cessait de se dégrader. L'ophtalmologue Carl Koller, un ami commun de Freud et de Fleischl, le premier à avoir utilisé la cocaïne pour ses propriétés anesthésiques, écrivait qu'il avait personnellement vu Fleischl secoué par des hallucinations paranoïaques où grouillaient des serpents blancs.

D'autres cas de cocaïnomanie furent alors présentés dans la presse médicale et Freud fut accusé, plus ou moins ouvertement, d'avoir ajouté à la morphine et à l'alcool « la cocaïne, ce troisième fléau de l'humanité » (Erlangenmeyer). Raillé déjà pour s'être fait le propagandiste de Charcot, il était maintenant accusé d'irresponsabilité. Ainsi donc, non seulement il était passé à côté de la seule utilisation positive de la cocaïne, à savoir l'anesthésie locale de l'œil, mais sa situation socio-professionnelle ne s'était guère améliorée : qui, à Vienne, pouvait avoir confiance en ce jeune médecin qui distribuait aussi légèrement un produit toxique ?

En juillet 1887, cependant, Freud répondait à ses détracteurs dans un bref article de six pages intitulé : « *Cocaïnomanie et Cocaïnophilie* ». Il insistait sur le fait que tous les cocaïnomanes étaient d'anciens morphinomanes, c'est-à-dire des êtres abouliques et faibles, et écrivait : « *Jamais la cocaïne n'a exigé aucune victime pour son propre compte.* »

Cet article — qui fut la dernière contribution de Freud à la psychopharmacologie — mettait l'accent sur un point fondamental préfigurant ses futures découvertes en psychologie, à savoir que la cocaïne, pas plus qu'aucun autre produit chimique, ne crée par elle-même la toxicomanie. Cette dernière est toujours la résultante de certaines dispositions psychiques et affectives. Peut-être également, ainsi que le suggère Bernfeld, l'expérience de Freud avec la cocaïne l'aiderait-elle à se détacher de la magie des médicaments, dont les effets sont certes puissants, mais souvent imprévisibles et dangereux, et à élaborer une thérapie psychologique.

Si l'épisode de la cocaïne dans la vie de Freud est bien connu des historiens et des psychanalystes, il n'était cependant pas possible jusqu'à présent de se

procurer les écrits de cette période. Robert Byck a eu l'heureuse idée de les publier en les accompagnant d'études diverses concernant non seulement Freud, mais également l'histoire de l'alcaloïde, depuis qu'il fut isolé pour la première fois à partir de la feuille de coca en 1855, jusqu'à la fin du XIX^e siècle.

Lorsqu'il fut amené à publier ses écrits sur la cocaïne, le professeur Byck s'aperçut qu'il faisait de Sigmund Freud l'un des fondateurs de la psychopharmacologie. Il constata également que, depuis la fin du XIX^e siècle, les recherches sur la cocaïne sont pratiquement inexistantes, comme si « des sentiments de moralité outragés » avaient rejeté cette drogue dans l'illégalité. Ainsi rappelle-t-il que notre société a choisi l'alcool, la caféine et la nicotine comme euphorisants, que ce choix est de nature politico-économique et non pas chimique.

Il est vrai que rien n'apparaît plus normal qu'une pathologie partagée et qu'un Freud cocaïnomanie inspirerait de tout autres sentiments que le vénérable fumeur, asservi à ses claires, auxquels ses photographes et biographes nous ont accoutumés.

ROLAND JACCARD.



★ Dessin de Michel SIMÉON, extrait de Freud, *L'Aventure psychanalytique*.

Il y a trois ans, Cronchens et Vitalis avaient soumis la biographie de Freud à la *Jeune revue*, et les destinataires, au lavis et à la mine de plomb, du peintre Michel Siméon.

L'AVENTURE PSYCHANALYTIQUE (2) est tout le contraire : rien, ici, d'une charge ou d'une caricature, mais un jeu subtil entre le texte sage et didactique de Robert Arzel, professeur agrégé, et les dessins allégoriques, au lavis et à la mine de plomb, du peintre Michel Siméon.

album pourra séduire aussi bien les néophytes que les initiés. R.-P. D.
(1) Voir *Le Monde* des livres, daté du 6 décembre 1973.
(2) Un album de 56 pages, format 22,5 x 28,5, sous emballage cartonné. Editions Phébus, 95 F.

LES CONTEMPORAINS PARLENT

★ FREUD, JUGEMENTS ET TÉMOIGNAGES, textes de Thomas Mann, Marthe Robert, Thomas Szasz, Jack J. Spector, Carl Schorke, Guy Vorel, Walter Marsch, Bruno Goetz, Jean-Paul Sartre, Ludwig Wittgenstein, Wylan Bush, Auden, présentés par Roland Jaccard. PUF, coll. « Perspectives Critiques », 230 p., 49 F.

La théorie de la relativité ne porte pas trace de la vie d'Einstein. La psychanalyse est tout entière liée à l'histoire singulière de Freud. C'est toute la différence entre sciences « sévères » de l'insouciant. Cette évidence explique que les moindres gestes de son père fondateur soient minutieusement scrutés par lui-même, puis par mille exégètes. Ni par goût de l'anecdote ni par souci d'hagiographie : c'est dans tel « détail » inaperçu, accessoire, laissé pour compte, « insignifiant », que la démarche psychanalytique peut déceler l'essentiel.

Plusieurs chapitres de ce volume appartiennent à cette veine de documents : l'inventaire des objets d'art collectionnés par Freud, dressé par Jack J. Spector ; les souvenirs de Bruno Goetz, jeune poète qui rend visite au maître en 1905 pour s'entendre dire : « Gardez votre hardiesse, cela seul importe. Et ne vous faites jamais analyser... » ; l'étude de Marthe Robert sur la liaison passionnée et ambiguë qu'entretenait un génie juif et une dénommée Vienne.

Mais certains articles vont bien au-delà. Avec

une ironie mordante, Thomas Szasz décrit la résistante ascension du patron de la firme « *Psychoanalyse and Co* », préservant son « produit » des contreparties pour mieux s'assurer le monopole de sa diffusion : « Tout comme si Freud avait breveté Coca-Cola. Il ne se préoccupait pas de savoir si les autres boissons au cola étaient meilleures, il voulait seulement s'assurer l'exclusivité du label original. » Et là tous les moyens sont bons : « Il m'apparaît, poursuit Szasz, que Freud a mené les affaires du mouvement psychanalytique comme un dictateur des Caraïbes dirigeant son gouvernement après avoir été appelé à démocratiser son régime. »

Changement de décor et de ton : Thomas Mann, à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire du grand homme, célèbre la destinée de son œuvre, soulignant en de très belles pages sa convergence avec les pensées de Schopenhauer et de Nietzsche. Sans lyrisme, à travers des notes prises par un disciple, apparaît le jugement d'un autre philosophe, Wittgenstein, pour qui admirer Freud revient d'abord à le critiquer.

Ces douze textes, qu'on ne peut tous évoquer, ne sont pas inédits. Mais ils étaient peu accessibles, dispersés dans des volumes épuisés ou des revues étrangères. Leur réunion lette une lumière vivante et contrastée sur un homme et une œuvre qui ne cessent, même (et surtout...) à notre insu, de nous interpeller.

R.-P. D.

Le congrès de Milan

★ SEXUALITÉ ET POUVOIR, sous la direction d'Armando Verdiglione. Ed. Payot, 306 pages, 64 F.

Où l'ont-elles en commun, les diverses études rassemblées par Armando Verdiglione dans *Sexualité et Pouvoir*, sinon d'avoir fait l'objet de débats lors du congrès international de psychanalyse qui s'est tenu à Milan, l'an passé, sur le thème « Sexualité et politique » ? A ce congrès, qui, beaucoup plus qu'un colloque, qu'une « représentation sacrée », fut une fête dans l'excellente collection Traces de Roger Dardou, les contributions, inégales parfois, hétéroclites toujours, de psychanalystes, de

philosophes, de sociologues, de psychiatres, qui refusent de considérer comme indifférents l'un à l'autre, disjointes ou antagonistes, le Sexuel et le Politique ; mais pour relier ces champs clivés, que de détours, que de passerelles, que de contorsions laborieuses ! Pourtant, certaines études, et ce sont les plus concrètes, d'embellie ouvrent des perspectives nouvelles, audacieuses ; je songe notamment à celle de Roger Gantès sur la sexualité dans l'institution psychiatrique, à celle d'Eric Wulff sur la psychiatrie comme héritage colonial au Vietnam, ou à celle, tout à fait remarquable, de Lawrence Raine sur

la médicalisation des « déprimés psychotiques » en Angleterre.

Au sommaire de l'ouvrage se présentent les signatures d'Armando Verdiglione, de Maurice Godelier, de Jean-Claude Sempé, de Jean Oury, de Philippe Sollers, d'Hermann Lang, pour ne limiter à celles qui sont les plus connues, sinon les plus appréciées. Au lecteur de trouver son miel dans les vingt-trois études qui lui sont proposées : il n'a que l'embarras du choix. Ajoutons enfin que cette année le congrès international de psychanalyse se tiendra à nouveau à Milan, du 1^{er} au 4 décembre, et que la folie sera à l'ordre du jour. — R. J.

صلى الله عليه وسلم

LETTRES ÉTRANGÈRES

MILLER AND COMPANY

(Suite de la page 19.)

Tandis que le Vieux Continent se fait la guerre, malgré le fracas des batailles, cet épistolier infatigable réussit à relier par signes les amis séparés. Perles, Anals Nin, Lawrence Durrell, etc., à étendre sans cesse le réseau.

Car Miller n'est jamais autant lui-même que lorsqu'il parle de ses amis. C'est ainsi qu'on le voit le mieux : par réflexion. Il se révèle tout entier

dans la façon goguenarde et joyeuse qu'il a de donner vie à un personnage. Ainsi, en est-il du *Livre des amis*, qui vient de paraître en français (4). Il y a quatre ans, Miller a décidé de raconter ses compagnons de vie, et il évoque ici huit amis d'enfance, en une série de courts portraits.

Ah ! l'enfance de Miller, qui pousse aux premiers ans du siècle, dans une Amérique sans grille-ciel et parturée au croquet de cheval, où les

quartiers de New-York s'allongent encore jusqu'à la campagne, dans les enclos et les vergers : on y mord comme dans une pomme de reinette. En peu de mots, l'auteur donne de la sensualité à la vie, du goût aux choses, en une série de cartes postales.

Immigrants de tous lieux, Allemands, Italiens, Polonais, Irlandais, et croyants de tous bords, protestants, catholiques, juifs, dessinent les

frontières de leur quartier selon leur origine et leur croyance avant d'être épiques, faiseurs, forgerons ou vétérinaires. Les enfants se rencontrent dans la rue. Fils de pauvres ou de bourgeois, ils se décident une part de leur destin.

Dans la bande, Miller a une place à part. Il est celui qui lit. Celui aussi qui ne juge pas. Cela lui vaut d'être « protégé », d'être pris en charge même s'il ne veut rien. Les premiers camarades de Miller se demandent sans cesse pourquoi ils sont les amis

d'un tel indifférent. Car l'auteur, lucide et honnête, n'appartient pas sous leurs réflexions comme une nature particulièrement altruiste. C'est un tapeur, un pique-assiette et un paresseux (ce qui ne l'empêchera pas de publier une cinquantaine de livres et de manifester une vaste générosité).

Livre de tendresse, écrit en état de jubilation, le *Livre des amis* mélange attitudes cocasses et scènes rabétiennes : on se souviendra de Jimmy, qui ne put réussir en politique parce qu'il était affligé d'une incurable honnêteté du père de Joey, et de Tony, qui peignait des aquarelles la nuit ; de ces soirées germano-américaines où coulent la bière et les chants nostalgiques : des balades à bicyclette, du vomissement des moustiques dans la chaleur de l'été, de la crasse d'Alec. Et il faut l'intense santé de Miller pour conter sans effaroucher comment Max, admirateur sans limites de l'organe sexuel féminin, devint gynécologue, ou quel genre de relations Joe noua avec la mère supérieure de son orphelinat.

Avec le *Livre des amis*, Henry Miller nous fait l'un des plus beaux cadeaux, et cela fait du bien de sourire, de rire avec lui et de le retrouver.

BERNARD ALLIOT.

(4) Le *Livre des amis*, de H. Miller, Ed. Stock/Chêne, 171 p., 38 F.

La visite d'Elvire de Brissac

Dans Ballade américaine, paru récemment chez Stock, *Elvire de Brissac* raconte la visite qu'elle fit, accompagnée d'une cousine, à Henry Miller, à Pacific-Palais-Des. En voici quelques extraits :

Quatre heures moins une, la sonnette rend un joli son de cloche. Miller ouvre : évidemment, c'est lui. Il ressemble tant à ses photos qu'on est presque gêné, comme s'il avait pris sa propre place. Il remarque notre ponctualité. « Education ! » dit Elvire, en lui marchant sur les pieds pour entrer dans le salon. Ce mot atténuait Miller à bout portant.

« Education ! » répète-t-il. Moi aussi, l'éducation germano-américaine. C'était comme ça dans ma famille.

Le terrain de la visite est dessiné : Elvire et Miller joueront, je garderai les buts.

La piscine est dans le salon, ou presque, le salon est une glace. Dans cette glace, Miller : au mur, au plafond, sur les aquarelles qu'il a signées (...).

Il est naturellement cordial, c'est bien l'ennui, et chaud comme une pipe ; il a le nez d'un chien, sensuel et caoutchouteux, et du chien toujours, cette manière de vous fêter, même si, quelque part, il enrage de vous voir.

Il n'habite plus Big-Sur, parce que ? Question qu'on lui pose souvent, mais, parce qu'il était marié à une Japonaise, il ne se rappelle plus très bien combien de fois il a été marié dans sa vie ; enfin, à un moment, il a épousé une dame qui avait trois enfants ; lui aussi avait des enfants, et il est parti faire le tour du monde avec cette dame, de tous les endroits merveilleux du monde, pour trouver une maison.

Il n'a jamais pu se décider (...). Je le regarde se réveiller de sa sieste, dont nous l'avons tiré sans une minute de grâce ; je l'ai choisi sur photo, comme ces petits déjeuners américains qu'on choisit au comptoir sur un album de couleurs. Son gilet doublé et sa veste écarlate sont soigneusement pliés devant lui sur une chaise ; on dirait qu'il se regarde de temps en temps à travers ses longs doigts (...).

A sa demande, nous nous exprimons en anglais ; le français, dit-il, le fatigue. Pour la première fois du voyage, je comprends tout. Saurais-je l'anglais à mon insu ? Cependant, des mots français détonnent comme des mines dans la mémoire de Miller, par exemple terroir. Il parlait de Big-Sur, il y a vingt-cinq ans, où il n'y avait rien, de l'incendie qui, en ce mois d'août, ravage la côte ; quand les Blancs n'arrivent pas à éteindre le feu, on a encore recours aux Indiens, qui conjurent les flammes. Ce que les Américains ont fait aux Indiens, gens merveilleux, gens du merveilleux, les Hopi surtout, qui creusent horizontalement l'intérieur des cavernes, pour arriver jusqu'aux endroits mystiques. L'Amérique, il l'avait parcourue trente ans avant nous ; dans chaque endroit, nous arrivions sur ses talons. Les Acadiens sont des gens paresseux, disait-il, donc intelligents. J'ajoutais que leur pays sent le terroir. « Le terroir ! » répète Miller, les narines dilatées comme un vieux rapprocheur qu'on remet sur une voie haute. (...)

« Je viens de renvoyer ma cuisinière », dit-il. Elle lui coûtait les yeux de la tête, chaque semaine, pour l'obliger à prendre ses repas à l'extérieur.

Nous sommes partis, nous

17^e PRIX DE POÉSIE

François VILLON

(double chance)

Tous renseignements contre enveloppe timbrée

14, RUE LE BUA PARIS (20^e)

CARTE D'ENTREE AU CLUB POUR VOUS-HACHETTE

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Code Postal _____
Ville _____
Signature obligatoire : _____

Cette carte vous donne droit à 2 livres gratuits et à un cadeau-surprise. (découpez vite cette page !)

Découpez cette page pour recevoir, bientôt, vos 3 cadeaux de bienvenue au Club Pour Vous-Hachette : 2 livres gratuits (à choisir parmi les 9 grands succès présentés ci-dessous) accompagnés d'un cadeau-surprise ! Comment recevoir vos 3 cadeaux de bienvenue :
1. Remplissez la carte ci-dessus avec vos nom et adresse.
2. Cochez les 2 cases correspondant aux 2 livres gratuits que vous choisissez.
3. Découpez toute cette page et envoyez-la, sous enveloppe timbrée, à Club Pour Vous-Hachette - B.P. 30 - 77220 Avon.
Le cadeau-surprise sera joint à vos 2 livres gratuits.

(Attention ! Offre limitée à la France Métropolitaine et aux non-adhérents.) Profitez de tous les avantages du Club Pour Vous-Hachette. En recevant vos 3 cadeaux de bienvenue, vous devenez automatiquement membre du Club Pour Vous-Hachette. Premier avantage : vous bénéficiez d'un droit d'adhésion préférentiel de 9,50 F seulement. Une fois payé ce droit d'inscription unique, vous bénéficiez, en permanence, de tous les avantages de votre Club.
• Vous êtes abonné gratuitement à une luxueuse revue trimestrielle vous présentant un choix de 120 excellents livres, pour tous les goûts et tous les âges.

• Notre comité de lecture, composé d'écrivains prestigieux : Henry Bazin, Françoise Mallet-Joris, Claude Mauriac, André Prossard, Robert Sabatier, sélectionne pour vous les meilleurs ouvrages et vous conseille dans votre choix.
• Les livres du Club Pour Vous-Hachette sont présentés reliés sous jaquette exclusive. Et pourtant, vous les paierez moins cher que l'édition ordinaire du commerce.
• Vous réaliserez d'énormes économies tout en vous constituant une bibliothèque de qualité.
• Enfin, vous bénéficiez d'offres spéciales à prix super-réduits sur les disques et autres articles de loisir et de cadeaux pour vous remercier de votre fidélité.

Choisissez vos 2 livres gratuits en cochant simplement 2 cases. Remplissez votre bon. Choisissez vos 2 livres gratuits. Remplissez vite cette page au plus vite sous enveloppe affranchie à Club Pour Vous-Hachette - B.P. 30 - 77220 Avon.

<input type="checkbox"/> Neelke Loriot - <i>Un Cri</i> La lutte, la passion, le corps à corps d'une femme avec la vie. 251 pages - Reliure reliée avec dorures. Prix Club : 30 F. Pour vous : GRATUIT.	<input type="checkbox"/> Gilbert Combrin - <i>Don Juan en automne</i> Une vie pleine de conquêtes, qui sont aussi de brillantes œuvres. 400 pages - Reliure toile avec dorures. Prix Club : 30 F. Pour vous : GRATUIT.
<input type="checkbox"/> André Soubrin - <i>Un coup de grâce</i> Le dernier de la série Les Hommes en Blanc. Un regard lucide sur l'univers hospitalier. 400 pages - Reliure toile sous jaquette illustrée. Prix Club : 30 F. Pour vous : GRATUIT.	<input type="checkbox"/> Peter Benchley - <i>Les Dents de la Mer</i> Une page bondée de monstre. Un grand requin qui rôde... le suspense de l'attente ! 283 pages - Reliure toile sous jaquette illustrée. Prix Club : 30 F. Pour vous : GRATUIT.
<input type="checkbox"/> Joseph Joffo - <i>Un sac de billes</i> Son occupation, deux enfants juifs, leur survie, appartenant à la détermination. 257 pages - Reliure toile sous jaquette illustrée. Prix Club : 30 F. Pour vous : GRATUIT.	<input type="checkbox"/> Maurice Maugère - <i>C'est la nature qui a raison</i> Les plantes, des conseils, des recettes pour mieux se nourrir et pour mieux vivre. 365 pages - Reliure toile sous jaquette illustrée. Prix Club : 30 F. Pour vous : GRATUIT.
<input type="checkbox"/> Roger Bonichou - <i>Le Sang</i> Cinq grands romans - une magnifique galerie de portraits de cinq dangereux personnages. 339 pages - Reliure toile sous jaquette illustrée. Prix Club : 30 F. Pour vous : GRATUIT.	<input type="checkbox"/> Christian Barnaud - <i>Les hommes ne meurent jamais</i> Faut-il prolonger la vie à tout prix ou abréger la souffrance ? Le premier roman de plus célèbre chirurgien du monde. 400 pages - Reliure toile sous jaquette illustrée. Prix Club : 30 F. Pour vous : GRATUIT.
	<input type="checkbox"/> Patrick Carvin - <i>12 ans avec elle</i> On comment aimer une femme éternelle et l'aimer à jamais. 253 pages - Reliure toile avec dorures. Prix Club : 30 F. Pour vous : GRATUIT.

Bon pour adhérer au Club Pour Vous-Hachette et recevoir 2 livres gratuits + un cadeau-surprise.

Envoyez-moi vite les 2 livres gratuits que j'ai cochés ci-dessus ainsi que mon cadeau-surprise. Ils constitueront mes cadeaux de bienvenue au Club Pour Vous-Hachette auquel j'adhère aujourd'hui aux conditions suivantes :
Chaque trimestre, je recevrai gratuitement votre magazine, offrant un choix de plus de cent livres et autres articles de loisir.
Je disposerai alors de 6 semaines pour faire

mon choix et vous adresser ma commande accompagnée de mon règlement.
Passé ce délai, si je ne vous ai pas envoyé ma commande, vous m'envoyerez automatiquement la « Sélection du Trimestre », présentée dans le magazine et que je vous répercuterai à réception.
Je m'engage à rester au Club pour une durée de deux ans minimum et à acheter au moins 1 livre par trimestre.

Je bénéficie du tarif d'adhésion préférentiel de 9,50 F que je répercuterai après réception de mes cadeaux gratuits.
Un service de lecture à domicile, pratique, garanti par Hachette, la plus importante organisation française de diffusion de livres.
Club Pour Vous-Hachette - B.P. 30 - 77220 AVON.



ROBERT L'AFFONTI

"C'est bien autre chose qu'un roman : une flamme!"
LE FIGARO

"La rencontre d'un grand écrivain avec un grand sujet"
L'EXPRESS

"Un beau et généreux roman"
L'HUMANITE-DIMANCHE

BERNARD CLAVEL
de l'Académie Goncourt

la saison des loups

"C'est Bernard Clavel qu'on lit le plus".
FRANCE-SOIR

150.000 ex.

QUI ÉTAIT KLEIST ?

Un homme inexprimable

Un moment où se tient à l'Orangerie une grande exposition consacrée aux romantiques allemands à travers leur peinture, Gallimard publie la première traduction française de la « Correspondance » de Heinrich von Kleist. Dans le même temps les jeunes éditions Phébus nous proposent une traduction des nouvelles de l'écrivain par le poète Armand Guernsey, et qui comprend notamment dans un premier tome « La Marquise d'O » dont le film d'Eric Rohmer a totalement rajouté la lecture.

(*) H. VON KLEIST : « Correspondance », 1795-1801, traduit de l'allemand par Jean-Claude Schauder, Gallimard, coll. « Du monde entier », 75 F. 456 p.

Le 23 novembre 1911, Kafka notait dans son Journal : « Le 21, jour du centième anniversaire de la mort de Kleist, la famille a fait déposer sur sa tombe une couronne portant cette inscription : « Au meilleur de sa » recé. » La chose, en effet, valait la peine d'être relevée. Kleist justifié et même glorifié après coup par le tribunal familial devant lequel il n'avait cessé de trembler, prenait une belle revanche sur la caste de « junkers » prussiens dont il n'avait voulu s'affranchir en fait que pour mieux la réintégrer. L'obsession qui le poussait à se justifier aux yeux des siens, et à faire justement ce qui peut le moins lui aider, c'est elle qui parle le plus clairement non seulement

dans son œuvre, où pour l'essentiel il n'est question que de justification, et de jugement, mais dans le complément qu'y apporte sa Correspondance (enfin publiée en français, dans une traduction d'ailleurs excellente, qui sait en rendre tout à la fois le ton pompeux et la poignante misère morale). Au-delà des préches assommants dont il accablait la pauvre Minna, sa fiancée, des demandes incessantes d'aide et d'argent, dont il adresse à Ulrike, sa sœur préférée, des gens — femmes et hommes — qu'il s'empresse de fuir dès qu'ils font mine de se rapprocher vraiment ; des « plans de vie » qu'il échafaude sans cesse et réduit chaque fois à néant par des accès impulsifs, comme apparemment sans fin ni raison — Kleist au fond ne dit rien d'autre que ce désir d'une gloire fulgurante qui lui permette d'égaliser, voire de surpasser, les héros fameux de sa

lignée. Il ne dit que cela, et fait tout ce qu'il faut pour s'ôter la chance de le réaliser. C'est que la famille qui, depuis le douzième siècle, a fourni à la Prusse des générations de soldats n'a pas seulement transmis aux Kleist du dix-neuvième siècle son code d'honneur et ses traditions, elle lui a aussi légué un sang épais, une constitution psychique plus que fragile, un esprit mal assuré, toutes choses qui le rendent aussi imprévisible que possible à maintenir son rang. Vous pressez dès l'enfance à l'état militaire, comme il se doit, à peine s'y est-il distingué qu'il donne sa démission au roi, la discipline prussienne le rebutant au moins autant que la guerre. La gloire militaire ne sera donc pas pour lui, soit. Il recherchera celle du savoir, en pratiquant assidûment les mathématiques et la philosophie. Mais au bout de peu de temps il apparaît que la science ne lui vaut rien non plus ; quant à la philosophie, Kant l'en dégoûte à jamais.

ser à l'épée. A peine rétabli il recommence à vagabonder de ville en ville comme il erra d'idées en idées, tout en tentant cependant de s'ouvrir une dernière issue vers la gloire par le moyen de la littérature, suivant l'exemple que le plus célèbre de ses ancêtres continua de lui donner. Ainsi enfoncé dans le corset de son éducation prussienne, dans lequel il étouffait, mais dont il a absolument besoin pour se protéger contre le dangereux chaos de sa vie intérieure, cet homme qui se disait « inexprimable » est en tout décalé, importun, intempestif. Jamais il n'obtient ce vers quoi il tend toutes ses forces, et ce qu'il réussit vraiment, jamais il ne le veut.

Champion du malentendu du quiproquo, de l'acte manqué, et de tout ce que le monde qualifie de bêtises, il croit plaindre Goethe en lui offrant sa Penthesilée, alors que le dictateur de Weimar ne cache pas sa répugnance à monter même la *Cruche cassée* ; il entend, avec le Prince de Hombourg, élever un monument à la gloire de la Prusse, mais il le fait en dotant son héros de vertus et de défauts qui, chez un militaire prussien, paraissent tout simplement scandaleux ; il veut soulever les passions politiques en donnant une pièce nationale à l'Allemagne opprimée, mais son Arminius est aussi peu apte que possible à jouer le rôle du libérateur ; en fait c'est un provocateur, qui n'a que la force de son esprit tortueux ; sous le couvert de sujets historiques qui dérouteront son public, il veut écrire des pièces « engagées », alors qu'il ne comprend rien à ce qui se passe dans l'Europe ravagée, bouleversée de fond en comble par les guerres de Napoléon ; son « engagement » se retourne donc contre lui, mais cent cinquante ans plus tard il se trouve subitement à l'avant-garde du théâtre moderne, grâce à ce « dialogue de sourds » qu'il a vraiment été le premier à oser porter sur scène.

Enfin, s'il s'attache au prix à ses drames, précisément à cause de leur « message », il ne semble pas tenir beaucoup à ses nouvelles, qui, elles, n'en apportent aucun, mais appartiennent pourtant de plein droit à la littérature universelle. Il n'est pas jusqu'à sa mort, la seule chose pourtant qu'il ait incontestablement réussie, qui ne repose encore sur un malentendu : le pacte qu'il conclut avec Adolphe Vogel n'est pas le pacte d'amour que l'histoire littéraire a retenu, mais bien l'alliance forcée de deux condamnés, dont chacun avait déjà son destin scellé. Ainsi, il n'y a pas de domaine où Kleist ne se fourvoie, pas d'acte qu'il n'accomplisse à contre-temps, pas de décision qu'il ne prenne à travers — mais tout cela, qui témoigne d'un sens profondément admirable de l'échec et de l'erreur, — tout cela va de pair avec l'extraordinaire clairvoyance de l'égaré qui, étant définitivement fourvoyé, a le triès privilège de ne plus voir d'obstacle entre lui-même et sa vérité.

On peut dire que Kleist, si douloureusement révolté par le verdict qu'il implique le moindre jugement des autres, fut-il même positif, a sur ce point au moins entièrement gagné la partie : par la liberté totale et la grâce étrange avec lesquelles il démonte dans son œuvre les mécanismes sociaux qui devaient l'aider à justifier sa vie, il oblige, comme Michel Kohlhaas ou la petite Catharine de Hehlborn, à suspendre, à réviser, voire à retourner, complètement le jugement.

MARTHE ROBERT.

ÉVOQUÉ PAR MICHEL TOURNIER

Un fait divers scandaleux

L'AMATEUR de pèlerinages littéraires qui se trouve à Berlin-Ouest peut prendre la S-Bahn jusqu'à la station Wannsee, la dernière avant le terminus. Il laisse sur sa droite le Grand Wannsee, dépasse le pont et arrive au bord du Petit Wannsee. En cherchant un peu sous les arbres, il trouvera la tombe de Kleist. Rien n'indique qu'Henriette Vogel soit enterrée près de lui. Elle est là aussi peut-être, mais le scandale qui retentit dans toute l'Europe en cette fin d'année 1811 explique sans doute l'anonymat de sa tombe. Car ce 22 novembre 1811, c'est bien un assassinat et un suicide qui secouèrent les habitants de l'auberge Stimming assoupis dans l'hiver précoce.

Le dossier de police existe. Les dépositions des témoins sont là, comme autant de voix évoquant chacune à sa façon cette double mort (1). Voilà d'abord le patron, l'aubergiste Johann Frederic Stimming :

« Le mercredi 20 novembre, entre 2 et 3 heures de l'après-midi, deux personnes que je ne connaissais pas — un monsieur et une dame — sont arrivées en voiture de louage provenant de Berlin et sont descendues chez moi. » A leur demande nous avons préparé deux chambres au premier étage. Ils commandèrent du café, le burent, puis ils sortirent ensemble, apparemment pour se promener. Plus tard, ils demandèrent à dîner, ils dînèrent, puis ils se retirèrent dans leurs chambres. Je ne sais pas s'ils se rejoignirent ou s'ils restèrent dans leur chambre respective, mais je crois qu'ils ont veillé toute la nuit. Le soir, ils avaient demandé une provision de bougies et de quoi écrire. Mes gens et moi-même nous les avons entendus très tard dans la nuit aller et venir. A 4 heures du matin — donc jeudi — ils demandèrent du café, et à nouveau à 7 heures. On les servit. Après cela ils ont dû se reposer un peu, car plus tard ma servante a dû aider la dame à se rhabiller. »

La servante :

« Le jeudi 21 novembre entre 3 et 4 heures du matin, à la demande de la dame, je lui ai apporté du café. Je l'ai trouvée dans sa chambre, habillée comme quand elle était arrivée la veille. Mais quand je lui ai apporté du café pour la seconde fois, à 7 heures, elle était déshabillée, et elle m'a demandé de l'aider à se lacer. Elle se trouvait seule dans la chambre. Le verrou de la porte

de communication avec la chambre du monsieur était fermé, et quand il a frappé, elle a répondu qu'il ne pouvait pas entrer. »

La femme Stimming :

« Dans le jardin, ils se livrèrent à toutes sortes de plaisanteries. Par exemple, le monsieur s'amusait à courir en équilibre sur les plumes de la piste du jeu de quilles. Il invita la dame à en faire autant, mais elle refusa. Ils paraissent avoir des relations très affectueuses, tantôt ils se disaient « tu », tantôt ils se disaient « vous », et le monsieur paraissait vouloir toutes les occasions de manifester sa courtoisie à l'égard de la dame. »

L'aubergiste Stimming :

« Finalement, ils entrèrent tous les deux dans la cuisine, et la dame demanda à ma femme si elle pourrait faire porter le café de l'autre côté du lac. Il y avait là une prairie où la vue devait être très jolie. Ma femme était très étonnée, et elle leur a objecté que c'était bien loin. Mais le monsieur est intervenu très amablement et a promis un pourboire à mes gens pour la peine. Puis il a demandé qu'on apporte sur le plateau pour 8 groschen de rhum. Sur quoi, ils ont pris ensemble le chemin de cette prairie, de l'autre côté du lac. La dame portait au bras un petit panier recouvert d'un mouchoir. C'est là que devaient se trouver les pistolets. Ma femme était étonnée que ces « messieurs » dames veillent prendre le café dehors par une froide journée d'hiver, mais nous ne soupçonnions rien de mal. Nous ne pouvions pas aller voir ce qui se passait dans la maison, car nous étions seuls à l'auberge, et nous étions occupés à servir. »

Le journaliste Johann Frederic Riehl :

« Je passais sur la route avec une voiture de fumier, quand je les ai croisés. Je voulais de passer le pont quand ma femme est venue, et m'a dit : « Imagine un peu cette folie : ils veulent qu'on leur serve le café au bord du lac ! » Elle portait un plateau avec du café et deux tasses. Je lui ai répondu que, après tout, il pouvait pour ça, et j'ai continué ma route avec la voiture. Un peu plus tard, ma femme m'a demandé de l'aider à porter des choses de l'autre côté du lac. C'était les étrangers qui voulaient ça. J'ai pris une table, ma femme a emporté deux chaises, et nous sommes allés rejoindre les étran-

gers. Ils avaient bu presque tout le café, sur une tasse que le monsieur était en train de se verser quand nous sommes arrivés. Il y avait le reste d'une bouteille de rhum. Puis ils ont invité ma femme à boire le lait qui restait dans le petit pot, et, quand elle a eu fini, la dame a dit en riant beaucoup : « Regarde la belle moustache de lait qu'elle s'est faite ! » Comme nous nous éloignons, nous les avons vus dévaler la colline vers le lac en riant et en se poursuivant comme des enfants. Je n'ai jamais vu des gens aussi gentils que ces deux là ! Ils s'apelaient tout le temps mon petit garçon, ma petite fille, mon cher petit enfant, et ils avaient l'air vraiment heureux. »

La femme Riehl :

« Le monsieur m'a rendu une tasse où il y avait des pièces de monnaie. « Tiens grand-mère, m'a-t-il dit, apporte cette tasse, lave-la, et donne l'argent à ton patron. » Me voilà donc qui repars vers la maison. J'étais à peine sur la route que j'entendis un coup de feu. J'ai alors pensé que les étrangers s'amusaient à tirer sur le lac avec un fusil que je n'avais pas vu. J'avais fait environ cinquante pas quand j'ai entendu un second coup de feu. Ça ne m'a pas inquiété plus que la première fois. »

Après avoir levé la tasse à l'auberge, je suis retournée au bord du lac et aussitôt j'ai vu la dame qui était couchée sur le dos, toute pâle. J'ai eu très peur et j'ai couru vers l'auberge pour dire ce que j'avais vu mon mari aux patrons. Alors, tous, on est allé au bord du lac où se trouvaient les étrangers. Ils étaient assis l'un en face de l'autre, plus exactement la dame était tombée en arrière à la renverse, les mains jointes sur la poitrine. Le monsieur était plutôt agacé et se frotta le front avec sa main gauche. Il tenait dans sa main droite un pistolet qu'il tenait avec ses deux mains, et dont le canon était dans sa bouche. Mon mari, aidé par les patrons, a relevé les deux corps et les a étendus sur le dos l'un à côté de l'autre. Aucun des deux ne donnait plus signe de vie. En plus du pistolet qui était par terre, il y en avait un autre sur la table. La patronne m'a dit de les mettre dans mon tablier et de les rapporter à l'auberge, mais, avant, un soldat qui était accouru par hasard a retiré l'amarre de celui qui était sur la table et qui se trouvait, paraît-il, chargé. »

(1) Extraits de Heinrich von Kleist *Lebensjahre* (Karl Schuddehmann Verlag, Bremen, traduit par Michel Tournier).

Aux quatre coins de l'Europe

Le choc spirituel que lui cause la lecture de Kant le jette aux quatre coins de l'Europe ; faute d'une vérité sur laquelle s'appuyer, il a le sentiment de ne plus rien avoir à faire dans la vie. Il court à Paris, puis en repart aussitôt pour aller à Boulogne-sur-mer, où il veut s'engager dans l'armée que Bonaparte met alors sur pied contre l'Angleterre — d'aucuns lui prêtent l'intention d'assassiner le Premier Consul, lui-même prétend que le débarquement n'ayant aucune chance de réussir, il va seulement chercher une mort glorieuse en mer. La police française l'arrête comme espion, puis le relâche (elle l'arrêtera encore quatre ans plus tard, mais cette fois il sera interné plusieurs mois au fort de Joux, près de Besançon).

Après sa libération il se trouve sans savoir comment à Mayence, seul, avant, en proie à l'un de ces états épileptiques dont il est parfois saisi, symptôme parmi d'autres d'une maladie mal définie qui, par bien des côtés, fait pen-

La glace et le feu...

WILHELM GRIMM, qui juge la prose de Kleist « ferme et aiguë, et comme fondue dans l'acier », apprécie ses nouvelles, généralement reçues avec froideur à leur parution (en 1810 et 1811). Quant à Hoffmann, il écrit à son ami Hitzig qu'elles sont dignes de lui, ce qui n'est pas un mince compliment de la part du grand maître de la littérature fantastique. Depuis, on a beaucoup écrit, on a beaucoup glosé, et de bien des manières, sur les huit textes de cette prose singulière qui occupe, elle aussi, une place éminente dans l'histoire de la littérature allemande, où la nouvelle en tant que genre, tient un rang légitime et primordial qu'elle n'a pas besoin, comme en France, de disputer à ce fourre-tout qu'on nomme le roman. Huit textes, qui vont des cent pages de *Michael Kohlhaas* aux trois courtes pages de *La Méridienne de Loonard*, d'un style résolument impersonnel, impassible, où le récit se veut indifférent, étranger même à l'histoire qu'il raconte, et où l'auteur, décidément, s'interdit d'intervenir : lui dont le langage, au théâtre, n'est retenu par aucune mesure et devient le souffle même, la respiration du drame qu'il chante et dont il est enchanté.

Qu'on les aime ou ne les aime pas, le lyrisme bleu d'acier du Prince de Hombourg, le blanchâtre et ardent de *Michael Kohlhaas*, le tragique de *Penthesilée* appartenant d'évidence à la littérature universelle, détiennent un ascendant de justice et d'amour. L'auteur, en les écrivant, écartait tout pour son extase n'obéissant qu'à l'inspiration, hanté par un verbe qui devait dépasser, par sa puissance même, la puissance des personnages auxquels il s'identifiait, et qui l'identifiaient lui-même.

Et voilà qu'au cœur le plus ardent des travaux de cette forge le même drame, soudain méconnaissable, change de style et se met à sculpter de la glace ! Jamais on ne croirait que ce fut le même homme ; et pourtant c'est bien lui, la surprise passée, et on le reconnaît parfaitement. Sous cette forme contrainte, dans cet insupportable corset de fer pesant et bouillonné de l'esprit

germanique (insupportable à moins à l'esprit ceint ou latin), le génie du drame reparait, le même exactement : et c'est lui, de nouveau, qui occupe la scène. Qu'on emprunte le pas lourd, cadencé, uniforme, qu'on se soumette à la discipline prussienne de cette langue pour cheminer à sa rencontre tout au long du récit de *La Marquise d'O*, et l'on s'apercevra (qui s'en étonnerait ?) que l'histoire se décompose presque d'elle-même en actes et en scènes ; autrement dit qu'elle est, en fait, le récit d'une pièce de théâtre, une manière de tragédie volontairement dépourvue de tous ses moyens traditionnels, des magies et des ressources conjuguées de la scène et du verbe. Or, drama, l'esté pur, et dans sa nudité.

Il ne pouvait pas, il ne supportait plus d'avoir lui-même à souffrir à travers les personnages dans lesquels il vivait ; et il a essayé d'élever la distance, de trouver cette marge, de fuir, si l'on veut, ou de se démettre sans cesse d'obéir au génie qui le commandait, artistiquement occupé seulement à instaurer cet espace grâce auquel il resterait « étranger ». Je ne crois pas qu'il soit exact, comme on l'a souvent fait, de comparer la nature de cette entreprise, sous prétexte de « lucidité » ou d'une certaine « froideur », aux initiatives d'un Courcier, d'un Stendhal ou d'un Mérimée : d'abord parce que le génie des deux langues est si radicalement opposé qu'il interdit toute comparaison ; et surtout parce que l'entreprise de Kleist était essentiellement passionnée, commandée comme peut l'être nécessairement une tentative de sauvagerie, la recherche désespérée d'un moyen de salut.

Et l'on comprend alors qu'il ait pu mener de pair les deux efforts, dans le même moment, engageant sa chair dans le feu de sa forge et se précipitant à l'antipode pour fuir dans la glace... ou ce qu'il croyait être de la glace, alors que ce n'était que l'autre face du même feu.

ARMEL GUERNE.

* Extraits de la préface de la nouvelle traduction des Nouvelles, (Édition Phébus, 222 pages, 46 francs.)

REVUES SOVIÉTIQUES EN LANGUE FRANÇAISE

L'UNION SOVIÉTIQUE

Mensuel illustré - Tous les aspects de la vie en U.R.S.S. - 12 numéros - 20 F

LA FEMME SOVIÉTIQUE

Revue mensuelle - La vie de la femme en Union Soviétique - 12 numéros - 20 F

SPOUTNIK

Les meilleurs articles de la presse soviétique réunis chaque mois dans une poche - 12 numéros - 35 F

NOUVELLES DE MOSCOU

Hebdomadaire - Au fil des jours, un compte rendu des principaux événements de la vie en U.R.S.S. - 52 numéros - 30 F

TEMPS NOUVEAUX

Hebdomadaire de politique internationale - 52 numéros - 30 F

SCIENCE SOCIALES

Une édition trimestrielle de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. - 40 F

COMMERCE EXTERIEUR

Mensuel scientifique et théorique du Ministère du Commerce Extérieur de l'U.R.S.S. - 12 numéros - 40 F

ABONNEMENT À LA LIBRAIRIE DU GLOBE

2, rue de Buci 75261 Paris Cedex, 06

la grande librairie de Paris où l'on trouve tout ce qui concerne l'Union Soviétique.

مكتبة الادب

VENTES

La Compagnie des commissaires-priseurs de Paris a élu ses nouveaux gérants

M^{rs} Pescheteau, Rogem et Tayan ont été élus, mardi 23 novembre, gérants de la société civile immobilière qui gère les biens immobiliers de la Compagnie des commissaires-priseurs de Paris. Leur désignation, obtenue par 55 voix sur 59 présents (il y a soixante-dix études à Paris), fait suite à la démission de l'ancien président M^{rs} Chochon, Pescheteau, et Vincent). Elle traduit la crise et les dissensions que connaît la Compagnie depuis qu'a été prise la décision de détruire l'ancien hôtel Drouot de la rue Rossini et de le reconstruire au même emplacement. A la fin du mois de janvier, l'hôtel Drouot avait été transféré sur la rive gauche, dans les locaux de l'ancienne gare d'Orsay, où il demeurera jusqu'à l'achèvement du nouvel édifice.

Où sera situé ce nouvel hôtel des ventes ? C'est la question qui divise les commissaires-priseurs. Le projet d'un hôtel édifié sur son ancien emplacement et inséré dans un vaste complexe immobilier à vocation à la fois financière et sociale, qui avait d'abord séduit la plupart des commissaires-priseurs, a, depuis son adoption, rencontré des oppositions grandissantes. Le principal est que l'ancien hôtel Drouot, abandonné pour son exigence et son sous-équipement technique, risque d'être, dans sa nouvelle version, trop petit et difficilement utilisable.

L'hypothèse d'espaces de stockage des meubles et objets situés dans un septième sous-sol apparaît à beaucoup trop audacieuse, sinon irréalisable.

Plusieurs querelles intestines à caractère « technique » — il s'agit de savoir si le projet architectural mis au point par M^{rs} Bro et Fernier devrait être « plutôt haussmannien » ou plus résolument contemporain — ont été gâtées la Compagnie depuis plusieurs mois.

Il y a quelques jours, l'un des opposants au projet, M^{rs} Tayan, adressait à l'ensemble de ses confrères un document leur proposant un changement complet d'orientation. Estimant que l'actuel projet n'est viable ni financièrement ni techniquement, il propose à la Compagnie de céder ses droits immobiliers — estimés à 33 millions de francs — dans la future complexité de la rue Rossini, et d'envoyer ailleurs — dans la partie ouest de la capitale — la construction d'un nouvel hôtel des ventes.

Le nouveau gérant de la société civile immobilière s'est donné six mois pour faire comprendre et admettre ce projet. Ce ne sera pas chose facile. Ce n'est pas un grand nombre de commissaires-priseurs à demeurer dans le quartier où ils exercent leur ministère depuis plus d'un siècle. D'autres objections soulignent la difficulté de concevoir un hôtel des ventes qui satisfasse toute la clientèle dans sa diversité : la clientèle des riches amateurs et chineurs de toute sorte et le groupe, non négligeable, des marchands.

MICHEL KAJMAN.

Les Tailleurs de Qualité

CLUB DES GRANDS CISEAUX

- XX BERCEVILLE, 4, bd Malesherbes - 265.38.28
- XX BUNTLEY, 29, rue de Marignan - 225.59.36
- XXX COURTES, 33, rue Marbeuf - 225.04.81
- XX CAMBOURAKIS, 97, bd Raspail - 548.22.23
- XX A.L. GUERLOT, 17, rue de Choiseul - 742.47.12
- XXX LORYS, 33, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie - 720.80.48
- XX PITTARD, Succ^r de J. CARETTE - 225.20.21
- XX QUIN, 2, place des Victoires - 233.75.05
- XX A. SCHLERET, 7, rue d'Artois - 359.17.66
- XX TALON, 62, av. Bosquet - 551.11.64 et 705.87.36
- XX de 2 500 F à 2 800 F XXX 3 500 F

Naissances

— Marc et Tahani Lemot sont heureux de faire part de la naissance de leur fils Alexandre, né le 23 novembre 1976, à Washington.

— La secrétaire générale des Ardennes et Mme Jean Barton du Jonchay, Pierre Guy et Marie-Gabrielle, sont heureux d'annoncer la naissance de Elisabeth, née le 23 novembre 1976, à Charleville-Mézières.

— On nous prie d'annoncer le mariage de Mlle Cécile Emery, fille du docteur et de Mme Jacques Emery, avec M. Jean-Jacques Bertrand, fils de M. et Mme Marc Bertrand, à Lyon, le 20 novembre 1976.

Mariages

— On nous prie d'annoncer le mariage de Mlle Cécile Emery, fille du docteur et de Mme Jacques Emery, avec M. Jean-Jacques Bertrand, fils de M. et Mme Marc Bertrand, à Lyon, le 20 novembre 1976.

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de Mme Paul HAUDOUIN, née Noëmi Bialer-Schoen, survenue le 15 novembre 1976, dans sa quatre-vingt-deuxième année. Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité.

— Le président, le conseil d'administration et le personnel du Crédit chimique, ont le profond regret de faire part du décès de M. Frédéric BERNIER, administrateur et ancien président de la banque de 1967 à 1972.

— Mme Jean Delaune, et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Jean DELAUNE, survenu accidentellement le 24 octobre, dans sa cinquante et unième année.

— Un service religieux aura lieu le 2 décembre, à 11 h. 30, à l'église Saint-Pierre du Gros-Cailhou, 82, rue Saint-Dominique, Paris (7^e).

— La direction et le personnel de la société Forx Neptun, font part du décès de M. Jean DELAUNE, directeur adjoint des opérations de forage en mer du Nord.

— Un service religieux aura lieu le 2 décembre, à 11 h. 30, à l'église Saint-Pierre du Gros-Cailhou, 82, rue Saint-Dominique, Paris (7^e).

— M. Hubert Grünwald, son fils, Mlle Liliane Grünwald, sa belle-sœur, M. Donald Grünwald, son neveu, ont la douleur de faire part du décès de Mme Thérèse-Hubert GRÜNWALD, survenue le 20 novembre 1976, munie des sacrements de l'Eglise.

— La cérémonie religieuse et l'inhumation, au cimetière du Père-Lachaise, ont eu lieu le mercredi 24 novembre 1976, dans la plus stricte intimité.

— Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Albert Kitzschner, son épouse, ses enfants, petits-enfants, frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de M. Albert KITZSCHNER, survenu le 23 novembre 1976.

— Les obsèques auront lieu le vendredi 26 novembre 1976, à 15 h. 30, au cimetière de Vaux-le-Pénil, près Melun (Seine-et-Marne).

— Le personnel des établissements Pierre Olivier ont la douleur de faire part du décès de M. Albert Kitzschner, survenu le 23 novembre 1976.

— Nous apprenons le décès, mardi 23 novembre, de M. MARCEAU LAURENT, (né le 7 janvier 1901 à Wahagnies (Nord), Marceau Laurent avait adhéré dès son plus jeune âge à la S.F.I.O. Ancien secrétaire général de mairie, il avait été élu député de la sixième circonscription du Nord en 1962, mais avait perdu son siège en 1968. En 1972, c'est son fils, M. André Laurent, qui a repris le siège à l'U.D.R.

— M. Marceau Laurent était le frère de M. Augustin Laurent, ancien ministre socialiste, maire honoraire de Lille.

— Le grand chancelier, le conseil de l'Ordre et les compagnons de la Libération ont la grande douleur de faire part du décès de M. André MALEAUX, compagnon de la Libération, survenu à Paris le 23 novembre 1976, à l'âge de soixante-quinze ans. Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu le 24 novembre 1976 dans l'intimité à Verrières-le-Buisson.

— M. Yves Pierre-Benoist, et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Yves PIERRE-BENOIST, premier conseiller juridique du ministère des affaires étrangères, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945. Conformément à sa volonté, les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— M. Yves Pierre-Benoist, 78220 Viroflay, 4534 Annandale, Virginia, E.U.A.

— Mlle Thérèse Terroine, et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Yves PIERRE-BENOIST, premier conseiller juridique du ministère des affaires étrangères, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945. Conformément à sa volonté, les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— M. Yves Pierre-Benoist, 78220 Viroflay, 4534 Annandale, Virginia, E.U.A.

— Mlle Thérèse Terroine, et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Yves PIERRE-BENOIST, premier conseiller juridique du ministère des affaires étrangères, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945. Conformément à sa volonté, les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— M. Yves Pierre-Benoist, 78220 Viroflay, 4534 Annandale, Virginia, E.U.A.

— M. Olibert Marion, son fils, Mme Danielle Grand-Fotin, sa fille, ont la douleur de faire part du décès de M. Olibert MARION, survenu le mardi 23 novembre 1976. La levée du corps aura lieu le vendredi 26 novembre 1976, à 9 h. 30. Cet avis tient lieu de faire-part.

— La famille de M. MICHELOT, ancien contrôleur général de police, médaillé de la Résistance, chevalier de la Légion d'honneur, prie de faire part de son décès, survenu accidentellement le 8 novembre.

— Les obsèques ont eu lieu à Sedan dans l'intimité familiale.

— Mmes Marcel PENIN, née Renée Blondau, et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Marcel PENIN, survenu le 23 novembre 1976.

— Les obsèques ont eu lieu le samedi 20 novembre 1976, dans la stricte intimité familiale.

— M. Yves PIERRE-BENOIST, premier conseiller juridique du ministère des affaires étrangères, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945. Conformément à sa volonté, les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— M. Yves Pierre-Benoist, 78220 Viroflay, 4534 Annandale, Virginia, E.U.A.

— M. Yves Pierre-Benoist, et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Yves PIERRE-BENOIST, premier conseiller juridique du ministère des affaires étrangères, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945. Conformément à sa volonté, les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— M. Yves Pierre-Benoist, 78220 Viroflay, 4534 Annandale, Virginia, E.U.A.

— Mlle Thérèse Terroine, et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Yves PIERRE-BENOIST, premier conseiller juridique du ministère des affaires étrangères, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945. Conformément à sa volonté, les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— M. Yves Pierre-Benoist, 78220 Viroflay, 4534 Annandale, Virginia, E.U.A.

Communications diverses

Roland Bou-Chéid, avocat libanais, reçoit au 17, boulevard Garibaldi, 75015 Paris. Tél. 567-84-18.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT — Samedi 27 novembre, à 14 heures, université Panthéon-Sorbonne, amphithéâtre Richelieu, M. Amis Guilguis : « L'effort de l'Égypte pour l'indépendance de 1922 à 1937 ».

— Samedi 27 novembre, à 14 heures, université de Paris-Sorbonne, amphithéâtre de Martonne (Institut de géographie), M. Bernard Dumas : « Recherches géomorphologiques dans le Levant septentrional, entre les plaines de Valence et de Carthage ».

— Samedi 27 novembre, à 14 heures, université de Paris-Sorbonne, amphithéâtre Descartes, M. Jean Lanthier : « Contribution à l'étude d'une écriture diplomatique en Lorraine. Actes en langue vulgaire antérieurs à 1771 conservés dans le département des Vosges ».

— Samedi 27 novembre, à 14 heures, université de la Sorbonne nouvelle, salle Octave-Gréard, M. Michel Perrin : « David Garrick, homme de théâtre ».

— Samedi 27 novembre, à 14 heures, université de la Sorbonne nouvelle, salle Bonjean, M. Hassan Besvian : « Études paléontologiques comparées (françaises et péruviennes) ».

Visites et conférences

VENDREDI 26 NOVEMBRE

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES — Caisse nationale des monuments historiques, 11 h. entrée, place du Trocadéro, Mme Zulfiorie : « Exposition Claude-Joseph Vernet ».

— 14 h. 45, avenue des Gobelins, Mme Philippe : « La manufacture royale des Gobelins ».

— 15 h. 8, place des Vosges, Mme Allas : « La maison de Victor Hugo ».

— 15 h. entrée de l'exposition au Grand Palais, Mme Garnier-Ahlberg : « L'Amérique par l'Europe ».

— 15 h. musée du Louvre, porte Denon, Mme Saint-Orens : « La peinture vénitienne de Véronèse à Guardi, dans les collections du Louvre ».

— 18 h. Grand Palais : « Pavis de Chaux » (A. V. P.).

— 19 h. métro Cardinal-Lemoine : « Les jardins de la rue Mouffetard, ses clochers » (A. V. P.).

— 19 h. 17, quai d'Anjou : « Hôtel Launay » (Mme Camus).

— 19 h. 30, 3, rue de Sully : « L'arsenal de Sully » (Mme Ferrand), entrées limitées.

— 19 h. 107, rue de Rivoli : « Le cinquantenaire de l'Expo des arts décoratifs 1925 » (Mme Engel).

— 19 h. 15, façade, portail de droite : « Notre-Dame » (M. de La Roche).

— 19 h. 30, musée du Louvre, porte Denon : « Les appartements des rois de France » (Paris et son histoire).

— 19 h. 30, 10, rue Rameau, à Versailles : « Le bailliage et les carrières du vieux marché ».

CONFÉRENCES — 20 h. 30, bibliothèque Beaupré, 38, rue Emile, MM. B. Cacciatore, J.-P. Rioux, P. Ory : « Politique culturelle du front populaire ».

— 20 h. 30, 11 bis, rue Képler : « Les rêves » (Loge unit des théosophes), entrée libre.

— 20 h. 30, Maison Heinrich-Heine, 27, boulevard Jourdan, M. Hans Meier : « Deutsche und Französische Historie seit 1945 ».

— M. René Edmond : « Tendances récentes des recherches historiques en France ».

Le SCHWEPPESS Bitter Lemon, regardez descendre sa pulpe.

(Publicité)

● COROT, spécialiste de la tapisserie imprimée main, signée par les plus grands artistes contemporains. Cartons exclusifs. Tirage limité. COROT, 65, Champs-Élysées - 4^e étage. Tél. : 225-36-59.

BERTELL

PARIS - DEAILVILLE

«Le raffinement discret de l'authentique élégance britannique...»

«Le charme des meilleurs tweeds irlandais au cœur de Paris.»

Austin Reed - Aquascutum
3, place Saint-Augustin
75008 Paris - 265.28.52
La Chapelle de Paris



Du 20 au 30 Novembre dans toute la France

CRÉDIT EXPRESS
POSSIBILITÉ 1^{re} TRAITE EN 1977
REPRISE INSTANTANÉE
LIVRAISON IMMÉDIATE
GARANTIES EUROCASION
SUR VOITURES SÉLECTIONNÉES



DES VOITURES DE TOUS LES PAYS À TOUS LES PRIX.

20.000 VOITURES À SAISIR

Les centres EUROCASION de votre région

- 84 - ARLES, 28 et 29, av. A. Raimon.
- 85 - BOURG-EN-BRESSE, 28, rue de la République.
- 86 - CHATELAIN, 27, av. de la Gare, 127 à 131.
- 87 - CHATELAIN, 27, av. de la Gare, 127 à 131.
- 88 - CHATELAIN, 27, av. de la Gare, 127 à 131.
- 89 - CHATELAIN, 27, av. de la Gare, 127 à 131.
- 90 - CHATELAIN, 27, av. de la Gare, 127 à 131.
- 91 - CHATELAIN, 27, av. de la Gare, 127 à 131.
- 92 - CHATELAIN, 27, av. de la Gare, 127 à 131.
- 93 - CHATELAIN, 27, av. de la Gare, 127 à 131.
- 94 - CHATELAIN, 27, av. de la Gare, 127 à 131.
- 95 - CHATELAIN, 27, av. de la Gare, 127 à 131.
- 96 - CHATELAIN, 27, av. de la Gare, 127 à 131.
- 97 - CHATELAIN, 27, av. de la Gare, 127 à 131.
- 98 - CHATELAIN, 27, av. de la Gare, 127 à 131.
- 99 - CHATELAIN, 27, av. de la Gare, 127 à 131.

26 ARRIVENT, 482 CHANGENT DE PLACE.

Voici le classement des 500 premiers groupes français dans le numéro "5.000" du Nouvel Economiste.

1	EDF	101	Delema Vieilleux	201	Rémy Martin	301	GTI	401	Entrepôts Gares Frigo
2	CFP	102	Agence Havas	202	Sucrerie Bouchon et Pajot	302	Chaussures Eram	402	Crédit Electrique et Gazier
3	ER-Aquitaine	103	Casino Guichard Perrachon	203	Entrepôts de Paris	303	Profilés et Tubes de l'Est	403	Gerland
4	SGPM	104	Navigation Mixte	204	Sié du Louvre	304	Gana Coop	404	RETI
5	Rhône-Poulenc	105	Shell Chimie	205	Dunlop SA	305	BIS	405	St Raphaël
6	PUK	106	Générale de Chauffage	206	Eternit	306	General Foods France	406	Laiterie de Haute-Normandie
7	Michelin	107	Lyonnais Immobilier	207	Massey Fergusson	307	Ortiz	407	Laurent Bouillet
8	GDF	108	Carrefour	208	Sceta	308	Francap	408	Sofresid
9	Shell France	109	BIC SA	209	Crouzet SA	309	CFEM	409	Forage et Décolletage
10	Sadior	110	Rank Xerox SA	210	Simnor	310	Office Comm. Pharmaceutique	410	Dong Triau
11	DNEL	111	Martel et Cie	211	Locindus	311	Céramiment - Lu Brun	411	Eugène Schollès SA
12	Peugeot SA	112	GTM	212	Arjomari Proux SA	312	Aifa Laval	412	Engrenages et Réducteurs
13	Imérial	113	Cogit	213	Lille Bonnières Colombes	313	Huiles Goudrons et Dérivés	413	Phonogram
14	RMUR	114	Esso Chimie	214	Essilor International	314	Eurocom SA	414	Satrap et Brice
15	SNCF	115	Localfrance	215	Publicis SA	315	Gantois	415	Mory
16	IBM France	116	Ciments Vicat	216	Stein Industrie	316	Iminvest	416	Union Indus. Blanz Oust
17	Seita	117	Générale de Fonderie	217	SAE	317	Armand Thiery et Sigrand	417	Rosignol SA
18	CGE	118	La Télémeccanique Electrique	218	Parienne Chauffage Urbain	318	Grands Moulins de Paris	418	Pathé Cinéma
19	BSN-GD	119	La Rochette Cempa	219	Chaussures André	319	SNR	419	Goodyear
20	ESSO-SAF	120	Sié du Pipeline Sud-Européen	220	Entreprise Jean Lefebvre	320	Senelle Maubeuge	420	Forestière des Allumettes
21	Schneider SA	121	Jacques Borel International	221	De Dietrich et Cie	321	Europe 1	421	La Seignette
22	France Pétroles BP	122	Scrag	222	Campanon Bernard	322	Précision Mécanique Labinal	422	Gillet Thau
23	EMC	123	Lambert Frères et Cie	223	Prouvost SA	323	Unibail	423	Lanson
24	Air France	124	SKF	224	Ciménis d'Origny	324	Coopérateurs de Champagne	424	Nicolas
25	Air Liquide	125	Cedra	225	Sucrerie du Solssonnais	325	Pommery et Greno	425	Nordon et cie
26	Thomson-Brandt	126	Ufimeg	226	Paris Rhône SA	326	Merrill Torau	426	Brossette
27	Citroën SA	127	Roquette Frères	227	Les Presses de la Cité	327	Sovabail	427	Roure Bertrand Dupont
28	Solmer	128	Routissot SA	228	Citroën Sié Commerciale	328	Economats du Centre	428	Mécanique Aéronautique
29	CDP	129	CM Industries	229	Gévelot	329	ITT	429	La Roche Picard
30	Automobiles Citroën	130	Bel Vache Qui Rit	230	Air Inter	330	Goulet Turpin	430	Piper Haldsick
31	Roussel Uclaf	131	Paris France SA	231	Unipol	331	Delalande SA	431	Pierre Fabre
32	GIAT	132	Financière Lesieur	232	Mercedes Benz France	332	Pommery et Greno	432	Laminors Tréfileries de Lens
33	Creusot-Loire	133	Frse Transports Maritimes	233	Tuyaux Bonna	333	CGV	433	Maisons Phénix
34	Le Nickel SLN	134	LMT	234	Sagem SA	334	Primagaz	434	Eurolysine
35	Lafarge	135	Aussedat Roy	235	Fraisinet	335	Mosellane des Eaux	435	Case France SA
36	Marine Wendel	136	Gazocéan	236	Nozal	336	Manurhin	436	Solétanche
37	Chrysler France	137	Pechelbronn	237	Bell Equipement	337	Eaux du Nord	437	Unelac
38	Snias	138	3 M France	238	Potain	338	Cie des Signaux	438	Porcher SA
39	Beghin-Say	139	Union de Brasseries	239	Burroughs	339	Cie des Signaux	439	Bignier Schmid Laurent
40	Mobil Oil France	140	Dumez SA	240	Sellier Leblanc	340	Quillery	440	Européenne de Propulsion
41	Pernod-Filcard	141	Prétabail	241	Sis Orsan	341	Comex	441	Taillinger
42	Socobail	142	Routière Colas	242	Neuves-Maisons Châillon	342	Carboxyque Française	442	Cope Allman Europe
43	Fiat France	143	Ugimo	243	SAF	343	Lipha	443	Edwin and Haas France
44	L'Oréal	144	Saint Frères	244	Coop. de Lorraine	344	GUJEM	444	L'Aliment Essentiel
45	Générale Occidentale	145	Cie Lebon	245	TRT	345	Wabco Westinghouse	445	Riet
46	CAFO	146	Total Chimie	246	Pompes Funébres Générales	346	Facom	446	Razel Frères
47	Honeywell Bull	147	Cie Navale Worms	247	Robert Bosch France	347	Glaenzler Spicer	447	Peron SA
48	Chargeurs Réunis SA	148	Silvic	248	Heurtey SA	348	Heurtey SA	448	L'Allobroge
49	Dassault Bréguet	149	Générale des Engrais	249	Singer	349	Hôtels Concorde	449	Vittel
50	Finaxtel	150	Forges de Gueugnon	250	Cil	350	Coop. de Saintes	450	Darnat Serviposte
51	Codeltel	151	Solinsabail	251	Electricité Eaux de Madagascar	351	Olivetti France	451	Durquesne Purina
52	Moët Hennessy	152	Consortium Général Textile	252	Sié des Vins de France	352	Papeteries de Gascogne	452	La Quinolène
53	Générale des Eaux	153	Boussais SA	253	G. Leroy	353	Girec	453	Amosig
54	Aéroport de Paris	154	CEM	254	A. Herliq et Fils	354	Motobécane	454	Massiot Phillips
55	Unic SA	155	Electricité de Strasbourg	255	Prénatal	355	Lucas France	455	Unidel
56	CGM	156	Sié des Usines Chausson	256	Belle Jardinière	356	Butyl	456	Poulain
57	Sneema	157	Lesieur Coteille	257	Acieries Paris et d'Outreau	357	Papiers Peints Leroy	457	Schmid
58	Kodak Pathé SA	158	Agache Willot	258	Solex	358	Trailor SA	458	Hoover SA
59	SLEE	159	Lainière de Roubaix	259	BHV	359	Palais de la Nouveauté	459	Arbel
60	Cofimeg	160	Téléphones Ericsson	260	Immeubles Plaine-Monceau	360	La Mure	460	Cibie SA
61	Compagnie des Compteurs	161	Poclain	261	Silec	361	Lubrizol France	461	Pipe-line Méditerranée Rhône
62	Sefimeg	162	Docks de France	262	Docks de France	362	UFAM	462	Van Cleef et Arpels
63	La Radiotechnique	163	Jeumont Schneider	263	La Carbone Lorraine	363	Luchaire	463	Coparex
64	SCOA	164	Gr. Européen de la Cellulose	264	Saunier Duval	364	Charla SA	464	CEP
65	Sinco	165	Club Méditerranée	265	Codnor	365	Escaut et Meuse	465	Roquefort
66	Au Printemps SA	166	SCAC	266	Les Piles Wonder	366	Trouvay et Cauvin	466	SMCI
67	Ciments Français	167	CGCT	267	Unicac	367	Rhin Rhône	467	Dalle et Lecomte
68	Hauts Fourneaux de la Chiers	168	Félix Polin	268	Euronarché	368	Astral	468	Pomona
69	France du Ferodo	169	Sovirel	269	Glaces Findus	369	Albra	469	L'Express
70	Poudres et Explosifs	170	Fougerolle	270	Const. Métal. de Provence	370	Sicar	470	Jaeger
71	BRGM	171	Groupe Maison Familiale	271	Veuve Clicquot Ponsardin	371	Cofradel	471	Cousin Frères SA
72	Frse Nouvelles Galeries Réunies	172	Acieries de Pompey	272	Manufrance	372	Grands Moulins de Pantin	472	Coop. Flandre Artols
73	Pierrefite Aubry	173	Radar	273	Saupiquet	373	Grands Travaux de l'Est	473	Ocefi
74	Port Autonome de Bordeaux	174	Moteurs Leroy Somer	274	Rougier et Fils	374	Novasol	474	Gaumont
75	Compagnie Salins du Midi	175	John Deere SA	275	Unelco	375	Tioxide SA	475	Poo-Rhin
76	Dollus Mieg	176	Merlin Gerin	276	Produits du Maïs	376	Albert Cochery	476	Sucres et Denrées
77	Ato Chimie	177	Foncière Lyonnaise	277	Forges de Saulines et Gorcey	377	André Roudière et cie	477	Falencerie de Sarreguemines
78	Pollet	178	Locabail Auto	278	Turbomeca	378	Socipar	478	Sodireg
79	Priceal	179	La Redoute	279	Henkel France	379	Safic Alcan	479	Chambon
80	Alspi	180	Union pour l'Habitation	280	SEV Marchal	380	Dubigeon Normandie	480	Technip
81	Métallurgique de Normandie	181	Fenwick SA	281	Gaz de Bordeaux	381	Bernard Moteurs	481	St Dupont
82	UIF	182	Chantiers de La Ciotat	282	Sabliers de la Seine	382	Eaux et de l'Ozanne	482	Onyia SA
83	Chantiers de l'Atlantique	183	SAGA	283	Ateliers Chantiers de la Loire	383	Ficht Bauche	483	Rhône Casalis
84	Carnaud SA	184	Sperry Rand France	284	Coop. de Consommation	384	Schaffer et cie	484	Courtauda SA
85	Sommer Allibert	185	Limagrain	285	Kali Sainte-Thérèse	385	Coop. de Bretagne	485	Fortium
86	Kléber Colombes	186	SAT	286	Bennes Marrel	386	STEF	486	Voiron et Desgorges
87	Source Perrier	187	Sucre de St-Louis	287	Révillon Frères SA	387	Tréfileries Châillon Gorcey	487	Secar
88	Liges	188	Bouygues	288	Héritiers de G. Perrin	388	Genvrain	488	Française BASF
89	Automobiles M. Berliet	189	Asclinter Otis	289	Viniprix	389	Aciers Fins de l'Est	489	Sapvin
90	Nobel Bozel	190	Mumm et cie	290	PLM SA	390	Aménagement Urbain et Rural	490	Marsillaise et de Madagascar
91	Hachette	191	Olida et Caby	291	NCR France	391	Trane	491	Marnier Laposolle
92	Lyon Almand Louyot	192	Le Grand	292	Cogedim	392	Générale de Géophysique	492	Promodex
93	DBA	193	Chapelle Darblay	293	Schlumberger et Cie	393	Sucrerie d'Arcis-sur-Aube	493	Simotra
94	Châillon Commeny Biache	194	Galeries Lafayette	294	Travaux Hydrauliques	394	Ull Groupe Selfi-Cima	494	Aisthom Savoisiennne
95	Office National des Forêts	195	Cie Industrielle Maritime	295	Cérabail	395	Arbel Industrie	495	Claudel Roustang Galag
96	Moulinex SA	196	Foncia	296	GBA	396	Sucrerie d'Origny	496	Deville
97	SEB SA	197	Astra Calvé	297	Agia Gvaert	397	Norton SA	497	Monoprix
98	Saviem	198	Prouvost Masurel	298	Comptoirs Modernes	398	Sanal Eco	498	Gilca
99	Babcock Fives	199	Cie Optorg	299	Trapil	399	Application des Gaz	499	Amrep
100	Générale Sucrière	200		300	Unicopa	400	Guyomarch	500	Union Indus. et Maritime

"5.000" BON DE COMMANDE

à découper et à renvoyer avec votre paiement au NOUVEL ECONOMISTE, Edition "5.000" - 17, rue d'Uzès, 75063 PARIS Cedex 02.

Veuillez m'adresser le nombre d'exemplaires de "5.000" que je vous indique ci-dessous, au prix unitaire de 52 F (franco de port pour France Métropolitaine).

Nombre d'exemplaires (pour toute commande supérieure à 20 exemplaires, nous consulter).

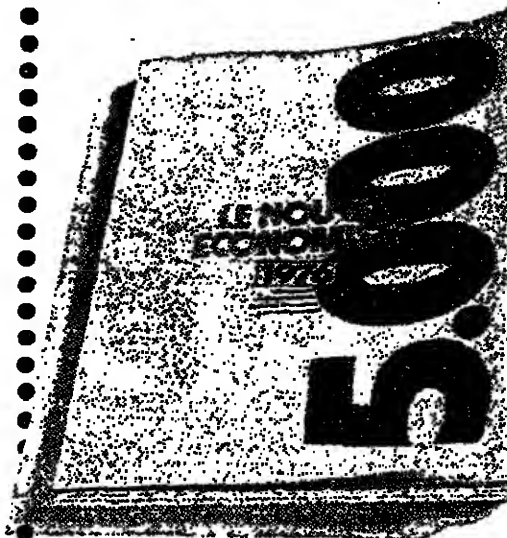
Paiement joint (chèque bancaire ou chèque postal 3 volets à l'ordre du NOUVEL ECONOMISTE).

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal [] [] [] [] Ville _____

"5.000" est envoyé automatiquement aux abonnés du Nouvel Economiste. Si vous n'en faites pas partie, demandez votre exemplaire dès aujourd'hui.



Chaque année, le monde des affaires attend la parution du "5.000", classement des premières entreprises françaises et européennes. A la suite d'ENTREPRISE, LE NOUVEL ECONOMISTE publie maintenant ce dossier unique en France - indispensable pour mesurer et comparer les performances des leaders de l'économie française.

Le "5.000" 1976 vient de paraître.

Quels sont les grands perdants et les grands gagnants parmi les 5.000 premiers groupes français et les 1.000 premiers européens ? Vous le découvrirez dans "5.000", ainsi que plus de 40.000 informations chiffrées sur les entreprises qui vous intéressent : activités principales, C.A., capitaux propres, effectifs, cash-flow, valeur ajoutée, bénéfices déclarés, principaux animateurs... 40.000 informations que vous souhaiterez avoir sous la main tout au long de l'année.

Si vous n'êtes pas abonné au NOUVEL ECONOMISTE, renvoyez vite le bon ci-contre pour recevoir votre exemplaire du "5.000".

LE NOUVEL ECONOMISTE

Edition "5.000"
17, rue d'Uzès, 75063 PARIS Cedex 02

5000 من الأعمال

PLACE
75
100

DÉFENSE

Le général Haig : les capacités militaires de l'Union soviétique excèdent ses besoins de défense

« La capacité militaire de l'Union soviétique excède considérablement ses besoins en matière de simple défense de son territoire », a estimé, mercredi 24 novembre à Paris, le général Alexander Haig, commandant suprême des forces alliées en Europe, devant les représentants de la presse anglo-américaine en France. « Les Soviétiques ne par-

tagent pas, a-t-il ajouté, notre point de vue que les armes nucléaires sont des armes politiques. »

Le général Haig a attiré l'attention de son auditoire sur le fait que le sentiment de sécurité en Europe, lié à la supériorité qualitative de l'armement occidental sur la supériorité quantitative des forces du pacte de Varsovie, s'affaiblissait chaque jour davantage. Il a constaté l'existence, chez les Soviétiques, d'une volonté de concentrer leurs ressources et leurs efforts pour rattraper l'écart technologique entre l'Est et l'Ouest.

Le commandant suprême des forces alliées en Europe estime, d'autre part, que l'accroissement des forces soviétiques aux frontières de l'Europe centrale est tel, aujourd'hui, qu'il donne à Moscou la possibilité de lancer une attaque sans la nécessité de disposer de renforts considérables. Cette situation implique, pour l'OTAN, que les alliés bénéficieraient d'un délai d'avertissement moindre en cas d'offensive soviétique. Mais le général Haig a tenu à expliquer qu'il rejetait l'idée que les Occidentaux sont vulnérables à une attaque surprise et que « les Soviétiques pourraient manœuvrer sur le Rhin dans les quarante-huit heures ». Selon le général américain, les Occidentaux ne risquent pas d'être pris au dépourvu, mais ils auront moins de temps pour renforcer leurs unités stationnées en Europe avec des troupes venues des Etats-Unis ou du Royaume-Uni.

Le général Haig a souligné, en conclusion, que, seule la présence permanente de troupes de l'Alliance atlantique sur le sol européen, et pas seulement sur les flancs nord et sud de l'OTAN, pouvait donner à une diplomatie occidentale des moyens de maîtriser une crise créée par Moscou.

NOMINATIONS MILITAIRES

Sur la proposition de M. Yvon Bourges, ministre de la guerre, le conseil des ministres du mercredi 24 novembre a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● **AIR.** — Sont nommés : directeur de l'infrastructure de l'air, le général de brigade aérienne Roger Uhrig ; adjoint au directeur de la recherche et des moyens d'essai (D.R.E.) et la délégation ministérielle pour l'armement, le général de brigade aérienne Roger Antiphon.

Est placé en deuxième section (réserve), par anticipation et sur sa demande, le général de corps aérien en congé de personnel navigant Jacques Le Groigne.

● **ARMEMENT.** — Sont nommés : président de la commission des inventions, l'ingénieur général de première classe Jean Picaud, qui garde ses fonctions d'adjoint au directeur technique des constructions aéronautiques ; chef du service technique des télécommunications de l'air, l'ingénieur général de deuxième classe Michel Bergougnoux.

Est placé en deuxième section (réserve), par anticipation et sur sa demande, l'ingénieur général de deuxième classe Michel Bignier.

● **MARINE.** — Est nommé commandant l'arrondissement maritime de Rochefort, le contre-amiral René Besnault.

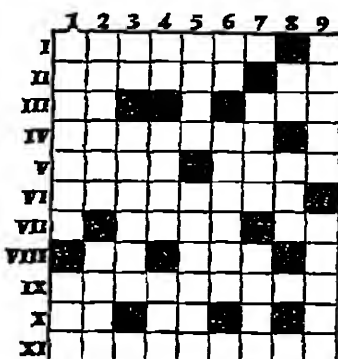
Sont placés en deuxième section (réserve), par anticipation et sur leur demande, les contre-amiraux Alexandre du Gailmeau de Champvaillans et Jean Chauvigné.

● **TERRE.** — Sont admis en deuxième section (réserve), par anticipation et sur leur demande, l'ingénieur général de première classe Pierre Le Calvez et le général de brigade Gérard de Royer-Dupré.

● **Les Soviétiques ont réussi leur premier tir, depuis un sous-marin, d'un missile à têtes multiples à longue portée, a-t-on appris mardi 23 novembre dans les services de renseignements américains.** Cette expérience réussie marque une étape importante pour la mise au point du missile SSN-X-18, dont la portée devrait être de 7 400 kilomètres. Le SSN-X-18 sera le premier missile à têtes multiples soviétique lancé depuis un sous-marin (un même missile transportant plusieurs ogives nucléaires) dont chaque secteur peut ou non être indépendante. — (A.P.)

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 622



HORIZONTALEMENT

1. Commerce illicite. — II. La dernière chose à faire ! Prend son temps en toutes circonstances. — III. Participe. — On le traite comme un chien. — IV. Grande, chez l'écureuil. — V. Pas fade ; coin humide. — VI. Corps gras. — VII. Plus qu'il ne faudrait. Possessif. — VIII. Fut décapité. Familier au chimiste. — IX. Impique un grand soud de distinction. — X. P. de partie. Un point dans l'est. — XI. S'y entendent à vous couper le souffle.

VERTICALEMENT

1. Manque de débouché ; Ne put cacher une certaine corruption. 2. Dur ou tendre, est toujours doux ; Vieux poids lourds. — 3. Symbole ; Emergence à peine. — 4. Désinence verbale ; Il avait de bonnes raisons d'être morose ; Toujours emporté par l'Amour (Inversé). — 5. Vocabulaire colonial ; Craquent sous la dent. — 6. Commence tragiquement ; Accommodés par des Casanovas. — 7. Organe de droite ou de gauche ; Ce n'était pas le respect qui l'étoffait. — 8. Eau douce ; Recouvre. — 9. Chambre d'ami ; Fils durables.

Solution du problème n° 1 621

Horizontalement
I. Astuce ; Pl. — II. Cervelle. — III. Im ; El ; Our. — IV. Sém. (colite). — V. Laiton. — VI. Lieur ; P.E. — VII. Mes ; Radia. — VIII. Ode ; Uri. — IX. Sinistres. — X. SL ; RA. — XI. Escaliers.

Verticalement
1. Acis ; Masse. — 2. Semelle ; Na. — 3. Tr. ; Maison. — 4. Uvète ; Dir. — 5. Ceintures. — 6. El ; Aéra ; Tri. — 7. Lois ; Durée. — 8. Feur ; Pire. — 9. Réussis.

GUY BROUTY.

AUTOMOBILE

DEUX AUTOMATISMES DIFFÉRENTS

VOLVO 343 : UNE SUPER DAF A LA SCANDINAVE

Entre la boîte automatique chère aux Américains (91,8 % du parc) — et dont les Européens s'accommodent peu — et la boîte manuelle, avec sa récente 400 « automatique » et le système à variation continue mis au point par Daf, la choix est affaire de tempérament : la première autorise une sélection manuelle des rapports et permet d'obtenir de bonnes performances, pourvu que le moteur le permette (c'est le cas de la Simca-Chrysler 2 L, voir plus loin) ; la seconde, offre qu'une marche avant et une marche arrière, c'est tout. Encore faut-il ajouter que cette dernière est bruyante au démarrage (avec une impression de transmission qui patine), mais que les à-coups et les surrégimes sont impossibles.

La dernière Volvo, la 343, a adopté la technique Daf. Ce n'est pas étonnant, après l'absorption de la firme hollandaise par les Suédois. Il y a deux ans, la 343 était déjà un projet avancé, auquel les techniciens de Göteborg ont donné une touche scandinave. Les inconditionnels de la transmission Variomatic ne seront donc pas surpris par la 343, qui n'est, du point de vue technique, qu'un super-Daf : moteur Renault (1 397 centimètres cubes (8 CV), transmission similaire mais renforcée et améliorée, essieu De Dion à l'arrière. Il en résulte une voiture à la tenue

de route satisfaisante, aux performances très moyennes (mais largement suffisantes pour soutenir des moyennes « légales » sur autoroute), et dont l'inertie des mécanismes de transmission permet d'effacer les sautes d'humeur du conducteur.

Quant au reste, il pourra satisfaire les amateurs de sécurité « à la Volvo » : les pare-chocs sont bien visibles, la calasse est lourde (ce qui, joint au tempérament sous-vireur de la voiture, est très sensible dans les virages serrés, mais c'est également le cas pour la Chrysler 2L), l'équipement est soigné et complet, les ceintures à enrouleur enveloppent les places arrière, le tableau de bord est constamment éclairé et l'éclairage de nuit est excellent.

Silence

Il faut encore noter une absence quasi complète de bruits aérodynamiques et un confort sonore remarquable en vitesse stabilisée. La 343 est une trois portes : l'accès aux places arrière est aisé et la banquette s'escamote facilement pour agrandir le volume du coffre qui passe de 380 dm³ à 1 200 dm³. Le hayon arrière est évidemment pratique, mais le seuil de chargement est trop élevé. L'habitabilité, enfin, bien que supérieure à la plupart des 8 CV (141 centimètres de largeur, à l'avant et à l'arrière) est gâchée à l'arrière par un tunnel de transmission trop important. Mais les quatre places de la 343 sont larges, un peu fermes, mais confortables grâce à une suspension souple.

Bien conçue, malgré des glaces arrière fixes, la 343 est une familière compacte (4,19 mètres de long), agréable tant par sa présentation que par sa conduite. Mais sa consommation reste élevée (8,5 litres à 11 litres entre 75 et 120 kilomètres-heure de moyenne) et il lui manque un peu de luxe pour justifier son prix.

MICHEL BERNARD.

★ Prix : 30 480 F. Consonances (normes UTAO) : 7,9 ; 10,4 ; 11,7.

SIMCA-CHRYSLER 2 L :

A REVOIR

Autre voiture automatique — et seule française livrée comme tel d'origine — la Simca-Chrysler 2 L automatique n'est pas une nouveauté. Elle a raté son lancement en 1970 mais, au fil des années, le modèle s'est amélioré et ses atouts méritent d'être reconsidérés.

CONFORT. — Malgré une suspension un peu fermée, la 2 L est une bonne routière. Ses sièges moelleux sont largement dimensionnés et leur flâtoir est remarquable tant à l'arrière qu'à l'avant. L'impression générale est celle d'une voiture conçue dans laquelle cinq personnes peuvent voyager à l'aise. Le niveau sonore reste bon, mais les circonstances et la voiture se prêtent particulièrement bien à l'installation d'un autoradio de qualité (cet équipement sera livré en série dans le courant de l'année prochaine).

PERFORMANCES. — Avec 118 ch DIN, et bien qu'elle soit lourde, la 2 L se signale par une forte puissance à la tonne (environ 190 ch/t) ce qui est supérieur à la 394 TX ou à la BMW 320 par exemple. Ses accélérations — et ses reprises — brillantes sont autant dues aux qualités du moteur (à allumage transistorisé comme sur les 1307/1308) qu'à celles de la boîte automatique qui s'adapte naturellement à tous les styles de conduite.

PRIX. — Proposée 31 480 F (soit 1 800 F de plus que la 343), la 2 L reste compétitive dans la classe des 11 CV où elle se distingue par sa sobriété remarquable pour une voiture automatique (9 à 10 litres entre 75 et 120 km/h de moyenne).

Bien équipée, la Simca-Chrysler 2 L est malheureusement affligée d'une planche de bord vieillotte et d'une tige de démarreur. C'est la raison principale de son lanoué. Un « remake » de cette mini-américaine serait souhaitable tant elle est proche de la grande routière idéale de classe moyenne. — M. B.

loterie nationale

Liste officielle DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETTS ENTIERS

TERMINAL	MAISON	FINALES et NUMEROS	GROUPE	SOMMES A PAYER	TERMINAL	MAISON	FINALES et NUMEROS	GROUPE	SOMMES A PAYER
1		611 991 91 151 15 681 42 581 49 721	tous groupes tous groupes groupe 2 groupe 4 autres groupes autres groupes	F. 500 500 5 000 100 000 5 000 100 000 5 000	7		7 117 8 677 17 957 91 157 15 687	groupe 3 autres groupes autres groupes groupe 1 autres groupes groupe 3 autres groupes autres groupes	F. 5 000 1 000 5 000 1 000 100 000 5 000 1 000 000 20 000 2 000 000 50 000
2		91 152 2 972 15 682	groupe 3 groupe 3 autres groupes groupe 2	2 000 5 000 1 000 5 000	8		888 91 158 3 178 15 688	tous groupes groupe 3 groupe 4 autres groupes groupe 2	500 2 000 5 000 1 000 5 000
3		91 153 0 973 2 723 15 683 7 683	groupe 3 groupe 3 autres groupes groupe 2 groupe 2 autres groupes	2 000 5 000 5 000 1 000 5 000 1 000	9		9 79 599 719 91 159 0 529	tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes groupe 3 autres groupes groupe 3 autres groupes	70 220 570 570 2 070 5 070 1 070 1 070
4		4 84 114 91 154 7 944 15 684	tous groupes tous groupes tous groupes groupe 3 groupe 1 autres groupes groupe 2	70 220 570 2 070 5 070 1 070 5 220	10		200 740 91 160 9 610 15 680 3 450 7 800 07 420	tous groupes tous groupes groupe 3 groupe 3 autres groupes groupe 2 autres groupes groupe 3 autres groupes	500 500 2 000 5 000 1 000 5 000 1 000 10 000 1 000 100 000 5 000
5		276 91 155 15 685 9 515 30 075	tous groupes groupe 3 groupe 2 groupe 1 autres groupes autres groupes	500 2 000 5 000 10 000 1 000 100 000 5 000	11		11 11 11 11 11 11 11 11	tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes	500 500 500 500 500 500 500 500
6		86 91 156 1 236 2 126 9 696 15 686	tous groupes groupe 3 groupe 2 groupe 2 autres groupes groupe 3 autres groupes groupe 2	150 2 000 5 000 5 000 6 000 7 000 5 150	12		12 12 12 12 12 12 12 12	tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes	150 2 000 5 000 5 000 6 000 7 000 5 150
7		27 497 0 107	tous groupes tous groupes tous groupes	150 500 5 000 1 000	13		13 13 13 13 13 13 13 13	tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes	150 2 000 5 000 5 000 6 000 7 000 5 150

TRANCHE DE LA
SAINT-CATHERINE
TIRAGE DU 24 NOVEMBRE 1976
PROCHAIN TIRAGE
LE 1er DECEMBRE 1976
à ROUEN (Seine-Maritime)

LETO

TIRAGE N°27

5 12 19 20 23 25
NUMERO COMPLEMENTAIRE 10

PROCHAIN TIRAGE LE 1er DECEMBRE 1976

VALIDATION JUSQU'AU 30 NOVEMBRE APRES-MIDI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 25-11-76 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 25 novembre à 8 heures et le vendredi 26 novembre à 24 heures :

Les hautes pressions centrées sur le proche-Atlantique dirigent un courant perturbé qui, d'ouest de l'Atlantique aux îles Britanniques, puis à l'Europe centrale, la France restera en cordure de ce courant, les nuages s'aproucheront peu à peu plus de nos régions septentrionales dans la journée de vendredi.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 25 novembre 1976.

DES DECRETS

● Modifiant le décret n° 55-113 du 2 avril 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 48-50 du 12 janvier 1948 relative aux droits de plaidoirie et du décret n° 54-1233 du 22 décembre 1954 relatif à la Caisse nationale des barreaux ;

● Fixant les modalités d'application de la loi n° 73-1501 du 21 novembre 1973 aux ayants droit de la qualité d'ancien prisonnier de guerre et d'ancien combattant.

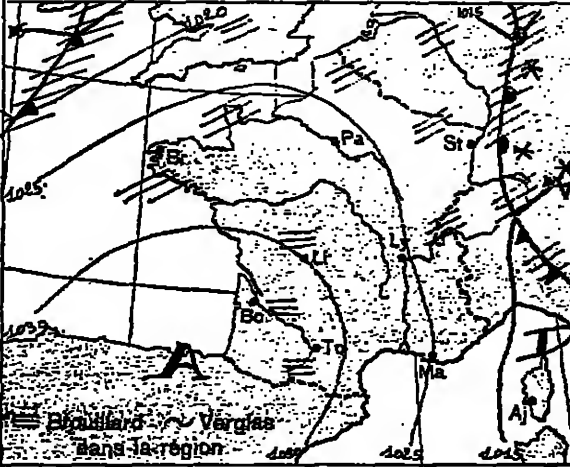
Édité par la S.A.R.L. Le Monde.

Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, rue de Valenciennes PARIS-11^e 1976

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : 20 8/47.

PRÉVISIONS POUR LE 26-11-76 DÉBUT DE MATINÉE



Ce jour-là, le temps sera encore assez frais le matin des Pyrénées au sud de la Méditerranée, avec, sous les éclaircies, des gelées dans l'intérieur. On y observera cependant des bruyères et quelques nuages bas de vallées. Dans la journée, le temps y sera assez ensoleillé, et les températures s'élèveront. Des éclaircies persisteront également sur le sud des Alpes et les régions méditerranéennes, où les vents, de secteur nord, seront encore assez forts.

Sur le reste de la France, le temps sera souvent très nuageux, parfois brumeux. Quelques tabliers pluvieux ou bruineux se produiront, surtout le matin, près des côtes et sur les montagnes près des frontières du Nord-Est et de l'Est (notamment le massif des Vosges vers 800 mètres). Quelques pluies un peu mieux organisées se produiront dans la soirée sur l'extrême Ouest et le Nord-Ouest, où les vents tourneront au sud-ouest et se renforceront un peu.

Les températures varieront peu par rapport à celles de jeudi. Jeudi 25 novembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 004,4 millibars, soit 773 millimètres de mercure.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 15 et 7 degrés ; Amsterdam, 10 et 8 ; Athènes, 10 et 3 ; Berlin, 3 et 1 ; Bonn, 7 et 6 ; Bruxelles, 7 et 4 ; Casablanca, 11 et 17 ; Copenhague, 2 et -5 ; Genève, 6 et 2 ; Lisbonne, 14 et 5 ; Londres, 10 et 2 ; Madrid, 13 et -1 ; Moscou, -2 et -4 ; New-York, -1 ; Palma-de-Majorque, 14 et -1 ; Rome, 14 et 1 ; Stockholm, 2 et -11 ; Téhéran, 16 et 4.

Le Monde

Série des Abonnements
5, rue des Mathématiques
75427 PARIS - CEDEX 19
C.C.P. 6297-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - DOM. - E.O.M.

30 F 160 F 225 F 340 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

185 F 335 F 525 F 690 F

ÉTRANGERS (par mandat)

I. - BELGIQUE - LUXEMBOURG

PAYS-BAS - SUISSE

125 F 230 F 335 F 440 F

II. - SUISSE

153 F 305 F 455 F 590 F

Par voie aérienne

facile sur demande

Les abonnés qui paient par

chèque postal (ou chèque) vont

recevoir leur journal et chaque

leur demande.

Changements d'adresse dé

notifiés ou précédés (deux

semaines au plus) : nos abonnés

sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

signer tous les noms propres en

capital, d'usage.

100

ECONOMISTE

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

« La malédiction »

La branche française de la Twentieth Century Fox a joué un tour aux auteurs de la *Malédiction*, film que Richard Donner, un transfuge du feuilleton de télévision (« Au nom de la loi, Kojak »), a mis en scène à partir d'un scénario original, assués en diable, de David Selzer : en donnant à leur traduction du titre anglais *The Omen*, une consonance manichéenne, mis à part un faux-sens assez grossier — *omen* en anglais, comme le mot latin original, veut dire « présage » — les distributeurs français ont, certes, grandement contribué au succès commercial du film dans notre pays, qui s'annonce, toutes proportions gardées, aussi considérable qu'aux États-Unis. Ils n'ont pas moins détourné l'esprit.

The Omen, version 1976 du « horror film » (le film d'horreur, qu'il illustrent en d'autres temps des chefs-d'œuvre comme *Frankenstein* et *King Kong*), nous prouve d'abord qu'on ne peut plus croire au surnaturel sous sa forme vulgaire. Dans l'œuvre acrobatique de Donner et Selzer, une prophétie du livre des Révélation de l'Apocalypse devient réalité : l'Antéchrist se matérialise dans la peau d'un gamin diabolique, cousin de la petite fille possédée de l'Exorciste.

L'histoire ne se raconte pas, elle accumule présages sinistres, accidents mortels, meurtres. Elle mène à deux reprises d'Angleterre en Italie un couple de parfaits Américains, Gregory Pack, ambassadeur à la cour de Saint-James, Les Ramick, sa femme, et un gouverneur apostat du diable, qu'incarne Billie Whitelaw, l'admirable interprète de Samuel Beckett au Royal Court Theatre de Londres.

C'est franchement plus amusant que le dernier Mel Brooks.

LOUIS MARCORELLES.

Plus bête que méchant...

Exploiter la riche veine de la démonologie — dont la rentabilité n'est plus à démontrer depuis les succès remportés par Rosemary's Baby et l'Exorciste — est sans doute de bonne guerre. Mais il faut un minimum de sérieux. Pour relater la naissance de l'Antéchrist en s'appuyant sur le livre de l'Apocalypse, il faudrait peut-être mieux avoir lu ce livre auparavant.

Le film *La Malédiction* — pour s'en tenir à ses prétentions « théologiques » — ne s'embarrasse pas de telles subtilités. Au lieu de prétendre verser bibliques sur lequel repose toute l'histoire — « Quand les Juifs retourneront à Sion, qu'une comète traversera le ciel, et que le Saint Empire romain redeviendra puissant, alors, vous et moi, nous mourrons » — ne se trouve même pas dans l'Apocalypse ! Ce serait une invention pure et simple de l'auteur, vaguement inspirée d'une prophétie de Nostradamus.

Quant à la fameuse « marque de la bête », le chiffre 666 inscrit sur le cuir chevelu de ce bon petit diable qui donne tant de soucis à ses parents, si on la trouve bel et bien dans l'Apocalypse, elle se situe sur la main droite ou la front des suppôts de Satan.

Par ses manœuvres, il-on au chapitre XII du dernier livre de la Bible, tous, peuples et grands, riches ou pauvres, libres et esclaves, se

Danse

Les « cartes blanches » d'Avignon

Hors festival, le directeur du Théâtre municipal d'Avignon, M. Raymond Duffaut, tente d'entretenir dans sa ville le goût du spectacle avec cent soixante représentations par an : opérettes, bel canto et maintenant la danse grâce à une formule originale de « cartes blanches ». Son objectif : offrir une chance à de jeunes chorégraphes en leur donnant la responsabilité d'une soirée ; permettre au corps de ballet de danser autre chose que les divertissements des spectacles lyriques et de sortir un peu du répertoire classique. L'idée est bonne. Le Théâtre d'Avignon compte actuellement une vingtaine d'éléments — des danseuses surtout — engagés pour neuf mois par contrat reconductible d'une année à l'autre. La plupart se sont implantés dans la région, ce qui assure une réelle homogénéité à la troupe.

Les « cartes blanches » ne sont pas créées sur la grande scène, mais à la chapelle des Penitents blancs, petite salle de deux cents places à tarif unique (15 francs), où le contact avec le spectateur est plus direct et où l'on peut espérer attirer un public différent et plus jeune.

La première de ces expériences fut confiée tout naturellement à Christian Toulle, actuel directeur de la danse et soliste du théâtre. Ce jeune artiste, formé chez Roland Petit, excellent exécutant, s'est révélé dans le choix de ses thèmes et de ses musiques comme un chorégraphe sensible, d'une inspiration peut-être un peu trop conventionnelle.

L'invité cette fois se nomme Jacques Fobbe, un enfant du pays né en 1971, à Christian Hazera, du Ballet de Wallonia.

★ Prochaine « carte blanche », en mars 1977, à Christian Hazera, du Ballet de Wallonia.

Variétés

BERNARD LAVILLIERS

Son père était tourneur sur métaux, Bernard Lavilliers est d'abord entré à l'usine à seize ans. C'était à Saint-Etienne, sous son ciel gris, son temps nageur. C'était l'époque où Vince Taylor traversait la scène du rock avec un costume en cuir noir et une chaîne à vélo dans les mains tandis que Léo Ferré chantait *T'es rock, t'es et t'es* « merve ». Lavilliers fait, Saint-Etienne la rencontre de Jean Dasté, et dans la campagne de ce dernier, on lui « explique » un peu la vie. Il quitte l'usine, mais, s'il écrit déjà des mélodies, des textes, il n'essaie pas encore d'entrer dans l'univers du rock et de la chanson. Il devient boxeur, fait même quelques combats professionnels. Puis le hasard le conduit au Brésil, dans le Nord, là où l'une des musiques les plus riches du monde s'est créée. Lavilliers y vit, le temps d'apprendre la langue, de s'imprégner des rythmes, du cœur du pays. Quand il revient en France, il forme enfin son propre groupe.

Il y a dix ans qu'il chante. Mais cela fait six ans qu'il en vit, grâce surtout aux circuits rock de la province, en jouant dans de petites salles de trois à quatre cents places. Il a beaucoup travaillé la musique, effectué ses propres recherches à partir du rock et de la musique noire. Depuis deux ans, il a su créer une complicité forte, profonde avec un groupe de trois musiciens (clavier, batterie et percussion, guitare basse).

Aujourd'hui, Bernard Lavilliers se présente à Paris. D'abord au Théâtre de la Ville (jusqu'au 27 novembre), puis au Théâtre Fomaine. Du monde oisive d'où il vient, Lavilliers a conservé la chaleur, le goût du vécu, l'amour du

Ici et là...

GRÈVE À CHAILLOT

Le personnel du Théâtre national de Chaillot, réuni en assemblée le mercredi 24 novembre, a décidé de se mettre en grève et d'arrêter la production des spectacles en préparation. Cet arrêt de travail a été voté à la suite d'une notification du ministre des Finances imposant à la direction du Théâtre national de Chaillot de résorber avant la fin de cette année un déficit de 900 000 F.

UGC ERMITAGE (v.o.)
LES 3 SECRETAN (v.f.)



LE MARAIS
L'AMOUR
BLESSÉ



MARGAN PATHE VO - ELYSEES LINCOLN VO - QUINETTE VO
IMPERIAL PATHE VI - GAUMONT GAMBETTA VI - MONTFARNASSE 83 VI
périphérie : LES FLANDES Sarcelles - ALPHA Argenteuil
LE PERRAY Ste Geneviève des Bois - BUXY Boussy St-Antoine
CALYPSO Viry-Châtillon - UGC Poissy



CHANTS ET MUSIQUE
DE L'EMPIRE INKA
WASKAR AMARU
chantera l'épopée des Andes
la rébellion de TUPAC AMARU
THÉÂTRE LE NOUVEAU CARRÉ, 5, RUE PAPIN
DERNIÈRES REPRÉSENTATIONS 25-26-27 NOVEMBRE - 21 h, 30

le premier tournoi de
DU GUESGLIN
LE MEILLEUR SPECTACLE D'ACTION
avec la meilleure troupe de cascadeurs
à cheval du cinéma
DU 20 NOVEMBRE AU 12 DÉCEMBRE 1976
MATINÉE : 14 h, le mercredi - samedi - dimanche
SOIRÉE : 20 h 30, le mardi - vendredi - samedi
PRIX : ADULTES : 20 et 30 F ENFANTS : prix unique : 15 F
Légende : 13 à 18 h, au PAVILLON DE PARIS Tél. 205 11 15 et 44 12
211, avenue Jean-Jaures - PARIS (93) - Métro : Porte de Pantin
Agences et 3 F.N.A.C.S. ou par correspondance

Retourner ce bon accompagné d'un chèque bancaire ou postal à l'ordre de F.N.A.C.S. 25, avenue Jean-Jaures - Paris 93 - 75008

Joindre une enveloppe timbrée à votre nom.

Nom
 Adresse
 Localité
 Dépt Tél.
 Places Nombre Prix
 Dates : le le
 ou le

CONNAISSANCE DU MONDE

PLEYEL - Dimanche 28 nov., à 14 h. 30 - Mardi 30 nov., à 15 h. 30 et 21 h.

BRESIL PARADIS DE L'AVENTURE

Marcel ISY-SCHWARTZ sous la direction de
AU PAYS DU RYTHME ET DE LA COULEUR
Rio - Igloia - Orhédites - Piranhas - Oiseaux-mouches - Carnaval de Bahia

PLEYEL - Dimanche 5 déc., à 14 h. 30 - Mardi 7 déc., à 15 h. 30 et 21 h. - Nov., séances

AU MAROC A L'AVENTURE

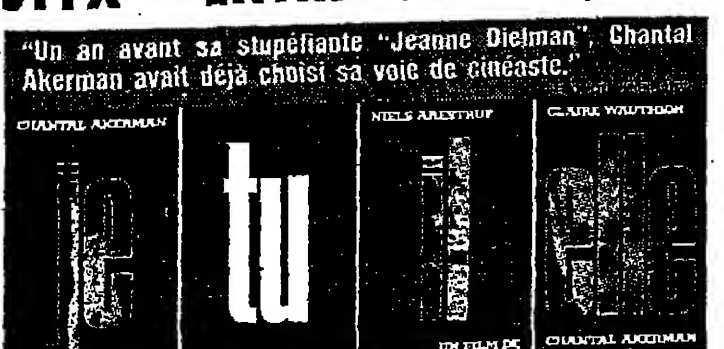
récit et films de Jacques CEGARAY Casablanca - Rabat Meknès
contenus de MARRAKECH ET SES PALAIS - LES MYSTÉRIES - ZAGORA
VOLUBILIS ET SES TRÉSORS - FANTASIA AUX 250 CAVALIERS - FÉRIE DU SUD

PLEYEL - Dimanche 12 décembre, à 14 h. 30 - Mardi 14 déc., à 15 h. 30 et 21 h.

CANADA L'HIVER À QUÉBEC L'AVENTURE À L'OUEST

Récit et nouveau film de André PETIT
Splendeurs de l'automne - La lutte des hommes contre l'hiver - Carnaval de Québec - Capture des caribous - Aventure du pétrole - La route de l'Alaska - Grand Rodéo de Calgary - Missionnaire du bout du monde

STYX • ENTREPOT • LA CLEF



les 76 cinémas présentent

1976

TRENTE ANS DE CINÉMA BRITANNIQUE

par Raymond Lefèvre et Roland Lacourbe

• études
 • chronologie
 • dictionnaire
 • index
 100 F francs (France).

UN ÉVÉNEMENT
DANS L'ÉDITION
CINÉMATOGRAPHIQUE

EDITIONS CINEMA 76,
6, rue Ordener, 75018 Paris.

RADIO-TÉLÉVISION

JEUDI 25 NOVEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Feuilleton : La pêche miraculeuse ; 21 h. 20. Magazine : Soixante minutes pour convaincre. *Charles Debbasch, président de l'Université d'Alger-Provence, défend l'idée d'une sélection à l'entrée des études supérieures.* 22 h. 32. Concert de l'Orchestre national philharmonique, dir. E. Krivine (Bach, Corelli) ; 23 h. Journal.

CHAÎNE II : A2

Calmiflorine
sommeil naturel réveil lucide
20 h. 30. Variétés : Le grand échiquier. de J. Chancel. *Avec le pianiste G. Cziffra et ses invités : E. F. Bocca, Jacques Dabrowski, Pierre Rabreau, Maria de la Peña, Pascal Tortel, le quatuor Cleveland, etc.* 23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30 (R.). Les grands noms de l'histoire du cinéma : Celui par qui le scandale arrive, de V. Minnelli (1960), avec R. Mitchum, E. Parker, G. Peppard, G. Hamilton.

Un adolescent, élevé par ses parents dévoués, découvre la vérité sur son père, entre en conflit avec lui et abandonne la famille et la ville qu'il aimait. Drama psychologique basé sur un grand roman de Georges de Selve. Un récit de belle ampleur romanesque, qui réussit à éviter les pièges du mélodrame. 22 h. 55. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. (S.). Nouveau répertoire dramatique de France-Culture : C'est la surprise, de Ph. Madaui ; 22 h. 30 (R.). Entrées avec André Malraux, par Guy Sureau ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

21 h. Zazoula : « Festa Jimenez » (Albeniz), avec Teresa Berganza ; 22 h. Almanach du dimanche ; 23 h. 50. Musique du Mail ; 23 h. 50. Chants d'étoile : « La musique contemporaine et la science-fiction ».

"Vingt Ans de Célébrité"
CZIFFRA
NOUVEL ENREGISTREMENT
RHAPSODIES HONGROISES
COFFRET 3 DISQUES C 167-14021-3
COFFRET 2 MUSICASSETTES C 495-10158-9
PARTE MARGONI

VENDREDI 26 NOVEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

A 12 h. 15. programme de la mi-journée (repère à 17 h. 25).
20 h. 30. Au théâtre ce soir : « La Charrette anglaise », de G. Berr et L. Versuill. Avec J.-P. Lucet, J. Abbey, J.-L. Cochet, M. André. *Une femme Anglaise croit avoir séduit le brillant aviateur anglais qu'elle admire, mais se retrouve prise à épouser le cousin de celui-ci, un poète. Des rebondissements à prévoir.* 22 h. 10. Allons au cinéma ; 22 h. 40. Journal.

CHAÎNE II : A2

De 13 h. 35 à 20 h., programme ininterrompu (à 15 h. 30. Aujourd'hui magazine).
20 h. 30. Feuilleton : Le cœur au ventre ; 21 h. 20. Émission littéraire : Apostrophes, de B. Pivot (André Malraux, écrivain). *Avec Maurice Clavel, Claude Mauriac, Bernard Poirot-Despech.* 22 h. 50. Ciné-club : « Espoir », d'André Malraux (1945). *Contre simultanément au roman du même nom, et sur un épisode de la guerre d'Espagne.*

« Sierra de Teruel », un long métrage pré-réaliste, mi-documentaire, mi-romanesque. L'unique film de l'histoire de la Condition humaine.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Magazine, Vendredi. Service public (La bataille du livre), enquête Ph. Madelin, animation Y. Leval. *Les prix littéraires ; les bibliothèques ; deux fronts sur le terrain d'une bataille culturelle.* 21 h. 30. Culture : Méditerranée. (Huitième émission : l'Unité) ; 22 h. 20. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. Biographie : Philippe Soliers ; 21 h. 30. Solistes : Amal Tili, pianiste ; 22 h. 30 (R.). Entrées avec André Malraux, par Guy Sureau ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 20. Cycles franco-allemands... Orchestre symphonique de la radio de Sarrebruck, dir. C. Haitler, avec S. Palm, violoncelle ; « Trois Cantos » (Gabriel), « Concerto pour violoncelle et orchestre » (C. Haitler), « Ommenjes » (de Falla), « Le Tricorne » (de Falla) ; 22 h. France-Musique la nuit : le cabaret du jazz... « Les Auteurs de Chateaufort », avec S. Lacy, H. Jarry, H. Tetter, M. Villard, J.-L. Chautemps, A. Brunet ; 23 h. 50. Le globe soufflé et soufflé (P. Dufrenoy, G. J. Weisman ; J.-L. Bray, S. Lacy, M. Mantler, Villard).

L'hebdomadaire « The Observer » sera contrôlé par une société pétrolière américaine

De notre correspondant

Londres. — Engagée depuis plusieurs semaines, la « course » à l'hebdomadaire londonien « The Observer » a été gagnée par un « outsider ». Le prestigieux organe dominical, fondé il y a cent quatre-vingt-cinq ans, sera désormais contrôlé par un magnat américain du pétrole, M. Robert Orville Anderson, président de la société Atlantic Richfield, dont le siège est à Los Angeles.

Dès l'instant où l'« Observer » a commencé à chercher de nouveaux appuis financiers, les candidats n'ont pas manqué. Le premier a été M. Rupert Murdoch, propriétaire d'un empire journalistique allant de l'Australie aux États-Unis, en passant par le Sun et le News of the World, à Londres. Son concurrent le plus sérieux était M. Vere Harmsworth, qui dirige la société dont dépendent le Daily Mail et le London Evening News. Pendant quelques jours aussi, le financier Sir James Goldsmith a été sur les rangs, ainsi que Miss Olga Deardring, héritière d'une grosse fortune pétrolière.

Une « transfusion sanguine » était devenue nécessaire pour assurer la survie de l'« Observer » depuis que son tirage est tombé au-dessous de sept cent mille exemplaires et que ses recettes publicitaires diminuent. Le déficit annuel du journal s'élève à 500 000 livres environ. Avec l'augmentation du coût du papier, il pourrait atteindre 1 million de livres (830 000 francs). Aucun chiffre n'a été cité officiellement, mais on croit savoir, dans les milieux de Fleet Street, que les acquéreurs américains ont promis de fournir à l'hebdomadaire quelque 10 millions de dollars (80 millions de francs) pour les trois années à venir.

Tout s'est passé en moins d'une semaine, après que le professeur Douglas Cater ait rencontré à Londres un vieil ami de l'« Observer », M. Carter, un ancien journaliste qui a dirigé la revue américaine « The Reporter ». Il a été aussi assistant du président Johnson à la Maison Blanche. Aujourd'hui, il est professeur à l'université de Stanford et joue un rôle important à la direction de l'« Aspen Institute », une fondation américaine vouée aux études socio-politiques et financée par l'Atlantic Richfield.

Cette société, dont M. Robert Orville Anderson est président, occupe le huitième rang parmi les compagnies pétrolières des États-Unis. L'an dernier, ses bénéfices ont atteint 350 millions de dollars. M. Anderson, qui habite l'état du Nouveau-Mexique, passe pour posséder le plus grand ranch d'Amérique du Nord. C'est un amateur d'art qui s'intéresse aussi aux questions sociales et politiques, ce qui lui vaut de pré-

sider depuis dix ans l'« Aspen Institute ». Les termes de l'accord conclu en quelques jours seulement entre M. Anderson et les propriétaires de l'« Observer » sont encore mal connus. Pour autant que l'on sache, Atlantic Richfield a acquis 90 % des titres de propriété de l'hebdomadaire londonien. Selon Lord Goodman, président de la fondation qui contrôlait l'« Observer », les chiffres figurant dans le contrat ne représenteraient pas « un prix d'achat ». Les responsables de l'hebdomadaire auraient cherché surtout à assurer des ressources suffisantes pour garantir son développement. Les anciens membres de la fondation n'auraient plus désormais dans l'entreprise qu'un « intérêt minoritaire », mais ils disposeraient d'une « voix entière » aux délibérations.

Lord Goodman a indiqué que l'« Observer » deviendrait « la filiale d'une filiale de Atlantic Richfield », à laquelle l'hebdomadaire louerait ses locaux. Les anciens propriétaires joueraient un rôle lorsqu'il s'agirait de choisir le rédacteur en chef, mais ils n'exerceraient plus une « autorité discrétionnaire » à cet égard. Des décisions de ce genre seront désormais l'objet de « consultations ».

M. Anderson a garanti l'indépendance du journal dans une déclaration publiée à Londres mercredi 24 novembre. L'« Observer », dit-il, est l'un des plus grands journaux du monde. Il doit être préservé comme voix indépendante et vigoureuse en Grande-Bretagne et à l'étranger. Je pense que son avenir sera aussi long et aussi illustre que son passé. Aux termes de l'accord, la société Atlantic Richfield s'est engagée aussi à maintenir les « traditions et le niveau journalistique » du vieil hebdomadaire.

On observe à Londres que M. Anderson pourrait trouver un autre avantage dans cette transaction : Atlantic Richfield s'efforce, en effet, d'obtenir de nouvelles concessions pour la recherche pétrolière dans les eaux britanniques. Les dispositions en vigueur prévoient un traitement préférentiel pour les sociétés qui apportent une « contribution » à la Grande-Bretagne.

JEAN WETZ.

PRESSE

UN DOSSIER SUR « LA PRESSE QUOTIDIENNE »

Les Cahiers français, édités par la Documentation française, consacrent leur dernière livraison (n° 178) à la presse quotidienne. Ce remarquable dossier, établi sous la direction de Nadine Troussaint, fournit les éléments essentiels d'une « crise » dont l'opinion publique commence à mesurer les dangers. Les multiples aspects du problème, d'ailleurs complexes, sont ici traités avec rigueur.

★ La Documentation française, les Cahiers français, 31, quai Voltaire (cinq numéros par an - 30 francs). Abonnements : tél. 534-02-75.

« Faire bleu » est un projet de publication mensuelle où se confronteraient « critiques et reportages, idées et créations dans toutes les formes ». En une centaine de pages, « Faire bleu » souhaite se faire l'écho « des désirs récents ». C'est l'écrite est préalable à tout changement de société, à toute prise de pouvoir, des nouveaux champs de bataille, des imaginaires en rébellion qui ébranlent depuis les années 60 tous les programmes et, plus fondamentalement, toutes les sciences de l'histoire et ses politiques. M. Jean-Paul Sartre a accepté d'être le conseiller de direction de la nouvelle revue, qui, pour se lancer, crée une Association des amis de « Faire bleu ».

★ 14, rue Maître-Albert, 75005 Paris.

SPORTS

L'USEP SOUHAITE UNE MEILLEURE FORMATION SPORTIVE DES INSTITUTEURS

Le comité national de l'Union sportive de l'enseignement du premier degré (USEP), qui rassemble 751 071 licenciés dans 15 881 associations, s'est réuni mercredi 24 novembre à Paris. Les responsables de l'USEP ont insisté sur la spécificité de leur action, qui s'adresse à des enfants de six à onze ans, nécessite une pédagogie adaptée. Elle doit permettre aux jeunes d'acquiescer toutes leurs possibilités motrices dans des exercices qui soient pas une simple « miniaturisation » des activités des adultes. Pour atteindre ce but, l'USEP souhaite, d'une part, intéresser un plus grand nombre d'instituteurs et réclamer, d'autre part, une amélioration de leur formation sportive. Si les demandes de stages de formation d'instituteurs sont en constante augmentation, l'USEP ne peut, faute de moyens, satisfaire totalement à ce besoin. L'enthousiasme des instituteurs retombe souvent à cause du manque de terrains, de subventions et de l'indifférence rencontrée dans les établissements scolaires auprès des enseignants et des parents d'élèves. Une amélioration pourrait être attendue avec la multiplication des stages régionaux.

L'USEP a enfin lancé un nouvel appel aux autorités de tutelle — ministère de l'éducation et secrétariat d'État à la jeunesse et aux sports — pour une augmentation des subventions. Si un enfant sur cinq possède désormais sa carte USEP dans l'enseignement du premier degré, cette association ne perçoit en effet que 120 F par enfant et par an. Il en résulte une dépendance trop importante des aides des collectivités locales et une disproportion des moyens des différentes associations de l'USEP.

Basket-Rail

VILLEURBANNE BERCK ET CAEN QUALIFIÉS

Villeurbanne disputera les quarts de finale de la coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe. Battus de neuf points au match « aller », les Villeurbannais se sont nettement imposés (96 à 74), le 24 novembre dans leur salle, face à l'équipe de Vienne.

Sur les quatre équipes françaises engagées en coupe Korać, deux ont réussi à se qualifier pour les quarts de finale. Caen, qui possédait 45 points d'avance après le match « aller », a été battu (91 à 81) à Gießen (R.F.A.), à l'égalité du match « aller ». Par contre, Le Mans, vainqueur de Tel-Aviv (87 à 74), n'a pu remonter son handicap de 21 points, tout comme Challans, qui a battu Venise (69 à 59), mais avait perdu 22 points au match « aller ».

FOOTBALL. — L'Olympique de Marseille a battu Paris-Saint-Germain par 2 buts à 1, le 24 novembre, à l'occasion d'une rencontre du championnat de France de première division qui avait été reportée.

LE TEMPS DE LA TORTURE

Siloi le journal télévisé consacré sur la pendaison — tacite, si l'on a bien compris — de chiens du Groenland, François Chalais, sur Antenne 2, mercredi soir, mais à plus de 23 heures, paré dans la courte émission « Pour adultes » de la torture, celle qu'imposent des hommes à d'autres hommes. Le Vietnam des Américains, l'Algérie des Français, « bons » terribles pour ces exploits, ont été évoqués. Les uns, venus de la lointaine Amérique, n'y touchaient pas eux-mêmes, mais ils surveillaient les noyades dans les rivières, les autres, en provenance de l'Espagne, se faisaient qu'appliquaient des méthodes que l'adversaire employait aussi. L'indispensable renseignement en temps de guerre justifia tout. Le général Massu, l'air ennuyé, a déclaré que l'électricité entraînait peu de séquelles. Pas de traces en quelque sorte. De nos jours, où la guerre ne sévit plus, ces méthodes entrées dans les mœurs se portent bien. En Argentine, au Brésil et ailleurs, l'institution se manifeste brutalement, en U.R.S.S., sous des formes plus subtiles. Deux témoins étaient là : des femmes. Mme Marie-José Protais, d'Amnesty International, est venue rappeler à des milliers de télé-spectateurs rapus et tranquilles que la torture était aujourd'hui plus virulente que jamais dans le monde. — C. L.

D'une chaîne à l'autre

NOMINATIONS A LA REDACTION DE TF1

● Dans le secteur de l'information à TF1, trois nominations viennent d'intervenir : M. Jacques Lallier, qui dirigeait le service politique, prend le titre de rédacteur en chef adjoint, chargé des « opérations spéciales » (élections, débats, etc.) ; M. Patrice Duhamel, son adjoint, devient chef du service politique. M. Jacques Hébert, correspondant de TF1 à Rome, devient, pour sa part, l'adjoint de M. Patrice Duhamel. Il serait remplacé dans la capitale italienne par M. Claude Brovelli.

● M. Georges Leroy, directeur de l'information sur Antenne 2 jusqu'en septembre dernier, est entré le 22 novembre à l'agence Havas : auprès de la présidence-direction générale, il assume les fonctions de conseiller chargé des problèmes de communication à l'intérieur et à l'extérieur du groupe.

GRÈVE SUIVIE MERCREDI A FR3

● Le mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures lancé par les organisations syndicales de FR3 (S.N.R.T.-C.G.T., S.U.R.T.-C.F.D.T., S.N.J.) a été, selon l'intersyndicale, largement suivi. Mercredi

24 novembre, à Paris, en province et dans les territoires d'outre-mer, l'ensemble des catégories de personnels de la société ont tenu des assemblées générales.

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 25 NOVEMBRE

— L'Agriculture en Aquitaine est le sujet du dossier de France-Inter, à 19 h. 20.
— La C.F.D.T. s'exprime à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.
— Le parti socialiste dispose d'un quart d'heure sur TF 1, à 19 h. 45.
— M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste français, est l'invité de TF 1 au journal de 20 heures.
— M. Charles Debbasch, président de l'université d'Alger-Provence, a soixante minutes pour convaincre de la nécessité d'une sélection à l'entrée des études supérieures (TF 1, 21 h. 20).

VENDREDI 26 NOVEMBRE

— « La forêt et la qualité de la vie », à « 13-14 », et « L'industrie », au magazine de 19 h. 20, terminent « La semaine en Aquitaine » de France-Inter.
— M. Olivier Guichard, ministre d'Etat, garde des sceaux, est l'invité du journal de TF 1 à 20 heures.
— André Malraux, écrivain, est évoqué par « Apostrophes » sur Antenne 2, à 21 h. 30.

MAUX DE TÊTE, ÉTATS GRIPPAUX, DOULEURS.

Aspro, tout simplement.
Aspro contient de l'aspirine. Pas d'utilisation continue sans avis médical.

PLM AQUITANIA
pour son 25^{ème} hôtel
PLM choisit Bordeaux
Depuis le 1/10/76 le plus grand hôtel de Bordeaux est un PLM.
PLM-AQUITANIA - BORDEAUX-LE-LAC - Réservation Centrale Tél. 588.73.46 - Téléc. 270.740

Une exclusivité Hewlett-Packard : vos données, vos programmes, sur carte magnétique !

Chez Unidess, découvrez le nouveau calculateur de poche programmable HP-67, ainsi que sa version à imprimante, le HP-97. Et tous les calculateurs Hewlett-Packard en démonstration et vente sur stock.

unidess
tables à dessiner **Unic**
164 avenue du Général-de-Gaulle, Neuilly, 75747-46-00.
103 boulevard Richard-Lenoir, 75001 Paris. Tél. 805 63-80.

LAISSEZ-VOUS
CONGRÈS
CATION
DES CONC
AR TELEPH
58.27
12H30 à 14H30

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.E.
"Placards encadrés"	28,00	32,69
"Placards encadrés"	34,00	39,70
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE



emploi régionaux

Single Buoy Moorings INC Terminal Installations INC

Une filiale du Groupe IHC HOLLAND, spécialisée dans les Terminaux Offshore et Systèmes de Stockage et Production flottants pour l'Industrie du Pétrole, recherche pour ses bureaux d'Engineering à Monaco (Principauté) :

senior estimator shipbuilding

Le candidat devra :

- avoir au moins 5 ans d'expérience en construction navale.
- avoir au moins 5 ans d'expérience dans la préparation de spécifications et estimations budgétaires pour des structures et systèmes mécaniques.
- avoir une certaine connaissance de l'Industrie Offshore.
- avoir une bonne connaissance de l'anglais.

senior estimator offshore operations

Le candidat devra :

- avoir au moins 5 ans d'expérience en opérations offshore (forage ou installation ou pose de pipelines, etc.).
- avoir au moins 5 ans d'expérience dans la préparation de spécifications et estimations budgétaires.
- avoir une bonne connaissance de l'anglais.

• Nous offrons un poste stable au sein d'une équipe dynamique et enthousiaste dans un secteur en expansion de l'Industrie Offshore.

Toutes les candidatures seront traitées de façon confidentielle.

Adresser lettre manuscrite en anglais, C.V. détaillé, photo et prétentions à :

Chief du Personnel SBM/TI

P.O. Box 157, 27, Bd Albert 1er

MONACO (Principauté)

Je dirige une importante entreprise de CONSERVES ET DE PRODUITS ALIMENTAIRES DE LUXE EN AQUITAINE. Je cherche :

MON ADJOINT DIRECT

SI VOUS ETES CAPABLES :

- d'assurer la gestion administrative et financière d'une affaire de 10 000 000 de C.F.A. ;
- de dominer les aspects : achat, fabrication et commerciaux de ce type d'activité et de coordonner les services correspondants (usine : 200 personnes).

SI VOUS AVEZ :

- 35 ans minimum ;
- une autorité naturelle fondée sur de larges compétences et un sens aigu de ces responsabilités acquises dans un milieu agro-alimentaire.

Envoyez votre dossier de candidature à :

no 1 96 789 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

TIOXIDE S.A. CALAIS

FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL PRODUCTEUR MONDIAL D'OXIDE DE TITANE

Service entretien travaux neufs

Un INGÉNIEUR Grande Ecole

ADJOINT au Responsable méthodes Bureau d'Etudes

ayant si possible une expérience d'INGÉNIEUR d'une année ou deux pour prendre en charge dans un premier temps le bureau d'études.

Une bonne connaissance de l'ANGLAIS sera appréciée.

Si vous êtes intéressés par ce poste, adressez votre curriculum vitae manuscrit et vos prétentions à :

TIOXIDE S.A., B.P. 89, 62102 CALAIS.

SUR LITTORAL LANGUEDOCIEN

Pour PMI Leader sur son marché

Fabrication de matériel métallique pour le Bâtiment

INGÉNIEUR DIPLOMÉ

Responsable des Services Techniques

— Recherche et développement ;

— Etudes et méthodes ;

— Industrialisation.

Rémunération : 80.000 +

Ce poste peut convenir à un diplômé AM, INSA, ayant 25 ans minimum et une expérience professionnelle indispensable de 3 ans.

Env. C.V., photo et no 7975 à « Monde » Publi- 5, rue des Italiens - 75001 PARIS-9, qui transmet. Discretion absolue.

offres d'emploi

OFFICE COMMERCIAL PHARMACEUTIQUE

- 4800 personnes - 60 établissements - 3 filiales, recherche

ASSISTANT JURIDIQUE

- Tenue registres sociaux, préparation assemblées et conseils, suivi des actes de la vie sociale.

- gestion juridique des immeubles

- gestion des assurances.

Nous apprécierons :

- une formation supérieure juridique

- une habitude à la rédaction simple

- une expérience similaire acquise dans Société

Fiduciaire au Conseil Juridique ou Expert comptable.

Salaire fonction de l'expérience.

Restaurant entreprise. Avantages sociaux.

Adresser C.V. manuscrit et prétentions à :

Direction des Affaires Sociales - Office

Commercial Pharmaceutique - 24, rue des

Ardennes 75940 Paris Cedex 19.

Dans le cadre de son expansion LA REGIE PUBLICITAIRE d'un groupe de presse économique et politique recherche :

CHEFS DE PUBLICITÉ VENTE ESPACE

expérimentés dans

Pins + commission + frais. Statut V.R.P. cadre.

Possibilités de promotion pour éléments dynamiques. Plusieurs secteurs géographiques à pourvoir en FRANCE ET A L'ÉTRANGER.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo à :

no 1 96 789 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PRODUITS BIOMÉDICAUX

recherche

UN PHARMACIEN BIOLOGISTE

ou DIPLOME ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR formation BIOLOGIE

MISSION :

promouvoir des produits biomédicaux auprès des hôpitaux et laboratoires d'analyses médicales.

IL FAUT :

• une solide formation en biologie avec si possible une expérience de laboratoire ;

• posséder une voiture personnelle ;

• la connaissance de la langue allemande est indispensable ;

• résidence région parisienne.

IL EST OFFERT :

• position cadre ;

• un stage de formation ;

• une situation active pouvant déboucher rapidement sur poste de responsabilité, avec animation d'un groupe de technico-commerciaux ;

• une rémunération intéressante.

Envoyer C.V. détaillé, photo et salaire actuel à :

SAVAT CONTACT, 104, bd Haussmann, 75008 Paris, réf. 48.989 qui transmettra.

SOCIÉTÉ TEXTILE INTERNATIONALE

recherche

COLLABORATEURS

technico-commerciaux expérimentés pour vente, assistance de produit technique auprès confectionneurs. Secteur France, 80 % déplacement ; connaissance du matériel de confection et des produits ; sens aigu des relations humaines.

Personne introduite serait souhaitable : langues étrangères appréciées (allemand en particulier).

Offre avec C.V. détaillé et photo + prétentions à :

no 1 96 789 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2°, qui transmet.

offres d'emploi

IMPTE ENTREPRISE NATIONALE EN ALGÈRE

recherche

CONSEILLERS EN ORGANISATION ET SYSTÈMES COMPTABLES

pour l'implantation d'un système comptable informatisé de comptabilité analytique et budgétaire.

PROFIL :

— expert comptable diplômé de gestion H.E.C. ou équivalent ;

— expérience d'au moins 5 ans dans les domaines de la comptabilité analytique et du budget dans le secteur industriel ;

— connaissances en informatique.

Il sera chargé :

— d'implanter le système de comptabilité analytique et budgétaire dans des unités spécifiques ;

— de former des cadres nationaux chargés de l'application des systèmes ;

— de participer à la conception d'un guide comptable analytique spécifique à chaque unité.

Il est offert :

— excellentes conditions de travail ;

— contrat deux ans renouvelable ;

— rémunérations intéressantes.

Les demandes et les C.V. devront être reçues au plus tard le 6 décembre 1976 en indiquant votre numéro de téléphone pour contact et en portant sur l'enveloppe la mention « CONSEILLERS ».

Envoyer C.V. détaillé, photo et salaire actuel à :

SAVAT CONTACT, 104, bd Haussmann, 75008 Paris, réf. 48.989 qui transmettra.

Les candidats seront convoqués pour interview du 7 au 10 décembre 1976.

Avant les Fêtes

EXPANSION

Pour intégrer la force de vente de notre groupe commercial le plus actif.

Pour participer à une étonnante réussite commerciale et humaine,

• nous recherchons

JEUNES de 21 ans au moins

EVENTAIL de FORMATION : de l'autodidaxie solide aux grandes Ecoles commerciales.

• nous offrons

• des RESPONSABILITÉS en contact direct avec la clientèle,

• la MAÎTRISE des techniques propres aux produits financiers et immobiliers,

• le CHOIX des secteurs de perfectionnement par une évolution rapide.

• une TITULARISATION presque immédiate et une rémunération à la fois très importante et largement tributaire de l'efficacité et des résultats,

• nous exigeons

• le SENS de l'efficacité

• du CARACTÈRE et de la COMBATIVITÉ

• le GOUT de la Vente

• l'AMBITION du management

Se présenter le 26-11-76

de 9 à 16 h, 15 rue St-Marc, 75002 (5^e étage)

Se présenter le 26-11-76

de 9 à 16 h, 15 rue St-Marc, 75002 (5^e étage)

Groupe de Presse cherche DOCUMENTALISTE

capable de restructurer, de développer et de diriger son service documentation.

Nécessaire :

— expérience professionnelle et succès dans l'exercice de responsabilités hiérarchiques ;

— bonne connaissance de l'anglais.

Souhaitable :

— autre(s) langue(s) et formation économ.

Envoyer demande manuscrite et C.V. au :

DIRECTEUR ADJOINT DE LA REDACTION

R.P. 20, 75007 PARIS CEDEX 17.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ A SUCCURSALES MULTIPLES QUARTIER CHAMPS ÉLYSÉES

recherche

CHEF COMPTABLE

DECS ou équivalent

Expérience confirmée en comptabilité générale de plusieurs années, 30 ans minimum, chargé d'animer une équipe de 10 personnes.

Expérience informatique et bonne connaissance des problèmes bancaires et fiscaux exigés.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo, et prétentions sous réf. 14.074 à :

no 1 96 789 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2°, qui transmet.

no 1 96 789 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2°, qui transmet.

no 1 96 789 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2°, qui transmet.

no 1 96 789 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2°, qui transmet.

no 1 96 789 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2°, qui transmet.

no 1 96 789 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2°, qui transmet.

no 1 96 789 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2°, qui transmet.

no 1 96 789 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2°, qui transmet.

no 1 96 789 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2°, qui transmet.

no 1 96 789 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2°, qui transmet.

no 1 96 789 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2°, qui transmet.

no 1 96 789 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2°, qui transmet.

no 1 96 789 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2°, qui transmet.

no 1 96 789 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2°, qui transmet.

no 1 96 789 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2°, qui transmet.

no 1 96 789 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2°, qui transmet.

no 1 96 789 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2°, qui transmet.

no 1 96 789 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2°, qui transmet.

no 1 96 789 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2°, qui transmet.

no 1 96 789 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2°, qui transmet.

no 1 96 789 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2°, qui transmet.

no 1 96 789 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2°, qui transmet.

no 1 96 789 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2°, qui transmet.

no 1 96 789 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2°, qui transmet.

no 1 96 789 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2°, qui transmet.

un nouveau service concernant l'emploi

Le Monde

INFORMATION-PROFESSIONS

Dresse chaque semaine le tableau récapitulatif des offres d'emplois encadrées, parues dans "Le Monde" concernant chacune des principales fonctions ou professions.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

fermettes

12 ma, 2 mc, ch. cont.

[illegible]

100 m. denser, rurale rural
300 m. = val 1800 aspiat
in-pied 1800 = 340. chem
4 ch. - 1800 m. ch.
Vendu 100000 Fr.
1000. Pacifi. G.I.M., 428
châteaux
UNDES. Magnifique
s et natif, 14 GRA
CES. Importants bâti
ces. 20 bonas à che
à parcs, 2 ch.
Vendu 100000 Fr.
3.390.000 F - 705-80-25.
MANCHE A vendre
2 châteaux 1800-1917
derren, restau., tout co
maide rigide, sur 2
p, parc, jardin, dépend
ferme 30 ha. Libre de
BOCAGE IMMOBILIER
route de Coutances

forêts
PARTICULIER recherche
FORET
r. à 7.993, «le Monde
des Italiens, 75227 Paris
propriétés
10 KM. SUD-OUEST
de la mer, excellent
p. cuis., w.c. sur
000 m., proximité auto

182-008 - F. crédit
SOMBAIM, s rue Paten
Rambodillet - 483-36-36

ROUTE DU TREPON
km. Paris, asclenne
s. r. rustique 3 p. c.
dépense, 100 m.
100 m. 30.000 F. crédit
CHATELAIN & TOISSIERER
48-46-21 ou (15) 44-46-61

MOLUIN à LA CAMP
K.M. MELUN, dans l
assez, avec sa route
habitation 9 p., can
L greniers à grain,
toutes s/lerr. entières.
s/marses s/p. 320
64.000 F. AVIS, s, av
station, MELUN 43-2
5 km. des SAUX, au co
Provence, un immeuble
à XIF 22, 23 et 24
cas multi étages, parc
Prix : 1.200.000 F.

LE MANARANCHE, 4,
14-Corr. ARTES. Tél. N

P.R.O.V.E.N.C.E
Adresses : 85-5124 XY

diapase. M. H.-bon et
Platanes décolorées. Jars
5,00 m. Possibilité 10
E. GARCIN, 6 t
Frébourg, ACB 90-R
P-PROVENCE, T. (90) 97

G. SENIS, gros bou
minim., calcaire, non isol.
Coursiers sans poutres. Acort.
ch. cuis. équipée, 2 t
cable serv., possibilité s
is-isol total, garages,
système, arbres centen. 5
110,008. ACB, 771, r.
Appelle-Servai.) (4) 45

V. Maïs, entén. 21 p. In
dnd., 4 ha., 18 km. Ind
debut. 500,00 F à dégu
BOURGUIGNONNE HEU
1000 SAL PAUL, 1000
KM. PARIS PAR AUTOM
LES BELLES PROP.
ent grand terrain par
PRIX JUSTIFIÉ
BINET WURTZ, 51, r.
Messus, JUUVY - 92

45° OUEST

URGENT
Pacy-sur-Eure VALDE
16 (22) 24-25-01
Chargés routes nationales
TOURAIN 200 km P
lieu demeure anc. imp
PCEs Cf. Communs.
CHATET. FRANCUIL.

et 364

les annonces classées du
Monde
sont reçues par téléphone
au
233-44-21
centres 382 et 364

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

Alsace

LE VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DANS L'EST

Le complexe de Cendrillon

De notre correspondant

Strasbourg. — C'est une Alsace inquiète, désespérée, que le président de la République va retrouver huit mois après sa première visite, au cours de laquelle il avait présenté « un programme destiné à placer cette région à l'avant-garde du développement économique national ». La plupart des responsables alsaciens qui avaient au mois de mars dernier passé avec le chef de l'Etat un « contrat

moral » sont aujourd'hui déçus. « Toutes les options, toutes les perspectives, tous les engagements qui avaient été pris pour classer l'Alsace comme région-moteur sont restés au stade des promesses. Tout d'abord, ils ne se sont pas traduits concrètement au niveau des budgets. Ensuite, la situation s'est considérablement dégradée ».

En premier lieu, sur le marché du travail, jusqu'au quatrième trimestre de l'année 1974, l'Alsace a été relativement épargnée par le chômage. Depuis, la situation s'est renversée, au point qu'elle se place aujourd'hui au premier rang des régions françaises pour la variation annuelle des demandes d'emploi non satisfaites. Ces demandes se sont accrues dans les deux départements du Rhin de 51,6 % entre 1972 et 1976, soit plus du double de la moyenne nationale. Les moins de vingt-cinq ans sont plus nombreux en Alsace que dans le reste de la France.

La situation est d'autant plus inquiétante si l'on sait que 24 % des salariés de l'industrie alsacienne travaillent dans des entreprises contrôlées totalement ou partiellement par des capitaux étrangers.

L'aide de l'Etat étant, selon M. Martin, accordée au compte-gouttes, le sauvetage nécessite une procédure exceptionnelle. Les dons peuvent être adressés à l'hôtel de ville de Nancy avec la mention « opération feuilles d'or pour la place Stanislas ».

plus dans les caisses de l'Etat (123,1 F par habitant en 1974) que la Limousin (2117,5 F), alors que la moyenne française s'établissait dans la même année à 3271,4 F. Mais elle se trouve à la dernière place des régions françaises pour ce qui concerne le taux de progression des enveloppes financières : entre le V^e et le VI^e Plan pour les investissements de l'Etat, + 29,8 % contre + 70,9 % en moyenne pour l'ensemble des régions françaises : l'Alsace, « Cendrillon des régions françaises ».

Dans le catalogue des dossiers alsaciens que le gouvernement semblait vouloir prendre en main figurait également « la nécessaire préservation de l'environnement », et notamment le problème de l'exploitation des gravières. Or ce dernier reste entier. Le plan, qui s'étend sur 160 kilomètres de long et 15 kilomètres de large, et dont les réserves sont évaluées à 25 milliards de tonnes, sera épuisé d'ici soixante ans si le rythme actuel d'exploitation se poursuit. Chaque année, la superficie d'un village alsacien est rayée de la carte. Cette richesse unique en Europe est exportée aujourd'hui vers l'Allemagne, la Suisse, la Hollande, à des prix de 50 à 60 % inférieurs à ceux des marchés français et allemand. Or le schéma régional devait mettre un terme à cette mise à sac. Le contrôle de la prolifération anarchique des gravières n'a toujours pas vu le jour et aucun

support juridique ne peut s'opposer, dans l'état actuel des choses, à leur multiplication. De plus, l'existence de quelque 1700 gravières abandonnées représente un danger de pollution pour la nappe phréatique, principale ressource en eau potable des communes. Enfin, en venant inaugurer vendredi la bretelle de raccordement autoroutière qui relie Freyming à Strasbourg, le chef de l'Etat mettra en lumière une triste vérité : la capitale de l'Alsace aura perdu son rôle millénaire de carrefour. Cet axe international entre la capitale française et les grandes zones de développement de l'Europe occidentale ne touche plus l'Alsace. La « ligne de vie » passe désormais plus au nord de cette province, par Metz, Sarrebruck et Mannheim. Un autre atout que l'Alsace vient de perdre...

J.-C. PHILIPP.

● **Protestation de « la Liberté de l'Est ».** — Le quotidien d'Epinal, la Liberté de l'Est, proteste contre le fait qu'il n'ait pas été compris parmi les journaux de Lorraine et d'Alsace auxquels M. Giscard d'Estaing a accordé une interview collective (le Monde du 25 novembre). M. Denuaux, directeur-rédacteur en chef du quotidien vosgien, écrit, jeudi 25 novembre, dans un communiqué : « Nous pensons que la discrimination en matière de presse n'est pas la meilleure image d'une démocratie libérale dans laquelle on parle souvent de liberté et de pluralisme ».

A PROPOS DE...

LES PROJETS DU GOUVERNEMENT

La route en liberté surveillée

Automobilistes et routiers sont les premiers concernés des derniers projets gouvernementaux : réforme de la taxe professionnelle ou recherche des économies d'énergie.

Le remplacement de la patente par la taxe professionnelle avantage les plus petites entreprises, nombreuses chez les routiers, mais pénalise parfois durement les entreprises moyennes. La Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.) cite l'exemple « aberrant » d'un de ses adhérents de Grasse qui a vu son imposition à ce titre passer de 794 F en 1975 à... 28 226 F en 1976, soit une augmentation de 3 455 %.

M. Michel Duralour, ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de l'économie et des finances, a récemment informé les routiers que des mesures particulières ne pourraient intervenir qu'au vu des résultats d'une enquête nationale sur l'application de la taxe professionnelle.

« Nous ne pouvons que dé-

plorer ce nouveau défilé, vient d'écrire à M. Duralour M. François de Bréville, président de la F.N.T.R. Notre profession, qui a subi des hausses de prix de revient plus importantes qu'aucun autre secteur, ne saurait, en effet, admettre que soit considérée comme normale une augmentation de l'imposition de 70 %, tandis que le gouvernement a procédé à un blocage de prix ».

L'augmentation du prix du carburant, en effet, durement frappée les professionnels de la route. Ceci redouble en outre que le nouvel appel aux économies d'énergie se traduise pour eux un jour ou l'autre par des mesures plus coercitives que celles qui sont annoncées aujourd'hui et qui, de toute façon, vont renforcer le renouveau, sinon le prestige, du rail, plus « économe » par principe. Les routiers ont un peu l'impression d'être placés sous liberté surveillée. Sentiment qui ne peut qu'être partagé par les automobilistes, auxquels on vient d'annoncer un renforcement des contrôles de limitation de vitesse. Temps durs pour la route...

Haute-Normandie

Le directeur du parc de Brotonne est limogé pour « inaptitude »

« Une affaire politique », affirme l'opposition

De notre correspondant

Rouen. — M. Bernard Fontallrand, directeur du parc naturel régional de Brotonne (Seine-Maritime), a été suspendu de ses fonctions le 19 novembre dernier par le bureau du parc. Cette décision a été acquiescée par neuf voix pour, quatre contre et une abstention. Son contrat, qui arrivait à expiration le 15 mai 1977, ne sera pas renouvelé.

M. Fontallrand sera rémunéré jusqu'à cette date, mais l'entrée des bureaux du Parc régional lui est interdite. Ancien directeur adjoint de la mission d'études de la Basse-Seine, il avait été nommé directeur du Parc de Brotonne le 26 juin 1974. M. Fontallrand envisageait de porter l'affaire devant le tribunal administratif.

Aucun motif précis n'a été avancé pour justifier ce limogage. Notant que M. Fontallrand avait plutôt des sympathies pour l'opposition, que M. Ladislav Poniatowski, fils du ministre de l'Intérieur, sera candidat lors des prochaines élections municipales à Quillebeuf-sur-Seine, petite commune située à l'intérieur du parc, ce qui pourrait lui servir de tremplin pour les législatives de 1978, certains observateurs y voient une affaire politique.

M. Malou, président du parc, conseiller général (radical majorité) s'en défend : « Ce n'est absolument pas pour cela que le mandat du directeur n'a pas été renouvelé, mais parce que le bureau s'est aperçu qu'il n'avait pas les aptitudes nécessaires pour diriger le parc ».

Tel n'est pas l'avis de M. Schiffrer, premier vice-président du parc, conseiller général socialiste, maire adjoint d'Evreux : « Il s'agit en réalité d'une chasse aux sorcières, nous a-t-il déclaré. Le parc naturel régional de Brotonne (quarante mille hectares, treize-cinq communes, sept mille foyers) ne se résume pas à la

seule forêt de Brotonne. C'est avant tout une opération d'aménagement de l'espace rural menée par et au bénéfice de ses habitants. Pour avoir toujours défendu cette position, M. Fontallrand a dû, très logiquement, s'opposer à certains intérêts particuliers qui pourraient bien être représentés et soutenus par ceux-là même qui veulent aujourd'hui son départ ».

Pour les élus de l'opposition, il ne fait pas de doute que l'éviction de M. Fontallrand, par les hommes qui représentent la majorité au sein du bureau du parc, n'est pas étrangère à l'engouement récent de M. Poniatowski pour ce coin de l'Eure. En outre, les employés du parc naturel ont récemment créé une section syndicale C.F.D.T. Ce n'est pas à l'évidence, l'environnement idéal pour la campagne électorale du fils du ministre de l'Intérieur.

JACQUES GRALL

[M. Fontallrand serait le cinquième directeur de parc régional « remercié » pour des raisons politiques. Aussi la Fédération des parcs naturels de France souhaite-t-elle que soit mieux défini le statut des directeurs et des trois cents employés des parcs régionaux. Stabilité de l'emploi, profil de carrière, harmonisation des qualifications et des salaires, indépendance sont à l'ordre du jour d'une commission qui, en avril 1977, transmettra des propositions aux ministères de l'Intérieur et au ministère de la qualité de la vie, tuteurs des parcs.]

FAITS ET PROJETS

Paris

LE MÉRIDIEN-PARIS ROUVRE

Le syndicat national des chaînes et le Méridien-Paris ont savoir que l'hôtel sera rouvert le jeudi 25 novembre. Le conflit déclenché le 18 novembre par une part du personnel, ayant mis en péril la sécurité de l'hôtel, avait contraint la direction à faire évacuer les clients le samedi 20 novembre à la suite d'un feu accidentel.

● **DES COUSSETTES DANS LA RUE.** — « Une Sainte-Catherine de lutte » c'est ce que propose le parti communiste aux coussettes, qui ce 25 novembre, fêtent leur traditionnel anniversaire. Le P.C. appelle à diverses manifestations dans la rue, notamment chez Carven, Dior et Lanvin. La sauvegarde de la haute couture sera le thème de cette journée d'action (le Monde du 13 novembre).

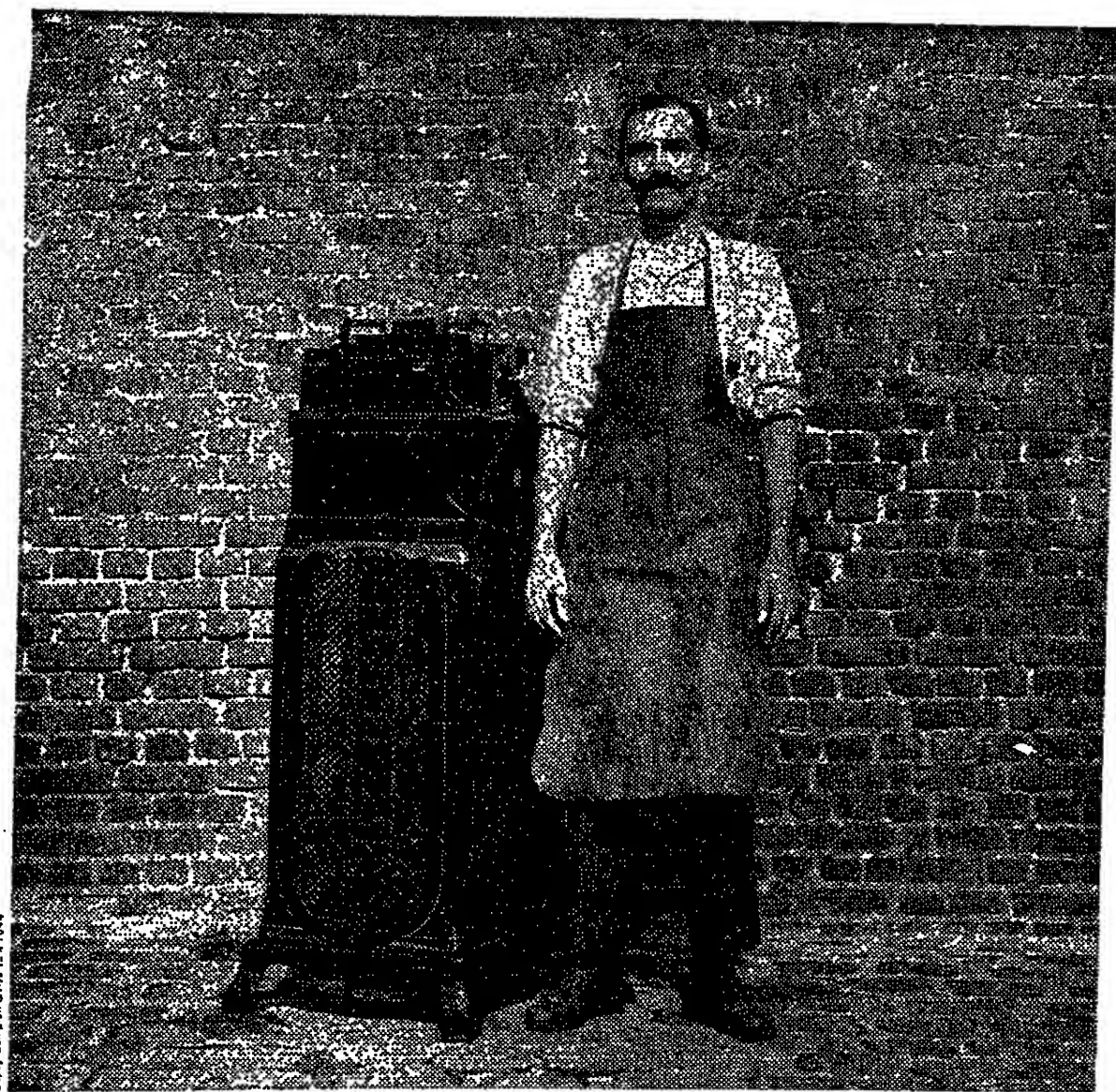
Transports

LES MARINS « LIBÉRENT » UN PÉTROLIER CHYPRIOTE

L'affaire du pétrolier chypriote Keft Hawk (21 000 tonnes), bloqué à Donges (Loire-Atlantique) depuis le 15 novembre, pour non-respect des règlements internationaux, est réglée. M. Roland Andrieu, secrétaire général des marins C.G.T. qui bloquaient le pétrolier pour obliger l'armateur à verser les salaires à l'équipage, a indiqué qu'il avait obtenu satisfaction.

Qualité de la vie

● **POLEMIQUE AU MERCANTOUR.** — Cinq mois après que le projet du parc national du Mercantour ait été présenté aux vingt-sept communes de la région, six municipalités ont déjà manifesté leur opposition. La dernière est celle de Valdeblore (Alpes-Maritimes), dont le maire vient de démissionner.



Dès 1919, des Français commençaient à faire carrière à IBM France.

Aujourd'hui IBM France cest 19 000 Français.

IBM. Tout le monde sait ce que nous faisons mais certains ignorent qui nous sommes.

IBM

Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.



Informez-vous chez :
YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52
Documentation et liste des correspondants
français et étrangers sur demande.

YSOPTIC

**Des coussins en
"chandails qui brillent".
Des bulbes de printemps
qu'il est
temps de planter.
Une leçon de restauration
de tableau.
Une petite machine à
coudre à la main.
Comment ne pas attraper
la gale ?
Servez-vous des idées-Elle.**

Cette semaine dans ELLE.

**Parce que les fonctions d'achat
et d'approvisionnement jouent un rôle
de plus en plus important...**

L'Institut National du Marketing, du groupe L.F.G.,
lance le 10 DÉCEMBRE prochain
un cycle de perfectionnement en profondeur

« LE MARKETING D'ACHAT ET D'APPROVISIONNEMENT »

Ce cycle a été mis au point avec des spécialistes de la profession
et du marketing.
Ce perfectionnement est destiné aux responsables et futurs
responsables des fonctions d'achat et d'approvisionnement.
Il se déroule sur une année, soit 36 jours (séances de 2 à 3 jours
par mois) divisés en deux grandes parties :
• les concepts et méthodes de base du marketing (trans-
position aux fonctions d'achat et d'approvisionnement) ;
• la stratégie d'achat et d'approvisionnement.
Ces sessions sont animées par des experts et des responsables de
la profession et du marketing.
Les cours sont concrétisés par des études de cas réels soumis
par les services achats d'entreprises.

Enseignements et inscriptions :

André CEZARD - L.N.M.
Groupe L.F.G., 37, quai de Grenelle, 75738 PARIS Cédex 15
Tél. : 576-61-32



VOITURES D'EXPORTATION T.T.

• Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda •

Toutes marques étrangères

• Finition exportation • Faible kilométrage • Garantie usine •

• Toutes possibilités de crédit-leasing •

EXPO PERMANENTE DE 150 VÉHICULES DE 8 H A 19 H

DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAX - 3, rue Scheffer 75018 Paris - 727.64.84 + 553.28.51 +

Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

**Philippe Collin
a beaucoup aimé
"Une fille unique."**

Sur l'écran.

Cette semaine dans ELLE.

SOCIÉTÉ

LA FRANCE, TERRE D'ASILE

I. - L'ACCUEIL : UNE PETITE RÉVOLUTION

par OLIVIER POSTEL-VINAY

La France est le pays d'Europe qui a accueilli au cours des dernières années, le plus grand nombre de réfugiés politiques. C'est aussi le pays d'Europe où l'on trouve la plus grande diversité de réfugiés, du point de vue de leur nationalité d'origine. Quel soit-ils, au moment où la convention européenne sur le terrorisme va modifier les modalités d'accueil de certains ?

Chaque semaine ils arrivent. Par petits groupes, ou en solitaire. En « voyages organisés » (par le CIMR, le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes, chargé d'assurer le transfert des réfugiés), ou bien en « individuels », à leurs frais. Ils passent la frontière légalement — ou illégalement. Ils viennent d'un peu partout, mais surtout, depuis quelques temps, du Chili, d'Argentine et d'Indonésie. On a décrit cent fois le moment où ils foule le sol du pays d'accueil. Ils ont le regard fixé sur le sol, puis, moins de deux ans plus tard, aux réfugiés d'Indonésie.

La France est traditionnellement une « terre d'asile ». On se souvient de deux ou trois vagues d'émigrés russes et allemands, des républicains espagnols de la guerre civile, des adversaires et victimes du nazisme et du fascisme, des personnes « déplacées » de la seconde guerre mondiale, des Polonais et des Hongrois de 1956, des Juifs des pays arabes, des Portugais, des Tibétains, une liste bien incomplète. Beaucoup ont pris la nationalité française, d'autres ont conservé leur statut, d'abord celui de la convention Nansen(1), puis, après 1950, celui du haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

Pendant longtemps, avant 1973, les principaux groupes arrivaient de la péninsule ibérique et d'Europe de l'Est. 1974 a été l'année des Chinois, concurrencés par les Vietnamiens. En septembre 1975, par les Indochinois. Près de 3 000 réfugiés venus du Chili se sont officiellement installés en France depuis le coup d'État de septembre 1973. En y ajoutant les réfugiés arrivés d'Europe de l'Est, on arrive à un rythme de 70 à 80 par mois. En 1975, 10 000 Indochinois ont été accueillis ; 12 000 autres seront sans doute arrivés à la fin de 1976 (au rythme de 1 000 par mois), tandis que 70 000 attendent dans les camps de Thailande de trouver un pays d'accueil.

Du monde entier

Au total, on estime (officiellement) à 120 000 le nombre de réfugiés politiques en France (3). « D'un certain point de vue, c'est peu, estime un haut fonctionnaire du ministère du travail. Un quinzième de la population totale immigrée. Et beaucoup moins encore, en poids relatif, si l'on considère qu'une forte proportion d'entre eux est installée en France depuis longtemps, vit absolument comme des Français et ne posent aucun problème. Mais les réfugiés politiques forment, dans les mois ou les années qui suivent leur arrivée, une communauté particulièrement difficile à manier. Leur poids spécifique est important, voire, à l'occasion, exorbitant. » Les responsables administratifs ou politiques français soulignent volontiers, comme ce haut fonctionnaire qui « il s'agit d'une constatation, non d'un regret. » « Alors qu'il n'existe pratiquement dans le monde, dit-il, aucun réfugié politique d'origine française, la France accueille indistinctement des réfugiés politiques du monde entier, sans préjuger des difficultés qu'ils pourraient éventuellement nous créer. » La France n'a pas fait, comme, par exemple, l'Italie, de « réserve géographique » à la convention de 1951, c'est-à-dire qu'elle accueille, en principe, des réfugiés de tous les pays. En outre, elle accepte 80 à 90 % des demandes de statut (4), alors que l'Allemagne fédérale, par exemple, ne donne suite qu'à

environ 5 % des demandes de non-Européens.

C'est au nom de ces idées — qui ne sont pas, il est vrai, partagées par toute la classe politique, et ne sont pas non plus, on le verra, toujours scrupuleusement appliquées — qu'après avoir accueilli de nombreux militants de la gauche et de l'extrême-gauche sud-américaine (Démocrates et Brésiliens, notamment) la France a ouvert ses portes, plus largement qu'aucune autre démocratie occidentale, aux réfugiés du Chili, puis, moins de deux ans plus tard, aux réfugiés d'Indonésie.

« Sur le plan de l'accueil, ce fut une petite révolution », explique l'abbé Glasberg, directeur du COS (Centre d'orientation sociale), qui sait de quoi il parle : il s'occupe des réfugiés depuis les années 20 et s'est consacré à l'assistance aux Juifs dans la Résistance. Jusqu'en 1973, l'accueil des réfugiés politiques n'avait été organisé qu'au coup par coup, et dans des conditions qui laissaient fort à désirer. Les Espagnols de la guerre civile ont été mis dans des camps « affreux », rappelle l'abbé Glasberg, les Hongrois de 1956 logés dans des baraquements militaires. Pour l'essentiel, l'accueil dépendait de la bonne volonté de la S.A.E. (Service social d'aide aux émigrés), qui reçoit, pour les réfugiés, une subvention spéciale du ministère des affaires étrangères ainsi que de diverses initiatives privées, de solidarité, organisées par le haut commissariat des Nations unies. Les Juifs ont reçu l'aide de la communauté israélite internationale, les Polonais celle de leurs compatriotes installés depuis plus longtemps aux États-Unis, etc. Quelques associations non subventionnées jouaient leur rôle, dans les limites de leurs moyens. Une seule mesure d'ensemble avait été prise, concernant les personnes âgées : celles qui acceptaient d'entrer dans une maison de retraite avaient les mêmes droits que les Français. D'autre part, les étudiants pouvaient, dans certaines conditions, bénéficier de bourses.

Les foyers

Quand le gouvernement a décidé (quinze jours après le coup d'État) d'accueillir les réfugiés du Chili, il a rapidement accepté, sous la pression du haut commissariat des Nations unies et

de certaines associations (au premier rang desquelles France, terre d'asile) de faire bénéficier les nouveaux arrivants d'un système mis en place depuis une vingtaine d'années par l'abbé Glasberg, et qui n'avait jusqu'alors bénéficié qu'à un très petit nombre. L'animateur du COS avait imaginé d'utiliser une loi de 1951 permettant de loger dans des foyers pendant six mois, à la charge de l'État, des personnes « en danger de vagabondage », et avait créé, à Clichy, un foyer dans ce but. Après avoir été étendu aux Chinois — familles complètes — ce qui n'était à l'origine qu'un article juridique est devenu applicable, en fait, à l'ensemble des réfugiés en juillet 1976, avant de le devenir en droit (décret du 15 juin 1976).

Cette solution a été facilitée par le grand nombre des foyers de travailleurs ou de vacanciers qui existent en France. Les restrictions apportées à l'immigration, les mauvais emplacements (du point de vue du marché de l'emploi) de certains foyers et l'existence de périodes creuses dans les foyers de vacances ont permis de trouver de la place pour tout le monde. Cet hébergement collectif est assuré par l'association France, terre d'asile et pour partie, en ce qui concerne les Indochinois, par le Comité national d'entraide et de solidarité, organisme chargé d'une façon générale de l'accueil des Indochinois. Actuellement, trois cent cinquante Latino-Américains, trois mille Indochinois (sans compter les Français rapatriés) et cent quatre-vingts réfugiés d'origines diverses sont dans ces foyers. Ils reçoivent de l'argent de poche, des vêtements au cas de nécessité, ont droit, en principe, à suivre des cours de français (et, pour les Indochinois, d'adaptation à la vie française) et un responsable s'occupe spécialement de les aider à chercher du travail, parfois un logement. La crise de l'emploi fait qu'ils restent fréquemment dans leur foyer jusqu'au terme des six mois réglementaires. Après quoi ils sont, en principe, mis à la porte, que leur situation soit ou non régularisée.

Ce système est ressenti différemment par les intéressés, selon leur origine géographique, sociale et politique. Les réfugiés du Chili sont souvent des intellectuels, même s'il est vrai qu'on rencontre davantage, parmi les nouveaux arrivants, de gens du peuple. Ils

sont profondément marqués par l'échec du gouvernement Allende et supportent difficilement l'exil. Ils ont l'expérience des revendications sociales, et ont tendance à transférer leur amertume sur les conditions de leur accueil en France. Certains sont même virulents : « Du gouvernement français nous assiste à des travailleurs immigrés, il fait de nous des marginaux », entendent-on souvent. D'autres critiquent la situation de dépendance et d'irresponsabilité qui caractérise la vie dans un foyer : « Quand on le quitte, si l'on n'a pas de travail, on est complètement démuné. » Ils sont très attentifs au respect des engagements pris à leur endroit et trouvent des occasions de protester : nombre d'heures de français non respectés, difficultés (parfois) pour mettre les enfants à l'école, manque d'entretien du marché de l'emploi. La vie en foyer, en particulier, quand celui-ci est en province, parfois éloigné de tout centre urbain, est insupportable à beaucoup. « C'est la prison qui recommence. On parle entre nous en espagnol, on n'a pas de contact avec le monde extérieur. » Encore que ceux qui ont séjourné en prison aient le plus long et le plus pénible, mieux conscients de la liberté, soient les moins revendicatifs.

Tout autre est l'attitude des Indochinois, Vietnamiens, Cambodgiens ou Laotiens. Si l'on met de côté les anciens diplomates, officiers ou hauts fonctionnaires compromis par les régimes anticomunistes, il s'agit en majorité de gens qui se sont réfugiés par peur du communisme, gens qui n'ont toujours établi, comme le voudrait la convention de Genève, qu'ils auraient effectivement couru un risque en restant chez eux. Ils ont, pour la plupart, fui dans la tourmente et sont venus s'installer dans les camps de Thailande. Leur arrivée en France constitue souvent, au contraire, un espoir de nouvelle vie. Ils ne sont guère entraînés à la revendication sociale, et sont bien vus par leurs employeurs.

Nombreux sont les réfugiés qui ne vont dans aucun foyer. Il arrive que cela leur soit refusé — pour des raisons que l'on évoquera plus loin. Plus souvent, c'est parce qu'ils ont des ressources, ou des relations en France qui leur permettent de vivre en famille, ou encore parce qu'ils tiennent trop à leur liberté retrouvée et refusent la vie en collectivité. Beaucoup d'Indochinois ont été ainsi accueillis par la communauté indochinoise depuis longtemps installée en France, et dont l'esprit de solidarité est étonnamment développé. Les Espagnols qui ont franchi clandestinement la frontière trouvent appui auprès de la population espagnole immigrée du Sud-Ouest. Les réfugiés des pays de l'Est éprouvent, en général, une horreur viscérale à l'égard de tout ce qui peut ressembler de près ou de loin au collectivisme, et préfèrent souvent vivre misérablement plutôt que de s'enfermer dans un foyer.

A ceux-là, à condition toutefois qu'ils disent être sans ressources, et sous réserve de la preuve du contraire, des associations privées (Cimade, Secours catholique, Coisac, Fondation Tolosa pour les Russes, etc.) peuvent apporter une aide substantielle. L'association la plus efficace et la plus universelle est le S.S.A.E., qui agit, il est vrai, en collaboration étroite avec les pouvoirs publics. Les réfugiés de droit et de fait (c'est-à-dire ceux qui n'ont pas de statut officiel, parce qu'ils ne le veulent pas ou ne dépendent pas de conditions requises) peuvent bénéficier du conseil d'une assistante sociale et recevoir une allocation pendant quelques mois.

Prochain article :

UNE RÉGLEMENTATION
CAPRICIEUSE

il est temps de lire :

16

INFORMATIONS

sur la participation
des entreprises
à l'effort
de construction

édité par :

CIL

le refuge

Renseignements : 246.92.51

1% INFORMATIONS :

46, bd de Strasbourg, 75010 Paris

Abonnement 10 F. + numéros par an

Spécimen gratuit sur demande

nom :

adresse :

**Toutes les
grandes tendances
du prêt à porter
printemps 77.**

"Elle" fait le point.

Cette semaine dans ELLE

صلى الله عليه وسلم

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONJONCTURE

BILLET

ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

Une politique ?

En affirmant « Il n'est pas question de rationnement ni de tickets d'essence, ce n'est pas la question de la lutte que nous menons », M. Michel d'Ornano a tout dit. En matière d'économies d'énergie, il n'y a sans doute pas de demi-mesure. Et les appels solennels aux automobilistes, « les invitations au civisme », « les campagnes de sensibilisation » sont là pour masquer qu'on a simplement décidé d'appliquer un peu plus fermement les mesures prises après la crise de 1973.

Celles-ci peuvent-elles être efficaces ? En admettant la stabilité du rapport entre croissance de la consommation d'énergie et croissance de la production intérieure brute, l'Agence pour les économies d'énergie a évalué à 12 millions de tonnes d'équivalent pétrole les économies de 1975. Mais n'est-ce pas prendre en partie pour l'économie ce qui est dû à la récession ?

Les automobilistes vont donc surveiller pendant quelques semaines les bords de route pour y déceler les gendarmes. Mais l'essence ne représente que 16 % de notre consommation d'énergie et le gain sera maigre.

Les industriels (35 % de cette consommation) attendront peut-être que les incitations soient plus fortes pour changer leurs équipements pétroliers. Quant aux consommateurs individuels de chauffage, ils ne seront posés que si la majorité des propriétaires en sont d'accord, et l'on prévoit un délai de trois à cinq ans pour que les appartements d'immeubles à chauffage collectif en soient dotés.

Enfin, remède des remèdes, on a créé un comité ministériel, soit.

M. Glacard d'Estaing, puis, M. d'Ornano, l'ont appelé : la politique française pour réduire notre dépendance énergétique, c'est la nucléaire. Conséquence, l'Agence pour les économies d'énergie a un budget dérisoire et peut simplement lutter contre les gaspillages les plus flagrants.

On a donc éludé la discussion par les prix (M. Barre, dans son plan, voulait pourtant faire passer le prix du baril à 2,40 \$). On a refusé de ralentir le développement de l'électricité alors que pour de longues années encore un logement équipé de « tout électrique » dépensera deux fois plus de fuel qu'un appartement directement chauffé par ce carburant. Les transports en commun seront les parents pauvres... Peut-on parler d'une politique d'économies d'énergie ? — B. D.

L'Irak propose la tenue d'une conférence internationale pour fixer la hausse des prix du pétrole

Alors que M. James Akins, conseiller de M. Jimmy Carter pour les affaires pétrolières, fait actuellement la tournée des pays producteurs de pétrole du Proche-Orient (Koweït, Qatar, Abou-Dhabi, Arabie Saoudite et Irak), plusieurs pays membres de l'OPEP ont pris position le 23 novembre, à Koweït, après une réunion des pays arabes exportateurs de pétrole, pour une forte augmentation du prix du brut.

L'Irak a réaffirmé « la nécessité de l'augmentation du prix du pétrole à un taux égal au taux de l'inflation », soit, selon ce pays, 25 %. L'Irak s'est, par ailleurs, prononcé pour la convocation d'une conférence internationale qui fixerait la hausse du prix du pétrole en fonction de l'augmentation des produits exportés par les pays industrialisés. Muette jusqu'alors, la Libye s'est rangée au côté de l'Irak pour « effacer l'inflation » et promouvoir une hausse de 25 %. Plus circonspect, le ministre algérien du pétrole, M. Belkaid Abdessalam, a expliqué qu'une

augmentation du « brut » était une décision politique qui devait prendre en considération les intérêts de tous les pays. « Quelle que soit la hausse, elle sera insuffisante pour couvrir les besoins financiers des projets de développement de l'Algérie. » Dans le camp des modérés, les Émirats arabes unis ont réaffirmé leur intention de plaider en faveur d'une hausse de 10 %. Quant au ministre saoudien du pétrole, arrivé le 23 novembre au Pays de Galles, il a précisé que son pays s'opposerait à une hausse de 15 %, estimant ce pourcentage trop élevé. — (A.F.P., A.P.)

Les experts allemands sont optimistes

De notre correspondant

Bonn. — Les cinq « sages » chargés de donner un avis « scientifique » sur la politique économique du gouvernement fédéral estiment, dans leur rapport du 24 novembre, que la croissance se nourrit maintenant d'elle-même et que le pessimisme n'est plus de mise. Pour la première fois, ils se risquent à proposer des mesures concrètes aux responsables de la politique économique.

Comme au cours des dernières années, l'accent doit être mis, selon eux, sur un encouragement des investissements. Ils proposent des faci-

lités d'amortissement, des subventions pour la recherche privée et des crédits à intérêt bonifié pour la création d'entreprises. Ces mesures fiscales, baptisées « Programme de prévention pour une politique de croissance », ne devraient pas dépasser 3 milliards de deutschemarks (1), soit à peu près le montant des recettes fiscales supplémentaires attendues de la hausse des impôts indirects, « augmentation d'un point de la taxe à la valeur ajoutée, et hausse des impôts sur le tabac et les alcools ».

Les experts avancent deux hypothèses de croissance. Si l'Etat ne prend aucune mesure nouvelle, le produit national brut augmentera l'année prochaine de 4,5 % en volume (contre 3,5 % prévu par l'O.C.D.E.), les investissements bruts de 5 % et les prix de 3,5 %. Si le gouvernement suit, au contraire, les recommandations des « sages », la croissance du P.N.B. passera à 5,5 %, celle des investissements bruts à 7 %, mais il faudra accepter un taux d'inflation légèrement plus fort, 4,5 %.

Dans les deux hypothèses, le nombre moyen de chômeurs en 1977 serait le même, soit neuf cent mille contre environ un million cette année.

Les experts recommandent aussi la poursuite de la politique des revenus menée cette année, c'est-à-dire une augmentation plus rapide des revenus du capital que des revenus du travail. Selon leur hypothèse cependant, la fourchette devrait se resserrer avec des taux de croissance respectifs de 10 et 9 % contre 9 et 5 % cette année, ces chiffres devant être comparés avec une hausse prévue de 4,5 % pour les prix et 4,5 % pour la productivité pour l'année prochaine. — D. Vt.

Bâtiments Industrialisés : une nouvelle conception

Les qualités nouvelles de la tôle d'acier revêtue autorisent la fabrication de bâtiments industriels non seulement modulaires mais très esthétiques.

Par le choix des couleurs de ses éléments, couverture et bardage, ces bâtiments concurrencent les procédés traditionnels de construction à tous les points de vue.

Renseignements CITAG
Centre d'Informations Techniques
22, rue d'Alsace, 75008 Paris
Tél. : 225.92.70

LES INFRACTIONS AU BLOCAGE DES PRIX SONT PLUS NOMBREUSES

Les contrôles de prix en France ont encore été nombreux entre le 25 octobre et le 9 novembre : 43 847. On indique, dans le rapport, qu'il y a eu 1 912 procès-verbaux. Depuis le début du blocage des prix, 133 330 contrôles ont été effectués, qui ont donné lieu à 5 856 procès-verbaux. Le pourcentage d'infractions tend à augmenter puisque'il est passé de 3,3 % au début d'octobre à 4,4 % actuellement.

Cette dégradation est surtout imputable aux prestataires de services ainsi qu'aux cafés et restaurants. Ainsi, du 25 octobre au 7 novembre, sur 636 contrôles effectués à Paris (598 dans des débits de boissons, 138 dans des restaurants), 174 procès-verbaux ont été dressés, soit un taux de 25 %. Plusieurs responsables de grands cafés parisiens doivent ainsi passer en jugement, le 1^{er} décembre prochain, à la 11^e chambre du tribunal de Paris.

LA C.G.C. : M. Beullac sort de son rôle

Au cours d'une conférence de presse sur l'emploi, réunie mercredi 24 novembre, M. Jean Meunier, secrétaire général de la C.G.C., a notamment affirmé : « Les déclarations pessimistes se multiplient du côté du patronat. (...) On vient de voir M. Beullac surprendre sur ses déclarations, sortant ainsi du rôle qui devrait être le sien et qui n'est certes pas de soutenir le patronat lorsque celui-ci veut diminuer l'emploi. »



(Dessin de KONE.)

AGRICULTURE

DIFFICULTÉS DANS L'INDUSTRIE DU MACHINISME AGRICOLE ET LES PRODUITS DE TRAITEMENT

La mauvaise conjoncture agricole qui a été provoquée essentiellement par la sécheresse estivale, a des répercussions sur les secteurs d'importants, tels que le matériel agricole ou les produits de traitement.

● **MACHINISME AGRICOLE.** — Le Syndicat général des constructeurs de tracteurs et de machines agricoles (S.G.C.A.) estime, dans sa note de conjoncture, qu'après un premier trimestre très actif, « mais perturbé par la concurrence étrangère », le machinisme agricole français « s'est trouvé confronté à un assèchement des commandes qui a été notablement accru par la sécheresse et la psychologie qui l'a accompagnée ». Globalement, la demande a baissé de 50 % et d'un taux plus important en ce qui concerne le matériel de récolte en est résulté des réductions d'horaires, l'arrêt de l'embauche et des licenciements.

« L'aide aux agriculteurs compensera une partie des pertes dans la sécheresse, elle ne renversera pas la tendance, note le syndicat. 1976 sera la troisième année de baisse des récoltes individuelles de la clientèle du machinisme agricole. » Un signe favorable toutefois : « Les prix de vente des productions agricoles montrent plus vite que ceux des produits nécessaires aux exploitations. »

● **PRODUITS DE TRAITEMENT.** — « Au même titre que notre clientèle agricole, notre industrie est sinistrée », déclare M. François Le Nail, secrétaire général de la Chambre syndicale de la phyto-pharmacie, dans une interview accordée à *Agro France*. Les prix de vente ont baissé en France constants de 1970 à 1975, la marge brute des industriels a diminué de 20 % l'an dernier. « Dans les circonstances présentes, des réductions d'effectifs sont souvent nécessaires, et l'embauche de jeunes ingénieurs et techniciens est actuellement très réduite », note M. Le Nail.

Les déclarations de M. Henry

(Suite de la première page.)

— Que se passera-t-il lorsque, à l'ouverture des discussions salariales, le gouvernement, conformément à ses antérieures déclarations, s'opposera à toute condition du pouvoir d'achat ? Pourriez-vous engager une lutte très dure pour contraindre le gouvernement à céder ?

— La FEN a reçu un mandat d'unité donné par sa dernière commission administrative nationale. Il précise l'ensemble de nos revendications.

« D'abord, nous ne déciderons rien sans avoir par nos démarches avec les six autres organisations de fonctionnaires et avec celles du secteur nationalisé le terrain d'une revendication et d'une stratégie communes. D'autres réunions sont à prévoir après celle du 25 novembre. »

« Si l'appareil était très vite que les négociations ouvertes par le gouvernement soient sans succès, nous ne pourrions pas les poursuivre. Je suis aujourd'hui très pessimiste. »

— Que pensez-vous des récentes déclarations de M. Séguin et de M. Buhl, au nom de la C.G.T., selon lesquelles la rencontre de toutes les organisations syndicales n'impliquera nullement, ni pour les uns ni pour les autres, une critique ou un mea-culpa au sujet de leurs refus ou de leurs refus de nous faire des propositions antérieures des accords négociés avec le gouvernement ?

— La FEN ne demandera à personne de se rendre. Je ne demanderai pas à Georges Séguin ou à René Buhl de dire qu'ils ont eu tort de nous faire des propositions de blocage. La progression du pouvoir d'achat apportée par les accords que nous avons signés est incontestable. Je crois que la C.G.T. l'a implicitement reconnu, puisqu'elle n'a pas répondu à notre proposition de confronter les chiffres reconnus par les experts de tous bords avec son propre indice.

« Pour chacune des années 1975 et 1976 par rapport à la précédente, la progression en masse salariale, relative à l'ensemble des fonctionnaires, s'est située aux alentours de 17 %. Trois éléments concrets : applications de accords de chaque année considérée et des accords précédents. »

« Cependant, quand la C.G.T. mène l'action avec la FEN, quand la C.G.T. accepte, pour la première fois depuis trois ans, de venir à la réunion commune des sept fédérations de fonctionnaires, je retiens de tout cela qu'elle abandonne son conviction, à notre égard de collaboration, et celle de cautionner la politique du pouvoir. Et je m'en réjouis. »

— La C.G.T. a déjà spécifié qu'elle ne saurait accepter la référence à l'indice officiel des prix ni l'absence de progression du pouvoir d'achat.

— La FEN n'a pas changé d'attitude sur l'indice des prix, élément fondamental. Cet indice est un instrument de mesure gouvernemental de caractère économique général. Il est nécessaire de tenir compte de ses insuffisances dans une discussion salariale.

« Depuis mars, la FEN propose à toutes les organisations syndicales d'étudier ce qui pourrait être un indice syndical moyen. Seuls, F.O. et la C.F.D.T. ont accepté. Nous n'avons donc pas entre les mains une proposition syndicale commune. »

« Nous ne ferions pas de l'indice INSER un préalable absolu aux négociations salariales. D'ailleurs, ne serait-ce pas donner au gouvernement un prétexte commode pour justifier une rupture de toute discussion salariale dans la fonction publique ? »

« Personne n'a intérêt à jouer ce jeu. Nos camarades C.G.T. et C.F.D.T. de l'E.G.P. l'ont bien compris. Ils ont refusé de signer leur contrat de progrès, basé sur l'indice INSER. »

— M. Guy Georges, le secrétaire général du SNI, le plus important des syndicats de la FEN, vient de lancer un appel à la réunification syndicale. Vous êtes totalement partisan, pourquoi alors la FEN tout entière n'a-t-elle pas pris l'initiative ?

« Le SNI vient de prendre une initiative capitale. Le fond même de nos orientations de tous jours, à la FEN, c'est la recherche de l'unité syndicale de tous les travailleurs dans une grande organisation. »

« Depuis près de trente ans, la FEN lance un appel permanent à l'unité syndicale. Aujourd'hui, c'est encore le SNI qui est le mieux placé pour relancer une telle initiative. Mais je souhaite que d'autres syndicats de la FEN aient la même volonté de dépasser l'unité d'action pour parvenir à la réunification organique. »

Pourquoi le SNI est-il le mieux placé ? Parce que, en 1947-1948, c'est lui qui a impulsé dans la FEN tout entière le refus de la division. Parce que, en 1954-1956, il fut l'initiateur d'un mouvement syndical unitaire et démocratique (FUMSUD) qui n'a pas eu l'écho attendu. Parce que le SNI est le syndicat le plus décentralisé, le mieux implanté, le plus proche du monde du travail et peut-être le mieux à même de percevoir les sensibilités et de provoquer dans la masse les retours nécessaires, si on veut aller au-delà d'une demande théorique.

Doubler la représentativité des syndicats

— L'échec des élections de 76 est-elle susceptible d'accroître l'unité syndicale ? Je suis convaincu qu'une victoire de la gauche en 76, qui reste une hypothèse crédible, peut entraîner un vaste mouvement de syndicalisation. Les travailleurs recherchent dans l'organisation syndicale les moyens d'exprimer avec force leurs revendications. Il faudra donc que toutes les organisations syndicales présentes dans les entreprises, des structures claires, ce qui exclut les confusions ou les unanimismes trompeurs. Les travailleurs exigeront d'elles la démocratie et des engagements précis. La FEN rassemble déjà la grande masse des travailleurs de l'éducation, de la recherche et de la culture. Mais, aujourd'hui, la C.G.T., la C.F.D.T., F.O. regroupent à elles trois, un salarié sur cinq.

« Il devrait être possible de doubler cette représentativité à l'avenir. Faire mieux implique des perspectives de réunification avec les conditions qui s'y attachent. Je ne crois guère, cependant, qu'il soit possible d'envisager, sur ce

point, quoi que ce soit avant 1978. Et pour plus tard, je ne suis pas partisan du « syndicalisme national ».

— Selon les circonstances, on a parfois l'impression que vous vous sentez plus affilié pour la C.G.T., ou bien F.O., ou bien la C.F.D.T. Tient-dites-vous plusieurs fois au jeu ?

« La FEN n'oublie pas qu'elle est issue, comme F.O., de la vieille C.G.T., celle des valeurs de la charte d'Amiens et de la réunification de Toulouse en 1936. Nous n'acceptons donc pas, comme certains veulent le faire, de mettre à l'écart nos amis de Force ouvrière. »

« Si, autrefois, nous avions l'égard de la C.F.T.C. une hostilité qui était générale parce qu'elle apparaissait comme une organisation de « jaunes », il n'en est plus de même, aujourd'hui, avec la C.F.D.T. »

« Nous avons avec elle beaucoup de divergences : pourtant notre dialogue est permanent, parce que nous recommandons dans la C.F.D.T. une organisation syndicale authentique. »

« Nous ne tenons pas plusieurs fois au jeu. Chaque fois que nous faisons l'unité d'action avec la C.G.T., la C.F.D.T., nous estimons qu'il est de notre devoir de rencontrer F.O. et d'entendre ses militants. Qui mieux que la FEN peut préparer les convergences ? »

Le pluralisme syndical thèse de division

— Les orientations de la C.F.D.T. ne vous inspirent-elles pas parfois les impressions qu'expriment la C.G.T. et Force ouvrière ?

« Certains écrits violents et récents de la C.F.D.T. semblent traduire quelques phantasmes à notre égard. La FEN n'est pas, comme le dit la C.F.D.T., une mosaïque de fractions politiques dirigées de l'extérieur. Si c'était vrai, il y a longtemps qu'elle aurait éclaté. »

« Je regrette que la C.F.D.T. continue de défendre la vieille thèse de division syndical, qui est une thèse de division syndicale. Peut-être ne se sent-elle pas encore assez forte. »

« Mais les travailleurs aiment se reconnaître dans des organisations qui ont des orientations nettes, qui savent dire ce qu'elles veulent faire les choix nécessaires, parfois au prix de certaines difficultés. »

« Quand une grande organisation comme la C.F.D.T. se veut démocratique — et je le crois sincère — elle n'a pas d'autre choix que de clarifier son orientation. Aussi, dans les mois qui viennent, ou bien la C.F.D.T. continuera de vouloir tout prendre en charge tous les problèmes, toutes les idées, pour parvenir à une sorte d'unanimité, et elle risque de donner l'image de la confusion, ou bien la C.F.D.T. aura le courage de définir une ligne majoritaire. Elle ne peut qu'y gagner, comme le syndicalisme en général. »

Des réserves à l'égard de l'autogestion

— Majoritaires ou minoritaires, tous les militants de la C.F.D.T. ne sont-ils pas unis par le ciment de l'autogestion ? Est-ce aussi, pour vous, un objectif valable ?

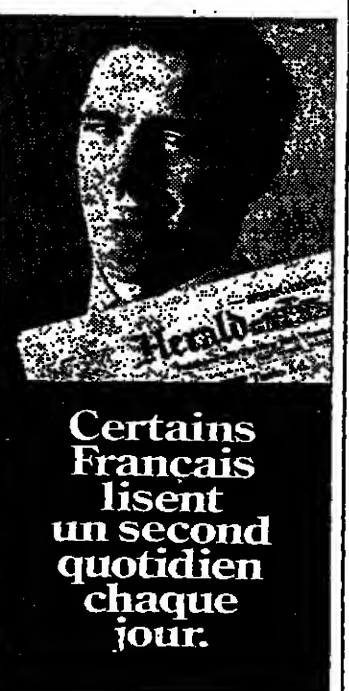
« Nous avons beaucoup de réserves à l'égard de l'autogestion. L'utilisation qu'on en a fait a transformé le mot en une sorte de mythe. Se battre pour la société socialiste n'est-il pas largement suffisant ? Le socialisme porte en soi la participation à la vie et à la marche de la nation, et l'idée de prise de responsabilité à tous les niveaux. »

« L'autogestion ne se construit pas de toutes pièces, elle est une idée essentielle qui fait partie du mot socialisme : comme la socialisme, n'est-elle pas d'abord une recherche et une volonté de changer la vie ? »

« Quand la FEN avance aujourd'hui ses propositions, le fait-elle en son nom propre, ou au nom de toutes les organisations qui gravitent autour d'elle, et qu'on regroupe quelquefois dans l'expression « l'empire de la FEN » ? »

« L'empire de la FEN est une expression flatteuse. Mais elle ne correspond pas à la réalité. Autour et aux côtés de l'éducation nationale, il y a cinquante-six ou cinquante-sept organisations mutualistes et coopératives ayant toutes en commun l'esprit syndicaliste. Elles ne sont pas dans ce qu'on appelle « la mouvance de la FEN ». Elles sont beaucoup plus, organismes d'éducation et de formation, d'esprit syndical, elles ont pris en charge tous les problèmes qui se posent dans notre domaine. Elles concourent toutes à atteindre les mêmes objectifs que la FEN, dans une totale indépendance. »

Propos recueillis par JOANNE ROY.



La Voie de l'Europe.

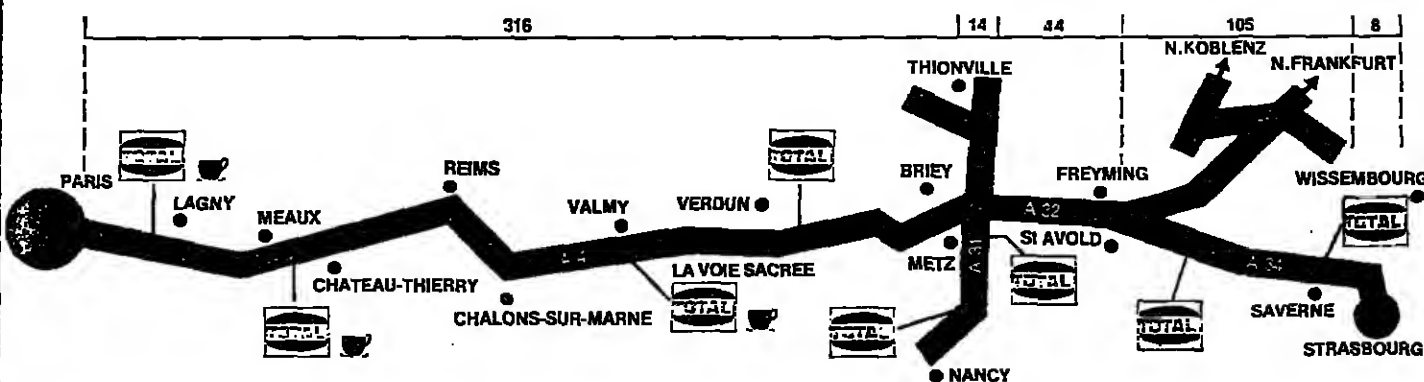
Pour Total, les autoroutes ne sont pas seulement de longs rubans d'asphalte.

Dès le début de leur développement, il y a dix ans, Total a toujours été convaincu du rôle vital de ces grands axes modernes pour la circulation des marchandises, des hommes et des idées.

Nul doute que l'autoroute de l'Est contribuera à développer les relations entre France et Allemagne, deux grands pays tenus trop longtemps éloignés par l'histoire.

Ils vont encore mieux se connaître. Se sentir plus près l'un, de l'autre.

Découvrir que leurs génies respectifs n'étaient pas si différents.



Ainsi, l'autoroute de l'Est participe, à sa manière, à l'histoire. Pour qu'à l'avenir, celle-ci évoque moins les douloureuses contradictions du passé que les merveilleuses promesses présentes.

Vive l'autoroute de l'Est.

TOTAL

- Le service Total autoroute met à votre disposition :
- 6 stations-service sur l'autoroute de l'Est et 2 stations sur la bretelle Thionville-Nancy.
 - Une cafétéria dans 3 d'entre elles : Bussy (près Lagny, sens province-Paris), Ussy (près Meaux, sens Paris-province), Valmy (sens Paris-province).
 - Des pistes bien protégées.
 - Un personnel accueillant, compétent et rapide.
 - De vastes parkings pour votre halte détente.
 - Des toilettes confortables et pratiques (Total a même pensé à vos enfants).
 - Un coin repos pour lire, écrire, téléphoner, recevoir ou laisser des messages.
 - Des distributeurs automatiques de boissons, glaces et confiseries.
 - Une boutique accessoires, friandises, cadeaux...
 - Le service « Grands Routiers-GR ».
 - « Total Tourisme », avec ses renseignements pratiques sur les régions que vous traversez (curiosités touristiques, ressources hôtelières, dépliants de syndicats d'initiative voisins), cartes-guides, plans de ville, et bien sûr, les « Guides Total ».

Dans les stations Total de l'autoroute de l'Est, demandez la brochure de 32 pages couleurs éditée à l'occasion de l'inauguration de l'autoroute « La Voie de l'Europe », cinq cents kilomètres à travers l'histoire.

LA VIE ÉCONOMIQUE

Libres opinions

Les éboueurs du nucléaire

par MICHEL ROLANT (*)

EN avril 1975, la C.F.D.T. prenait position contre le programme électronucléaire français. Elle réclamait l'instauration d'un débat démocratique et la mise sous responsabilité publique du secteur de l'énergie.

Après avoir vainement proposé, au cours des travaux du VII^e Plan, une politique plus diversifiée, alternative au « tout nucléaire », la C.F.D.T. demandait la suspension pour trois ans de toute nouvelle construction de centrale. Elle s'élevait contre le lancement de « Super-Phénix » et l'exportation incontrôlée de matériels et de connaissances nucléaires. Elle réclamait l'amélioration de la sûreté de toutes les installations dans le cadre du secteur public.

La décision prise par le gouvernement de remettre à une filiale de droit privé (la COGEMA) l'essentiel du cycle du combustible réalisé au Commissariat à l'énergie atomique va à l'encontre de ces exigences.

Elle est à l'origine de la grève qui se poursuit dans les usines de La Hague et de Marcoule. Les travailleurs redoutent que, pour faciliter les ventes de services de retraitement, on vienne à faire passer au second plan les impératifs de sécurité. Or, dès aujourd'hui, ils éprouvent physiquement et moralement que les conditions de travail dans les installations de La Hague sont devenues insupportables.

Cette grève relance le débat sur le traitement des combustibles usés.

Elle survient à un moment critique : il n'y a plus — hors de France — une seule usine de retraitement en état de marche ou autorisée à marcher par les services de sécurité. Certains pays, notamment les États-Unis, abandonnent ou renvoient aux câbles grecs tout retraitement ; d'autres, comme la Suède, subordonnent la poursuite de leur programme électronucléaire à la certitude que leurs dangereux déchets seront bien recyclés dans les usines françaises ; ils s'interrogent alors sur les véritables motivations de la grève de la C.E.A.

La C.F.D.T. répond très clairement : il ne doit y avoir de réacteurs nucléaires en fonctionnement que si leurs combustibles usés sont retraités : c'est une question de responsabilité.

En effet, ces combustibles ne sont pas conçus pour être stockés sans risque pendant une longue période. Un retard de plusieurs années rendrait, en outre, les opérations de traitement beaucoup plus difficiles du fait de la dégradation des éléments combustibles et de l'évolution de leur composition. La solution extrême de non-retraitement définitif est encore moins acceptable car le stockage à long terme des combustibles irradiés est beaucoup plus difficile et dangereux que celui des déchets radioactifs, après traitement.

Une cohérence doit donc être établie entre les possibilités de traitement et les programmes de construction des réacteurs nucléaires. Actuellement, ce n'est pas le cas. Il y a une accumulation de combustibles non retraités dans les années à venir.

C'est un argument de plus en faveur de la thèse de la C.F.D.T. sur la nécessité de réduire le programme de construction de réacteurs. Pour la C.F.D.T., il faudra donc retraiter les combustibles des centrales françaises en cours de réalisation, mais pas n'importe comment ni dans n'importe quel cadre.

Sur le plan technique, le traitement des combustibles irradiés des réacteurs à eau ordinaire en est encore au stade du prototype, nous n'avons pas d'expérience industrielle. Pour le stockage et l'élimination des déchets radioactifs, nous en sommes au stade de la recherche-développement.

Sur le plan des risques, des atteintes à l'environnement et des conditions de travail, les usines de retraitement sont de loin le plus dangereux de l'ensemble des industries du combustible nucléaire.

Cette situation confirme que le traitement des combustibles irradiés et des déchets ne doit pas être considéré comme une activité industrielle classique, à caractère commercial. Cette industrie doit être un service public, confié à un organisme qui soit garanti que la sécurité nucléaire est le premier impératif de ses activités.

Cette règle est valable quel que soient les clients — du C.E.A. Il est difficile d'assurer la bonne fin des contrats déjà passés avec des sociétés ou des pays étrangers tant que les problèmes de La Hague ne sont pas réglés. Il est, de plus, impensable de prendre des engagements nouveaux en dehors d'accords internationaux précis sur l'usage des produits du retraitement.

Procéder autrement, c'est faire un pari dangereux sur l'évolution des possibilités techniques, sur la sécurité nucléaire et sur la santé des travailleurs. C'est aussi accepter d'accumuler sur notre sol des déchets hautement radioactifs venus de toutes les parties du monde.

Les objectifs de grève (sécurité, service public) des travailleurs des usines de La Hague et de Marcoule doivent être soutenus par tous ceux qui se refusent à sacrifier l'avenir.

En attendant la solution du conflit, le retraitement des combustibles irradiés n'est plus assuré en France. La situation anormale incombe entièrement à la direction du C.E.A. et du gouvernement, qui refusent de maintenir les usines de retraitement au sein du Commissariat à l'énergie atomique et veulent les transférer à une filiale, dont le but commercial est parfaitement avoué.

Ces usines doivent rester au C.E.A. ; elles doivent être entièrement révisées sur les plans techniques et organisationnels ; tous les travailleurs doivent bénéficier des mêmes garanties de formation et de statut. Ce sont les conditions minimales pour que le traitement des combustibles irradiés et des déchets radioactifs soit effectué dans les meilleures conditions possibles de sécurité pour les travailleurs et la population.

« Les Assises du nucléaire » organisées à Cherbourg les 27 et 28 novembre (1) par l'intersyndicale des grévistes des usines de retraitement, avec le soutien et la participation de la C.F.D.T., doivent donner une nouvelle ampleur à la bataille engagée et au débat public.

(*) Membre de la commission exécutive de la C.F.D.T.

(1) Assises nationales du nucléaire : U.I.S. C.F.D.T., rue de l'ancien-Quai, boîte postale 58, 50100 Cherbourg. Tél. : 52-61-37 ou 53-19-07.

ALIMENTATION

F.A.O. : la situation s'est améliorée en 1976

De notre correspondant

Rome. — Léger optimisme dans l'immédiat, forte inquiétude à long terme : tels sont les deux sentiments de M. Edouard Saouma, directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (F.A.O.), qui vient de faire le point sur la situation alimentaire mondiale.

La F.A.O. estime, en effet, que la production mondiale de céréales en 1976 dépassera 1 300 millions de tonnes, soit une augmentation de 7 % par rapport à l'année dernière. Agant davantage produit, les pays pauvres n'ont pas été obligés d'importer d'aussi grandes quantités qu'en 1975.

Cela dit, « l'aide alimentaire présente autant d'urgence et d'importance », pour trois raisons au moins :

● La différence entre la production et les besoins des pays en voie de développement restent considérables ;

● L'objectif de 10 millions de tonnes de céréales par an d'aide

alimentaire, fixé en 1974 par la Conférence mondiale de l'alimentation, n'était pas conçu pour affronter une crise mondiale ;

● Enfin, l'amélioration des perspectives à court terme est constamment entravée par des catastrophes naturelles et l'accroissement démographique, qui rend chaque crise alimentaire plus grave que la précédente.

« Nous devons écrire avec bien l'alarmisme que la satisfaction béate, pour nous en tenir à un sentiment de vigilance constante », a déclaré M. Saouma, car les tendances à long terme dans les pays en développement restent « une faiblesse inquiétante ». R.S.

صلى الله عليه وسلم

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AFFAIRES

CROQUIS

Le Japonais du ski

Laurent Boix-Vives. Cinquante ans. Savoyard. Depuis vingt et un ans, cet homme brun, affable, souriant, discret, qui s'entend lorsqu'il parle de son entreprise, possède aux destinées des skis Rossignol. Cet autodidacte vient d'être élu « manager de l'année » par les lecteurs de notre confrère le Nouvel Économiste.

Distinction méritée. Le groupe Rossignol, qui contrôlait en 1975 20,5 % du marché mondial du ski, va voir ce pourcentage porté à 22 1/2 pour l'exercice qui se terminera au 31 mars prochain. Performance remarquable, mais non surprenante si l'on considère l'évolution du groupe depuis sa création. L'historique des skis Rossignol d'est un peu un conte de fée industriel. En septembre 1955, M. Boix-Vives reprend une petite entreprise familiale de Volvon (Isère), spécialisée dans le travail du bois, qui vient de déposer son bilan. Vingt-deux ans plus tard, Rossignol occupe la première place du marché américain, possède quatre filiales de production et quatre filiales de commercialisation à l'étranger : il contrôle 18,5 % du marché japonais, dont on dit souvent qu'il est inaccessible.

M. Boix-Vives a eu de la chance et ne le nie pas. Chance d'être présent sur un marché en pleine expansion, chance de rencontrer dès 1955 les hommes qui forment son équipe, chance enfin de croiser sur sa route des champions exceptionnels qui permettront aux skis Rossignol d'acquiescer rapidement une renommée mondiale. Mais cette chance, Laurent Boix-Vives l'a bien aliée. D'abord en acceptant les risques calculés d'une stratégie mondiale, ensuite en sachant donner à son groupe l'assise financière nécessaire à son développement.

Aujourd'hui, une nouvelle aventure commence : Rossignol se lance à l'assaut du marché des raquettes de tennis. Ses investissements ont atteint lors du dernier exercice un niveau record. M. Laurent Boix-Vives ne doute pas de la réussite. Ce chef d'entreprise est un entrepreneur.

Ph. L.

Biens d'équipement : le ralentissement du marché intérieur inquiète les industriels

La situation des industries spécialisées dans les biens d'équipement (mécanique et matériel électrique) est préoccupante. M. Burel, président de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices des métaux, et M. Delattre, président du GIMEE (Groupeement industriel des industries de matériel électrique), ont lancé, chacun de son côté, le 24 novembre, le même cri d'alarme. Leurs entreprises sont confrontées à un double problème : le marché intérieur est de plus en plus déprimé et les exportations ont tendance à plafonner.

Les carnets de commandes des industries mécaniques et transformatrices des métaux assuraient au début de 1976 près de six mois d'activité. Aujourd'hui ils ne couvrent que trois mois et demi, ce qui est inférieur au minimum technique, a précisé M. Burel. Le rythme de production dans le secteur des biens d'équipement était au début du premier semestre de plus de 7 %. Actuellement, le taux de croissance tend vers zéro. Aussi, le président de la Fédération estime-t-il indispensable la mise à l'étude par le gouvernement de mesures appropriées pour soutenir l'activité. Quant aux exportations, l'un des points forts de ce secteur (en 1976 le solde positif de sa balance commerciale devrait être compris entre 7 et 8 milliards de francs), elles risquent d'être insuffisantes pour compenser la grave dépression du marché intérieur.

Un secteur apparaît cependant

moins vulnérable, celui de l'équipement des machines électro-portatives (onze mille personnes et 1,28 milliard de francs de chiffre d'affaires), dont les ventes devraient progresser cette année de 12 % en francs constants. Pour M. Delattre, président du GIMEE, la situation du marché intérieur a atteint « un seul critique ». Il a rappelé à M. Rossi, ministre du Commerce extérieur, au cours d'une réunion commune le 24 novembre, que le dynamisme à l'exportation des industries du secteur était conditionné par l'existence d'un marché français « solide ».

Les trois cents entreprises regroupées dans le GIMEE font depuis plus d'un an un effort particulier à l'exportation. Les ventes à l'étranger ont représenté, en 1975, 4,5 milliards de francs. En 1976, elles progresseront de 27 %, portant à 44 % (contre 40 % en 1975) leur part dans le chiffre d'affaires total de la profession. Mais les commandes à l'exportation seront cette année du même ordre qu'en 1975, en francs courants.

● RHONE-POULENC TEXTILE : 400 personnes ont été mises en chômage technique au Pège-de-Boussillon, usine qui comprend des types de production (filature et production d'acétate). A la suite de la fermeture de la filature et du licenciement de 300 salariés depuis le 23 septembre, et des manifestations de ces derniers, la direction a décidé, mercredi 24 novembre, de fermer provisoirement l'unité de production d'acétate, estimant que « la liberté et la sécurité du travail n'y sont plus assurées ».

SYNDICATS

Au congrès de la Fédération C.G.T. de la métallurgie
L'existence de plusieurs organisations syndicales n'est pas un facteur supplémentaire de démocratie
déclare son nouveau secrétaire général

De notre correspondant

Saint-Etienne. — Ce fut, pendant près de dix minutes, des rafales d'applaudissements, des tambourinements de poings sur les tables, des « allez les rouges » scandés, tandis qu'à la tribune on se congratulait sous une pluie de confettis. Mille cent délégués, représentant plus de deux mille syndicats regroupés en total quelque quatre cent vingt et un mille membres actifs et dix mille retraités, saluèrent ainsi M. André Sainjon. Celui-ci venait d'être proclamé, à trente-trois ans, secrétaire général de la F.T.M. (Fédération des travailleurs de la métallurgie), « la plus grande fille » de la C.G.T. selon l'expression de M. Georges Séguy, qui a participé du début à la fin à ce vingt-neuvième congrès, organisé du 20 au 24 novembre au Palais de la foire de Saint-Etienne.

M. Jean Breteau a été lui aussi ovationné quand fut annoncé qu'il était nommé président de la F.T.M., après en avoir été durant vingt-cinq ans le premier responsable.

Ce vingt-neuvième congrès a été placé sous le signe du rajeunissement de la direction. La moyenne d'âge du comité exécutif fédéral (quatre-vingt-huit membres) est de quarante ans. Elle tombe à trente-huit pour le bureau fédéral où quinze sortants ont été réélus et où entrent Mme Yolande Robin et M. Alain Taquin. Quant à M. Lucien Fustel et Henri Tronchon, ils ont été reconduits au secrétariat général, le premier à la propagande, le second à l'organisation. Toutes ces élections, à bulletin secret, sont intervenues à la quasi-unanimité. En revanche, l'augmentation de la cotisation fédérale pour 1977 souleva certaines réticences. La délégation de Berliet-Vénissieux, qui s'est abstenue, avait opposé le niveau de la cotisation à la nécessité de développer l'adhésion syndicale.

La marche vers l'unité

Une immense banderole rappelait le thème du congrès : « Des syndicats forts pour des luttes puissantes ». Il fut beaucoup question de celles-ci et de l'unité d'action nécessaire pour les mener entre la C.G.T. et la C.F.D.T. M. Jean Breteau, dans son rapport d'ouverture samedi, M. Jacques Chérèque, secrétaire général de la Fédération des métaux (C.F.D.T.) qui, en tant qu'invité, prit la parole, ont chacun constaté que cette marche vers l'unité connaissait depuis plusieurs années des hauts et des bas, mais se sont réjouis cependant que la tendance soit à la progression.

« Nos rapports sont devenus plus vrais, donc plus exigeants, au sein de la lutte des classes », avait souligné le leader cégétiste, ajoutant notamment qu'il était indispensable d'« approfondir en permanence le contenu de nos accords et leur portée stratégique, ainsi que celle consécutive ».

EUROPE

Les Neuf étudient de nouveaux mécanismes de protection du marché du bœuf

De notre correspondant.

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres de l'Agriculture, réunis lundi 22 et mardi 23 novembre à Bruxelles, ont débattu, sans réussir à conclure, d'une proposition de la Commission visant à aménager le régime de protection extérieur du marché de la viande bovine.

Dans l'esprit de la Commission, l'adoption de cette réforme devrait permettre de lever sans danger la clause de sauvegarde de mieux régulariser les échanges. La réglementation actuelle, qui s'applique lorsque la clause de sauvegarde ne joue pas, prévoit la perception aux frontières de la Communauté, en plus du droit de douane, d'un prélèvement (taxe) lorsque le prix de marché moyen est égal ou inférieur au « prix d'orientation ». Ce prélèvement est fixé chaque mois. La Commission propose que le prélèvement soit automatiquement augmenté, sans attendre l'échéance mensuelle, lorsque les prix de marché descendent sensiblement au-dessous du « prix d'orientation ».

Le nouveau régime de protection aux frontières, que les ministres s'efforcent d'adopter lors de leur prochaine session des 20 et 21 décembre, devrait permettre la perception aux frontières de la Communauté, en plus du droit de douane, d'un prélèvement (taxe) lorsque le prix de marché moyen est égal ou inférieur au « prix d'orientation ». Ce prélèvement est fixé chaque mois. La Commission propose que le prélèvement soit automatiquement augmenté, sans attendre l'échéance mensuelle, lorsque les prix de marché descendent sensiblement au-dessous du « prix d'orientation ».

L'ensemble des délégations parvenues à cette idée de prélèvement variable, mais divergent sur le taux maximum de protection à retenir. La Commission propose que, dans le cas où les prix de marché sont inférieurs à 90 % du prix d'orientation, on applique aux frontières un prélèvement de 15 %. Le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Italie, pays traditionnellement importateurs, considèrent que c'est là une surcharge trop élevée.

Ph. L.

RECKITT & COLMAN
a acquis
le contrôle de **BRETON STEINBACH**
(une société du groupe W.R. GRACE)
SOCIÉTÉ BANCAIRE ET FINANCIÈRE
(Département Fusions et Acquisitions)
36 rue Marbey 75008 PARIS
a conseillé
W.R. GRACE dans cette transaction.
NOVEMBRE 1976

(PUBLIQUITE)

PRÉFECTURES de la HAUTE-MARNE, de MEURTHE-ET-MOSELLE et des VOSGES

Avis d'ouverture d'enquête

LIAISON LORRAINE-BOURGOGNE AUTOROUTE TOUL-LANGRES

Section TOUL - BEAUCHEMIN

MM. les Préfets de la Haute-Marne, de Meurthe-et-Moselle et des Vosges informent le public que, en application de la décision du 28 octobre 1976 de M. le Ministre de l'Équipement, sera soumise à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur et en vertu de l'arrêté interpréfectoral du 17 novembre 1976, le projet de construction de la section TOUL-BEAUCHEMIN de l'autoroute TOUL-LANGRES de la liaison LORRAINE-BOURGOGNE.

1) Les pièces du dossier de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés à la Préfecture de la Haute-Marne, du 8 décembre 1976 au 12 janvier 1977, inclus, aux heures d'ouverture des bureaux (9 h.-12 h., 14 h.-17 h.), sauf dimanches et jours fériés, afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations sur le registre ou les adresser, par écrit, au Président de la Commission d'Enquête.

2) Un exemplaire du même dossier et un registre subsidiaire d'enquête seront également déposés durant la même période aux heures d'ouverture des Préfectures et Sous-Préfectures concernées :

— Préfecture de Meurthe-et-Moselle à NANCY, Sous-Préfecture de TOUL ;
— Préfecture des Vosges à EPINAL, Sous-Préfecture de NEUFCHATEAU ;
— Sous-Préfecture de LANGRES.

ainsi que dans toutes les communes de Haute-Marne, de Meurthe-et-Moselle et des Vosges énumérées ci-après, intéressées par le projet, pendant les heures habituelles d'ouverture des bureaux des maires.

Pendant la durée de l'enquête, les observations des intéressés pourront également être adressées, par écrit, au Président de la Commission d'Enquête et envoyées à la Préfecture de la Haute-Marne à CHAUMONT.

Les observations faites sur l'utilité publique du projet seront, en outre, reçues par la Commission d'Enquête, qui siège à la Préfecture de la Haute-Marne à CHAUMONT, pendant les trois derniers jours de l'enquête, soit les 10, 11 et 12 janvier 1977, de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 16 h.

3) La Commission d'Enquête sera composée des neuf membres suivants :

Président : M. Marcel BACHALARD, instituteur en retraite, à VITRY-LES-NOGENT (52) ;
Membres : M. Georges MARTIN, chef de division de Préfecture en retraite, 1, rue Tour-de-Berger, à CHAUMONT (52) ;
M. Pierre DESANLIS, membre de la Chambre d'Agriculture, expert foncier, à MAIZIERES-LES-JOINVILLE (52) ;
M. Marcel FRISTO, ingénieur T.P.E. honoraire, 2, avenue Foch, à BOULIERS-AUX-DAMES (54) ;
M. Georges MASSICOT, ingénieur divisionnaire honoraire des Travaux Publics, 83, avenue de la Malgrange, à JARVILLE (54) ;
M. Pierre TOUSSAINT, membre de la Chambre de Commerce, directeur régional de l'Agence Air Liquide, 28, place de la Carrière, à NANCY (54) ;
M. Daniel MOUGEOT, ingénieur T.P.E. en retraite, route de Noncourt, à NEUFCHATEAU (88) ;
M. Jean LALOUETTE, ingénieur du Génie Rural et des Eaux et Forêts en retraite, 6, quai Michelet, à EPINAL (88) ;
M. Charles HERBERLE, ingénieur en retraite, 10, rue Abel-Ferry, à EPINAL (88).

4) Après la clôture de l'enquête, une copie du rapport dans lequel la Commission d'Enquête énoncera ses conclusions sera déposée dans les Préfectures de la Haute-Marne, de Meurthe-et-Moselle et des Vosges, les Sous-Préfectures de TOUL, NEUFCHATEAU et LANGRES, ainsi que dans toutes les communes où s'est déroulée l'enquête.

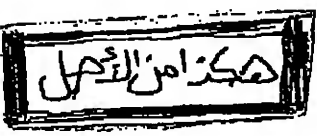
Toute personne physique ou morale peut demander communication des conclusions de la Commission d'Enquête en en faisant la demande au Préfet du département intéressé.

5) Liste des communes où sera ouverte l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet susvisé :

Département de la Haute-Marne :		
BREUVANNES-EN-BASSIGNY	— CHAUMONT-LA-VILLE	Canton de BOURMONT
	— GERMAINVILLIERS	
	— BREUVANNES	Canton de CLEFMONT
	— COLOMBEY-LES-CHOISEUL	
LE VAL-DE-MEUSE	— MERREY-CHOISEUL	
	— LE VAL-DE-MEUSE	Canton de VAL-DE-MEUSE
	— LENIZEUL	
	— PROVENCHERES-SUR-MEUSE	
VAL-DE-GRIS	— CHAUFFOURT	
	— BONNECOURT	
	— FREYCOURT	Canton de VAL-DE-GRIS
	— DAMPIERRE	
ROLAMONT	— CHARMOUILLES	
	— TRONCHOU	
	— LANNES	
	— ROLAMONT	Canton de LANGRES
	— BEAUCHEMIN	
	— CHANOY	
	— ORMANGEY	
	— MARAC	

Département de Meurthe-et-Moselle :		
— TOUL		Canton de TOUL-Sud
	— GYE	
	— MOUTROT	
	— CREZILLES	
— BAGNEUX		Canton de COLOMBEY
	— ALLAIN	
	— COLOMBEY-LES-BELLES	
	— SELANCOURT	
— GEMONVILLE		

Département des Vosges :		
— AUTREVILLE		Canton de COUSSEY
	— HARMONVILLE	
	— TRANQUVILLE-GRAUX	
	— AROFFE	
— AOUZE		Canton de CHATENOIS
	— REMOUILLE	
	— BALLEVILLE	
	— VICOUCOURT	
— CHATENOIS		Canton de BULGNEVILLE
	— REMOIS (rattaché à LONGCHAMPS-sous-CHATENOIS)	
	— LA NEUVILLE-sous-CHATENOIS	
	— SANDAUCOURT	
— DOMBROT-sur-VAIR		Canton de LAMARCHE
	— AIZAINVILLIERS	
	— BULGNEVILLE	
	— VAUDONCOURT	
— SAULXURES-les-BULGNEVILLE		
	— ANGEVILLE	
	— SAINT-OUEN-les-PAREY	
	— URVILLE	
— SAUVILLE		
	— VREUCOURT	
	— ROBECCOURT	
	— BLEVAINCOURT	
— DAMBLAIN		



Ajar, un an après son Goncourt.

Cette fois, il parle.

Cette semaine dans ELLE.

Formation continue

DROIT DE L'ENTREPRISE

Techniques contractuelles Gestion du personnel
Brevets - Know-How Sociétés
Fiscalité Actualités

La Fondation Nationale pour le Droit de l'Entreprise (F.N.D.E.) associe spécialistes universitaires et professeurs pour une action de formation continue à destination des cadres nouveaux et confirmés.

F.N.D.E., 9, rue Richemont, Paris-8^e

Informations sur demande, tél. 269-10-18

COSTUMES

Mesure industrielle

690^F

offre spéciale
du 6 au 27 novembre

MESURE INDUSTRIE

23 rue des Mathurins Paris 8

(Métro Hure-Courmoulin)
Parkings: place de la Madeleine et boulevard Malesherbes

Les oiseaux vont mourir au cap Sizun.

A cause du mazout.

Cette semaine dans ELLE.

Lucien Thiriet
**L'ÉNERGIE
NUCLÉAIRE**



49 F

Lucien Thiriet
**L'ÉNERGIE
NUCLÉAIRE**

Quelles politiques
pour quel avenir?

Le dossier complet établi par un expert appartenant au C.E.A. A lire par ceux qui ont compris qu'il était important de s'informer avant de se faire une opinion.

dunod

Quelle est donc
cette couleur que l'on
a envie de porter
quand on n'a plus envie
des autres?

Le noir.

Cette semaine dans ELLE.

LA VIE ÉCONOMIQUE

COMMERCE INTERNATIONAL

Le déséquilibre des échanges C.E.E.-Japon Les industriels nippons commencent à prendre au sérieux l'avertissement européen

De notre correspondant

Tokyo. — Le gouvernement japonais a fait parvenir, jeudi 25 novembre, un ensemble de propositions à la Commission des Communautés européennes pour remédier au déséquilibre des échanges entre l'Europe des Neuf et le Japon. Ces propositions ne seront rendues publiques qu'après avoir été discutées au cours de la réunion de la Commission, qui doit se tenir à La Haye le 29 et le 30 novembre. En ce qui concerne l'automobile, les constructeurs japonais semblent prêts à limiter leurs ventes en Angleterre, l'année prochaine, au niveau existant en 1975. En matière de construction navale — point central du différend — des négociations devraient également commencer dans un avenir proche. Enfin, Tokyo accepterait d'augmenter certains quotas d'importations qui limitent les ventes de produits alimentaires au Japon (sauf en ce qui concerne le riz). Le ministre des transports a, d'autre part, demandé aux quarante principaux chantiers navals de réduire leurs activités à 72 % de ce qu'elles étaient entre 1973 et 1975.

La tension qui règne dans les relations économiques Europe-Japon est devenue l'une des grandes préoccupations des milieux d'affaires nippons et de la presse. Après une période d'irritation suscitée par les réminiscences européennes, les hommes d'affaires semblent maintenant désireux d'éviter un affrontement avec leurs partenaires de la C.E.E.

M. Doko, président du Kaidanren, principale organisation patronale, est parvenu à convaincre les industriels que la question du déséquilibre des échanges avec l'Europe (1) est moins économique que politique. Le sentiment prévalant à Tokyo est que l'Europe porte mal. Les Japonais estiment que l'écart va croissant entre l'Allemagne de l'Ouest et des pays comme la Grande-Bretagne, l'Italie ou la France. À terme, pensent-ils, la dégradation de la situation économique dans ces derniers pays pourrait provoquer des changements politiques qui désorienteraient le Japon sur le plan mondial.

Les Japonais ne verraient certes pas que des désavantages dans un affaiblissement de l'Europe. L'aggravation des dissensions entre Européens pourrait faciliter leur jeu dans chaque pays. Ils sont pourtant loin de souhaiter une telle éventualité qui conduirait à un renforcement de la position mondiale des États-Unis et bouleverserait leurs rapports avec Washington.

Griefs injustifiés mais...

Bien qu'une partie des industriels continuent à penser que les griefs des Européens sont injustifiés et que la loi de la libre concurrence demeure inlassable, l'économie libérale, la majorité estime qu'il faut tenir compte de la situation actuelle de l'Europe, des pressions qu'exercent les syndicats sur les gouvernements, et par conséquent trouver un remède au déséquilibre des échanges.

On continue à penser dans les milieux dirigeants que la seule solution véritable consiste à aider les Européens à exporter davantage au Japon. Les autorités se sont engagées à faciliter les procédures d'importations, notamment dans le domaine de l'automobile. Une tendance analogue se dessine pour les produits pharmaceutiques.

Mais l'augmentation des exportations européennes vers le Japon n'est concevable que dans le cadre d'une politique à long terme dont les effets ne peuvent être immédiats. Elle suppose surtout, en plus de mesures concrètes, un changement de l'état d'esprit des Japonais qui, bien souvent, pratiquent un protectionnisme voilé, hérité du début des années 60, lorsque leur commerce extérieur était déficitaire. C'est pourquoi, le gouvernement paraît décidé à agir également sur les exportations. En ce domaine, la position japonaise est on ne peut plus nuancée. Il y a d'abord les mesures qu'on exclut : l'auto-limitation. Comme nous le faisions remarquer un haut responsable du Kaidanren, « c'est un mot tabou. Nous en avons beaucoup discuté en avril et juin avec les Américains. C'est quelque chose dont nous ne voulons pas ». Le Japon se montre d'autant plus prudent en la matière qu'il craint, en faisant des concessions à la C.E.E., de relancer aux États-Unis les demandes de restrictions des exportations nippones.

C'est donc essentiellement d'une manière détournée que le Japon compte donner quelques satisfactions aux Européens — par exemple, en jouant sur leurs prix. C'est notamment le cas des fabricants de roulements à billes qui, après avoir fait une percée fracassante sur les marchés européens, ont décidé de relever leurs prix tout en s'efforçant de déclarer que cette mesure était uniquement dictée par une augmentation des coûts.

(1) Il devrait atteindre 4 milliards de dollars en 1976.

En ce qui concerne les automobiles, les grands constructeurs comptent ralentir leurs expéditions vers l'Europe. Selon M. Ishikawa, l'un des vice-présidents de Nissan (Datsun), le rythme des exportations de son groupe vers l'Europe ne devrait pas augmenter sensiblement l'année prochaine, notamment sur le marché britannique, le plus touché.

Les automobilistes semblent également décidés à faire preuve de souplesse tout en faisant valoir qu'ils ont respecté les quotas imposés par la C.E.E. pour 1976. En fait, pour ces deux secteurs, la menace pour les Européens vient moins des grands groupes que des sociétés de moindre importance qui ne sont pas parties dans les négociations avec la C.E.E. Le gouvernement s'est engagé à agir auprès des petites sociétés sidérurgiques. En ce qui concerne les automobiles, en revanche, Honda et Mitsubishi Motor, qui sont loin d'être aussi bien implantés en Europe que Toyota ou Nissan, comptent pratiquement doubler leurs ventes sur ce marché au cours de l'année prochaine.

Les dirigeants des chantiers navals semblent assez réticents à l'idée de faire des concessions. Ils souhaitent que le problème soit réglé par des négociations au niveau international mais ont accepté le principe de rencontres avec les Européens. D'une manière générale, les industriels sont optimistes, malgré les craintes inspirées par la situation de la Grande-Bretagne, de l'Italie et de la France. Ils estiment que les difficultés rencontrées actuellement en Europe vont s'atténuer assez rapidement. « Cette crise, affirment-ils, aura au moins permis aux deux parties de mieux se connaître. »

PHILIPPE PONS.

A L'ÉTRANGER

LE SAUVETAGE FINANCIER DE NEW-YORK EST REMIS EN CAUSE

De notre correspondant

New-York. — New-York se trouve une fois de plus au bord de la banqueroute financière. L'opération de sauvetage de la ville, effectuée il y a un an avec l'assentiment du gouvernement fédéral, comprenait notamment la proclamation d'un moratoire sur les obligations : il vient à terme entre le 1^{er} décembre 1975 et le 1^{er} juin 1976 (en tout 1,8 milliards de dollars). Or la cour d'appel de l'Etat de New-York a déclaré ce moratoire inconstitutionnel, ordonnant à la Ville de New-York de payer, non pas « immédiatement », mais « très bientôt » l'argent qu'elle doit aux détenteurs de titres.

Une petite banque locale — Flushing National Bank, — qui détient pour 800 000 dollars de bons municipaux, avait exigé par la voie judiciaire qu'ils soient honorés à l'échéance. La municipalité opposa pour sa défense qu'elle devait affronter une situation d'urgence et invoqua son « pouvoir policier inhérent ». Le

tribunal estima que le pouvoir policier n'avait rien à faire ici et que la ville devait payer ses dettes « à la date fixée ».

La remise en cause du système que le gouvernement fédéral, l'Etat de New-York et les grandes banques (Chase, First National, Morgan, Bank of America) avaient monté en catastrophe pour sauver New-York de la faillite a surpris les autorités. Le maire Beame, qui visitait Jérusalem comme il le fait souvent, a regagné New-York à bord du premier avion en partance, et le gouverneur Carey a conté sans désespérer le week-end dernier pour tenter de combler la brèche. Un conseiller de M. Carter — dont l'administration devrait se montrer plus compréhensive que celle de M. Ford — s'est rendu à New-York pour soutenir le moral des dirigeants new-yorkais catastrophés : la décision du tribunal est, en effet, sans appel.

LOUIS WIZNITZER.

BARÈME DES BRILLANTS.

COULEUR	BLANC NUANCÉ		LÉGÈREMENT TONTE		BARÈME en 10 ^e de %
	V.V.S.	Lég. piqué	V.V.S.	Lég. piqué	
PURETÉ					
1 carat : 0 g 28.	14.900 F	8.200 F	7.350 F	5.200 F	68/10 ^e
2 carats, le carat	18.800	12.900	9.250	6.950	84/10 ^e
3 carats, le carat	22.100	16.200	10.900	8.150	88/10 ^e
4 carats, le carat	27.500	18.800	11.500	7.350	104/10 ^e
5 carats, le carat	33.000	21.500	12.200	7.700	114/10 ^e

Ce barème étant forcément incomplet, M. Godechot et Paullet se tiennent à votre disposition pour vous renseigner d'un façon plus précise sur le cas qui vous concerne, dans leur sommets.

GODECHOT & PAULLET

56, AVENUE RAYMOND-POINCARÉ

PAS. 34.90

ACHATS - VENTES - EXPERTISES

PARKING FOCH - MÉTRO VICTOR-HUGO - Tous les jours, sauf dimanche

Etre à la mode sur les pistes.

Adorables femmes des neiges.

Cette semaine dans ELLE.

BOURSE DU BRILLANT

communiqué

MARCHÉ DU BRILLANT

Prix d'un brillant rond spécimen

BLANC EXCEPTIONNEL

1 CARAT

25 novembre - 47.196 F T.T.C.

commission 4,90 % +

M. GERARD JOAILLIERS

8, avenue Montaigne - Paris (8^e)

Tél. : 358-83-96.

Achetez français...

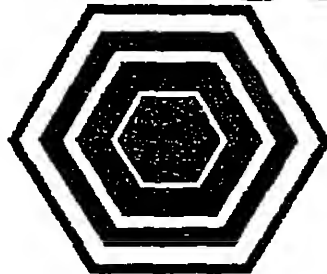
mais louez européen

europcar

645.21.25

Pour vous aider
dans vos opérations
de Commerce
Extérieur nous
sommes bien placés
au Maroc.

BMCI



Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie.
20 Place Mohammed V Casablanca. Telex 23727 MAROCOMI.
Associée au groupe B.N.P.

صكنا من الامم

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
24 NOVEMBRE

Calme et irrégulier

La tendance a été très irrégulière ce mercredi à la Bourse de Paris, où une légère prédominance de baisses a été enregistrée. Les valeurs étrangères n'ont pas montré d'orientation particulière, mais affectée des derniers temps, a accentué son mouvement de reprise. Son avance a été particulièrement vive en Amérique, le bâtiment et les banques.

Les titres les plus en vue ont été : Chiers (+ 7 %), B.C.T. (+ 5 %), Arjomani (+ 4 %), Europe (+ 3 %), Creusot (+ 3 %), Loire (+ 3,5 %), Denain-NEL (+ 3,5 %) et Lorraine, dont la cotation a dû être retardée en raison de la suspension de la demande sur les offres.

A l'inverse, près d'une quarantaine de valeurs se sont affaiblies. Principalement localisées dans la région du Nord, les valeurs de pétroles, les plus fortes baisses ont été subies par Téléphones Ericsson, Morins-Wendel (- 7 %), Paris-France, S.E.V., Laboratoires Béchamps.

Comme certains le redoutaient, le mouvement de redressement enregistré mardi ne s'est pas poursuivi ce mercredi. La principale cause de cette déconvenue est le manque d'offres sur la Bourse souffrir depuis plusieurs mois.

Il semble cependant que la révision en baisse des prévisions économiques concernant la France en 1977, exprimées par l'O.C.D.E., ait eu une influence négative sur le comportement de plusieurs investisseurs.

Aux valeurs étrangères, le recul de Wall Street a provoqué la baisse de la majorité des américaines.

La tendance a été identique aux mines d'or où seuls quelques titres sont parvenus à tirer leur épingle du jeu. Les pétroles internationaux sont demeurés calmes, hormis Petrofina dont le cours a progressé sur des rumeurs de nouvelles découvertes d'hydrocarbure. Sur le marché de l'or, le lingot a perdu 440 F à 21 020 F, et le napoléon 550 F à 237 50 F, après 238 10 F.

VALEURS	% du num.	% du coupon	VALEUR
3 %	77	0.453	3AN 510 C

LONDRES

Le fait marquant jeudi à l'ouverture est la hausse des pétroles (B.P. monte de 2.5 %), suivant l'exemple américain. Stabilité des industrielles et des fonds d'Etat. Légère reprise des mines d'or.

LES (POURCENTS) (COLATES) : 131 20 centre 130 75		
VALEURS	CLOTURE 24/11	COURS 25/11
Par L&S 3 1/2 %	23 7/8	23 7/8
Deutsche	300	321 1/2
British Petroleum	780	714
Shell	396	393 1/2
Vickers	119	120
Imperial Chemical	291	281 1/2
Courtauld	88	82
De Beers	196	196
Deutsche Holdings	16	15 1/2
Rio Tinto Zinc Corp	143	150 1/2
*West Dredging	28 1/4	28 3/8

(*) En Dvcs.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

MICHELIN. — Comme annoncé en juillet dernier, les actionnaires recevront une action gratuite « B » pour dix actions anciennes « A » ou « B » indistinctement. Les opérations de conversion des obligations 5,5 % 1970-1973 vont, de ce fait, être suspendues.

KUSOTA. — Bénéfice net du premier semestre achevé le 15 octobre : 10 970 millions de yens contre 10 048 millions. Le chiffre d'affaires atteint 222 527 millions de yens contre 195 548 millions. Dividende intérimaire de 3,75 yens. Pour l'exercice entier, les prévisions portent sur un bénéfice de 22 000 millions à 23 000 millions de yens (contre 20 584 millions) et un chiffre d'affaires de 480 000 millions de yens (contre 410 000 millions).

GAZ ET EAUX. — Un groupe d'investisseurs, dont l'IDI est chef de file, étudie actuellement avec le Crédit du Nord et INEC, filiale du groupe belge Tractien et Electricité, les modalités d'une opération financière portant sur la structure du capital de Gaz et Eaux.

Rappelons que les cotations du titre sont suspendues depuis le 10 novembre dernier

DART INDUSTRIES. — Le prochain dividende trimestriel atteindra 20 cents par action contre 16 cents. « La croissance des résultats et la situation satisfaisante du bilan permettent de porter à 80 cents par action le montant du dividende annuel ».

NEW-YORK

Reprise en clôture

De nouvelles ventes bénéficiaires ont eu lieu mercredi à Wall Street. Mais elles ont été bien absorbées et, à l'approche de la clôture, les cours se sont orientés à la hausse. L'indice des industrielles n'a toutefois pas pleinement rendu compte du mouvement, s'inscrivant à 350,96 avec un maigre gain de 1,66 point, alors que, sur 1 960 valeurs traitées, 924 ont monté et seulement 514 ont baissé.

Une forte activité a continué de régner : 20,42 millions de titres ont changé de mains contre 19,09 mil-

Le nouveau pétrole américain est particulièrement favorable à nos parvenus à la connaissance des opérations, hommes de la proposition de l'administration fédérale à l'énergie de supprimer les contrôles exercés sur les prix et les quotas de l'essence. Les valeurs pétrolières ont monté et entraîné dans leur sillage bon nombre de titres. Rappelons que le marché de New-York sera fermé jeudi 25 novembre à l'occasion du « Thanksgiving Day ».

	COURS	
	23/11	26/11
VALEURS		
Alcoa	59 1/2	57 1/2
A.T.T.	81 3/4	82 1/2
Amstar	43 1/2	45 1/8
Carnation Cond.	28 3/4	28 7/8
Dur Pulp de Canada	124 1/2	125 1/2
Eastman	36 1/2	36 1/2
Exxon	50 1/8	51 1/8
Ford	67 1/2	67 1/2
General Electric	51 1/2	51 1/2
General Foods	39 1/8	39 1/2
General Motors	78 1/2	78 7/8
Johnson & J.	34 1/4	34 1/4
J.M.B.	270	272 3/8
L.T.T.	81 1/2	81 3/4
McDonald	42 1/2	43 1/8
Mobil Oil	52 1/4	52 1/2
Phizer	28 1/2	27 1/2
Petroleum	38 1/2	38 1/2
Telex	28 1/2	28 1/2
U.S. Steel	24 3/4	24 7/8
U.S. West	46 1/4	47 1/8
Westinghouse	16 1/4	16 1/4

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	24/11	25/11
1 dollar (ex year) ..	235 10	236 47

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE. Base 100 : 31 déc. 1975.)

Valeurs françaises ..	75,7	75,6
Valeurs étrangères ..	108	107,1
C= DES AGENTS DE CHANGE		
(Base 100 : 29 déc. 1961.)		
Indice général	59,7	59,7

BOURSE DE PARIS - 24 NOVEMBRE - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours du Parquet.

[illegible]

COTE DES CHANGES

MARCHES OFFICIELS.	COURS PRE.	COURS 24 H
Paris-Unité (5 l.)	4 988	4 981
Paris-Gas (5 l.)	5 239	5 235
Strasbourg (100 l.)	293 196	287 325
Strasbourg (100 sch.)	29 280	29 275
Strasbourg (100 F.)	12 627	12 623
Strasbourg (100 kr.)	85 324	85 020
Strasbourg (100 pes.)	7 312	7 312
Strasbourg (100 sch.)	8 255	8 255
Strasbourg (100 l.)	5 771	5 771
Strasbourg (100 l.)	85 600	85 770
Strasbourg (100 l.)	189 786	198 452
Strasbourg (100 l.)	16 910	15 839
Strasbourg (100 l.)	119 459	119 426

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS gros.	COURS 24/11
Or fin (cette barre)	21490	21063
Or (cette en lingots)	21450	21020
Pièce française (20 fr.)	182 50	222 50
Pièce française (10 fr.)	285 10	291 50
Pièce suisse (20 fr.)	281 58	196 50
Notes belges (20 fr.)	307 28	290 18
Monnaie		
Pièce de 20 dollars	1515 20	1510
Pièce de 10 dollars	534 30	530
Pièce de 5 dollars	267 15	265
Pièce de 50 pesos	852 50	857
Pièce d'10 florins	208 30	204

هبة امن الدنيا

